

Les Sociétés de Commerce Françaises

QUI ONT

LEUR SIÈGE SOCIAL A LA COLONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 14 heures

PAR

René-Claude IGIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

Membres du Jury :

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { M. ESCARRA, professeur.
 { M. AMIAUD, professeur.



PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549922_0002

LES SOCIÉTÉS DE COMMERCE FRANÇAISES

qui ont

leur siège social à la colonie

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Sociétés de Commerce Françaises

QUI ONT

LEUR SIÈGE SOCIAL A LA COLONIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 14 heures

PAR

René-Claude IGIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

Membres du Jury :

Président : M. SOLUS, professeur.

Suffragants { M. ESCARRA, professeur.
M. AMIAUD, professeur.

✱

PARIS
LES PRESSES MODERNES
96, Galerie Beaujolais - Palais Royal

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'importance politique et économique des Colonies françaises ; la notion d'Empire. — La question de la « mise en valeur ». — Difficultés auxquelles se heurtent les entreprises coloniales ; rôle essentiel des sociétés de capitaux. — L'aide indispensable de la Métropole à ses colonies. — Comment cette aide se réalise. — La nécessité aux colonies d'un régime fiscal moins lourd. — A quelles Sociétés commerciales s'applique ce régime fiscal favorable ? — La notion de Société coloniale. — Plan de l'étude. — Celle-ci doit se limiter aux colonies « stricto sensu ».

1. — Depuis le dix-neuvième siècle et la Restauration, l'importance des Colonies françaises n'a cessé de s'accroître dans les domaines politique et économique, et cette progression semble encore s'accroître de nos jours. Cette constatation, satisfaisante en elle-même, le devient bien davantage lorsqu'on observe, dans les mêmes domaines, la situation de la France métropolitaine. En effet, il faut bien reconnaître que notre pays n'occupe plus, dans le concert des grandes puissances mondiales la place prépondérante qui fut longtemps la sienne. Les événements historiques, l'état dangereusement stationnaire de sa population, les graves désordres de tous genres résultant de la guerre et de ses suites, ont provoqué un arrêt et même un recul de l'expansion humaine, politique et surtout économique de notre pays. Par contre d'autres nations, plus jeunes, moins évoluées, n'ont encore rien perdu de leur dynamisme.

Ce qui nous permettra de garder notre rang, c'est dans une très large mesure, le développement de nos possessions coloniales. Sans pousser cette idée à l'exagération, il faut reconnaître qu'un pays qui possède des territoires dans toutes les parties du monde et les fait prospérer, bénéficie nécessairement d'une profonde influence politique.

Toutefois il existe un intérêt plus concret à la colonisation, c'est l'intérêt commercial et économique (1). Dans la réalité des faits, c'est cet intérêt que l'on retrouve à la base de tout empire colonial. Les colonies sont nées de la chasse à l'or et aux épices; ce qu'on y a toujours et avant tout recherché, ce sont les matières premières et les produits de tous genres qui manquent aux pays colonisateurs, et que ceux-ci ne peuvent trouver chez eux. La colonie, c'est une terre qu'on exploite, un comptoir que l'on développe; l'idéal de civilisation est un fruit tardif du dix-neuvième siècle.

La colonie, c'est aussi la contrée neuve que l'on équipe, puis le pays riche qui importe. Et ce n'est pas vouloir faire renaître de ses cendres le « Pacte Colonial » que constater la prédominance indiscutable de l'économique; bien au contraire, puisque ce sont les nécessités du commerce qui ont peu à peu causé la perte de ce « système de l'exclusif ».

Actuellement, la France reçoit de ses colonies des céréales, des fruits, des vins, des bois, du caoutchouc, des phosphates, des minerais, du café, des épices, des oléagineux, des conserves, du bétail. Peut-être en recevra-t-elle plus tard le coton, la laine, le pétrole, le charbon dont elle a besoin.

Elle y envoie des produits les plus divers, notamment des objets fabriqués, des ustensiles, de l'outillage, des machines.

Et ce commerce s'accroît sans cesse, à mesure que s'accroît le pouvoir d'achat de ces clients nouveaux, à mesure que s'accroît leur productivité. En outre, un facteur récent est venu resserrer ces liens : la crise actuelle a vu reflleurir un protectionisme outrancier. Mesures douanières, particularismes nationaux, troubles monétaires ont sans cesse surenchéri, et ont souvent abouti à ériger l'autarchie économique en régime idéal. Tous les pays en ont souffert, en souffrent encore; mais les plus favorisés furent les pays colonisateurs, qui pouvaient enfermer dans leur système des contrées aux productions les plus diverses. Certains même séduits par une théorie, ont pris ce moindre mal pour le plus grand bien, et ont en outre confondu leurs désirs avec la réalité. Ils ont conçu un empire économique français isolé du reste du monde. C'était aller trop loin, car, malgré l'appui de nos possessions d'outre-mer, nous restons encore tributaires de l'étranger pour plusieurs produits

(1) A. Girault : « Principes de Colonisation et de Législation Coloniale ». 5^e édit. T. 1^{er} (1927) : pp. 34 et sq, 41 et sq.

d'importance vitale, et cet état de chose ne semble pas pouvoir se modifier d'ici longtemps.

Quoi qu'il en soit, les années de crise ont vu simultanément s'effondrer le commerce extérieur de la France, et se maintenir son commerce impérial. Dans le commerce extérieur total de la métropole, le commerce colonial atteignait à peine la proportion de 12 % avant la crise; actuellement cette proportion a dépassé 25 % et tend vers 30 %. Désormais, la France a pour premier client l'Algérie, sa première colonie (2).

(2) Des chiffres fournis par la Direction Générale des Douanes dans sa « Statistique mensuelle du Commerce Extérieur de la France » (Imprimerie Nationale, années 1928 et 1935), nous permettent de classer par rang d'importance les principaux pays importateurs ou exportateurs. Comparons, par exemple, le commerce extérieur français au cours des mois de janvier 1928 et janvier 1935; nous aurons les tableaux suivants :

IMPORTATIONS EN FRANCE				EXPORTATIONS DE FRANCE			
JANVIER 1928		JANVIER 1935		JANVIER 1928		JANVIER 1935	
Pays exportateurs	Valeurs en milliers de francs	Pays exportateurs	Valeurs en milliers de francs	Pays importateurs	Valeurs en milliers de francs	Pays importateurs	Valeurs en milliers de francs
1. Et.-Unis .	636.860	1. Algérie .	197.931	1. Gde-Bret.	645.765	1. Algérie .	222.567
2. Gde-Bret.	381.287	2. Et.-Unis .	171.737	2. Belgique et Luxem.	568.347	2. Allemag.	178.633
3. Allemag.	323.635	3. Allemag.	169.255	3. Allemag.	495.549	3. Belgique et Luxem.	151.101
4. Belgique et Luxem.	248.459	4. Gde-Bret.	124.884	4. Et.-Unis .	272.005	4. Gde-Bret.	140.773
5. Algérie .	199.035	5. Belgique et Luxem.	113.959	5. Suisse .	233.009	5. Suisse .	106.867
6. Argentin.	189.878	6. Austral. .	84.328	6. Tchecosl.	198.655	6. Et.-Unis .	57.276
7. Pays-Bas	123.289	7. Indoc. franç.	65.500	7. Algérie .	171.422	7. Italie. . .	47.398
8. Italie . .	111.212	8. Pays sous mand., A.E.F., petites Colonies.	57.782	8. Argentin.	139.683	8. Pays-Bas.	45.012
9. Espagne.	105.342	9. Pays-Bas.	51.073	9. Espagne.	115.892	9. Maroc . .	44.692
10. Brésil. .	87.403	10. A. O. F. .	45.998	10. Pays-Bas.	95.998	10. Tunisie .	43.963
11. Suisse . .	62.793	11. Espagne.	45.271	11. Indoc. franç.	91.911	11. Pays sous mand., A.E.F., petites Colonies.	39.906
12. Pays sous mand., A.E.F., petites Colonies.	61.619	12. Canada.	42.066	12. Maroc . .	80.574	12. Espagne.	35.685
13. A. O. F. .	57.668	13. U. R. S. S.	41.967	13. A. O. F. .	78.444	13. Indoc. franç.	34.457
14. Suède . .	52.042	14. Maroc . .	40.809	14. Pays sous mand., A.E.F., petites Colonies.	52.864	14. Argentin.	26.849
15. Indoc. franç.	48.901	15. Suisse . .	39.452	15. Canada. .	44.882	15. A. O. F. .	23.656
16. Madagas.	43.407	16. Indes angl. .	39.231	16. Tunisie. .	43.686	16. Madagas.	15.523
17. Canada. .	41.041	17. Brésil. . .	39.146	17. Brésil. . .	41.852	17. Brésil. . .	11.858
18. Tunisie. .	40.440	18. Indes néerl.	38.334	18. Grèce. . .	35.644		
19. Maroc . .	20.483	19. Tunisie. .	35.672	19. Pologne .	33.376		
20. Japon . .	19.471	20. Italie . . .	35.373	20. Madagas.	30.056		
		21. Madagas.	26.165				

TOTAUX (en milliers de francs)

IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
Venant des pays étrangers		Venant des colonies françaises		Allant à des pays étrangers		Allant aux colonies françaises	
Janvier 1928	Janvier 1935	Janvier 1928	Janvier 1935	Janvier 1928	Janvier 1935	Janvier 1928	Janvier 1935
3.652.369	1.473.666	471.553	469.857	3.467.580	1.025.647	548.957	424.764

TOTAUX DU COMMERCE EXTÉRIEUR GLOBAL

Dates	Total global du commerce extérieur	dont, avec l'étranger	et, avec les colonies
Janvier 1928	8.140.459	7.119.949	1.020.510
Janvier 1935	3.393.934	2.499.319	894.621

Ces statistiques portent sur le commerce spécial. Elles montrent clairement que l'importance du commerce entre la France et ses colonies s'est accrue considérablement, mais seulement de façon relative. En d'autres termes, le commerce colonial s'est maintenu au même niveau, malgré la crise, pendant que le commerce étranger s'effondrait.

Et cet état de choses récent a fait éclore la notion d'un empire économique français cohérent, coordonné, équilibré; on lui doit la création de la grande « Conférence économique de la France Métropolitaine et d'Outre-Mer » qui s'est réunie à Paris au cours de l'hiver 1934-1935, et qui marquera peut-être le début d'une ère de coopération fructueuse de la Métropole avec ses possessions coloniales. Mais il importe de remarquer que le but visé est un système économique harmonieux, non pas un système autarchique.

2. — Pour atteindre ce but, il convient de faciliter et d'encourager la mise en valeur de nos possessions. Si l'ancienne politique d'exploitation brutale a fait faillite, c'est parce qu'elle n'enrichissait la Métropole qu'en appauvrissant la Colonie. Ici comme partout, il faut se garder de tuer la poule aux œufs d'or, et il vaut mieux renoncer à un bénéfice immédiat et passer pour s'assurer dans l'avenir une source de richesse solide. La colonie qui s'enrichit augmente sa capacité d'achat et offre un débouché de plus en plus large aux exportations de la mère patrie. Aujourd'hui tous les pays colonisateurs l'ont

compris, et le stade de la conquête étant terminé, on a entrepris le stade de la mise en valeur. Il nous suffira, pour illustrer cette idée, d'évoquer d'un mot la prospection minière d'Indochine, de Nouvelle-Calédonie, d'Afrique Equatoriale, les extractions de houille au Tonkin, de phosphates en Afrique du Nord, les travaux d'irrigation des deltas indo-chinois et de la boucle du Niger, enfin la création et l'entretien de multiples réseaux routiers et ferroviaires. Nous nous trouvons donc, à l'heure actuelle, en face d'un vaste empire en pleine évolution et en pleine croissance.

3. — Mais il ne faudrait pas croire pour autant que les entreprises de mise en valeur trouvent une tâche facile dans ces pays neufs. Au contraire, les obstacles à surmonter seront presque toujours infiniment plus redoutables, et la réussite plus aléatoire. Des études préalables s'imposent, concernant le relief, la géologie, le climat, la végétation, les voies d'accès. Puis ce seront les risques d'une prospection coûteuse, ou d'une sélection délicate de graines et de plants; ce sera encore la lenteur d'essais préliminaires. Si l'entreprise est appelée à un certain avenir, d'autres problèmes se poseront : on aura besoin d'un outillage et d'un matériel spéciaux, on ne trouvera sur place qu'une main-d'œuvre insuffisante et inexpérimentée, on devra organiser un système de transport convenable, évaluer le coût du fret et examiner les questions du fret de retour, de la conservation et du conditionnement des produits. Souvent les débouchés resteront lointains et hypothétiques, et l'on se heurtera à la concurrence d'entreprises étrangères plus anciennes, mieux soutenues, dont les frais de première installation seront déjà amortis. Tout cela exigera la réunion de capitaux considérables, difficulté supplémentaire en raison de la méfiance instinctive des capitalistes à l'égard des entreprises coloniales.

Les risques d'une telle entreprise sont donc grands, et rarement l'individu disposera de moyens suffisants pour y échapper (3). Le climat chaud, souvent pénible par suite de l'humidité, nuit à son activité. D'ailleurs le temps lui manque, et il ne

(3) Cf. A. Girault : « Principes de Colonisation et de Législation Coloniale » (1930). T. III, p. 89 : « Les entreprises coloniales excèdent bien souvent les moyens d'un individu. Généralement elles se présentent sous la forme d'une Société. De là toute une série de problèmes extrêmement délicats, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue juridique ».

recherche que des profits immédiats ou à brève échéance, sans se préoccuper de l'avenir lointain qui doit être, nous l'avons vu, le seul but d'une mise en valeur intelligente et solide.

L'avenir économique des colonies semble donc, pour la plus grande part, dépendre de l'action des grosses sociétés de capitaux, principalement des Sociétés anonymes. Là seulement nous trouverons les éléments de force et de durée qui pourront conduire au succès. Les avantages de la mise en société sont trop connus pour que nous nous étendions ici sur un tel sujet (4). Bornons-nous à remarquer qu'aux colonies plus qu'ailleurs, c'est par le moyen de la mise en société qu'on pourra augmenter la facilité du crédit, grouper une masse considérable de capitaux, et régler dans le temps l'évolution de l'entreprise.

4. — Pour sortir de leur état d'enfance économique, les colonies ont besoin que la métropole leur vienne en aide, et leur fournisse les hommes, l'équipement matériel, les capitaux. Cette aide, pour être féconde, devrait être large et généreuse, et il vaudrait mieux donner que prêter. Malheureusement on est obligé de constater que la Métropole n'a pas pleinement rempli cette tâche, et que son aide jusqu'à présent, fut trop parcimonieuse.

Les raisons en sont nombreuses : l'argent n'abonde pas toujours; lorsqu'on peut en disposer, l'égoïsme métropolitain et local joue, chacun use de son influence pour élargir sa part, et le poids de l'influence électorale et politique des colonies est bien trop faible pour faire pencher la balance en leur faveur. C'est ainsi qu'au cours de ces années dernières on a consacré de nombreux milliards au financement de grands travaux publics : le moins que l'on puisse dire est que l'on a bien peu pensé aux travaux qui s'imposent aux colonies.

Cependant la crise actuelle a rallié bien des suffrages à l'idée d'aide et de soutien aux colonies. Celles-ci ont été d'autant plus atteintes que les charges du crédit pesaient plus lourdement sur elles. Une crise est toujours plus pénible pour les

(4) La question est traitée dans tous les manuels et ouvrages d'Economie Politique. Signalons seulement ici l'étude claire et concise de M. E. Collot : « Des avantages de la mise en Société pour une entreprise industrielle, commerciale ou agricole » (Thèse, Dijon, 1933). Cf. notamment pp. 24 et 25, 32 et sq, 42 et sq, 67 et sq.

pays qui n'ont pas d'épargne, dont toute la richesse est à créer, et qui, trop confiants dans l'avenir, ont usé et même abusé du crédit. Ainsi la question de l'endettement a pu prendre parfois un aspect tragique : en Tunisie et en Indochine par exemple, où les expropriations se multipliaient à l'excès.

Les vœux émis par la Conférence impériale de 1934-1935 semblent montrer que les esprits s'ouvrent à ces problèmes. Et l'un de ces vœux vient d'être réalisé par la création d'un « Crédit Colonial » qui apportera un appui précieux à l'entreprise privée.

5. — Lorsqu'on eût compris que, sans cette aide de la Métropole, les colonies, soumises à une crise violente, n'auraient plus qu'à disparaître, économiquement parlant, on se soucia des différents moyens propres à leur assurer cette aide. De tout temps des subventions plus ou moins élevées avaient été accordées par le budget central aux divers budgets locaux, représentant ce que l'on appelle les « dépenses de souveraineté », ou même constituant une aide indispensable en raison de l'insuffisance des recettes budgétaires de la colonie. Mais en dehors de ces exceptions le principe funeste du « self-supporting » de Wakefield se maintenait, principe exigeant des colonies qu'elles vivent de leurs propres ressources (5). Cette doctrine, importée en France par certains admirateurs de l'Angleterre, comme l'économiste Leroy-Beaulieu, ignorait l'abîme qui rendait incomparables nos colonies avec les dominions britanniques, mais elle avait été adoptée parce qu'elle s'accordait avec notre opinion nationale. Celle-ci n'a pas encore à l'heure actuelle franchi le stade où l'on considère la colonie comme un « parent pauvre », intéressant seulement s'il peut « rapporter » (6); elle n'a pas encore pu se faire à la largeur des conceptions coloniales.

Et c'est pourquoi, lorsqu'on résolut enfin de venir en aide à nos colonies menacées, on eut recours, pour réaliser cette aide,

(5) A. Girault, op. cit. T. 1^{er}, pp. 46 à 48.

(6) Ces expressions sont puisées dans un volume intitulé « Réalités Coloniales », publié en 1934 par le « Mercure de France ». L'auteur a gardé l'anonymat, signant « XXX ». Cet ouvrage est une suite d'idées et de critiques sur la colonisation française, et nous lui avons emprunté, dans cette « Introduction », plusieurs des remarques qu'elle contient. Ainsi « XXX » s'explique l'absence d'esprit colonial du peuple français par « une opinion publique mal éduquée pour tout ce qui touche les colonies », et par « le tempérament national qui a fait du bas de laine une morale et qui pousse nos compatriotes à voir petit » (p. 83).

à des procédés indirects. Ce qu'il fallait aider, c'était l'entreprise privée, qui est le vrai facteur de richesse pour un pays. Et l'on n'osa pas soutenir directement l'entreprise privée, par crainte des abus et par timidité. On lui facilita le crédit : nous avons signalé la création récente du « Crédit Colonial ». On lui assura une protection douanière, dans le cadre de la grande loi du 13 avril 1928 fixant le régime douanier des colonies. On procéda notamment par taxation de certains produits importés en France : quelle qu'en fût l'origine, étrangère ou coloniale, ils étaient également frappés; mais le produit de la taxe était alors destiné à encourager notre production coloniale, à qui il était versé sous forme de primes à la production.

Cet ensemble de mesures se montra d'une certaine efficacité, et contribua au maintien du chiffre de notre commerce colonial. C'est cela que l'on a désigné par l'expression « mesures d'aide et de soutien ».

Il faut y joindre, si l'on considère le point de vue de l'encouragement à l'entreprise privée, les avantages fiscaux dont celle-ci bénéficie à la colonie. Nous classons ces avantages sur un plan à part, car ils ne font pas partie des mesures d'aide et de soutien proprement dites. Ils résultent uniquement de l'application sage du principe de l'autonomie financière des colonies, principe dont nous parlerons au cours de notre étude. Mais ils contribuent puissamment au maintien de l'économie privée dans nos possessions, et convergent, par leurs résultats, avec toutes les mesures de soutien prises par la Métropole.

6. — D'ailleurs ce régime fiscal moins lourd est une nécessité, puisque nous nous trouvons dans des pays encore pauvres et dont l'effort de mise en valeur n'a que rarement abouti au rendement maximum (7). Ce qu'il y a surtout, c'est de l'espoir en l'avenir, espoir qu'il faut concrétiser en facilitant la création et le développement des entreprises coloniales. Et

(7) V. sur ce point : « La Quinzaine Coloniale », numéro du 25 mai 1928, pp. 179 et 180. M. W. Lalande, dans un article signé W.-L. et intitulé « Le Régime fiscal des Sociétés coloniales » y écrit notamment : « Cependant l'organisation et l'activité économiques ne sont pas les mêmes aux colonies que dans la Métropole. Les produits bruts, dont la vente est la principale activité des pays neufs, ont des cours fixés très étroitement par la concurrence internationale. Un excès de fiscalité nuirait au développement de la production et du commerce coloniaux en ne laissant pas une marge suffisante entre le prix de vente et le prix de revient ».

si l'on veut éviter que ces entreprises naissantes cèdent sous la charge d'impôts écrasants, si l'on veut qu'elles puissent attirer à elles les capitaux métropolitains malgré leur méfiance instinctive et les risques à courir, il faut bien leur assurer un régime fiscal convenable et modéré. Et cet appel aux capitaux métropolitains est indispensable, puisque les colonies manquent elles-mêmes presque complètement de richesse d'épargne et par conséquent de capitaux. Les capitaux français qui se sont si souvent engloutis dans des entreprises étrangères désastreuses, seront plus utilement employés dans nos possessions d'outre-mer, s'ils y sont attirés par des espoirs de revenus abondants, compensant les risques graves auxquels ils s'exposent. Et le meilleur moyen de permettre à ces revenus d'exister, c'est de ne pas les absorber en grande partie ou en totalité par une fiscalité d'un poids comparable à celui de notre fiscalité métropolitaine.

La modération fiscale présentera donc des avantages à plusieurs points de vue.

Et comme nous avons montré déjà que le principal rôle, dans la vie économique de nos colonies, devait être tenu par les Sociétés de capitaux, c'est en particulier ces sociétés qu'il faudra s'attacher à favoriser.

7. — Nous en arrivons ainsi à notre sujet dont on comprend maintenant la place dans l'ensemble des questions relatives à l'économie coloniale. Quelles seront les sociétés qui bénéficieront de l'appellation « Sociétés Coloniales », et des tarifs d'impôts applicables à ce genre de sociétés ?

Disons tout de suite que ce seront celles qui auront établi leur siège social à la colonie. Il importe donc de savoir déjà exactement ce qu'est le siège social, quels en sont les éléments, comment on peut le localiser. Nous saurons ainsi si telle ou telle société doit être considérée, aux points de vue juridique et fiscal, comme métropolitaine ou coloniale. Nous examinerons ensuite si la solution ainsi obtenue, selon notre droit actuellement en vigueur, est satisfaisante dans ses conséquences pratiques, économiques et coloniales, ou s'il n'y aurait pas lieu de fonder plutôt la distinction entre sociétés métropolitaines et sociétés coloniales sur des données nouvelles, différentes de celles qui s'imposent actuellement.

8. — Pour traiter de cette question, nous nous proposons de suivre le plan suivant :

Dans une première partie, pour mieux comprendre l'intérêt matériel et pratique de la question, nous étudierons les avantages fiscaux dont bénéficient les sociétés coloniales.

La deuxième partie sera consacrée à l'exposé rapide des litiges actuellement soulevés par l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement. Celle-ci a entrepris deux procès tendant à faire déclarer frauduleuse l'installation à la colonie de sociétés françaises : cette installation, aux dires de la Régie, n'a d'autre but que d'échapper aux lois fiscales de la métropole. Nous rappellerons les principaux arguments soutenus de part et d'autre et les décisions judiciaires déjà rendues. Ce sont ces litiges et leurs conséquences qui ont motivé cette étude et lui donnent l'intérêt qu'elle peut présenter.

La troisième partie comprendra l'étude juridique du siège social, d'après la doctrine et la jurisprudence. Nous chercherons à définir le siège social, à en connaître les éléments, à établir une distinction nette entre le siège réel et sérieux et le siège fictif et frauduleux. Nous essayerons ainsi de parvenir à une notion à peu près exacte du siège social en droit français moderne.

Enfin, dans une quatrième partie, nous examinerons si le critérium du siège social ainsi obtenu a été réellement adopté par les décisions relatives au siège des sociétés coloniales. De plus, nous ferons la critique des conséquences juridiques, logiques et pratiques de ce critérium appliqué au cas de ces sociétés. Nous verrons que les prétentions de l'Enregistrement métropolitain compromettent gravement la mise en valeur de nos colonies et portent un préjudice sérieux à leur situation budgétaire.

Nous exposerons alors les différentes solutions proposées pour remédier à ces inconvénients et à ces dangers, et notamment les efforts de M. Gratien Candace, député, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, pour résoudre de façon satisfaisante la question par voie législative.

Et, dans notre conclusion, nous essayerons de dégager la meilleure mesure qui puisse être prise en ce sens selon nous, celle qui pourrait être la plus profitable à la colonisation française.

9. — Une remarque s'impose, avant d'aborder le sujet de notre étude et pour délimiter avec précision celui-ci.

En effet, nous ne traiterons ici que des sociétés de commerce coloniales qui ont la nationalité française.

Ceci exclut tout d'abord les sociétés étrangères. La nationalité résultant du lieu du siège social, sera étrangère toute société dont le siège sera fixé dans un pays étranger; ainsi seront étrangères les sociétés établies en pays placé sous protectorat ou sous mandat français (8). Il existe des nationalités marocaine, tunisienne, syrienne, bien distinctes de la nationalité française. Un marocain est un protégé français, non pas un sujet ou un citoyen français. La loi applicable à ces pays n'est pas la loi française. Par conséquent des sociétés fixées dans un protectorat ou un pays sous mandat sont étrangères parce qu'établies à l'étranger et soumises à des lois étrangères. Il se peut d'ailleurs que la puissance protégée applique à ses sujets des dispositions extraites de la loi française : ce seront là quand même des textes législatifs étrangers (9).

Notons également que ce principe n'est pas d'une rigidité absolue : il ne joue que pour les protectorats à peu près orthodoxes (Maroc et Tunisie), et pour les pays sous mandat A (Syrie), c'est-à-dire pour les territoires relevant du ministère des affaires étrangères. Pour les protectorats plus ou moins abâtardis (protectorats indochinois de l'Annam, du Cambodge, du Tonkin et du Laos (10), et pour les autres pays sous man-

(8) M. A. Marcille, dans un « Rapport au Comité des Jurisconsultes de l'Union Coloniale Française » en date du 3 décembre 1924, examinant « La question du transfert, dans les colonies où elles ont leur principale exploitation, du siège social des sociétés anonymes établies en France », écrivait : « Au point de vue de la nationalité de la Société, cependant, ce transfert produirait des effets différents suivant qu'il s'agirait d'une colonie ou d'un pays de protectorat. Dans les colonies, une société constituée sous l'empire de la loi locale, qui est la loi française, ne cesse pas d'être française aux yeux de l'étranger ; dans les pays de protectorat, le changement de nationalité s'impose dans le cadre des traités diplomatiques qui affectent plus ou moins profondément la souveraineté de la puissance étrangère ».

Cf. également J. Robin : « Régime légal des valeurs mobilières en France, spécialement au point de vue fiscal » (Thèse, Dijon, 1899), p. 46 : « Il n'y a pas de doute que les sociétés fondées dans les pays de protectorat soient étrangères, mais faut-il en dire autant des sociétés établies dans les colonies ? Assurément non. »

(9) Cf. l'exemple donné par M. A. Marcille dans son rapport précité du 3 décembre 1924 : « Au Maroc, la législation locale se trouve constituée par le « dahir » du 7 septembre 1913, qui a promulgué la législation commerciale française tout au moins pour les sociétés, et par des dahirs postérieurs. »

(10) H. Solus : « Traité de la condition des Indigènes en Droit Privé » (1927), pp. 42 et 43. On parle toujours du « protectorat du Laos », mais le Laos

dat (Cameroun et Togo), qui sont des possessions relevant du ministère des Colonies, il en va différemment. Les sociétés de commerce qui s'y créent ou s'y installent en suivant les prescriptions de la loi française sont françaises.

Mais il y a encore des Sociétés coloniales qui ne sont pas françaises; ce sont les sociétés indigènes, particulièrement importantes en Indochine. La distinction entre sociétés françaises et sociétés indigènes a donné lieu à controverse (11). Nous adopterons, avec M. Henry Solus et la majorité de la jurisprudence (12) le critérium de la loi sous le régime de laquelle la société a été constituée. Les sociétés indigènes seront celles qui se seront constituées selon les formes et suivant les prescriptions imposées par la loi indigène. Seront françaises les sociétés coloniales constituées selon les prescriptions des lois françaises, car toutes les lois métropolitaines relatives aux sociétés ont été rendues applicables à nos possessions d'outre-mer.

Certains auteurs, comme M. A. Dureteste, et certaines décisions se sont prononcés en faveur d'un critérium différent qui serait soit le lieu du siège social, comme à la métropole, soit la qualité des associés, indigène ou française. Les conséquences résultant de ces critères nous obligent à les écarter délibérément (13).

n'est pas à proprement parler un protectorat. « Il convient plutôt, écrit M. Solus, de considérer le Laos comme une colonie au sens propre du mot. »

(11) Cf. A. Girault, op. cit. T. III, pp. 89 et sq.

— H. Solus : op. cit. p. 180 et sq. : « Les Sociétés commerciales indigènes ».

— A. Dureteste : « Le régime des sociétés commerciales en Indochine Française » (1926) ; Collection Sirey : extrait du Journ. Soc. 1926, p. 259.

(12) et (13) H. Solus, op. et loc. cit. : « Si l'on suppose que plusieurs indigènes se sont réunis pour constituer une société commerciale, deux questions, « semble-t-il, se posent : cette Société constitue-t-elle une personne morale ? « et, dans l'affirmative, quelle est la nationalité, ou plus exactement, quelle « est la qualité de cette Société ?... Il n'est pas sans intérêt de déterminer « quelle est la qualité de la personne morale », poursuit H. Solus qui a admis la personnalité morale de la société indigène, « de préciser, en d'autres termes, « si la société est ou bien indigène, ou bien française ou assimilée : le point « de savoir quelles juridictions sont compétentes en dépend. Or, on peut hésiter entre plusieurs critères :

« a) On pourrait songer, tout d'abord, à prendre en considération la qualité « ou la nationalité des membres qui la composent et l'on réserverait la qualité de société indigène, soumise au statut indigène et justiciable des juridictions indigènes, à celle qui est formée exclusivement entre indigènes. « Mais cette solution doit être rejetée... » (M. Solus fait remarquer qu'il n'existe aucun texte étayant cette opinion, et qu'au surplus il est impossible de connaître la nationalité de tous les actionnaires d'une société).

« b) Faut-il alors adopter le critérium habituel de la nationalité des so-

Enfin, il convient de rappeler, pour fixer avec précision la notion de société coloniale française, que plusieurs décrets ont fixé, pour l'Indochine, l'A.O.F., et Madagascar, les conditions à remplir pour qu'une société puisse se déclarer française. Alors, nous le verrons, que dans la métropole, c'est le siège social seul qui permet de distinguer, selon le lieu où il est réellement établi, la nationalité des sociétés, les textes auxquels nous faisons allusion exigent des sociétés établies dans les colonies précitées des conditions supplémentaires, relatives à la nationalité des membres dirigeants de ces sociétés. Les administrateurs, gérants, directeurs, commissaires aux comptes, membres des conseils de direction et de surveillance, doi-

« ciétés en droit métropolitain, et s'attacher au lieu où se trouve le siège social ? Un tel système conduirait à dire que toute société ayant son siège social dans une colonie proprement dite, donc sur le sol français, serait française... ; juridiquement, les sociétés indigènes n'y pourraient pas exister ». (M. Solus remarque que ce serait violer le principe du maintien d'un statut particulier aux indigènes).

« c) Nous sommes ainsi amenés à proposer un autre critérium : la qualité de la Société doit être appréciée en se reportant à la loi sous le régime de laquelle elle a été constituée. Si elle a été constituée sous le régime et dans les formes de la loi indigène... » (Cf. p. 286 : noter que rien n'empêche les indigènes de contracter selon la loi française).

« Cependant nous ne prétendons point que le critérium que nous proposons doive s'appliquer sans discernement. Le législateur colonial peut avoir été amené à prendre relativement aux Sociétés constituées aux colonies entre indigènes, certaines mesures d'ordre général analogues à celles qui existent dans la Métropole, afin de favoriser la régularité de la constitution des sociétés, et de protéger, s'il y a lieu, l'épargne publique. Le fait de se conformer à cette législation n'implique donc pas nécessairement que la loi française ait été choisie comme loi du contrat et que la société soit, du même coup, société française ; elle est et restera société indigène, purement et simplement soumise à une réglementation spéciale qui émane du législateur colonial. »

— A. Girault, op. et loc. cit. : « Le plus sûr est de s'attacher à la loi sous laquelle la Société a été constituée ».

— Contra : A. Dureteste, op. cit. : pour M. Dureteste est société indigène celle qui est formée uniquement entre indigènes.

— Jurisprudence : Cf. 1° En faveur du critérium du lieu du siège social : Cour d'Appel de l'Indochine, 27 août 1913 (Penant : 1917, p. 137) — Société Man Yeck et C^{ie}.

2° En faveur du critérium de la qualité des associés : Cass. Req. 22 janvier 1929 (S. 1930-1-9, et la note de M. H. Solus). Une société en nom collectif, dont tous les associés sont annamites et qui a son siège en Annam, ne peut être considérée comme française, bien qu'établie en la forme française par un acte sous seing privé rendu public.

3° En faveur du critérium de la loi de constitution : plusieurs décisions, parmi lesquelles : Cass. Req. 26 avril 1904 (Dareste 1904-3-121, Penant 1904-1-259). Une société constituée en Indochine selon les coutumes chinoises ne saurait se prétendre française. — Dans le même sens : Trib. Saïgon, 10 octobre 1905 (Dareste 1907-3-129).

vent être, en totalité ou en majorité, de nationalité française (14).

(14) A. Girault : op. et loc. cit. « Le critérium permettant de distinguer la « société française de la société étrangère a été posé pour l'Indochine par « l'article 24 du décret du 30 juin 1929, pour l'A.O.F. par l'article 11 du décret « du 1^{er} août 1921, et pour Madagascar par l'article 11 du décret du 26 août « 1925, ainsi conçus :

« Peuvent seules faire usage de la qualification de société française ou de « toute autre qualification similaire ou équivalente, les sociétés dont le Pré- « sident du Conseil d'Administration, les administrateurs délégués, les gé- « rants, les directeurs ayant la signature sociale, les commissaires des comptes, « et plus de la moitié des associés en nom collectif, des administrateurs, des « membres du conseil de direction ou du conseil de surveillance sont de na- « tionalité française. »

PREMIÈRE PARTIE

LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS COLONIALES

10. — Nous avons dit que nous nous proposons d'étudier le siège social des sociétés de commerce françaises établies à la colonie. Il s'agit évidemment d'une question portant sur le droit privé. Mais nous ne saurions nous dispenser de mettre en lumière au préalable l'intérêt pratique de notre sujet. En effet, en dehors de l'intérêt purement juridique qu'il peut présenter par lui-même, il offre un intérêt d'ordre économique et pratique considérable. Cet aspect matériel qui lui confère ce caractère urgent et capital, repose sur un problème fiscal.

Aussi nous a-t-il semblé utile d'exposer brièvement quel est le régime fiscal des sociétés coloniales ; et, pour bien comprendre celui-ci, nous commencerons par rappeler plus brièvement encore quels sont les grands traits du régime financier de nos colonies, et quels sont les principaux impôts qui y sont prélevés.

Nous nous gardons, de la sorte, de travailler un problème de droit pur sans nous préoccuper nullement des cas matériels qui ont posé ce problème et s'en verront appliquer la solution.

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDS TRAITS DU RÉGIME FINANCIER DES COLONIES

Nous étudierons successivement les principes qui régissent l'organisation financière de nos colonies, puis l'application de ces principes en matière budgétaire.

§ 1. — LES PRINCIPES

11. — Nous sommes en matière coloniale, et, comme toujours en pareil cas, nous pouvons distinguer les trois tendances qui caractérisent les grands types théoriques de colonisation : l'assujettissement, l'assimilation, l'autonomie (1). L'assujettissement a disparu aujourd'hui : c'était le système du Pacte Colonial, organisé en France par Colbert et longtemps mis en application par les anciennes grandes puissances coloniales : Espagne, Portugal, Angleterre. Il comportait quatre obligations des colonies envers la métropole et une obligation de la métropole envers les colonies : tous les produits exportés par la colonie devaient l'être à la métropole; ils devaient naviguer sur les navires de la métropole; ils ne pouvaient être manufacturés que dans la métropole; les colonies ne pouvaient acheter qu'à la métropole ce dont elles avaient besoin; la métropole enfin ne devait acheter de produits coloniaux qu'à ses colonies. Ce système rigide a été résumé en deux mots par l'Encyclopédie : « les colonies sont faites par la métropole et pour la métropole ». Ces principes monopolistiques, après avoir enrichi momentanément les commerçants métropolitains, entravèrent l'essor des colonies, causèrent de graves conflits qui aboutirent notamment à la perte de l'Amérique du Nord par l'Angleterre et à la perte de l'Amérique du Sud par l'Espagne (2). Nous n'insisterons pas plus longuement sur le principe d'assujettissement, puisqu'il a partout disparu, et de plus parce qu'il n'avait

(1) A. Girault, *op. cit.*, p. 63 et sq. du T. 1^{er} (5^e édit. 1927).

(2) P. Leroy Beaulieu : « La colonisation chez les peuples modernes », 6^e édition (1908), T. I, p. 1 à 40 (colonisation espagnole) et p. 112 et sq. (colonisation anglaise).

pas de caractère propre au point de vue financier. Il s'accompagnait généralement d'un régime d'assimilation financière, la métropole réglant elle-même les finances coloniales (3).

Avec l'assimilation, l'idée de subordination fait place à l'idée d'égalité. Les colonies sont soumises au même régime que la métropole à tous les points de vue : législatif, administratif, économique, douanier, financier (4). C'est ainsi que les finances coloniales sont rattachées au budget métropolitain, et organisées sur le type des finances métropolitaines. Pour exprimer cette situation d'une façon vulgaire, mais claire, on peut dire que métropole et colonies font bourse commune.

Au contraire, avec l'autonomie, la colonie dispose d'une organisation, d'une législation, d'une administration et d'un régime économiques propres. C'est ce que l'on trouvera chez les « dominions » britanniques, ou chez les protectorats français du type pur. Dans le domaine financier, l'« autonomie financière » exigera que la colonie, qui dispose de toutes ses ressources, subviennne à toutes ses dépenses, quelles qu'elles soient. C'est ce que les Anglais ont baptisé le « self-supporting ».

Hâtons-nous de remarquer qu'il n'y a pas d'exemple qu'un de ces deux derniers principes ait jamais été appliqué de façon rigide et absolue dans la pratique. La réalité ne peut s'accommoder de principes par trop rigides et rigoureux : elle permet seulement de faire prédominer l'une ou l'autre tendance (5).

12. — Les faits ont montré que dans l'ensemble, les peuples tendaient à appliquer les principes qui s'accordaient le mieux avec leur mentalité. C'est ainsi que l'esprit français, avec ses penchants vers l'égalitarisme et la logique abstraite, a souvent fait prévaloir la tendance à l'assimilation. Par contre, Espagnols et Hollandais ont toujours laissé voir une préférence pour l'assujettissement, tandis que l'Angleterre s'engageait dans la voie de l'autonomie. Nous nous garderons donc d'émet-

(3) E. Allix : « Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française. » (1931) — 4^e partie — Livre X « Finances coloniales » — p. 1051 : « Rapports financiers de la métropole et des colonies ».

(4) L'idée d'assimilation tient tout entière dans la parole célèbre de Boissy d'Anglas : « Il n'y a qu'une bonne façon d'administrer, et si nous l'avons trouvée pour les contrées européennes, pourquoi celles de l'Amérique en seraient-elles déshéritées ? »

(5) Sur toute cette question, Cf. E. Allix, op. et loc. cit. p. 1051 à 1053.

tre une appréciation, et cela d'autant plus qu'en matière financière nous rencontrons une exception. En effet, nous avons déjà vu que, lorsqu'il s'agissait d'argent, le Français restait hostile à la colonie. Cela pour plusieurs raisons, surtout psychologiques : l'esprit de petite économie, du bas de laine, s'oppose aux placements coloniaux, d'aspect aventureux ; il est bien trop étriqué pour les larges conceptions coloniales. Aussi cette idée du self-supporting, de l'autonomie financière, bien que mal comprise et poussée à l'excès, remporta un grand succès dans notre pays (6), où elle semble définitivement installée. Les colonies françaises sont donc financièrement autonomes, c'est-à-dire quelles doivent, en principe, par leurs propres moyens, équilibrer leur budget local. Nous avons déjà critiqué cette conception, et nous n'y reviendrons pas ici (7).

13. — Historiquement, l'avènement du principe d'autonomie financière, est l'aboutissement d'une longue évolution et de nombreux revirements de la législation française (8).

Sous l'ancien Régime, avec l'assujettissement, les finances des colonies furent d'abord confondues avec celles des grandes Compagnies à privilège, qui étaient seules chargées de l'exploitation. Ce fut le système réalisé par Richelieu. Puis ce fut l'autorité royale qui assura elle-même le service de la justice et l'entretien de la force armée. Pour faire face à ces dépenses nouvelles, elle créa un ensemble d'impôts conçus sur le modèle de ceux perçus dans les Pays d'Etat. C'était là de l'assimilation financière.

Sous la Révolution, après une courte période d'autonomie qui va de 1791 à l'an III, l'assimilation financière fut adoptée, concordant avec l'assimilation administrative et la division des colonies en départements (9).

(6) Cf. ci-dessus, n° 5 et la note.

Cf. également E. Allix, op. et loc. cit., p. 1053.

(7) Cf. ci-dessus n° 4.

(8) E. Allix, op. et loc. cit., p. 1055.

— Poujol : « Législation et Finances Coloniales » (1930, par MM. Rolland, Lampué, Goury du Roslan, Poujol, Bouruet-Aubertot, Touche), 5^e partie « Régime Financier » par M. Poujol, p. 440 et sq.

— B. Sol : « Eléments de Législation Financière Coloniale » (1933) ; p. 61.

— G. François et F. Rouget : « Manuel de Législation Coloniale » (1909) ; p. 207 et sq.

— Octave Thomas : « Nos Colonies et le budget métropolitain » ; Thèse, Lyon (1906) — p. 13 à 106.

— R. François : « Les Dépenses coloniales de Souveraineté » (1902) ; p. 82.

(9) Cf. P. Leroy-Beaulieu, op. cit. p. 144 et sq. (T. 1^{er}).

L'Empire n'eut pas la possibilité de s'occuper des colonies; d'ailleurs l'organisation napoléonienne y avait été introduite dès le Consulat avec un arrêté du 29 germinal an X, qui substituant le « Préfet colonial » à l'« Intendant » de l'ancien Régime, renforçait encore l'application du principe d'assimilation en matière financière, comme en toute autre matière.

Les grandes ordonnances des 21 août 1825, 9 février 1827, 27 août 1828, créèrent des budgets locaux à la Réunion, aux Antilles et à la Guyane (10). Ces colonies devaient « pourvoir à leurs dépenses intérieures sur leurs revenus locaux », et, dans ce but, on leur faisait « abandon de leurs revenus, quelles qu'en soient la nature et l'origine ». C'était l'autonomie financière. Les services fiscaux passaient dans la main d'un « Directeur de l'Intérieur », successeur du Préfet Colonial et de l'Intendant. Une loi du 24 avril 1833 (11) accentua encore l'autonomie, tout en prévoyant que des subventions métropolitaines pourraient aider les colonies à équilibrer leurs budgets. Les abus commis par les « conseils coloniaux » qui votaient ces budgets, ne cherchant qu'à restreindre les dépenses et à faire accroître les subventions, exigèrent une nouvelle intervention législative.

La loi du 25 juin 1841 revint à l'assimilation, mettant à la charge de l'Etat les dépenses d'intérêt général, et, par contre, lui adjugeant une partie des recettes perçues aux colonies. Ces recettes étant bien inférieures aux dépenses pesant sur l'Etat, un nouveau mouvement se dessina en faveur de l'autonomie. Les sénatus-consultes des 3 mai 1854 et 4 juillet 1866 ne laissèrent à la charge de l'Etat que les dépenses présentant pour lui « un intérêt direct », dépenses qui furent d'ailleurs énumérées par ces textes.

Bien que la loi de finances du 28 avril 1893 eut été favorable à l'idée d'assimilation, on trouvait encore trop lourdes les charges pesant sur l'Etat en vertu du système intermédiaire couronné par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866. Une commission, créée le 30 janvier 1898 fut chargée d'examiner les budgets locaux, et déclara excessive la proposition de 44 % selon laquelle les dépenses coloniales étaient payées par l'Etat. Une expérience d'autonomie ayant réussi en Indochine où Paul

(10) et (11) Cf. G. François et F. Rouget, *op. cit.* p. 207 et sq.
E. Allix, *op. cit.* p. 1055.

Doumer avait rétabli le budget général (31 juillet 1898) provoqua le vote de la grande loi du 13 avril 1900 (12).

Cette loi du 13 avril 1900, encore en vigueur à l'heure actuelle, a définitivement instauré aux colonies françaises le principe de l'autonomie financière. Son article 33 s'exprime ainsi : « Toutes les dépenses civiles et de la Gendarmerie sont supportées en principe par les budgets des colonies. Des subventions peuvent être accordées aux colonies sur le budget de l'Etat. Des contingents peuvent être imposés à chaque colonie jusqu'à concurrence des dépenses militaires qui y sont effectuées. » (13)

Le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, a précisé et organisé en détail ce régime financier, suivant les règles imposées par la loi de 1900. C'est ce système qui s'applique aujourd'hui à nos possessions, et les textes postérieurs n'ont fait que l'appliquer ou le modifier très légèrement (14).

Signalons que, pour l'Algérie, c'est une loi du 19 décembre 1900 (articles 1 et 3) et un décret du 16 janvier 1902 qui établissent le budget autonome des Territoires du Nord. Les Territoires du Sud ont été dotés d'un budget autonome par la loi du 24 décembre 1904 (15).

§ 2. — LES BUDGETS

14. — Des deux principes combinés de l'autonomie financière (article 33 de la loi du 13 avril 1900), et de la personnalité civile (article 56 du décret du 30 décembre 1912) (16), ressort la nécessité pour nos colonies de posséder des budgets

(12) G. François et F. Rouget : op. et loc. cit.

E. Allix : op. et loc. cit.

O. Thomas : op. cit. p. 13 à 92.

B. Sol : op. cit. p. 61.

Poujol : op. cit. p. 440.

(13), (14), (15) Cf. : E. Allix, op. cit. p. 1061 et sq., 1077 et 1081.

— B. Sol, op. cit. p. 61 à 70, 107 et sq.

— O. Thomas, op. cit. p. 92 à 104.

— Poujol, op. cit. p. 441 et 465 et sq.

— R. François, op. cit. p. 82 et sq.

(16) Georges François : « Le Budget local des Colonies » (Larose, 1908), p. 2 et sq. : « La colonie personne morale ».

— B. Sol, op. cit., p. 107 et sq. : « Notre domaine colonial est composé d'un certain nombre de possessions formant chacune une entité distincte, « vivant de sa vie propre, en un mot dotée de la personnalité civile. » « ... Le principe de la personnalité civile accordée aux colonies a été pour la première fois énoncé par le décret du 30 décembre 1912 (art. 56). »

qui leur soient propres. Ce sont ces budgets que nous allons rapidement étudier. Auparavant nous formulerons une remarque : tout rapport financier n'est pas interdit de Métropole à Colonie. La simple lecture de l'article 33 de la loi de 1900 nous l'a déjà montré. Certains courants se produisent soit du budget de l'Etat à celui de la Colonie, soit des budgets coloniaux au budget de l'Etat. Ce sont les subventions accordées par l'Etat, les contingents imposés aux colonies. Notamment l'Etat versera à la colonie les « subventions » et les « dépenses de services » constituant ce que l'on appelle les « dépenses coloniales de souveraineté ». Celles-ci ont été définies par M. A. Girault : « les dépenses coloniales que l'Etat prend à sa charge « parce qu'elles sont nécessaires pour assurer la domination « dont elles sont la conséquence (17) ». Elles figurent au budget central et comprennent notamment les dépenses du Ministère, les dépenses pénitentiaires et militaires, les dépenses d'établissement des voies ferrées. Ces dernières ne sont pas à proprement parler des dépenses de souveraineté, mais elles excéderaient les capacités d'un budget colonial. Par contre l'Etat perçoit aux colonies certaines recettes, provenant surtout d'exploitations diverses.

La distinction étant ainsi faite entre dépenses d'intérêt local et dépenses de souveraineté d'une part, entre budgets locaux qui seuls supportent les premières et budget général qui seul supporte les secondes, d'autre part, nous passons à l'étude des budgets coloniaux, au sens restreint du mot (18).

15. — Nous avons vu que des deux principes réunis de la personnalité civile et de l'autonomie financière des colonies, se dégageait logiquement le principe des budgets locaux. Cha-

(17) A. Girault, *op. cit.* p. 478.

M. G. François, *op. cit.* pp. 9 et 12, préfère les définitions suivantes : au sens large « par dépenses de souveraineté, il faut entendre certaines dépenses coloniales qui appartiennent au budget métropolitain parce qu'elles sont nécessaires à l'exercice du droit de souveraineté ou du devoir correspondant d'aide et de protection. » Et, dans un sens plus restreint, ce sont : « les dépenses coloniales intéressant les droit et devoir de souveraineté de la Métropole, et qui, par suite, bien que la colonie soit dotée de l'autonomie financière, ont leur place dans le budget général de l'Etat. »

(18) Pour la question des dépenses de souveraineté et du budget central des Colonies, cf. : O. Thomas, *op. cit.* p. 105 et sq.

— E. Allix, *op. cit.*, p. 1063 et 1067.

— C.-M. Merly et B. Sol : « Le Régime Financier des Colonies » (1932), p. 2 à 8.

— R. François, *op. cit.*

— H. Mariol : « Abrégé de Législation Coloniale » (1925), p. 73 à 80.

que possession formant, selon l'expression de M. B. Sol, « une entité distincte », nous aurons un budget particulier pour chacune de ces entités.

Mais un certain nombre de nos possessions sont parfois groupées pour former un gouvernement général comme l'Indochine, l'Afrique Occidentale Française, et, jusqu'en 1935, l'Afrique Equatoriale Française. La personnalité civile a été également reconnue aux gouvernements généraux, et, par suite, des budgets généraux y furent établis.

Ainsi, en Indochine Paul Bert conçut l'« Union Indochinoise », réalisée le 17 octobre 1887 et douée d'un budget propre. Ce budget général fut ensuite supprimé faute de ressources, mais il fut rétabli le 31 juillet 1898 par Paul Doumer, gouverneur général de l'Indochine Française.

Le budget général de l'A.O.F. fut créé et organisé par les décrets des 1^{er} octobre 1902 et 18 octobre 1904 ; le budget général de l'A.E.F., par les décrets des 11 février 1906 et 19 janvier 1910 (19).

Ces budgets généraux prennent à leur charge les dépenses d'intérêt commun aux différentes colonies groupées, par exemple : les dépenses du service de la Dette et du Gouvernement Général, les contributions à verser à la Métropole, les dépenses de l'Inspection des Colonies, de la Justice Française, des Travaux Publics d'intérêt général, et celles des administrations des douanes, régies, contributions indirectes, et du service des Postes, Télégraphes et Téléphones. Les recettes du budget général seront celles des régies, douanes, contributions indirectes, et toutes celles des services dont il supporte des dépenses.

Mais il ne faut pas oublier qu'à côté du budget général, les différents budgets locaux subsistent dans chacune des colonies groupées (20).

(19) B. Sol., op. cit., p. 107 à 116.

(20) G. François et F. Rouget, op. cit., p. 226 à 231.

C.-M. Merly et B. Sol, op. cit., p. 88 et sq. — Article 63 du décret du 30 décembre 1912 :

« Les dépenses d'intérêt local à effectuer pour le service de chaque exercice, et les recettes affectées à ces dépenses forment, dans chaque colonie, le budget local de cet exercice.

« Dans les groupes de colonies constitués en gouvernements généraux, les dépenses d'intérêt commun sont inscrites à un budget général, alimenté en recettes par les produits énumérés dans les actes organiques concernant chaque gouvernement général ou déterminés par des actes subséquents... »

— H. Mariol, op. cit., p. 80 et sq. : un arrêté du Gouverneur général pris en Conseil de gouvernement le 20 octobre 1910 a réorganisé le Budget général de l'Indochine. Un régime semblable a été appliqué à l'A.O.F. et à l'A.E.F. par un décret du 4 juillet 1920.

Il existe encore d'autres budgets, dont nous ne parlerons pas : « budgets annexes » pour certains territoires dépendant d'une colonie, ou pour l'exploitation d'un grand service public (chemin de fer, par exemple) ; « budgets spéciaux » où figurent les opérations concernant les emprunts. Enfin, on trouve des budgets communaux là où ont été créées des communes, et, en Algérie, des budgets départementaux (21).

16. — Comment le budget d'une colonie autonome (22) ou d'un gouvernement général est-il élaboré ? Il faut distinguer plusieurs opérations successives : la préparation, la délibération et le vote, l'approbation, et enfin l'exécution du budget.

a) La préparation du budget est l'œuvre du Gouverneur général, du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, selon qu'il s'agit du budget d'un gouvernement général, du budget d'une colonie autonome, ou du budget d'une colonie groupée dans un gouvernement général (Règlement d'Administration publique du 21 mai 1898). En effet, par le décret du 21 mai 1898, le Directeur de l'Intérieur a été supprimé, et remplacé par un « Secrétaire Général » soumis aux ordres du gouverneur et sans attributions définies. C'est donc le gouverneur qui dirige les services financiers et qui garde la haute main sur les différentes administrations fiscales. Le Secrétaire Général et le Directeur des Finances de la Colonie ne travaillent que sous ses ordres (23).

b) Pour la délibération et le vote du budget, les règles varient selon l'organisation de la colonie, et on doit séparer plusieurs cas différents (24).

Le premier cas est celui des colonies pourvues d'un « Con-

(21) C.-M. Merly et B. Sol, op. cit., p. 88 et sq.

— H. Mariol, op. cit., p. 73 à 89.

— G. François et F. Rouget, op. cit., p. 231 à 234.

— Poujol, op. cit., p. 447 et sq. et p. 471 et sq.

(22) « Autonome » est ici pris dans le sens de « non groupée dans un gouvernement général ».

(23) G. François ; op. cit., p. 86 à 89.

— C.-M. Merly et B. Sol ; op. cit., p. 90 et sq. ; et l'article 68 du décret du 30 décembre 1912.

— G. François et F. Rouget ; op. cit., p. 210 et sq.

(24) B. Sol ; op. cit., p. 166 et sq.

— C.-M. Merly et B. Sol ; op. cit., p. 9 et sq. ; et les articles 74, 81, 86, 87, 89 du décret du 30 décembre 1912.

— G. François ; op. cit. p. 89 à 146.

— H. Mariol ; op. cit., p. 80 et sq.

— G. François et F. Rouget ; op. cit., p. 210 à 219.

— Poujol ; op. cit., p. 511 à 520.

seil Général ». Celui-ci « délibère » sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes, et il « statue » sur les tarifs (Loi de Finances du 29 juin 1918, article 55). C'est le système qui s'applique à La Réunion, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à l'Inde et à la Nouvelle Calédonie.

Le second cas est celui des colonies pourvues d'un « Conseil Colonial », c'est-à-dire du Sénégal (décret du 4 décembre 1920), et de la Cochinchine (décret du 3 juin 1922). Ce conseil « délibère » sur le mode d'assiette, les règles de perception et de répartition, et les tarifs des impôts et taxes.

Le troisième cas comprend les colonies groupées en gouvernements généraux, c'est-à-dire l'Indochine et l'A.O.F. Les taxes et contributions indirectes sont établies par le Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement. Pour les autres impôts et taxes, c'est le Gouverneur (ou le Lieutenant-Gouverneur) qui les établit en Conseil. Toutefois, en Indochine, le « Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers » délibère sur les propositions du Gouverneur Général concernant les impôts et taxes indirectes ; et les Gouverneur et Résidents Supérieurs consultent les « Conseils locaux des intérêts économiques et financiers » sur la création, l'assiette et le tarif des impôts directs relatifs à leurs colonies ou protectorats respectifs (25).

Le quatrième cas comprend les colonies autonomes dépourvues d'Assemblée délibérante (Conseil général ou Conseil colonial). Le budget est arrêté par le Gouverneur en Conseil. Un décret du 7 mai 1924 a accordé certaines attributions aux « Délégations Economiques » de Madagascar ; et un décret du 1^{er} octobre 1932 a fait de même pour les « Délégations Economiques et Financières » d'Océanie.

Enfin il faut mettre sur un plan à part l'Algérie, qui relève du Ministère de l'Intérieur, et où les « Délégations Financières », créées par le Décret du 23 août 1898, ont acquis le droit de délibérer sur les propositions du Gouverneur Général et sur le rapport de leur « commission des Finances » (26).

c) Tout budget colonial, lorsqu'il est arrêté, doit encore être soumis à l'approbation d'une autorité supérieure (décret du 20 novembre 1882, article 40).

(25) Pour l'Indochine, décrets des 20 octobre 1911 et 4 novembre 1928.

(26) Poujol, *op. cit.*, p. 465 et sq.

— E. Allix, *op. cit.*, p. 1077 et sq.

S'il s'agit d'une colonie à Conseil Général, l'approbation émane du Conseil d'Etat. Pour les colonies à conseil colonial, elle résulte d'un arrêté du Gouverneur Général. Le budget des Gouvernements généraux est approuvé par un décret en ce qui concerne l'assiette et la perception des impôts. Quant aux budgets des colonies groupées en Gouvernements généraux, l'approbation des impôts et taxes résulte d'un arrêté du Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement (Décret du 20 octobre 1911). C'est enfin le Ministre des Colonies qui approuve le budget des colonies autonomes non pourvues d'assemblée délibérante (27).

d) Les budgets coloniaux sont rendus exécutoires par arrêté du gouverneur, publié au *Journal Officiel* de la Colonie. L'exécution en est assurée par les services financiers des colonies (service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, service des contributions directes, services des contributions indirectes, douanes, etc...) (28).

17. — Pour ce qui est des procédés de comptabilité, bornons-nous à rappeler qu'en principe les budgets coloniaux sont soumis aux règles générales de la comptabilité publique, codifiées par le décret du 31 mai 1862 et appliquées spécialement au Ministère de la Marine, et par suite plus tard à celui des Colonies, par le Règlement du 14 janvier 1869 (29).

Quant à la texture de ces budgets, elle est naturellement basée sur la division en dépenses et recettes, et l'article 72 du décret du 30 décembre 1912 la fixe ainsi : 1° Recettes ordinaires ; 2° Recettes extraordinaires ; 3° Dépenses ordinaires ; 4° Dépenses extraordinaires.

(27) B. Sol, op. cit., p. 116 et sq.

— C.-M. Merly et B. Sol, op. cit., p. 90 et sq.

— G. François, op. cit., p. 147 à 155.

— H. Mariol, op. cit., p. 80 et sq.

— Poujol, op. cit., p. 511 à 520.

— G. François et F. Rouget, op. cit., p. 219 à 221.

(28) G. François et F. Rouget, op. cit., p. 221 à 226.

— C.-M. Merly et B. Sol, op. cit., p. 159 et sq. — Cf. notamment l'article 159 du décret du 30 décembre 1912 (p. 159) : « Aucun impôt, contribution ou « taxe, ne peut être perçu s'il n'a été délibéré par les Conseils locaux, établi « par les autorités compétentes, et rendu exécutoire par arrêté du gouverneur, « publiés au *Journal officiel* de la colonie. » — Cf. également l'article 200 du même décret, modifié par le décret du 11 août 1928 (p. 178) : « Les sommes « dues par les contribuables, pour les impôts perçus sur rôle, sont prescrites « à leur profit après un délai de 4 ans, à partir de la mise en recouvrement du « rôle, ou depuis que les poursuites commencées contre le contribuable ont été « abandonnées. »

(29) B. Sol, op. cit., p. 70.

Nous ne dirons rien des dépenses et des recettes extraordinaires dont l'étude n'apporterait aucune contribution à la nette compréhension de notre sujet (30).

Les recettes ordinaires comprennent, aux termes de l'article 73 du décret du 30 décembre 1912 (31) :

- 1° Le produit des taxes et contributions de toute nature ;
- 2° Le produit des droits de douane ;
- 3° Les revenus des propriétés de chaque colonie ;
- 4° Des produits divers ;
- 5° Les subventions fournies par la Métropole ou d'autres colonies (s'il y a lieu) ;
- 6° Les prélèvements sur le fonds de réserve.

Le produit des « taxes et contributions de toute nature », c'est-à-dire des impôts, constitue la ressource de beaucoup la plus importante (32). Nous consacrerons donc aux impôts un chapitre second.

CHAPITRE II

LES IMPOTS COLONIAUX

18. — Nous avons vu qu'en vertu du principe de l'autonomie financière chaque colonie élaborait son propre budget, fixant librement l'assiette, les règles de répartition et de perception, et les tarifs de ses impôts. Il en résulte une diversité considérable, et il faudrait, pour être vraiment précis, étudier

(30) C.-M. Merly et B. Sol, *op. cit.*, p. 103 et sq. — Cf. notamment l'article 72 du décret du 30 décembre 1912, et l'article 77 de ce même texte, ainsi conçu :

« Les dépenses ordinaires sont destinées à satisfaire aux besoins annuels et « permanents de chaque colonie, ainsi qu'à permettre le versement des contingents imposés par la Métropole, et des subventions consenties aux autres « colonies » (p. 109).

— H. Mariol, *op. cit.*, p. 80 et sq.

— B. Sol, *op. cit.*, p. 116 et sq.

— Rappelons que les dépenses ordinaires se divisent en « dépenses obligatoires » et en « dépenses facultatives », selon que les assemblées délibérantes peuvent ou non en diminuer le montant proposé. Les dépenses obligatoires comprennent notamment les dettes exigibles, les frais du gouvernement et ceux de certains services. Sur cette question, cf. H. Mariol, *op. cit.*, p. 88.

(31) C.-M. Merly et B. Sol, *op. cit.*, p. 103.

(32) G. François, *op. cit.*, p. 156. — De l'article 42 du décret du 20 novembre 1882 :

« Il ressort que les taxes et contributions perçues dans une colonie appartiennent à cette colonie, et constituent pour elle la principale recette de son « budget. »

séparément chaque colonie, ce que nous n'aurons pas le loisir de faire en ce chapitre (1). Certains, cherchant partout une organisation logique, ont parlé d'unifier le régime fiscal de nos possessions. Pour y gagner un peu en clarté, le système perdrait le seul avantage qui résulte de l'autonomie, c'est-à-dire la souplesse et l'adaptation exacte aux besoins économiques et financiers de chaque possession. Dans l'ensemble de notre empire certaines colonies, comme l'Algérie, sont beaucoup plus évoluées que d'autres, comme l'Afrique Equatoriale, où l'organisation économique en est encore à ses premiers pas. Appliquer un régime fiscal identique, ou même semblable, à ces différents pays serait une erreur grave. L'extrême diversité des régimes fiscaux est donc un inconvénient utile et nécessaire.

19. — Nous retrouvons cependant, en général, aux colonies, les mêmes impôts qu'en France, et les mêmes administrations fiscales : l'Enregistrement, les contributions directes, les contributions indirectes (2). Mais les impôts sont profondément modifiés, notamment en ce qui concerne les tarifs. Nous n'énumérerons que les principaux, en fournissant quelques détails sur ceux qui sont susceptibles d'atteindre directement les sociétés de commerce (3).

a) Et commençons tout de suite par éliminer, en les citant, l'impôt de capitation, qu'on retrouve dans de très nombreuses colonies, et les différents droits et taxes de régies et contributions indirectes, qui frappent les produits les plus divers (alcool, sel, opium, tabac, allumettes, sucres, huiles, poudres, chiens, bicyclettes, etc...).

Citons également l'impôt général sur le revenu, qui n'existe que dans quelques possessions et ne frappe pas les sociétés (4), en vertu du principe d'interdiction des doubles impositions.

(1) E. Allix, *op. cit.*, p. 1067 : « En ce qui concerne les taxes et contributions diverses, il y a lieu de remarquer que le régime fiscal des colonies françaises varie d'une possession à l'autre et n'obéit à aucun plan d'ensemble ».

(2) Poujol, *op. cit.*, p. 451 : « Dans chaque colonie, des chefs de service dirigent, sous les ordres du gouverneur, les services financiers notamment... le service de l'enregistrement, des domaines et du timbre..., le service des contributions directes.

(3) Poujol, *op. cit.*, p. 520 et sq.

— P. Dareste : « Traité de Droit Colonial » (1931), T. I, p. 116 et sq.

— Rémy Boyer : « Les Impôts Coloniaux » (1930), p. 271 et sq.

— H. Mariol, *op. cit.*, p. 91 et sq.

— G. François et F. Rouget, *op. cit.*, p. 234 et sq.

(4) P. Dareste, *op. cit.*, p. 118. Il n'existe qu'à la Guadeloupe (délibération du Conseil général rendue exécutoire par arrêté du gouverneur en date du 29 juin 1921), à la Guyane (délibération du Conseil général du 22 août 1924, et décret

b) L'impôt foncier présente par contre un certain intérêt. Il se subdivise, comme en France, en deux impôts, frappant l'un la propriété bâtie, et l'autre la propriété non bâtie. On le trouve dans de nombreuses possessions (5), mais son taux est toujours très faible et son assiette restreinte.

c) La contribution des patentes existe dans la plupart des colonies et y fait l'objet d'une législation touffue (6). Les entreprises et sociétés agricoles seules n'y sont pas soumises. Cet impôt est perçu dans le ou les pays où s'exercent le commerce, l'industrie, ou la profession. En d'autres termes un commerçant qui exercerait son négoce à la fois en France et dans une colonie, ayant dans ces deux pays des établissements, paierait des patentes différentes en France et à la colonie. Il ne s'agit pas là d'une double imposition, mais d'une application stricte du principe de territorialité de l'impôt (7).

d) La taxe sur le chiffre d'affaires est assez rare à la colonie sous sa forme métropolitaine. Par contre, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Saint-Pierre et Miquelon et dans de nombreuses colonies, elle est remplacée par des taxes ou droits sur les importations ou les sorties, ou les deux à la fois.

A Madagascar et dans plusieurs colonies d'A.O.F., elle prend la forme d'une taxe additionnelle à la patente. Deux arrêtés du gouverneur général, en A.O.F. (datés du 27 novembre 1929 et du 28 février 1930), instituent une taxe compensatrice, droit d'entrée perçu par la douane. Enfin, en Indochine, un arrêté du Gouverneur général, en date du 8 avril 1927, a créé une taxe

du 29 avril 1925), à la Martinique (délibération du Conseil général des 10 juin et 30 novembre 1927, et décret du 20 juillet 1928). Etabli à la Réunion en 1927, il fut supprimé l'année suivante. Il fut délibéré au Sénégal en 1918, mais non approuvé. A Madagascar, l'impôt personnel comprend, outre la taxe fixe, une taxe additionnelle proportionnelle au revenu net, qui constitue en réalité un impôt sur le revenu (arrêté du 24 février 1927). Enfin, en Indochine, la taxe personnelle est aussi majorée d'un droit proportionnel, mais cette taxe n'est pas proportionnelle au revenu, c'est seulement un droit gradué (En Cochinchine et au Tonkin depuis 1920).

(5) P. Dareste, *op. cit.*, p. 116. — Etabli à la Réunion (décret du 7 avril 1838), à la Guyane (décret du 11 juillet 1837), au Sénégal (arrêté du 15 mai 1837), en Inde (arrêtés de 1834), à la Guadeloupe (décret du 21 janvier 1841), à la Martinique (arrêté du 16 janvier 1850), à Saint-Pierre et Miquelon (arrêté du 6 décembre 1862), en Cochinchine (arrêté du 7 juin 1875), au Gabon (arrêté du 10 décembre 1877), au Tonkin (arrêté du 12 décembre 1885), en Océanie (arrêté du 23 décembre 1904), à la Nouvelle Calédonie (décret du 16 novembre 1906), à Madagascar (arrêtés des 31 décembre 1924 et 24 février 1927).

(6) Par exemple, pour la Cochinchine, le Gouverneur Général a pris trois arrêtés datés du 25 novembre 1920, du 30 décembre 1925, et du 30 octobre 1930 (reportés au Dareste : 1921-1-1134 ; 1927-1-593 ; 1931-1-402). — Cf. Dareste, *op. cit.*, p. 117.

(7) R. Boyer, *op. cit.*, p. 302 et sq.

générale intérieure de 2 % « ad valorem », frappant tout produit créé dans le pays ou importé, sauf quelques rares exceptions (8).

Il convient de signaler qu'en France l'Administration des Contributions indirectes, chargée de la perception de la taxe, frappe de cette taxe le total des opérations commerciales faites en France par un commerçant colonial possédant une agence métropolitaine. Autrement dit on ne considère pas que l'affaire traitée est d'origine coloniale, et que seule la commission revenant à l'agence ou au bureau d'affaires doit être frappée en France. C'est une erreur de logique et une cause de doubles impositions (9).

e) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui existe dans quelques colonies, suit le principe de territorialité énoncé par la loi du 31 juillet 1917 : il frappe les bénéfices réalisés par telle ou telle exploitation matérielle. C'est-à-dire que l'administration des contributions directe de France imposera les bénéfices réalisés par les usines ou établissements commerciaux installés en France, même si le commerçant ou la société propriétaires étaient domiciliés dans une colonie. Le fisc colonial frappera les bénéfices des établissements installés sur son territoire. Ce système, inverse de celui suivi par les contributions indirectes en ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires, évite les doubles impositions (10).

f) Les droits d'enregistrement et la taxe de timbre ont été établis dans la majeure partie de nos possessions sous une forme analogue à celle des droits et taxe correspondants de la métropole, mais avec des taux généralement inférieurs (11).

L'Enregistrement fut créé à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyanne, par l'ordonnance du 31 décembre 1828. Des textes très nombreux sont intervenus par la suite, modifiant cette ordonnance, ou créant l'Enregistrement dans d'autres possessions : à la Réunion, dans l'Inde, en Indochine, en Océanie, en Algérie, à Madagascar, à Saint-Pierre et Miquelon, aux Nouvelles-Hébrides et dans la côte des Somalis.

Le Timbre, établi à la Réunion par une ordonnance du 15 mai 1825, fut successivement appliqué à la Martinique et à la

(8) P. Dareste, *op. cit.*, p. 120 et sq.

(9) R. Boyer, *op. cit.*, p. 317 et sq.

(10) R. Boyer, *op. cit.*, p. 271, 310 et sq.

(11) A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* ». T. 1^{er}, n° 46.

Guadeloupe, à la Guyane, à l'Algérie, à l'Océanie, à l'Indochine, à Madagascar et à l'Inde (12).

Dans les autres possessions françaises, on a créé le système spécial du « Timbre-taxé » : l'Enregistrement et le timbre sont fondus dans une taxe unique perçue de différentes façons, suivant la nature des actes. Ce timbre-taxé est apposé notamment sur les actions et les obligations des sociétés. C'était une simplification appréciable. Aussi, après son innovation au Congo en 1903, le timbre-taxé fut étendu à l'A.O.F. en 1915, à l'exception toutefois du Sénégal qui a conservé la dualité des impôts ;

(12) Poujol : *op. cit.*, p. 520 et sq. et pour l'Algérie, p. 687 et sq.

P. Dareste : *op. cit.*, p. 126 à 130. — Parmi les nombreux textes qui ont adapté aux colonies les lois du 12 décembre 1790, des 13 brumaire et 22 frimaire an VII, instituant en France les droits de timbre et d'enregistrement, citons :

— Pour la Martinique : l'ordonnance du 31 décembre 1828, et les délibérations du conseil général des 19 décembre 1871, 7 décembre 1900 (approuvée par Décret du 3 avril 1901, au Dareste 1901-1-138), 20 décembre 1901 (et décret du 2 mai 1902 ; au Dareste 1903-1-11), 27 avril 1901 (et décret du 16 décembre 1901 ; au Dareste 1922-1-247), concernant l'Enregistrement ; le décret du 24 octobre 1860 et de nombreuses délibérations concernant le Timbre ;

— Pour la Guadeloupe : l'ordonnance du 31 décembre 1928 et la délibération du 13 décembre 1911 (approuvée par décret du 23 décembre 1913 ; au Dareste 1914-1-284), pour l'Enregistrement ; le décret du 24 octobre 1860 pour le Timbre ;

— Pour la Guyane : l'ordonnance du 31 décembre 1828 et la délibération du 22 décembre 1909 (décret du 24 juillet 1911 ; au Dareste 1912-1-29), relatifs à l'Enregistrement ; l'arrêté du 18 juin 1872 relatif au Timbre ;

— Pour la Réunion : l'ordonnance du 15 mai 1825 relative au Timbre, et l'ordonnance du 19 juillet 1829 relative à l'Enregistrement ;

— Pour l'Inde : des arrêtés locaux ont organisé le Timbre et l'Enregistrement ; une délibération du 24 janvier (décret du 21 juin 1921) a établi un droit de mutation ;

— Pour l'Algérie : les décrets récents les plus importants sont ceux des 3 juin 1928 et 28 mars 1931 ;

— Pour l'Indochine : une série d'arrêtés du gouverneur, et du gouverneur général, de 1865 à 1899, sur l'Enregistrement, le Timbre, les droits de greffe et d'hypothèque, sont approuvés par un décret du 9 mars 1900 (Dareste 1911-1-110) ; puis quatre arrêtés du 13 novembre 1900 (décret du 2 février 1901), refondus par quatre arrêtés du 16 avril 1916 (Dareste 1917-1-525, 553, 556, 570), approuvés par un décret du 5 janvier 1917. Des arrêtés du 6 novembre 1929 (décret du 21 juin 1930) ont remplacé ces textes, eux-mêmes modifiés par des arrêtés des 20 mars 1930, 15 novembre 1930, 30 novembre 1930 ;

— Pour l'Océanie, un arrêté du 15 novembre 1873 créant l'Enregistrement et le Timbre, souvent modifié depuis ;

— Pour Madagascar, les arrêtés du Gouverneur Général du 31 décembre 1897 (Dareste 1899-1-239), établissant l'Enregistrement, du 10 décembre 1904 (Dareste 1905-1-258), codifiant toute la matière des impôts, du 5 novembre 1919 (deux arrêtés sur le Timbre, et l'Enregistrement des actes européens), et du 1^{er} février 1930 ;

— Pour la Côte des Somalis, l'arrêté du Gouverneur du 23 juillet 1904 sur l'Enregistrement, modifié le 19 juin 1907 (Dareste 1909-1-36) ;

— Pour Saint-Pierre et Miquelon, l'arrêté du Gouverneur du 27 novembre 1928 sur l'Enregistrement ;

— Pour les Nouvelles Hébrides, l'arrêté du Haut-Commissaire français du 28 décembre 1911, modifié le 25 avril 1925, établissant l'Enregistrement.

l'A.E.F. en 1922, le Cameroun, le Togo, la Nouvelle Calédonie se sont également ralliés au système du timbre-taxé (13).

g) L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières établi en France par la loi du 28 juin 1872, a été peu à peu, de 1883 à 1928, étendu à plusieurs colonies (14). Nous verrons que c'est lui qui donne à la question que nous devons traiter la majeure partie de son intérêt au point de vue fiscal.

20. — Cette énumération des impôts coloniaux ne laisse pas d'être fort incomplète, et nous n'avons tracé qu'une grossière ébauche d'un système fiscal qui nécessiterait pour être bien connu, une longue et profonde étude. Mais cette étude nous en-

(13) P. Dareste : op. cit., p. 130 et sq. — Les principaux textes appliquant le timbre-taxé sont : le décret du 1^{er} juin 1903 créant le timbre-taxé au Congo (Dareste 1904-1-63), et :

— Pour l'A.O.F., les arrêtés du Gouverneur Général du 8 mai 1915, du 23 avril 1921, 4 décembre 1926 (Dareste 1922-1-332 et 348 ; 1927-1-254, 276 et 292 ; 1929-1-273, 274 et 362) ;

— Pour l'A.E.F., où cependant le timbre est maintenu à côté du timbre-taxé, l'arrêté du Gouverneur Général du 20 novembre 1928 (décret du 8 juillet 1929 ; au Dareste 1930-1-137), abrogeant les arrêtés antérieurs des 4 mars 1922, 6 mai 1925, 30 octobre 1926 (V. Dareste 1923-1-59 et 558 ; 1926-1-237 ; 1928-1-63) ;

— Pour le Togo, différents arrêtés remaniés par celui du 30 août 1929 (V. Dareste 1930-1-367) ;

— Pour le Cameroun, l'arrêté du 1^{er} juin 1923 sur le principe du timbre-taxé, et ceux des 5 octobre 1926 et 6 septembre 1929 créant une taxe sur les actes et conventions (V. Dareste 1925-1-247 ; 1927-1-353 ; 1930-1-365) ;

— Pour la Nouvelle Calédonie, les délibérations du Conseil général des 1^{er} et 2 décembre 1903, créant l'Enregistrement, du 28 octobre 1924, créant le Timbre, et des 3 et 4 juillet 1926 (approuvée par arrêté du Gouverneur du 16 avril 1926), créant le timbre-taxé (V. Dareste 1926-1-792 et 1929-1-84).

(14) A. Duretteste : « Le Régime des Sociétés commerciales en Indochine Française ». (Sirey, 1926. Extrait du Journ. Soc., n° de sept. et oct. 1926).

— Poujol : op. cit., p. 520 et sq.

— Dareste : op. cit., p. 119.

— Les principaux textes concernant l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont les suivants :

Pour la Martinique, la délibération du Conseil général du 18 juillet 1883, approuvée par décret du 15 octobre 1883, et modifiée en 1926 et 1929 ;

Pour la Guadeloupe, la délibération du Conseil général du 14 décembre 1887, approuvée par décret du 12 février 1889, et modifiée en 1926 ;

Pour la Réunion, la délibération du Conseil général du 21 mai 1907, approuvée par décret du 27 juillet suivant, et modifiée en 1921 ;

Pour l'Indochine, le décret du 23 mai 1907 et l'arrêté du Gouverneur Général du 7 juin 1907, modifié par les arrêtés des 23 octobre 1920, 29 juillet 1921, 26 juillet 1923, 23 septembre 1926, 30 mars 1930 ;

Pour la Nouvelle Calédonie, l'arrêté du Gouverneur du 12 novembre 1904, approuvé par décret du 25 mars 1925 ;

Pour l'A.E.F., l'arrêté du 29 juin 1927), abrogé et remplacé par l'arrêté du Pour l'A.E.F., l'arrêté du Gouverneur Général du 30 octobre 1926 (décret du 29 juin 1927), abrogé et remplacé par l'arrêté du 20 novembre 1928 (décret du 18 juillet 1929) ;

Pour Madagascar, l'arrêté du Gouverneur Général du 10 janvier 1928 ;

Pour l'Algérie, le décret du 28 mars 1931.

traînerait beaucoup trop en dehors du cadre que nous nous sommes fixés et c'est une question essentiellement de droit privé que nous devons examiner. Nous ne fournirons d'explications un peu plus précises que sur certains impôts dont la perception a soulevé la question dont il s'agit, et qui lui ont conféré son caractère d'acuité.

En outre le domaine de la fiscalité est sans doute celui qui offre la plus grande abondance de textes. Et cette législation extraordinairement touffue se caractérise par son instabilité. Sans cesse de nouveaux textes interviennent, complétant, abrogeant ou modifiant les précédents. Dans de telles conditions, vouloir être complet serait chercher l'obscurité. Il est préférable d'expliquer avec simplicité comment il se fait qu'une maison de commerce soit grevée plus ou moins lourdement suivant qu'elle a établi son domicile en France ou à la colonie.

Aussi il conviendra de cantonner nos recherches aux seuls impôts susceptibles de varier selon le lieu du domicile. Car certains impôts étant perçus sans qu'il y ait lieu de tenir compte du siège social ou du domicile, ne présentent pour nous aucun intérêt, et il convient de les éliminer.

Ce sera tout d'abord l'impôt foncier. Il est évident que, frappant les immeubles et obéissant au principe de territorialité, le lieu du domicile du propriétaire, ou celui du siège s'il s'agit d'une société, lui sont complètement indifférents. Une maison de commerce qui possède des immeubles en France et d'autres en Algérie, par exemple, paiera l'impôt foncier métropolitain sur les immeubles sis en France, et l'impôt foncier algérien sur les immeubles sis en Algérie.

Il en est exactement de même pour la contribution des patentes (15). Le commerçant qui possède des établissements en France et d'autres à la colonie est assujetti à la patente au lieu de chacun de ses établissements, suivant la loi française pour les premiers et suivant la loi coloniale pour les seconds (16).

Le principe de territorialité s'applique encore à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, qui devra donc être éliminé lui aussi. Toutefois, la question est ici un peu plus délicate. Aux termes de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1917, cet impôt est établi au nom de chaque exploitant pour l'ensemble

(15) Loi du 15 juillet 1880, art. 1^{er} : « L'impôt n'est dû que par ceux qui exercent en France un commerce, une industrie, ou une profession. »

(16) R. Boyer, op. cit., p. 302 et sq.

de ses exploitations sises en France. Donc un commerçant domicilié en France, mais n'y possédant aucune exploitation, ne saurait être soumis à l'impôt. On ne saurait cependant soutenir que le siège social, dans ce cas, ne joue aucun rôle dans la réalisation des bénéfices, car il est l'organe directeur. En 1926 et 1927 déjà, la « Commission Supérieure des Bénéfices de Guerre » décidait qu'il fallait lui attribuer un certain pourcentage des bénéfices, lorsqu'il avait agi en qualité de bureau d'achats et de ventes. Une loi du 6 janvier 1927, visant les maisons de commerce ayant leur siège en France, et tout ou partie de leurs exploitations hors de France, a confirmé ce point de vue. Mais la solution n'est pas satisfaisante ; les divers services d'une maison commerciale n'ont pas chacun leur personnalité propre. Chercher dans ces conditions à attribuer telle part de bénéfices à tel service plutôt qu'à tel autre, c'est se plonger dans le domaine de l'arbitraire (17).

La loi du 25 juin 1920, créant la taxe sur le chiffre d'affaires, ne vise également que les affaires faites en France, et le Conseil d'Etat a décidé qu'une opération devait être considérée comme faite en France lorsqu'un litige relatif à cette affaire aurait entraîné la compétence d'un Tribunal métropolitain. Mais ici, contrairement au système adopté par les Contributions Directes en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les Contributions Indirectes se refusent à voir dans un bureau de vente sis en France un établissement individualisé. Même si l'entreprise est située à la colonie, elles considèrent que l'opération faite par l'intermédiaire de ce bureau a été totalement réalisée en France et qu'il n'y a pas lieu d'opérer un partage du chiffre d'affaires. Solution certainement plus simple, mais qui favorise les doubles impositions et révèle une divergence regrettable entre deux grandes administrations fiscales (18).

(17) R. Boyer, *op. cit.*, p. 310 et sq. : « Il s'agit de demander à quel établissement et dans quelle proportion un bénéfice est afférent. On ne saurait imaginer un système plus compliqué, source d'erreurs, de fraudes ou d'injustices multiples. »

— P. Dareste : *op. cit.*, p. 139.

— A. Marcille : *op. cit.*

(18) R. Boyer : *op. cit.*, p. 317 et sq.

CHAPITRE III

LES IMPOTS PERÇUS SUR LES SOCIÉTÉS EN FRANCE ET A LA COLONIE

§ I. — IMPOTS PERÇUS AU COURS DE LA VIE D'UNE SOCIÉTÉ :

21. — Dans l'ensemble, ils ne présentent que peu d'intérêt.

a) Certains sont très importants, mais nous les avons déjà éliminés : ce sont ceux dont le montant est indépendant du lieu du siège social, c'est-à-dire l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, la taxe sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur les bénéfices de guerre, la contribution des patentes, les taxes hypothécaires, l'impôt foncier, et la taxe de main-morte. Nous y joindrons pour le cas des sociétés d'exploitations minières, la redevance des mines, toujours perçue au lieu d'exploitation (1).

b) Certains autres sont des charges trop faibles pour constituer des facteurs susceptibles d'influer sur la fixation du lieu du siège social. Par leur nature, ils rentrent dans les catégories des droits d'enregistrement et des taxes de timbre.

Au cours de son existence, la société passera maints contrats et dressera maints actes soumis aux droits de timbre et d'enregistrement : ventes et baux notamment.

Lors de sa dissolution, elle devra acquitter un droit fixe de dissolution. S'il y a prorogation de la société à l'expiration du temps statutairement prévu, ou s'il y a fusion de deux ou plusieurs sociétés, ces opérations donneront lieu à la perception de droits proportionnels de fusion ou de prorogation (2). Ces deux derniers droits constituent déjà une charge appréciable (3 % pour la prorogation et 1,50 % pour la fusion, tarifs des droits

(1) Pour tout ce qui concerne ces divers impôts, Cf. : Thaller et Pic : « Des Sociétés commerciales », 2^e éd., T. III, n^{os} 2243 à 2293.

— Albert Wahl : « Traité du Régime Fiscal des Sociétés et des Valeurs Mobilières », T. 1^{er}, p. 172 à 220.

(2) Au sujet des différents droits de timbre et d'enregistrement frappant les constitutions, prorogations, fusions, dissolution de Sociétés, cf. :

Thaller et Pic : op. cit., n^{os} 2119 à 2179, 2370 et sq.

A. Wahl : « Régime fiscal des Sociétés », p. 172 à 200 ; « Traité de Droit fiscal » (T. 1^{er}, n^{os} 543 à 550).

C. Houpin et H. Bosvieux : « Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales » (5^e édit., T. III, n^{os} 1540 et sq.).

en vigueur dans la métropole), mais ils ne sont perçus que lors de circonstances spéciales, qui, souvent, ne se produisent pas.

La même remarque s'impose au sujet de la taxe d'accroissement (3).

Par contre les sociétés sont assujetties, lors de leur constitution, à un droit proportionnel d'apport assez lourd à supporter et dont l'importance mérite une mention spéciale. Les apports fournis par chacun des associés et destinés à former le capital social cessent d'être la propriété de chaque associé pour devenir celle de la société, personne morale. Il y a là, indiscutablement, une mutation, et cependant le droit de mutation n'est pas prélevé sur les apports en société. Il est remplacé par les droits proportionnels d'apports, et il faut dire « les » droits, car il existe deux droits différents, l'un frappant les apports mobiliers (son taux en France s'élève à 3 %), l'autre les apports immobiliers (dont le taux en France est de 5, 50 %) (4). Les taux en vigueur aux colonies sont beaucoup plus faibles et rendent bien plus aisées les constitutions de sociétés.

Nous avons déjà fait remarquer que la plupart de ces droits de timbre et d'enregistrement ne pouvaient pas grever lourdement les sociétés débitrices ; l'avantage représenté par les différences de taux entre les droits métropolitains et ceux des diverses colonies ne sera donc pas très considérable en valeur absolue. Et cet avantage diminue encore si l'on considère qu'une société ayant son siège social à la colonie peut-être amenée à passer des actes dans la métropole où ils seront passibles de l'impôt. Et surtout, si l'on se reporte aux textes des lois des 13 avril 1900 et 29 juin 1928, on remarque que les sociétés coloniales, imposées à la colonie ne peuvent par ce fait même être taxées en France au titre métropolitain, si le champ de leur activité se trouve circonscrit à la colonie (5). On en déduit immédiatement, par « a contrario », que dans tous les cas où cette activité s'exerce également en France, les droits métropolitains deviennent exigibles. Et, en effet, lorsqu'un acte passé à la colonie portera sur des immeubles ou sur des fonds de commerce sis en France, il devra obligatoirement être enregistré en Fran-

(3) Cf. : A. Wahl : « Régime fiscal des Sociétés », p. 413.

— Thaller et Pic : op. cit., n° 2292.

(4) Cf. : A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. 1^{er}, p. 4 et 48.

— Thaller et Pic : op. cit., n° 2220.

— Houpin et Bosvieux : op. et loc. cit., n°s 1519 et sq.

(5) Cf. : R. Boyer : op. cit., p. 272 à 302.

ce. Et il en est encore de même de tout acte passé à la colonie lorsqu'il en est fait mention dans un acte public ou dans une déclaration quelconque devant une autorité judiciaire ou administrative de la métropole. Dans chacune de ces hypothèses, les actes devront supporter en France un droit complémentaire.

Toutefois il n'en est pas ainsi pour la taxe de timbre. Les décrets des 29 avril 1846 et 7 juin 1861 décident que les actes régulièrement revêtus du timbre en vigueur dans ces colonies ne supportent en France aucun droit complémentaire (6).

Quoi qu'il en soit, les divers droits de timbre et d'enregistrement que nous venons d'examiner ne peuvent constituer à eux seuls un élément d'intérêt fiscal assez fort pour influencer sur le lieu de fixation du siège social. Il n'en va pas de même, nous allons le voir, pour les impôts perçus sur les valeurs mobilières.

§ 2. — IMPÔTS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

22. — Ici encore nous commencerons par éliminer différents impôts d'intérêt secondaire ou sans intérêt : l'enregistrement et le timbre fiscal frappant parfois les bulletins de souscription et les quittances de versement, et la taxe sur les opérations de Bourse qui ne présente aucun rapport avec le siège social et son lieu d'établissement (7).

Par contre, il est nécessaire d'étudier un peu plus en détail la taxe de timbre sur les valeurs, la taxe de transmission, et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (8). Ces impôts, désignés globalement sous l'appellation des « trois taxes », sont

(6) R. Boyer : op. cit., p. 292.

(7) Sur ces différents impôts, cf. : A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. 1^{er}, n^{os} 224 à 235, 580 et sq. — E. Allix : op. cit., p. 665 à 667.

(8) Cf. : A. Wahl : « Traité du Droit Fiscal ».

— A. Wahl : « Traité du Régime Fiscal des Sociétés et des Valeurs Mobilières ».

— J. et A. Vavasseur : « Traité des Sociétés civiles et commerciales » (6^e éd., T. II. 3^e partie).

— J. Veyrieras : « Traité des Taxes de Timbre, de Transmission et du Revenu dont sont redevables les Sociétés et Associations de toute nature » (Paris, 1924).

— R. et J. Lefebvre : « Traité fiscal des Sociétés anonymes » (Paris, 1928. T. 1^{er}, 2^e partie).

— Thaller et Pic : « Des Sociétés commerciales » (T. III, 2^e édit., n^{os} 2294 à 2370).

— E. Allix : op. cit., p. 656 et sq.

— C. Houpin et H. Bosvieux : « Traité général théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales » (5^e édit., T. III, Titre 25^e).

— R. Gain : « L'évolution de la nationalité des Sociétés en France » (Thèse, Paris, 1924), p. 24 et sq.

supportés par les porteurs de valeurs, en principe tout au moins. Mais c'est la société qui en fait l'avance et en verse le montant au fisc. Elle le retient ensuite sur les dividendes et intérêts versés aux porteurs des titres. Le fisc s'adresse donc à la société, c'est-à-dire au siège social, et les impôts appliqués seront ceux de la métropole ou ceux d'une colonie suivant que le siège sera installé en France ou à la colonie. Ce point est fort important, car l'ensemble des trois taxes constitue une lourde charge, et les tarifs adoptés par les colonies présentent un avantage pécuniaire considérable. Une société ayant son siège fixé à la colonie pourra prospérer et attirer les capitaux, car elle pourra à la fois payer des dividendes et intérêts et s'assurer des disponibilités.

23. — La taxe de timbre (9) :

L'origine en remonte aux lois des 12 décembre 1790, 13 brumaire et 22 frimaire an VII qui assujettissaient les actions et obligations à des droits de timbre et d'enregistrement. Mais la taxe actuelle a été créée par la loi du 5 juin 1850. Ce n'est pas un droit frappant tel ou tel fait juridique, ainsi que les droits d'enregistrement; c'est une taxe prélevée sur un écrit matériel.

Elle frappe les titres émis par les sociétés, actions et obligations, et elle est due par ces sociétés dès la création des titres. Le droit est liquidé sur le capital ou le montant des titres; c'est un droit proportionnel.

Quant aux modes de paiement, il en existe deux : au comptant, ou par abonnement. Lorsque la Société paye au comptant, elle verse en une fois la totalité des droits pour tous les titres émis. Au contraire, lorsqu'elle paie le droit par abonnement, elle s'engage, au moyen d'un contrat passé avec l'Administration à verser chaque trimestre et pendant toute sa durée, un pourcentage sur le capital nominal des titres émis.

Il existe une particularité relative à l'incidence de l'impôt.

(9) R. et J. Lefebvre : op. cit., T. 1^{er}, p. 76 à 97.

— A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. 1^{er}, p. 220 à 224, et T. 2^e, n^{os} 1557 et sq.

— Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n^{os} 1851 et sq.

— E. Allix : op. cit., p. 658 et sq.

— Thaller et Pic : op. cit., T. III, n^{os} 2295 à 2312.

— J. Veyrieras : op. cit., n^{os} 24 à 64.

— A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », T. III, n^{os} 9 à 538.

— J. et A. Vavas seur : op. cit., T. II, n^{os} 960 à 962.

— E. Pilon : « Principes et Technique des Droits d'Enregistrement » (1929, T. 1^{er}, n^{os} 221 à 235).

Nous savons que ce droit étant prélevé sur les titres devrait frapper les porteurs de ces titres. Mais pour que la perception en soit possible, il faut que ce soit la société elle-même qui verse le montant de la taxe à l'Administration. Aux termes de l'article 14 de la loi du 5 juin 1850, la taxe est avancée par la Société, quels qu'en soient les statuts. Mais, contrairement à ce qui a lieu pour les taxes de transmission et du revenu, il n'existe en faveur de la société aucun recours contre les porteurs de titres. Il en résulte que le montant de la taxe est définitivement supporté par la collectivité émettrice, et que celle-ci ne peut prélever sur les dividendes et intérêts versés aux ayants droit aucune retenue représentant le montant de la taxe pour chaque porteur.

Nous connaissons déjà l'existence de la taxe de timbre aux colonies (10), et nous avons vu que dans certaines possessions existait le système du timbre-taxé qui combine la taxe de timbre et le droit d'enregistrement. Bornons-nous à signaler que les collectivités émettrices de titres peuvent également recourir au paiement par abonnement, et que la plupart des colonies (Algérie, A. O. F., Madagascar, A. E. F.) ont établi un double tarif pour le timbre au comptant, le tarif perçu sur les titres des sociétés d'une durée excédant dix années étant deux fois plus élevé que celui des sociétés d'une durée moindre.

24. — La taxe de transmission (11) :

a) Formes : Le texte initial en la matière est la loi du 23 juin 1857, dont l'article 3 vise « toute cession de titres ou pro-
« messes d'actions et d'obligations dans une société, compagnie
« ou entreprise française quelconque, financière ou industriel-

(10) Cf. : *supra*, n° 19 (f).

— A. Marcille : *op. cit.*

— Poujol : *op. cit.*, p. 520 et sq.

— Dureteste : *op. cit.*

— Bulletin Mensuel de l'Agence Economique de l'A.O.F. (mai 1928, p. 175).

(11) R. et J. Lefebvre : *op. cit.*, T. 1^{er}, p. 98 à 128.

— A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. 1^{er}, p. 627 et sq.

— E. Pilon : *op. cit.*, n°s 374 et 375.

— A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal » T. 1^{er}, n°s 319 et sq.

— A. Allix : *op. cit.*, p. 660 à 665.

— C. Houpin et H. Bosvieux : *op. cit.*, T. III, n°s 1614 et sq.

— Thaller et Pic : *op. cit.*, T. III, n°s 2313 à 2320.

— J. Veyrieras : *op. cit.*, n°s 65 à 106.

— J. et A. Vavasseur : *op. cit.*, T. II, n°s 963 à 967, et p. 362 et sq.

« le, commerciale ou civile, quelle que soit la date de sa création » (12).

En cas de transfert de titres nominatifs, la taxe prend le nom de « droit de transfert » ou de « droit de transmission au comptant ». S'il s'agit d'une conversion de titres nominatifs en titres au porteur, elle prend le nom de « droit de conversion ». Mais ce droit n'existe plus aujourd'hui (13). Enfin, pour les titres au porteur, l'impôt prend la forme d'une taxe annuelle (14).

Ce qui caractérise la taxe de transmission, c'est cette pluralité de formes.

Le droit de transfert est un droit proportionnel au montant de la mutation.

Le droit de conversion en différait très peu : les conversions statutaires, et depuis une loi du 26 décembre 1908, les conversions de titres au porteur en titres nominatifs en étaient exonérées. Les conversions du nominatif au porteur restaient frappées car le législateur pensait ainsi pousser les capitalistes à conserver leurs titres au nominatif; et l'on ne pouvait soustraire ceux-ci aussi facilement que les valeurs au porteur aux impôts sur le revenu et aux droits sur les successions. Cet espoir du législateur fut déçu : le droit de conversion était trop peu important par rapport aux impôts sur le revenu et les successions, et les titres au porteur gardèrent leurs partisans.

C'est alors qu'un décret du 11 juillet 1934 supprima également le droit de conversion du nominatif au porteur, et ceci toujours dans le même but, c'est-à-dire dans l'espoir que les

(12) Code de l'Enregistrement, article 271 § 8, 2°. Parmi les nombreux textes modifiant la loi de 1857, citons le décret du 18 juillet 1857, et les lois des 16 septembre 1871 (article 11), 30 mars 1872 (art. 1 et 3), 26 novembre 1908, 31 juillet 1920, 28 décembre 1922, 30 juin 1923, 22 mars 1924, 13 juillet 1925, 3 août 1926 (art. 17, 21 et 22), 27 décembre 1927 (article 18, etc...).

(13) Loi du 23 juin 1857, article 8 : « Dans les sociétés qui admettent le titre au porteur, tout propriétaire d'actions ou d'obligations a toujours la faculté de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs ou réciproquement. Dans l'un ou l'autre cas, la conversion donne lieu à la perception du droit de transmission ».

La loi du 26 décembre 1908, article 5 § 2, exempta du droit de transmission la conversion des actions et obligations au porteur en actions et obligations nominatives.

Enfin un décret du 11 juillet 1934 supprima complètement le droit de conversion.

(14) Loi du 23 juin 1857, article 6, alinéa 2 : « Ce droit pour les titres au porteur et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la Société, est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 12 centimes par 100 francs du capital desdites actions et obligations, évaluées par leur cours moyen pendant l'année précédente, et, à défaut de cours pendant cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement. »

conversions du porteur au nominatif se feraient plus nombreuses, le retour subséquent à la forme au porteur n'étant plus menacé d'aucune taxe. Mais la fraude fut ainsi rendue légale et facile: lorsqu'on désire transmettre un important paquet d'actions nominatives, on leur fait prendre la forme d'actions au porteur pour réaliser l'opération et l'on peut ensuite revenir à la forme primitive. La taxe de transmission est ainsi évitée.

Quant à la taxe annuelle, elle constitue une sorte de forfait, recherchant l'équivalence du droit de mutation que la forme au porteur des titres empêche de percevoir au comptant. C'est un droit faible, proportionnel à la valeur des titres, estimée par leur cours durant l'année précédente. C'est un impôt mal conçu, car, par suite de ce mode d'évaluation des cours, il risque de peser lourdement sur des valeurs dont les cours viennent de s'effondrer, ou d'être ridiculement léger à l'égard des valeurs ayant bénéficié d'une hausse récente.

b) Modes de paiement : La taxe de transmission est acquittée par l'intermédiaire de la société qui en verse le montant au receveur de l'enregistrement du lieu de son siège social. Ce versement a lieu dans les vingt premiers jours de chaque trimestre : la société acquitte tous les droits afférents au trimestre précédent, droits de transfert, et taxe annuelle, tels qu'ils résultent des relevés et états déposés.

S'il s'agit de titres nominatifs, le droit de transfert a déjà été touché par la société émettrice au moment même de la mutation; au contraire, s'il s'agit de titres au porteur, le montant de la taxe annuelle sera prélevé par la société sur les sommes dues à l'échéance au porteur des titres.

c) Législation Coloniale (15) : La loi du 23 juin 1857 a été appliquée aux colonies les plus importantes : Algérie, Indochine, A.O.F., Madagascar, etc. Il en est du droit de transmission comme du droit de timbre et de l'impôt sur le revenu des valeurs : dans les colonies où il n'a pas été institué, les valeurs en sont dispensées, et ceci même si elles circulent en France. En A.O.F., exception faite du Sénégal, il n'existe qu'un

(15) Poujol : *op. cit.*, p. 520 et sq.

— Veyrieras : *op. cit.*, n° 202.

— A. Dureteste : *op. cit.*

— A. Marcille : *op. cit.*

— « Bulletin mensuel de l'Agence Economique de l'A.O.F. » (mai 1928, p. 176).

seul droit de transfert, très élevé, et commun d'ailleurs à toutes les mutations de biens meubles entre vifs. Les transmissions de valeurs au porteur entre vifs échappent ainsi à toute fiscalité.

25. — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (16).

Il constitue la contribution de beaucoup la plus lourde que les sociétés soient tenues de verser au Trésor. C'est un impôt cédulaire créé par les lois des 29 juin 1872 et 1^{er} décembre 1875, auxquelles sont venues s'ajouter de multiples lois subséquentes. S'il se justifie, comme tous les impôts d'ailleurs, par des nécessités budgétaires, il n'est guère défendable en lui-même, car il constitue le type de l'impôt de superposition. En effet, lorsqu'une société réalise des bénéfices, elle verse l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux; le reste est réparti entre les actionnaires, et cette répartition donne lieu à la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, impôt ajoutant sa charge à celle des droits de timbre et d'enregistrement. Enfin, la partie des bénéfices qui tombe entre les mains de l'actionnaire est encore soumise à l'impôt général sur le revenu auquel est assujetti cet actionnaire. L'ensemble de cet édifice fiscal est évidemment d'un poids écrasant.

a) Quels sont les revenus frappés ? En premier lieu, ce seront tous les intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions de toute nature (17). Il en va de même pour les produits des parts de fondateurs, bien que la loi de 1872 les ait omises; la loi du 29 mars 1914 a réparé cet oubli, et l'impôt frappe même le bénéfice réalisé lors du rachat des parts.

L'article 1^{er}, 2^o, de la loi de 1872 vise également les produits et revenus « des obligations et emprunts de toute nature des

(16) E. Allix : op. cit., p. 667 et sq.

— A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés ». T. II, n^{os} 1923 et sq.

— R. et J. Lefebvre : op. cit., T. 1^{er}, p. 128 et sq.

— J. Veyrieras : op. cit., n^{os} 107 à 124.

— J. et A. Vavasseur : op. cit., n^{os} 968 à 974 (T. II).

— Thaller et Pic : op. cit., n^{os} 2321 à 2369 (T. III).

— A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », n^{os} 537 à 781 (T. III).

— C. Houpin et H. Bosvieux : op. cit., T. III, n^{os} 1644 et sq.

(17) Loi du 29 juin 1872, article 1^{er} : « Indépendamment des droits de timbre et de transmission établis par les lois existantes, il est établi à partir du 1^{er} juillet 1872 une taxe annuelle et obligatoire : 1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des Sociétés, Compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles, quelle que soit l'époque de leur création... ».

sociétés françaises », et s'applique, de même qu'aux titres négociables, qu'ils soient ou non cotés en Bourse, à tous les effets de commerce, aux obligations notariées et aux obligations affectées à des services internes de la société.

La loi de 1872 et l'article 5 de la loi du 21 juin 1875 soumettent à l'impôt, « les lots et primes de remboursement payés aux « créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics, et tous « autres titres d'emprunt ».

Enfin, l'article 12 de la loi du 13 juillet 1911 s'exprime ainsi :

« La taxe sur le revenu frappe les bénéfices qui par suite de « dispositions statutaires sont distribuées aux membres des conseils d'administration des Sociétés. »

Le taux prévu à l'origine par la loi de 1872 était de 3 %. Il a, depuis, été multiplié dans d'imposantes proportions (18).

b) Mode de paiement : Ce sont les sociétés qui ont la charge du versement de l'impôt, versement qui est opéré au bureau de l'Enregistrement du lieu du siège social. Les sociétés ont ensuite un recours contre les porteurs des valeurs ; elles retiennent le montant de l'impôt sur les sommes dues à ceux-ci aux échéances.

c) Législation coloniale (19) : L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, si lourd en France, n'existe pas dans toutes les colonies. Etabli en Algérie, en Indochine, et dans certaines vieilles colonies à des taux inférieurs aux taux métropolitains, il est de création récente en A. E. F. et à Madagascar (20) où il reste également modéré. Ailleurs, il n'a pas été établi. Nous allons voir, par une étude comparative des taux d'impôts en France et dans les différentes colonies, que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est celui qui offre l'avantage fiscal le plus net aux sociétés dont le siège est établi aux colonies.

(18) Cf. *infra*, n° 26.

(19) Poujol : *op. cit.*, p. 520 et sq.

— A. Marcille : *op. cit.*

— « Bulletin Mensuel de l'Agence Economique de l'A.O.F. » (mai 1928, p. 176).

— A. Dureteste : *op. cit.*

(20) Pour l'A.E.F., il résulte des arrêtés des 30 octobre 1926 et 20 novembre 1928 ;

Pour Madagascar, de l'arrêté du 8 janvier 1928.

§ 3. — TABLEAUX COMPARATIFS DES TARIFS
DES IMPÔTS FRAPPANT LES SOCIÉTÉS DE COMMERCE
EN FRANCE ET AUX COLONIES

26. — Nous ne nous bornerons pas à comparer les taux actuels ; pour pouvoir mieux saisir la tendance générale de l'évolution des tarifs, nous rappellerons également ceux des années 1926 et 1930 (21).

Un premier tableau concerne les trois taxes ; un second, simplifié, fournit quelques indications sur les autres impôts, dont l'intérêt est secondaire.

TABLEAU

(21) Cf., R. Boyer : op. cit., p. 272.

— Poujol : op. cit., p. 520 et sq.

— A. Dureteste : op. cit.

— Sirey : Lois annotées (1930, p. 2492 et 2785).

— « Bulletin Fiduciaire, recueil trimestriel de documentation, édité par la Société Indochinoise de contrôle et de gestion » (N° de juillet-août 1934, p. 151).

— « Bulletin mensuel de l'Agence Economique de l'A.O.F. » (N° de mai 1928, p. 175 et 176).

— Cf., en outre, les Journaux Officiels de la République Française, de l'Algérie, de l'Indochine, de l'A.O.F., de l'A.E.F., de Madagascar, du Cameroun, du Togo, etc... ; les budgets de ces différentes colonies ; le code fiscal de Madagascar.

Tableau I. — LES TROIS TAXES

	TAXE DE TIMBRE			TAXE DE TRANSMISSION						IMPOT sur le revenu des Capitaux mobiliers		
	I. — au comptant II. — à l'abonnement			Droit de transfert (titres nominatifs)			Taxe annuelle (titres au porteur)			1926	1930	1935
	1926	1930	1935	1926	1930	1935	1926	1930	1935			
France	I. 2 % et 4 % si la durée de la société excède 10 ans II. 0,20 %	I. 1 % et 2 % id. II. 0,10 %	I. 1,25 % et 2,50 % id. II. 0,125 %	0,80 %	0,64 %	0,55 %	0,50 %	0,40 %	0,30 %	18 %	16 %	18 % (titres nominatifs) 24 % (titres au porteur)
Algérie	I. 1 % et 2 % si la durée de la société excède 10 ans II. 0,10 %	2 % et 4 % id. 0,20 %	1,25 % et 2,50 % id. 0,125 %	0,80 %	0,80 %	0,64 %	0,60 %	0,50 %	0,40 %	7,50 %	8,25 %	8,25 % (au nominatif) 14 % (au porteur)
Indochine	I. 0,50 % et 1 % si la durée de la société excède 10 ans II. 0,05 %	0,50 % et 1 % id. 0,05 %	0,60 % et 1,20 % id. 0,06 %	0,50 %	0,50 %	0,60 %	0,20 %	0,20 %	0,24 %	6 %	8 %	9,60 %
A. O. F.	I. 1 % ou 2 % II. 0,10 %	1 % ou 2 % 0,10 %	1 % ou 2 % 0,10 %	non établi	non établi	non établi	non établie	non établie	non établie	non établi	non établi	non établi
Sénégal	I. 1 % ou 2 % II. 0,10 %	1 % ou 2 % 0,10 %	1 % ou 2 % 0,10 %	0,50 %	0,50 %	0,60 %	0,25 %	0,25 %	0,30 %	non établi	non établi	non établi
A. E. F.	2 %	2 %	I. 2 % II. 0,05 %	non établi	non établi	non établi	non établie	non établie	non établie	non établi	4 %	8 %
Madagascar	non établi	I. 1 % II. 0,10 %	I. 1 % II. 0,10 %	non établi	0,30 %	0,30 %	non établie	0,20 %	0,20 %	non établi	5 %	5 %
Cameroun	0,05 %	1 %	I. 1 % II. 0,10 %	non établi	non établi	non établi	non établie	non établie	non établie	non établi	non établi	non établi
Togo	0,50 %	0,50 %	0,50 %	non établi	non établi	non établi	non établie	non établie	non établie	non établi	non établi	non établi
Réunion	non établi	non établi	non établi	0,90 % plus dé- cimes	0,90 % plus dé- cimes	0,90 % plus dé- cimes	0,30 % plus dé- cimes	0,30 % plus dé- cimes	0,30 % plus dé- cimes	4 % plus dé- cimes	4 % plus dé- cimes	4 % plus dé- cimes
Océanie	non établi	non établi	non établi	0,25 % cession civile	0,25 % cession civile	0,25 % cession civile	non établie	non établie	non établie	non établi	non établi	non établi

NOTE. — Les petites colonies étant nombreuses et peu importantes, nous n'en avons fait figurer que deux, la Réunion, type des vieilles colonies, et l'Océanie, type des colonies peu évoluées.

Tableau II. — AUTRES IMPOTS

A. — DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS SUR LES ACTES DE CONSTITUTION DES SOCIÉTÉS ET SUR LES APPORTS SOCIAUX :

Année	France	Algérie	Indochine	A. O. F.	Sénégal	A. E. F.	Madagascar	Cameroun	Togo	Réunion	Océanie
1926	apports 3 % plus 2,40 % p ^r apports immobil.	apports 2,50 % mobiliers 4,50 % immobil.	tous apports 0,20 %	cons- titu- tion 1 %	2 % immob. 1 % mobil.	non établi	cons- titu- tion 0,20 %	cons- titu- tion 0,50 %	cons- titu- tion 1 %	consti- tution 0,50 % plus décimes	cons- titu- tion 0,20 %
1930	Apports 3 % plus 2,40 % p ^r apports immobil.	2,50 % apports mobiliers 4,50 % apports immobil	0,50 % apports mobiliers 2 % immobil	cons- titu- tion 1 %	2 % immob. 1 % mobil.	cons- titu- tion 1 %	cons- titu- tion 0,20 %	cons- titu- tion 1 %	cons- titu- tion 1 %	consti- tution 0,50 % plus décimes	cons- titu- tion 0,20 %
1935	Apports 3 % plus 2,50 % p ^r apports immobil.	2,50 % apports mobiliers 4,50 % apports immobil.	0,96 % mobiliers 2,76 % immobil.	cons- titu- tion 1 %	3 % immob. 1,20 % mobil.	cons- titu- tion 1 %	cons- titu- tion 0,20 %	cons- titu- tion 3 %	cons- titu- tion 1 %	consti- tution 0,50 % plus décimes	cons- titu- tion 0,20 %

B. — IMPOT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX :

Années	FRANCE	ALGÉRIE	cet impôt n'a été établi dans aucune autre colonie
1926	15 %	3,50 % plus centimes	
1930	15 %	3,50 % plus centimes	
1935	12 %	3,50 % plus centimes soit en fait : 10,53 %	

C. — TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES :

	France	Algérie	Indochine	A. O. F.	Sénégal	A. E. F.	Madagascar	Cameroun	Togo	Réunion	Océanie
1926	Droit proportionnel variable suivant les marchan- dises	néant	Taxe de con- som- ma- tion	Diffé- rentes taxes de consom- mation et taxes sur le chiffre d'affaires variables suivant la colonie	5 %	néant	Taxes de con- som- ma- tion et droits de sortie	Taxes de circu- lation sur les bois	Droits de 3 % et 1 % perçus à l'im- porta- tion et à l'ex- porta- tion	néant	Taxes à l'im- porta- tion et à l'ex- porta- tion
1930		néant			5 %	néant				néant	
1935	Taxe unique de 2 %	néant	2 %	allant de 2,15 % à 5,40 %	4,20 %	Taxe variable avec les différentes régions, allant de 0,75 % à 1,50 %				néant	

D. — PATENTES :

En France, il s'agit de droits variables suivant la nature professionnelle de l'entreprise et la valeur locative des locaux. Aux colonies, on trouve soit des droits fixes variables suivant la nature de l'entreprise, soit des droits proportionnels variables dans les mêmes conditions, soit une superposition de droits fixes et de droits proportionnels.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS DU RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS AUX COLONIES

27. — L'examen quelque peu attentif des taux d'impôts qui figurent au n° 26 permet d'entrevoir immédiatement les résultats pratiques des différences qui séparent les tarifs fiscaux métropolitains et les tarifs fiscaux coloniaux.

Tout d'abord les fondateurs d'une société ont un avantage très net à constituer celle-ci à la colonie. Hormis l'Algérie dont les droits sur les apports sociaux se rapprochent des droits métropolitains, toutes les colonies frappent beaucoup plus légèrement les constitutions de sociétés (1).

En ce qui concerne la taxe de timbre, seuls l'Indochine, Madagascar, le Cameroun et certaines petites colonies offrent un avantage appréciable aux sociétés dont le siège social est fixé à la colonie. De même le bénéfice réalisé sur la taxe de transmission n'existe que pour Madagascar, l'A.O.F., l'A.E.F. et les pays sous mandat. En généralisant, on peut donc remarquer que dans l'ensemble les taxes de timbre et de transmission sont à peu près aussi lourdes aux colonies qu'en France même (2).

Mais ces taxes sont peu de chose à côté de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. C'est lui qui constitue de beaucoup le plus lourd fardeau. Or, il n'existe pas dans un grand nombre de nos possessions, et dans celles où il existe, notamment en Algérie et en Indochine, son taux est inférieur de plus de moitié au taux métropolitain. Cet impôt constitue donc à lui seul un élément assez fort pour provoquer l'établissement aux colonies des sièges de nombreuses sociétés (3).

Une atténuation de cet avantage cependant se révèle lorsqu'on constate, par une étude approfondie et trop longue à faire ici, que les sociétés subissent aux colonies des charges plus lourdes qu'en France en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et de contributions de patentes. Evidemment, ces

(1) Cf. supra, n° 26, Tableau II, A.

(2) et (3) Cf. supra, n° 26, Tableau I.

charges sont indépendantes du lieu du siège social. Mais il serait illogique et inéquitable que les sociétés coloniales, qui paient de lourdes contributions de ce côté, ne soient pas soumises à des tarifs minima pour les trois taxes. Le contraire serait aller à l'encontre du principe d'aide aux entreprises coloniales, et admettre en fait un régime déguisé de double taxation.

La comparaison des taux d'impôts en France et aux colonies pour les années 1926, 1930 et 1935 donne lieu à une autre constatation, d'un grand intérêt. Alors qu'au cours de cette période le poids des impôts métropolitains est resté sensiblement stationnaire, la hausse du taux de l'impôt sur le revenu étant dans une certaine mesure compensée par les diminutions d'autres taxes fiscales, aux colonies, au contraire, un mouvement de hausse générale des taux se dessine nettement. Les impôts coloniaux tendent peu à peu à devenir aussi lourds que ceux de la métropole. Cela s'explique d'abord par les besoins croissants d'argent de nos possessions, et aussi par le fait que les entreprises coloniales sont parfois parvenues au stade du plein rendement, et que, dès lors, leur capacité contributive s'est accrue. Quoi qu'il en soit, la tendance est nette; il faut en tenir compte, tout en souhaitant qu'elle ne s'affirme pas si rapidement, car l'évolution économique de nos colonies n'en est très souvent qu'à ses premiers pas, et demande encore beaucoup à être activée et encouragée (4).

28. — Les différences de taux que nous avons révélées avaient provoqué, dès les années 1925 et 1926, un fort mouvement en faveur des sociétés coloniales. Des sociétés furent désormais constituées à la colonie, et, d'autre part, de nombreux sièges sociaux y furent transférés (5). Il ne s'agissait pas d'une fraude, d'une évasion fiscale : le contribuable a toujours le droit, lorsque des avantages fiscaux lui sont proposés légalement, d'en profiter, s'il remplit les conditions requises. Peut-être cependant était-il un peu anormal que le bénéfice de cette opération revint en définitive aux porteurs de valeurs mobilières, et que les revenus de ces derniers pussent varier avec le lieu du siège de la société dont ils possédaient les titres. Ces porteurs étaient

(4) Cf. : « La Quinzaine Coloniale », du 25 mai 1928 (p. 179 et 180) : « Le Régime fiscal des Sociétés coloniales », par M. W. Lalande (l'article est signé : W. L.).

(5) Chaque année, l'« Annuaire des Entreprises Coloniales » permet de constater ce mouvement et l'accroissement du nombre des Sociétés coloniales,

presque tous des Français de la Métropole, leurs capitaux étaient donc métropolitains par leur origine : et les revenus de ces capitaux s'accroissaient par le seul fait que la société transférait son siège et se trouvait ainsi moins lourdement grevée. Mais la loi était ainsi faite, et l'on en profitait d'ailleurs intelligemment pour favoriser l'essor des entreprises coloniales en attirant à elles d'abondants capitaux.

L'avantage fiscal n'était d'ailleurs pas le seul motif des constitutions et transferts de sociétés françaises dans les colonies. En effet, on entraînait dans une époque où la vie d'une société devenait possible dans ces pays.

Leur mise en valeur, les progrès de leur outillage économique rendaient concevables les constitutions de société à la colonie même. Le transfert était encore plus normal, car la période d'installation d'une entreprise exigeait des relations étroites avec la Métropole et justifiait la fixation du siège dans celle-ci : il fallait s'y procurer du personnel, des organisateurs, du matériel, des débouchés commerciaux. Mais une fois l'affaire lancée, les liens avec la métropole se relâchaient et le transfert du siège social sur le lieu de l'exploitation présentait d'incontestables avantages.

Donc, pour plusieurs raisons, le mouvement d'émigration aux colonies des sièges sociaux vers les années 1925 et 1926 constituait un fait logique et normal. Les colonies, qui avaient toujours cherché à attirer vers elles les sièges des sociétés qui possédaient des exploitations sur leurs territoires, s'en réjouissaient et distinguaient là un indice de prospérité et de progrès. Mais le fisc métropolitain voyait diminuer le nombre de ses redevables et le montant de ses recettes, l'Enregistrement surtout, auquel les sociétés devenues coloniales n'acquittaient plus les trois taxes. Et comme le Trésor métropolitain aurait souffert de cette décroissance de ressources, on eut une tendance, naturelle mais fâcheuse, à confondre le départ du redevable avec une évasion fiscale, et la cessation légitime des versements d'impôts avec la fraude.

DEUXIÈME PARTIE

LES LITIGES RÉCEMMENT SOULEVÉS PAR L'ADMINISTRATION MÉTROPOLITAINE DE L'ENREGISTREMENT

29. — L'Administration métropolitaine de l'Enregistrement résolut donc de combattre ce qu'elle assimilait à une fraude et à une évasion fiscale. Elle intenta deux procès à des sociétés dont elle avait soigneusement étudié la situation, et résolut de prouver que la fraude fiscale résidait dans le fait que ces sociétés n'avaient à la colonie qu'un siège social fictif, le siège social réel se trouvant en France. Par conséquent, c'était en France que les sociétés en question devaient acquitter l'impôt et notamment les trois taxes.

L'enregistrement rechercha des cas importants et typiques, de façon à obtenir gain de cause et à utiliser ensuite cette jurisprudence favorable pour triompher dans des cas moins clairement en accord avec sa thèse. Dans ce but, elle visa d'abord les sociétés qui avaient transféré leur siège de la métropole à la colonie, cessant ainsi de payer les impôts métropolitains. Le transfert était déclaré fictif, le siège colonial l'était également. Par la suite, des poursuites pourraient s'exercer contre des sociétés qui, dès leur constitution, avaient établi leur siège à la colonie. La question de principe est la même; mais au lieu de la poser directement, il est évidemment plus sûr d'agir progressivement et de chercher à la résoudre en s'aidant de jalons préalablement disposés.

Les litiges que nous allons étudier étaient destinés à former

ces jalons. On peut donc entrevoir d'ores et déjà que les solutions qui leur ont été apportées ne peuvent être considérées comme une jurisprudence formelle, établissant un principe définitif. Au contraire, elles s'appliquent à s'attacher aux faits et tiennent compte des contingences, et cela n'est guère de nature à éclairer nettement l'ensemble du problème.

Mais avant d'étudier spécialement chacun de ces deux litiges, il est préférable d'exposer très brièvement les principes et le mécanisme des instances fiscales en matière d'enregistrement.

CHAPITRE PREMIER

DES INSTANCES RELATIVES AUX DROITS ET IMPOTS PERÇUS PAR L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT

§ 1. — LIMITE DES DROITS DE L'ADMINISTRATION (1)

Des limites existent, fixées par la loi et la jurisprudence, et qui canalisent l'action de l'Administration de l'Enregistrement, l'empêchant de s'exercer dans l'arbitraire.

30. — En premier lieu, il convient de signaler le principe de territorialité des lois fiscales, destiné à faire respecter la souveraineté des différents Etats et à éviter les doubles impositions. Ce principe joue aux colonies, puisque celles-ci jouissent de l'autonomie financière; il est énoncé par les lois des 13 avril 1900 et 29 juin 1918 qui disposent que les contribuables sont imposés à la colonie où ils sont établis, et ne peuvent, de ce fait, être imposés en France, à conditions toutefois que le champ de leur activité se trouve circonscrit à la colonie. Le principe de territorialité n'est donc pas très nettement défini,

(1) E. Pilon : « Principe et Technique des Droits d'Enregistrement », 1929, T. 1^{er}, nos 65 et sq., 698 et sq.

Cf. également la note de M. E. Pilon sous Cass. Req. 19 avril 1932, au D. P. 1932-1-125 (Mutuelle Générale Française-Vie, contre Administration de l'Enregistrement).

puisqu'il s'appuie sur deux bases différentes : le lieu de l'établissement, et le lieu où s'exerce l'activité. Lorsque ces bases ne coïncident pas, le système est faussé et les doubles impositions sont à redouter. On évite la double imposition des actes soumis à l'Enregistrement, lorsqu'ils ont déjà été enregistrés à la colonie, en ne percevant dans la métropole que la différence entre les deux tarifs : c'est le système adopté par la Cour de Cassation, et il aboutit à ce résultat bizarre que le Trésor métropolitain voit ses recettes s'accroître ou diminuer suivant que les colonies diminuent ou augmentent les tarifs de leurs taxes.

Quant aux trois taxes sur les valeurs mobilières, nous avons vu qu'aux termes des différentes lois qui les ont créées, elles sont versées au bureau de l'Enregistrement du lieu du siège social. En conséquence, les titres émis par les Sociétés établies à la colonie sont imposés aux tarifs coloniaux et peuvent circuler en France sans acquitter aucun droit supplémentaire. Cela est fort important, car l'immense majorité des valeurs coloniales se trouve entre les mains de capitalistes et d'épargnants métropolitains, qui bénéficient de la sorte de tarifs préférentiels. Le législateur n'avait certainement pas prévu ce cas spécial des valeurs coloniales et c'est involontairement de sa part que certains porteurs de valeurs français, sur qui repose après incidence le poids des taxes de transmission et du revenu, se voient imposés à des taux différents pour leurs valeurs ordinaires et pour leurs valeurs coloniales. Heureusement cette situation est tout à fait conforme à l'intérêt que doit porter un pays à ses entreprises coloniales, et nos possessions ont su en profiter en attirant à elles les capitaux français grâce à des taxations modérées.

31. — Un second principe semble d'évidence : c'est la reconnaissance, en faveur des contribuables du droit de choisir le procédé juridique donnant ouverture aux droits les moins élevés, lorsqu'ils se trouvent en présence de plusieurs moyens juridiques et légaux conduisant tous aux même résultat. Ce droit trouve sa justification dans le vaste principe de la liberté des conventions énoncé par l'article 1134 du Code civil. En outre, nous nous trouvons ici en matière fiscale, donc en droit strict, et l'on agit légalement tant qu'on n'enfreint pas les prohibitions de la loi; le motif pour lequel on agit n'a pas à être pris en considération, même si c'est l'intention de verser une somme

moindre au Trésor. C'est l'application littérale de l'adage : « *Neminem lædit qui suo jure utitur* » (2).

L'usage de ce droit cause fréquemment de graves préjudices au Trésor, aussi a-t-on cherché à déterminer la limite précise séparant la liberté d'action de la fraude à la loi, et à combattre ce que M. Pilon appelle les « habiles applications de la loi » (3). Malheureusement, le danger d'arbitraire était trop grand, et l'arbitraire du fisc est encore plus à craindre que la résistance des contribuables, aussi la loi du 13 juillet 1925 sur les fraudes fiscales n'a-t-elle pu s'attaquer aux « habiles applications ». Le droit de choisir le procédé le moins onéreux subsiste, et n'est combattu que s'il devient frauduleux. On ne peut même pas appliquer à la matière la théorie de l'abus de droit, car si l'on trouve un préjudice subi par le Trésor, on n'y trouve pas le défaut d'intérêt qui caractérise l'abus de droit (4). Le redevable a au contraire un intérêt bien évident à diminuer le montant des contributions qui pèsent sur lui. Toutefois la jurisprudence a compris que la preuve de la fraude était d'une grande difficulté, car la fraude présente un caractère trop subjectif et elle a établi un nouveau principe destiné à faciliter l'action de la Régie.

32. — Il s'agit du droit reconnu à la Régie de restituer aux actes des contribuables leur véritable caractère et de faire apparaître dans ces actes la simulation ou la dissimulation (5). L'Administration pourra prouver cette simulation ou dissimulation en employant tous les modes de preuve compatibles avec la loi fiscale. Naturellement ce droit est limité par celui des redevables de choisir le procédé le moins onéreux, droit qui s'exercera librement tant que le procédé juridique choisi ne sera pas entaché de fraude, simulation ou dissimulation.

(2) Cass. 6 août 1834 (Gaz. Trib. 7 août 1834), et les conclusions du Procureur Général Dupin). — Cass. Civ. 2 mai 1849 (S. 49-1-522 et D. P. 49-1-132).

Cf. : A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », T. 1^{er}, n° 519.

(3) Cf. E. Pilon : op. cit., n° 712 (T. 1^{er}), et la note au D. P. 1932-1-125 : « La fraude, voire même de trop grandes habiletés fiscales sont sans excuse ».

(4) Cf. : la note de M. E. Pilon au D. P. 1932-1-125 (N°s 5 et 6) ; Colin et Capitant : « Cours Elémentaire de Droit civil Français (7^e édit., T. II, n°s 195 et sq.).

(5) Cass. Req. 19 avril 1932, précité.

§ 2. — PROCÉDURE DES INSTANCES
RELATIVES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT (6)

33. — La contrainte : L'instance entre la Régie et le redevable est précédée de formalités préalables. L'Administration envoie tout d'abord un avertissement, puis procède à la mise en demeure (7). Lorsque ces mesures restent sans effet, elle a recours à la contrainte. La contrainte est un titre exécutoire dont la forme et le contenu sont fixés par la loi à peine de nullité (8). Ses effets se produisent à dater de sa signification. Le seul moyen pour les redevables de les éviter est de former opposition à contrainte en liant l'instance par une assignation de la Régie devant le Tribunal de première instance compétent « *ratione loci* ».

34. — En effet, c'est le Tribunal civil qui est compétent en matière de droits d'Enregistrement. La procédure suivie est spéciale, car l'instruction de l'instance se fait par mémoires respectivement signifiés (9).

Quant aux preuves (10), ce sont d'après la Jurisprudence, les moyens de preuve du droit commun compatibles avec la loi fiscale, c'est-à-dire avec le principe de la procédure écrite. Les preuves par témoins, serment ou expertises sont donc exclues. Par contre, l'écrit, l'aveu, les présomptions légales et les présomptions simples tirées des faits constants du procès pourront être fournis comme preuves. Naturellement, de simples hypothèses ne sauraient étayer l'argumentation de la Régie et être assimilées à des présomptions simples. Si la preuve ne pouvait être rapportée par l'Administration, et si un doute subsistait, la qualification donnée par les parties prévaudrait.

C'est un agent de l'Administration qui soutient les intérêts de celle-ci devant le Tribunal et demande la condamnation du redevable. Après plaidoiries, le jugement est rendu. L'article

(6) E. Pilon : op. cit., n^{os} 1274 et sq.

A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* », T. III, n^{os} 377 et sq., 460 et sq.

(7) A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* », T. II, n^{os} 785 et 786.

(8) A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* », T. II, n^{os} 790 et sq.

— E. Pilon : op. cit., T. 1^{er}, n^{os} 1274 et sq.

(9) A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* », T. II, n^{os} 800 et sq.

— E. Pilon : op. cit., T. 1^{er}, n^o 1281.

(10) A. Wahl : « *Traité de Droit Fiscal* », T. II, n^{os} 511 et sq.

— E. Pilon : op. cit., n^{os} 727 à 729.

— Cf. : Cass. Civ. 27 juin 1883 (S. 85-1-53 et D. P. 84-1-239).

65 de la loi du 22 frimaire an VII le déclare sans appel et susceptible seulement du pourvoi en Cassation. Ce pourvoi n'est d'ailleurs pas suspensif (11).

35. — En matière fiscale, un rôle exceptionnel est dévolu à la Cour suprême régulièrement saisie par un pourvoi. La suppression de l'appel faisant craindre une arbitraire appréciation des faits par la Régie et les tribunaux de première instance, on a reconnu à la Cour de Cassation, ou plutôt celle-ci s'est reconnu le droit d'examiner et de réformer les appréciations de fait des premiers juges (12).

La Cour de Cassation n'étant en principe juge que des points de droit, il s'agit là d'une prérogative exceptionnelle, qui, d'ailleurs ne lui est pas reconnue par la loi : on n'en trouve la trace ni dans l'Ordonnance de 1667 sur la compétence du Conseil du Roi, ni dans l'article 3 de la loi du 27 novembre 1790, qui sont les textes sur lesquels est basée la compétence actuelle de la Cour Suprême (13).

Cependant jamais elle n'a hésité à exercer son pouvoir souverain d'appréciation en matière d'enregistrement. Elle le fit d'abord sans en exprimer la légitimité, mais elle la formula ensuite dans un arrêt du 7 janvier 1835, confirmé par une jurisprudence constante et notamment par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 mars 1846 (14).

Par une argumentation un peu spécieuse, la Cour de Cassation a tenté de justifier juridiquement ce pouvoir extraordinaire. Elle a prétendu que toute erreur de fait de la part du juge, en matière d'enregistrement, impliquait une violation de

(11) A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », T. II, n^{os} 849 à 854.

— E. Pilon : op. cit., T. 1^{er}, n^o 1291.

(12) A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », T. II, n^{os} 855 à 857.

— E. Pilon : 1) op. cit., T. 1^{er}, n^{os} 708 et 709 ;

2) note au D. P. 1932-1-125.

— T. Crépon : « Du Pourvoi en Cassation en matière civile », extrait du Répertoire général alphabétique du Droit Français (1892, T. III, n^o 30).

— A. Wahl : « Etude sur le Rôle de la Cour de Cassation dans les Instances Fiscales » (1897). V. la jurisprudence citée dans cette étude.

(13) Et l'article 65, al. 4, de la loi du 22 frimaire an VII, déclare seulement que les jugements rendus en première instance « seront sans appel et ne pourront être attaqués que par voie de cassation ».

(14) L'arrêt du 7 janvier 1835 (S. 1835-1-540) s'exprime ainsi : « Quoique la Cour de Cassation ait, en ces matières, le droit de réviser l'appréciation des actes pour leur conserver leur vrai caractère, elle ne doit s'y livrer qu'autant que celle des premiers juges est en contradiction avec les règles légales et présente une contravention à la loi ».

L'arrêt du 24 mars 1846 (S. 46-1-316 ; D. P. 46-1-321) est plus catégorique :

« A la vérité, et comme il s'agit d'enregistrement, c'est-à-dire d'une matière d'ordre public puisqu'elle intéresse la fixité et la régularité de l'impôt.

la loi fiscale, et se confondait donc avec une erreur de droit. Cela n'est pas inexact, mais on peut faire un raisonnement identique pour des litiges de toute autre nature.

En tout cas, on ne saurait soutenir que la Cour de Cassation constitue le second degré de juridiction en matière de litiges fiscaux, bien que certains auteurs soient de cet avis (15). Elle n'utilise du droit qu'elle s'est elle-même attribué qu'avec une grande réserve et tend à adopter très fréquemment sans aucun examen les appréciations des premiers juges (16). D'ailleurs, même en matière civile, elle rejette parfois les appréciations des juges du fait quand elles dénaturent par trop visiblement les faits. D'autre part, il s'agit toujours d'un recours en cassation qui se terminera par un arrêt de cassation ou de rejet, et le pourvoi reste motivé par la violation d'une règle de droit, même si, dans la réalité, il s'agit d'apprécier un fait (17).

« L'appréciation des juges, à la différence des matières ordinaires, est soumise à la censure de la Cour de Cassation. »

V. dans le même sens : Cass. Civ., 21 mars 1854 (S. 54-1-359 et D. P. 54-1-121) ;

Cass. ch. réun., 19 décembre 1890 (S. 91-1-129) ;

Cass. Civ., 2 juillet 1890 (deux arrêts, au S. 91-1-177) ;

Cass. Civ., 12 mai 1926 (D. H. 26-346) ;

Cass. Req., 19 avril 1932 (D. P. 32-1-125),

et, plus particulièrement un arrêt : Cass. Req., 30 décembre 1929 (veuve Say contre Enregistrement ; S. 32-1-151) concernant une question de domicile en matière de droits successoraux : « Attendu, dit cet arrêt, qu'il résulte de ces faits et circonstances exactement appréciées, que Henri Say avait en France un établissement qui, pour un Français, constituerait un véritable domicile. »

(15) T. Crépon : op. cit., n° 30 : « En résumé, il résulte des arrêts qu'en matière d'enregistrement, la Cour de Cassation faisant formellement exception à la règle qui lui interdit de réviser le mal jugé, ...se réserve néanmoins ce contrôle ; qu'elle ne se déclare pas liée par les appréciations des tribunaux ; qu'elle est en réalité, non un troisième degré de juridiction, puisque les jugements rendus par les tribunaux de première instance arrivent directement devant elle sans passer par les Cours d'Appel, mais un deuxième degré de juridiction. »

(16) A. Wahl : « Traité de Droit Fiscal », T. II, n° 857 : « Cette tendance est poussée si loin qu'on voit la Cour de Cassation, dans un court intervalle, adopter sans examen deux interprétations inverses données par les tribunaux d'une même clause : Cass. Req. 9 avril 1895 (S. 1896-1-99 et Pand. Fr. pér. 1896-6-12) ; Cass. Civ., 20 juillet 1896 (S. 1897-1-149) ».

(17) A. Wahl : « Etude sur le rôle de la Cour de Cassation dans les Instances Fiscales », n° 21 : « Généralement les instances en matière d'enregistrement qui sont soulevées dans la plupart de nos colonies sont susceptibles d'appel (par exemple : ordonnance du 31 décembre 1828, article 88, pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane)... Il va sans dire que cette voie de recours n'est pas exclusive du pourvoi en Cassation (Cass. Req. 14 avril 1893, au 94-1-247). »

CHAPITRE II

LES PROCES ENGAGES PAR LA REGIE

POUR FAIRE JUGER FICTIFS

LES TRANSFERTS DES SIEGES SOCIAUX AUX COLONIES

36. — Les règles et principes exposés au chapitre premier vont s'appliquer aux litiges soulevés par l'Administration de l'Enregistrement en notre matière, c'est-à-dire aux procès dans lesquels cette administration se refuse à reconnaître comme réel et sérieux le transfert à la colonie du siège social d'une société française.

Nous avons déjà vu, en effet, qu'il était plus facile d'invoquer la fictivité d'un transfert que celle d'un siège fixé initialement à la colonie (1).

La Régie a intenté deux procès dont la solution favorable, espérait-elle, lui apporterait une arme jurisprudentielle dont elle pourrait user par la suite à l'encontre d'autres sociétés.

A l'heure actuelle, ces deux procès ont reçu une solution définitive.

Nous allons relater en détail la genèse de ces affaires, car elles constituent, nous venons de le dire, la seule jurisprudence se rapportant directement à la question telle qu'elle se pose dans la réalité, c'est-à-dire sur le plan de l'économie coloniale.

Par la suite, au cours de l'analyse purement juridique, c'est-à-dire un peu abstraite, que nous ferons du siège social, de ses éléments constitutifs et de son caractère de réalité ou de fictivité, nous nous souviendrons des cas concrets qui auront motivé cette étude, et nous en saisirons mieux la nécessité.

SECTION I

L'affaire de la Compagnie des caoutchoucs de Padang

37. — Les faits ayant donné naissance au litige :

La « Compagnie des Caoutchoucs de Padang » fut constituée à Paris le 23 août 1911, pour une durée de 70 ans, sous la forme

(1) V. *supra*, n° 29.

d'une société anonyme (2). L'article 3 de ses statuts lui donnait comme objet « toutes entreprises agricoles en tous pays, et principalement la culture et la préparation du caoutchouc, ainsi que le commerce et la vente de tous produits naturels ou fabriqués et de tous sous-produits ». L'article 6 desdits statuts énonçait les apports en nature; il s'agissait 1° du bénéfice de tous pourparlers, conventions et démarches faits par la « Compagnie Française d'Etudes et d'Entreprises Coloniales »; 2° d'une option obtenue de la « Société Financière des Caoutchoucs » (société belge ayant son siège d'abord à Anvers, puis à Bruxelles), en vue d'acquérir avant le 1^{er} août 1911, au prix de 103.000 livres-sterling, deux concessions, l'une de 6.628 hectares 80, l'autre de 1.360 hectares, situées dans le district de Padang-Badagi, c'est-à-dire sur la côte est de Sumatra (Indes Néerlandaises). Ces deux concessions furent bientôt acquises et mises en exploitation.

Enfin, l'article 4 des statuts avait fixé primitivement le siège social à Paris, 5 et 7, rue des Italiens. Mais, dès le début, les directions commerciale et technique étaient confiées à la « Société Financière des Caoutchoucs » susnommée, ainsi qu'à la « Société Bunge et Cie » d'Anvers, en vertu d'une décision du Conseil d'administration de la Compagnie de Padang, en date du 21 juillet 1911. En 1919, seule la Société Financière des Caoutchoucs restait chargée de ces deux directions.

En 1925, jetant les yeux sur l'Indochine Française, la Compagnie de Padang y acquérait une plantation de 5.000 hectares exploitée jusqu'alors par la « Société du Domaine Central ». Cette concession, dite de « Phu Hung » comprenait déjà 600 hectares plantés en hévéas et devant atteindre en 1927 leur rapport normal avec une récolte préestimée à plus de 100.000 kilos de caoutchouc.

A la suite de cette acquisition, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Padang fut réunie le 23 mars 1925, et un rapport y fut adopté, qui déclarait : « L'acquisition de la « Société du Domaine Central » constitue ainsi une première prise de contact avec l'Indochine, et en vue du déve-

(2) Cf. : 1° « Le régime fiscal des Sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux Colonies », Mémoire adressé à MM. les membres du Parlement par l'Union Coloniale Française (1934), p. 7 ;

2° Le jugement du Tribunal de la Seine rendu dans cette affaire le 23 avril 1932 (S. 1933-2-49) et la note de M. le Professeur Solus ;

3° La note de M. E. Pilon sous l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 17 juillet 1935, relatif à la même affaire (S. 1936-1-41).

« loppement futur de notre activité en ce pays, nous vous proposons de transférer notre siège social de Paris, rue des Italiens, n^{os} 5 et 7, à Saïgon, 45, rue Barbet ». En conséquence, l'Assemblée générale modifia divers articles des statuts; l'article 4 fixa désormais le siège social à Saïgon, et l'article 29 fut ainsi modifié : « chaque année il est tenu une Assemblée générale avant le 1^{er} octobre suivant la clôture de l'exercice, aux lieu, jour et heure désignés dans l'avis de convocation. La réunion a lieu au siège social, ou dans tout autre endroit qui est déterminé par le Conseil d'administration ».

La direction technique et commerciale des nouvelles plantations indochinoises fut, tout naturellement, confiée à la Société Financière des Caoutchoucs. C'est au bureau que cette société possède à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, que le Conseil d'administration de la Compagnie de Padang pouvait se tenir au courant de la marche de l'entreprise, et prendre connaissance de la comptabilité centrale, qui était régulièrement dressée au siège social à Saïgon.

La vie sociale était donc fractionnée de la façon suivante : l'exploitation se localisait à Sumatra, en Indochine Française et en Malaisie; la direction technique et commerciale appartenait à une société belge, domiciliée à Bruxelles; le siège social et le service de la comptabilité étaient à Saïgon; le conseil d'administration siégeait à Paris où il se tenait en contact avec la Société Financière des Caoutchoucs; il y avait deux commissaires aux comptes, domiciliés l'un en Cochinchine, l'autre dans le département de la Seine. Quant aux Assemblées générales, elles furent convoquées, soit à Paris (assemblées extraordinaires des 22 avril 1926, et 27 mai 1927; assemblées ordinaires des 23 avril 1925, 22 avril 1926 et 27 mai 1927), soit à Saïgon (assemblée extraordinaire du 18 février 1928; assemblées ordinaires des 29 juin et 17 juillet 1929, 30 avril 1930, 3 et 26 mai 1930, 16 juin et 18 décembre 1930, etc...).

Puis la crise du caoutchouc sévit durement en Indochine et le saignage des hévéas fut arrêté dans la concession indochinoise le 1^{er} juillet 1928. Néanmoins, une nouvelle concession de près de 5.000 hectares, la concession de Phu-Hieng, fut attribuée à la compagnie le 18 décembre 1928.

Signalons enfin que, depuis octobre 1932, les deux commissaires aux comptes étaient domiciliés en Extrême-Orient.

38. — Le litige :

Mais les difficultés s'étaient élevées dès le transfert du siège social, en 1925, entre la Compagnie et l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement. La Compagnie de Padang, aussitôt le transfert réalisé, avait cessé d'acquitter en France les impôts qu'elle payait autrefois à Paris, c'est-à-dire les droits d'abonnement au timbre, les taxes de transmission et l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, ces impôts étant tous perçus au lieu du siège social. Bien plus, l'Assemblée générale du 23 mars 1925 ayant fixé au 8 juin 1925 la date de paiement des dividendes, c'est-à-dire à une date postérieure au transfert du siège, les impôts de transmission et du revenu déjà versés à Paris par la Société qui en devait l'avance, se trouvaient avoir été indûment acquittés. Telle était du moins l'opinion de la Compagnie qui adressa à la Régie deux pétitions. La première en date du 30 octobre 1925, demandait à l'Administration de l'Enregistrement la restitution de la taxe provisoire sur le revenu, taxe déjà acquittée à Paris et dont le montant atteignait 416.000 francs. La deuxième pétition, en date du 26 janvier 1926, demandait la restitution d'une somme de 126.000 francs, montant de la taxe de transmission afférente au premier trimestre 1925, indûment acquittée à Paris.

L'Administration ayant repoussé ces deux pétitions, la Compagnie de Padang, par exploit du 22 mars 1927, assigna devant le Tribunal civil de la Seine le Directeur de l'Enregistrement, pour obtenir la restitution de la somme totale de 542.000 francs.

De son côté, après mise en demeure, l'Administration signifia à la Compagnie une contrainte en date du 17 septembre 1928, exigeant le paiement des impôts arriérés et non acquittés depuis avril 1925, s'élevant, droits simples et pénalités exigibles, à 20.542.240 fr. 06. Cette contrainte arguait de la fictivité du transfert du siège social, destiné, disait l'Administration, à éluder le paiement des impôts métropolitains.

Par exploit du 20 septembre 1928, la Compagnie forma opposition à cette contrainte, et assigna l'Administration de l'Enregistrement devant le Tribunal de la Seine pour voir prononcer la nullité de la contrainte et le mal fondé de la réclamation de l'Enregistrement.

En outre, par exploit du 12 décembre 1928, la Compagnie de Padang fit assigner devant le même Tribunal le Directeur des Finances de l'Indochine aux fins d'intervention dans l'instance

en sa faveur et à ses côtés. Elle renouvela sa demande à l'encontre de l'Enregistrement par assignation du 19 mars 1930.

Avant de passer à l'examen des arguments soutenus par les parties et des décisions qui tranchèrent le litige, bornons-nous, pour terminer la genèse de cette procédure, à rapporter que l'Administration signifia un mémoire, le 17 novembre 1930, à la Compagnie de Padang. Celle-ci signifia le sien à la Régie le 7 mai 1931, et le Gouvernement général de l'Indochine, partie intervenante, en signifia un troisième aux parties en cause le 31 mars 1932. Après plaidoiries, le Tribunal civil de la Seine rendit son jugement le 23 avril 1932 (3); le dispositif en était ainsi rédigé :

« Le Tribunal, ... Par ces motifs,

« Donne acte au Gouvernement général de l'Indochine de son intervention;

« Déclare jointes, comme connexes, les instances ouvertes par les assignations susvisées, suivies du dépôt des mémoires des parties ;

« Dit que le transfert du siège social, décidé par l'Assemblée générale du 23 mars 1925 n'est pas opposable à l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement ;

« Déboute la Compagnie des Caoutchoucs de Padang de ses demandes, fins et conclusions, et de son opposition à contrainte ;

« Valide cette contrainte ;

« Condamne, en conséquence, ladite Compagnie des Caoutchoucs de Padang à verser au cinquième bureau des Sociétés françaises du département de la Seine, les taxes spéciales susvisées, demeurées exigibles depuis le premier trimestre 1925, et liquidées en conformité des déclarations à souscrire et des procès-verbaux des Assemblées générales ordinaires des actionnaires à déposer ;

« Fixe au minimum les amendes variables encourues pour paiement tardif de l'impôt et dépôt hors délais des relevés trimestriels et des procès-verbaux d'assemblées générales ;

« Condamne la dite Compagnie des Caoutchoucs de Padang en tous les dépens, etc... »

Ainsi déboutée, la Compagnie de Padang forma pourvoi en Cassation, basé sur le moyen unique de la violation des arti-

(3) Cf., Dareste : Recueil de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence Coloniales, 1932, 3^e partie, p. 171, et la note de M. P. Dareste.

— S. 1933-2-49, et la note de M. H. Solus.

cles 102 et suivants du Code civil, 1315 du même Code et des règles sur le fardeau de la preuve et sur la preuve, des articles 1 à 26 de la loi du 5 juin 1850, des articles 6 à 16 de la loi du 23 juin 1857, des articles 1 à 5 de la loi du 29 juin 1872, violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 pour défauts de motifs et manque de base légale. Le gouvernement général de l'Indochine déposa une demande en intervention.

Après significations respectives des mémoires des parties, après audition du rapport de M. le Conseiller Pilon, des observations formulées par les avocats des parties, et des conclusions de M. le Conseiller Sens-Olive, faisant fonction d'avocat général, la Chambre des Requêtes rendit son arrêt le 17 juillet 1935, rejetant le pourvoi de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang (4).

39. — Les arguments soutenus par les parties :

1° L'Administration métropolitaine de l'Enregistrement soutient la validité de sa contrainte par l'argumentation suivante. Elle reconnaît tout d'abord aux sociétés métropolitaines le droit de transférer leur siège à la colonie, et de cesser, par ce fait, d'acquitter les trois taxes dans la métropole. Mais elle prétend qu'en l'espèce le transfert du siège de la Compagnie de Padang de Paris à Saïgon est demeuré purement fictif. Il s'agit d'un acte frauduleux, uniquement destiné à éviter le paiement de l'impôt. En conséquence, la Régie, usant de son droit de restituer aux actes des redevables leur véritable caractère juridique lorsque ces actes constituent des simulations ou dissimulations, se refuse à reconnaître le transfert du siège de la Compagnie de Padang et entreprend de prouver que ce siège est réellement demeuré à Paris.

Le transfert a été régulièrement décidé par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires, et les statuts ont été modifiés en conséquence. Mais le siège social étant le lieu du principal établissement, il est et demeure fixé là où se trouve ce principal établissement; la volonté exprimée des associés de changer le lieu du siège social ne suffit donc pas à elle seule à opérer le transfert. L'intention doit être concrétisée par un transfert matériel des éléments constitutifs de ce siège.

Or, en l'espèce, c'est ce transfert matériel qui n'a pas eu

(4) Cf. : S. 1936-1-41, et la note de M. le Conseiller E. Pilon.
— Dareste, 1935-3-85, et la note.

lieu, car la direction financière, administrative et juridique de la Compagnie de Padang n'a jamais cessé d'être localisée à Paris, rue Notre-Dame des Victoires.

En effet, les Conseils d'administration se tiennent toujours à Paris, où les administrateurs sont en majorité domiciliés. La plupart des Assemblées générales d'actionnaires, et notamment des assemblées extraordinaires ont été réunies à Paris. De plus, les commissaires aux comptes sont également domiciliés dans le département de la Seine; c'est encore à Paris qu'est utilisée la comptabilité centrale de la Compagnie, et cet état de choses s'est prolongé jusqu'en 1928. Enfin, jusqu'en 1927, l'article 46 des statuts attribuait compétence au Tribunal de la Seine pour tous les litiges s'élevant entre la Société et les actionnaires.

Peu importe qu'au fur et à mesure des réclamations de l'Administration des modifications aient été apportées à divers articles des statuts. Leur tardivité même suffit à prouver qu'elles étaient sans influence sur la vie de la société, et destinées uniquement à masquer le caractère fictif et frauduleux du transfert.

De même, peu importe le lieu d'exploitation et le centre de la vie technique de la Compagnie. Seule entre en ligne de compte la direction juridique de l'affaire. D'ailleurs le siège principal d'exploitation n'est même pas situé en Indochine, mais à Sumatra, et, depuis le transfert du siège social, malgré le but déclaré de ce transfert, l'importance de l'exploitation indochinoise n'a cessé de diminuer, le saignage des hévéas y ayant été arrêté dès 1928.

De cet ensemble de faits, il ressort nettement que, depuis 1925, rien n'a été effectivement changé dans la vie de la société. Et ceci suffit à prouver que le transfert décidé à cette date est resté purement nominal, donc fictif. La cessation des versements d'impôts basée sur cet acte fictif, revêt donc un caractère frauduleux, car elle lèse gravement le fisc métropolitain.

2° La Compagnie des Caoutchoucs de Padang a tenté, au contraire, de faire admettre par le Tribunal de la Seine, puis par la Cour de Cassation, la réalité du transfert, son caractère légitime et non frauduleux. Cette opération, régulière en sa forme, l'est aussi quant au fond.

Lors de sa fondation, la Compagnie a installé son siège à Paris parce qu'elle voulait avoir la nationalité française. Mais elle n'y avait aucun intérêt : la direction commerciale et tech-

nique était en Belgique, l'exploitation matérielle en territoire hollandais. Aucune affaire, aucune vente ne se traitait avec la France. On aurait alors pu soutenir que le siège social en France était fictif. Mais en 1925, l'achat de concessions en Cochinchine, territoire français, permit à la Compagnie d'installer son siège dans un pays français, où elle exerçait une activité réelle. Elle en profita, car elle en tirait des avantages d'ordre fiscal peut-être considérables, mais certainement légitimes et légaux. Alors que tant de sociétés fuient la nationalité française et les charges qu'elle comporte, la Compagnie de Padang qui aurait dû être belge ou hollandaise, tint à garder la nationalité française. Elle en fut mal récompensée.

D'un point de vue purement juridique, par ailleurs, le transfert du siège social a été irréprochablement effectué. Il appartient à la Régie de prouver la fraude qu'elle invoque, car la fraude ne se présume pas, et l'avantage fiscal légitimement retiré de l'opération par la Compagnie ne constitue pas une présomption de fraude. La Compagnie, elle, bénéficie d'une double présomption, d'une part en vertu de la fixation statutaire du siège à Saïgon, d'autre part en vertu de la coïncidence de ce siège avec le centre d'exploitation de l'entreprise.

Quant à l'argumentation de l'Administration, elle est sans valeur. Il existe bien des rapports entre le siège social et Paris où se tient le Conseil d'administration, mais ces liens sont nécessaires, même après le transfert du siège en un autre lieu, puisque c'est à Paris que sont localisés les intérêts financiers. Quant au Conseil d'administration, qui traite de ces intérêts financiers, il ne saurait être l'élément déterminant du siège social. Il en va de même pour les Assemblées générales, qui se sont d'ailleurs réunies en grande partie à Saïgon; celles qui ont été tenues à Paris le furent en vue de faciliter la réunion des actionnaires, presque tous habitant la France. Par contre, il est certain que la comptabilité fut effectivement transférée à Saïgon, et que, bientôt, les deux commissaires aux comptes se trouvèrent domiciliés en Extrême-Orient.

Ce qu'il faut considérer, c'est le centre des affaires et des relations commerciales, le lieu des principaux intérêts et de l'exploitation, le lieu où l'on entre en rapports avec les tiers, où sont tenus les livres de commerce et la comptabilité. En l'espèce, c'est à Saïgon que sont localisés la plupart des éléments, d'autres l'étant à Sumatra ou en Belgique, c'est-à-dire à l'étranger.

L'Administration se prévaut des modifications successives apportées aux statuts : elles ne prouvent que l'esprit d'accommodement de la Compagnie. De même pour la clause des statuts attribuant compétence au Tribunal de la Seine pour les litiges à naître entre associés et société : il s'agit d'une élection de domicile à Paris, sans aucun rapport avec le siège social et uniquement destinée à faciliter les procédures.

3° Le Gouvernement Général de l'Indochine développa deux ordres d'idées.

Tout d'abord, il renforça l'argumentation juridique de la Compagnie de Pañang. L'Administration devait prouver deux choses : l'absence de tout établissement réel au lieu du siège social, et l'intention frauduleuse ayant motivé le transfert. Ces preuves n'ont pas été rapportées, et ne pouvaient pas l'être, puisque c'est à Saïgon qu'on trouve l'exploitation, la comptabilité, les archives, le registre des transports, le service de centralisation des recettes et de liquidation des paiements. A Paris on ne trouve ni personnel, ni activité, et même aucun local propre. La Compagnie, lorsqu'elle en a besoin, profite de l'hospitalité qui lui est offerte par une banque intéressée à l'affaire.

Le Conseil d'administration, à Paris, ne fait que ratifier les décisions prises à Bruxelles par un Comité de direction de quatre membres dont un réside à Bruxelles, un en Indochine, un à Sumatra et un à Paris. Ce dernier est bien le président du Comité, mais c'est à Bruxelles qu'il va chaque mois arrêter ses décisions de concert avec la direction de la Société Financière des Caoutchoucs.

Quant à l'argument de la Régie, basé sur la diminution de l'importance des exploitations d'Indochine, il est sans valeur, d'abord parce que la compagnie ne saurait être rendue responsable d'une crise économique qu'elle a dû subir et ne pouvait prévoir, ensuite parce que l'Administration elle-même déclare que la situation et l'importance de l'exploitation importent peu.

Dans un autre ordre d'idées, le Gouvernement général s'efforça de montrer que le transfert du siège de la Compagnie à Saïgon s'imposait sur le plan économique. Il s'agit d'un symptôme normal de l'évolution de nos colonies. Autrefois une entreprise coloniale ne pouvait se concevoir établie hors de la Métropole. Aujourd'hui nos possessions, notamment l'Indochine, sont économiquement équipées et offrent sur place tout ce

dont une société peut avoir besoin, hormis peut-être les capitaux. Les entreprises locales se multiplient, des entreprises métropolitaines transfèrent leur siège social. C'est un mouvement normal que l'égoïsme du fisc métropolitain ne pourra arrêter.

Il serait d'ailleurs injuste qu'une société dont la vie matérielle profite exclusivement des avantages que lui offre une colonie ne verse pas à celle-ci ses contributions. C'est en Indochine que la Compagnie de Padang profite d'une législation protectrice, d'un réseau routier et ferroviaire bien aménagé, de la sécurité qu'elle doit à la force armée et aux tribunaux, des débouchés que lui assurent des ports bien agencés en relation avec les pays d'Extrême-Orient. Elle profite de la « paix indochinoise », et c'est à l'Indochine seule qu'elle doit normalement acquitter le prix de tous ces services en lui versant ses contributions. La solution préconisée par l'Administration métropolitaine léserait le fisc indochinois en l'obligeant à opérer des restitutions s'élevant à environ neuf millions de francs, et en le privant définitivement de versements qui lui sont logiquement dus. C'est d'ailleurs cet intérêt qui motive et justifie l'intervention au procès du Gouvernement Général de la Colonie.

40. — Les décisions rendues :

1° Le jugement rendu le 23 avril 1932 par le Tribunal civil de la Seine (5) confirma pleinement la manière de voir de l'Administration. Il suffira de reproduire les attendus relatifs à la détermination juridique du siège social pour s'en convaincre :

.....

« Attendu, en droit, que le siège social est situé au lieu où
« se trouvent les principaux organes directeurs de la société;
« que le transfert du siège social par voie de modification des
« statuts n'est possible et opposable aux tiers, en particulier
« à l'Administration de l'Enregistrement, que s'il est précédé
« ou accompagné d'un transfert des éléments directeurs de la
« Société ;...

« Attendu que la direction juridique, financière et administrative, la seule qui doive entrer en ligne de compte en l'espèce, est incontestablement à Paris (banque de Rivaud) où

(5) S. 1933-2-49 ; Dareste, 1932-3-170.

« sont prises les décisions, même relativement à la ratification
« des décisions techniques, les membres du Conseil d'admi-
« nistration étant eux-mêmes en majorité français et domiciliés
« à Paris; que les assemblées générales ont continué à se tenir
« à Paris... ;

« que la seule assemblée générale extraordinaire tenue à
« Saïgon (dix huit février mil neuf cent vingt-huit) a constaté
« la réalisation de l'augmentation du capital, mais a été précé-
« dée à Paris, des formalités préliminaires de déclaration de
« souscription et de versement;

« Que la comptabilité est utilisée à Paris, les commissaires
« aux comptes y étant domiciliés et y exerçant leurs fonctions,
« tout au moins jusqu'en mil neuf cent vingt-huit;

« Que jusqu'à l'Assemblée générale du vingt-sept mai mil
« neuf cent vingt-sept, les difficultés entre la Société et les
« actionnaires son restées soumises au Tribunal de la Seine
« (article quarante-six des statuts);

.....
« Attendu qu'il importe peu que, depuis sa création la So-
« ciété exploite à Sumatra, Malaisie (colonie hollandaise) ou en
« Indochine ; ...»

2° Quant à l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 17 juillet
1935 (6), il exprime brièvement une opinion identique et déclare
que le Tribunal a statué à bon droit et a exactement appré-
cié les faits de la cause;

.....
« Mais attendu que, légalement, les impôts susvisés doivent
« être acquittés au lieu du siège social, que ce lieu est en prin-
« cipe celui où l'entreprise a, principalement, sa direction juri-
« dique, financière, administrative et technique, et non celui
« où elle a seulement une exploitation et une direction de
« caractère secondaire;

« Or, attendu que si la société demanderesse avait le droit
« de transférer son siège social de Paris à Saïgon, il résulte des
« constatations du jugement attaqué qu'elle n'a pas réalisé
« effectivement ce transfert, n'ayant en Indochine ni sa direc-
« tion principale, ni son principal centre d'exploitation ; qu'en
« effet, celui-ci est à Sumatra...; que d'autre part la direction

(6) S. 1936-1-41, et la note de M. E. Pilon.
— Dareste, 1935-3-85, et la note.

« juridique, financière, administrative et technique de l'entreprise est restée principalement à Paris où se réunissent le Conseil d'administration, les assemblées ordinaires et extraordinaires, où sont prises les décisions, même pour la ratification des décisions techniques, et où la comptabilité est utilisée ;

« Attendu que de cet ensemble de faits et circonstances exactement appréciés par le Tribunal, il résulte que le jugement attaqué, qui est motivé, a pu statuer comme il l'a fait sans violer aucun des textes ni des principes visés au moyen ;

« Par ces motifs : Rejette le pourvoi ».

SECTION II

L'affaire de la Compagnie des Phosphates de Constantine

41. — Les faits ayant donné naissance au litige :

La « Compagnie des Phosphates de Constantine » se constitua le 18 avril 1912 sous la forme d'une société anonyme, et fixa son siège social à Paris, 86, rue Saint-Lazare. Son objet était l'exploitation de gisements de phosphates de chaux, spécialement au Djebel Kouif (Algérie), et son activité ne s'exerça qu'exclusivement en Afrique du Nord depuis sa création. Enfin, son capital, primitivement fixé à 10 millions de francs, fut porté à 45 millions en 1929 ;

Dès 1912, la direction de la Société était assurée sur place, en Algérie. Au point de vue technique, la direction, très indépendante, était établie à la mine du Kouif. Au point de vue commercial, l'exécution des marchés était réalisée par le « service des Embarquements » de la Compagnie, fixé à Bône et à la tête duquel se trouve un directeur expédiant directement les livraisons vers leurs destinations, en majeure partie à l'étranger. Une grosse proportion du trafic est assurée par la « Société Algérienne de Navigation pour l'Afrique du Nord » dont le gérant, M. S... qui habite Alger, est administrateur de la Compagnie des Phosphates. De nombreuses tractations sont effectuées en Algérie avec les Services du Gouvernement général, concernant notamment les mines, les chemins de fer et les travaux publics.

En raison de cet état de choses, le Gouverneur général, dans

une lettre du 27 mai 1925, estima qu'il serait plus avantageux pour son Gouvernement, et plus normal pour la Compagnie que celle-ci eût son siège fixé en Algérie.

« Je compte que vous voudrez bien, écrivait-il, conformément aux conversations que vous avez eues avec mes services, et comme conséquence de l'importance croissante de vos exploitations en Algérie, examiner la possibilité de transférer en Algérie le siège social de votre Compagnie ». La Compagnie des Phosphates se rendit aux raisons du Gouverneur général : soucieuse de ses intérêts légitimes, elle tenait avant tout à ce que les rapports étroits et constants qu'elle entretenait avec l'autorité locale ne perdissent point leur caractère de mutuelle bienveillance. Il convenait plutôt de faciliter ces rapports, sans toutefois nuire au contrôle des actionnaires.

Une assemblée générale extraordinaire eut lieu le 30 novembre 1925. Le rapport du Conseil d'administration rappelait que : « les autorités algériennes attachent à retenir dans la colonie centre social des entreprises minières situées sur son territoire un prix tout particulier ; cette condition est insérée désormais au cahier des charges des concessions ». L'Assemblée vota le transfert du siège social à Alger. Le Gouverneur général, avisé, chargea l'Administrateur délégué d'exprimer au Conseil d'administration « sa vive satisfaction ». L'article 4 des statuts de la Compagnie, relatif au lieu du siège fut modifié en conséquence, ainsi que onze articles des statuts primitifs. Les réunions et formalités qui pouvaient auparavant n'avoir lieu qu'à Paris, pourraient désormais être tenues ou accomplies soit à Paris, soit à Alger. Enfin, si le siège social nouveau était établi à Alger, 1, boulevard de France, la Compagnie gardait néanmoins un siège administratif, 86, rue Saint-Lazare, à Paris.

Au nouveau siège, on groupa immédiatement les organismes de direction, la comptabilité, les archives. On y reçut la correspondance, on y passa des conventions. Plusieurs réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale des actionnaires avant 1927, et toutes les réunions des assemblées générales, postérieurement à cette date, eurent lieu à Alger.

Une assemblée générale extraordinaire du 25 mai 1929 décida, pour des raisons pratiques, que le siège social serait transféré au Djebel Kouif, sur le lieu de l'exploitation minière. Par la suite, la Compagnie, désireuse d'étendre son champ d'action, se rendit adjudicataire, le 15 septembre 1930, des gisements

du Djebel Onk, à charge de constituer une société spéciale au capital minimum de cent millions et dont le siège social serait situé en Algérie. Il s'agit donc d'une filiale de la Compagnie, en tous points semblable à celle-ci, dirigée par les mêmes organes, mais n'ayant absolument rien de commun avec la métropole.

42. — Le litige :

A dater du transfert du siège social à Alger, la Compagnie des Phosphates cessa d'acquitter à Paris les trois taxes sur les valeurs mobilières pour en verser le montant à Alger, à partir du 1^{er} décembre 1925, puis au bureau de Tébessa, à partir du 25 mai 1929. En outre, par une pétition du 8 avril 1926, elle sollicita la restitution de la taxe provisionnelle du revenu qu'elle avait acquittée à Paris en 1925, soit 540.000 francs.

De son côté, l'Administration, estimant fictif le transfert du siège social de la Compagnie, rejeta la demande de restitution formée par celle-ci, et lui réclama par ailleurs le paiement des impôts métropolitains non acquittés depuis le 1^{er} octobre 1925. A défaut de règlement amiable, une contrainte pour la somme de 2.240.443 fr. 91 fut décernée le 25 novembre 1926, et signifiée à la Compagnie le 6 décembre 1926 (7).

Le 11 décembre 1926, la Compagnie faisait opposition à contrainte et assignait la Régie aux fins d'en voir prononcer l'annulation. En outre, suivant exploits signifiés les 16 avril et

(7) Cette somme de 2.240.443 fr. 91 représentait : 1° La taxe sur le revenu afférente à l'exercice clos le 31 décembre 1925 ; 2° Le montant des trois taxes exigible pour chacun des trimestres courus depuis le 1^{er} octobre 1925 ; 3° Dix amendes de 180 à 9.000 francs pour défaut de dépôt d'extraits d'Assemblées Générales et de paiement des taxes dans les délais ; 4° Une surtaxe de 50 % exigible, en vertu de la loi du 4 décembre 1925, sur la taxe de transmission versée à chaque trimestre de 1925 et sur la taxe du revenu (dividendes distribués du 1^{er} janvier au 31 décembre 1925) ; 5° Une majoration de 10 % sur la susdite surtaxe parce que non payée avant le 30 avril 1926.

La loi du 4 décembre 1925, article 3, édictait :

« Est majoré de 50 % pour 1925 l'impôt établi par les lois en vigueur :

« 1) Sur les revenus et autres produits des valeurs mobilières françaises et des valeurs mobilières étrangères abonnées ;

« 2) Sur les lots et les primes de remboursement ;

« 3) Sur les tantièmes des administrateurs ;

« Est également majoré de 50 %, pour 1925, le droit de transmission auquel

« sont assujettis :

« 1) Les titres au porteur d'actions et d'obligations françaises ;

« 2) Les titres nominatifs ou au porteur étrangers abonnées ;

« 3) Les droits incorporels visés à l'article 24 de la loi du 28 décembre

« 1922. »

La Compagnie des Phosphates de Constantine soutient que cette loi ne lui est pas applicable, et qu'étant Société algérienne à dater du 30 novembre 1925, une loi du 4 décembre suivant ne frappant que les Sociétés françaises ne saurait l'atteindre.

9 octobre 1930, elle assignait l'Administration en restitution de la somme de 540.000 francs, montant de la taxe provisionnelle du revenu indûment acquittée, ainsi que de toutes autres sommes indûment perçues pour droit de timbre et de transmission. Ultérieurement toutefois, elle déclara renoncer à réclamer la restitution des droits de timbre et de transmission acquittés par elle à Paris au titre des trois premiers trimestres de 1925.

Puis, suivant exploit signifié le 14 octobre 1930, la Compagnie des Phosphates assigna le Gouverneur général de l'Algérie et l'Administration algérienne en intervention forcée pour leur voir rendre commun le jugement à intervenir. Et, par exploit signifié le 2 juin 1931, le Gouverneur général de l'Algérie déclara intervenir au débat.

Enfin, la Compagnie renouvela par un exploit du 21 mars 1933 les deux exploits précédents des 16 avril et 9 octobre 1930.

L'instance ayant été ainsi engagée, les parties développèrent leurs arguments dans plusieurs mémoires respectivement signifiés, et présentèrent leurs observations à l'audience devant la deuxième chambre du Tribunal civil de la Seine. Le jugement, rendu le 6 juillet 1935 (8), donnait en grande partie gain de cause à la Compagnie des Phosphates de Constantine. En voici le dispositif :

- « Le Tribunal... Par ces motifs,
- « Joint les instances vu leur connexité,
- « Dit n'y avoir lieu à mise hors de cause du gouverneur général de l'Algérie, à qui acte est donné de son intervention,
- « Donne acte à la Compagnie des Phosphates de Constantine de ce que l'Administration de l'Enregistrement reconnaît
- « n'avoir pas allégué d'existence d'une fraude à l'occasion du
- « transfert de son siège social de Paris à Alger;...
- « Dit que le transfert du siège social de la Compagnie décidé
- « le 30 novembre 1925 est opposable à l'Administration de
- « l'Enregistrement;
- « Dit ladite Compagnie fondée en sa demande en restitution de la somme de 540.000 francs; condamne l'Administration de l'Enregistrement à payer la dite somme à la Compagnie des Phosphates de Constantine, sans intérêts;

(8) Cf. : S. 1936-2-65, et la note de M. H. Solus.

— Daresté, 1935-3-85, et la note de M. P. Daresté.

« Dit que l'Administration n'est fondée à réclamer à la
« Compagnie des Phosphates de Constantine que la somme de
« 851.643 fr. 90 pour surtaxes et pénalités édictées par la loi du
« 4 décembre 1925; valide la contrainte susvisée à concurrence
« seulement de la dite somme; condamne la Compagnie des
« Phosphates de Constantine à payer, en conséquence, la som-
« me de 851.643 fr. 90 à l'Administration de l'Enregistrement (4°
« bureau des Sociétés Françaises du département de la Seine;
.....

« Fait masse des dépens...; dit qu'ils seront supportés par
« l'Administration de l'Enregistrement dans la proportion des
« trois quarts et par la Compagnie des Phosphates de Constan-
« tine dans la proportion d'un quart ».

Aucun pourvoi n'ayant été formé, ce jugement constitue la solution définitive du procès.

43. — Les arguments soutenus par les parties :

1° Après avoir rappelé que le siège social d'une société doit être situé au lieu de son principal établissement réel, déterminé par le lieu de la direction administrative et juridique de la société, l'Administration montre que, comme le changement de domicile, le transfert du siège social implique nécessairement deux éléments : 1° Le transfert réel des organes directeurs de la Société; 2° L'intention de faire du nouveau siège le centre de la vie sociale, et, par conséquent, de ne pas conserver à l'ancien siège ce centre vital. Ces conditions n'étant pas réunies, un transfert ne saurait être opposable aux tiers, donc à l'Administration; il ne serait pas réel, mais fictif. Et ceci quand bien même il n'y aurait dans cette opération aucune mauvaise foi ni intention frauduleuse, car il ne s'agit que d'une question de fait.

En l'espèce, d'ailleurs, la Régie reconnaît qu'aucune fraude n'est imputable à la Compagnie des Phosphates de Constantine. Mais elle constate que le siège réel de cette société est demeuré à Paris, 86, rue Lazare, le siège d'Alger restant fictif. La Régie base cette opinion sur des présomptions graves, précises et concordantes :

Tout d'abord l'ancien siège statutaire est devenu un « siège administratif » comprenant un bureau de correspondance et de renseignements, un service technique pour achat et livraison de matériel, les services du Directeur général de la Compa-

gnie, les services du Directeur de l'Exploitation et différents services administratifs. En outre, plusieurs Assemblées générales et la plupart des Conseils d'administration s'y sont réunis.

Les directeurs domiciliés à Alger ne sont que des agents d'exécution de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration. Quant aux commissaires aux comptes, deux sur trois sont domiciliés à Paris, ainsi d'ailleurs que la majorité des administrateurs et que le président du Conseil d'administration, M. de P...

D'autre part, les statuts eux-mêmes décident que la publicité par le moyen des insertions peut être faite par la société aussi bien à Paris qu'à Alger, et attribuent compétence exclusive au Tribunal de la Seine pour juger les contestations pouvant s'élever entre les actionnaires et la société.

La Régie précise que les arguments tirés du lieu de l'exploitation matérielle et de la conservation des archives sont sans valeur. Seuls comptent les éléments directeurs. Quant à l'argument d'équité et de logique suivant lequel la Compagnie devrait acquitter ses impôts en Algérie parce que c'est d'Algérie qu'elle tire ses ressources, il se retourne contre la société, en l'espèce. En effet, s'il serait admissible au sujet de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, il ne l'est pas en ce qui concerne les trois taxes. Il s'agit d'impôts frappant les valeurs mobilières, et la Compagnie elle-même reconnaît que les porteurs de ces valeurs, qui lui fournissent ses capitaux, sont en grande majorité des Français de la Métropole.

De tous ces faits, il résulte un doute certain concernant la réalité du transfert, et l'on n'y trouve nullement l'intention claire et évidente d'établir à Alger le centre de la vie sociale. Ce doute, la Régie en réclame le bénéfice et elle demande au Tribunal de considérer avec elle que le siège social réel est effectivement demeuré à Paris.

2° La Compagnie des Phosphates prétend au contraire que le vrai siège social a toujours été situé en Algérie, et la décision entraînant le transfert n'a fait qu'adapter les statuts à la réalité des faits. Aussi n'a-t-on eu que peu de chose à transférer en Algérie. La société, qui ne possède aucune exploitation en France, a toujours manifesté son activité en Algérie. Une vraie ville a été créée par elle au Djebel Kouif, où l'on trouve en outre une direction de l'entreprise jouissant de la plus large

autonomie (comptables, ingénieurs, sous-directeur, directeur général). Autre organisation à Bône, également indépendante de Paris, et où se trouve la direction des affaires au point de vue commercial et maritime. Dès 1924, le directeur de Bône traite les opérations commerciales, signe la correspondance, nomme et révoque les agents, achète terrains et immeubles, passe divers baux.

La plus grande partie du trafic se fait avec l'Algérie et l'étranger, non pas avec la France. Il est dirigé par M. S..., administrateur de la Société, qui habite Alger.

Le transfert du siège social à Alger, sur la demande pressante du Gouverneur général, fut accompagné du transfert des archives et de la comptabilité. Les services algérois augmentèrent leur importance alors que, simultanément, l'installation de Paris perdait presque toute la sienne. A l'heure actuelle, les quatre étages qu'occupait la société, rue Saint-Lazare, ont été sous-loués, et ses services n'occupent plus que quatre pièces dans un immeuble sis 9, rue Louis-Murat.

Les arguments soulevés par l'Administration sont dénués de toute valeur. Le lieu de réunion du Conseil d'administration est sans aucune importance, car ce conseil n'est pas représentatif de la vie juridique de la Société; et cela surtout en l'espèce, le Conseil d'administration de la Compagnie des Phosphates ne tenant que six ou sept très courtes séances durant toute l'année. Le domicile des administrateurs et de M. de P..., leur président, importe peu : tous sont administrateurs de nombreuses sociétés et ne consacrent à la Compagnie des Phosphates qu'une faible partie de leur activité.

Quant aux assemblées générales, on les réunit au lieu qui convient le mieux aux actionnaires; comme la plupart de ceux-ci habitent la France, c'est à Paris qu'elles se tiendront parfois, et ce sont des journaux de Paris qui publieront les insertions convoquant les actionnaires.

L'argument basé sur l'attribution de compétence au Tribunal de la Seine doit être écarté immédiatement : l'administration qui s'en prévaut confond le domicile de l'article 102 du Code civil avec les élections de domicile pour attribution de compétence. C'est une erreur grossière.

Il résulte de tous ces faits que l'Administration s'est trouvée dans l'impossibilité de prouver que le siège social établi à Alger soit fictif. Pour ce faire, elle aurait dû faire la preuve de deux

éléments : 1° une fraude à la loi, 2° l'absence de tout établissement réel à l'endroit choisi. Or elle n'a pu rapporter la preuve d'aucun de ces éléments : elle a elle-même admis qu'aucune fraude n'entachait l'opération qu'elle veut méconnaître, et elle n'a pu nier l'existence d'établissements importants à Alger et au Kouif, puisqu'elle a déclaré qu'un doute subsistait en ce qui concerne le principal établissement. Bien plus, elle se proposait d'établir qu'il n'y avait pas eu transfert parce qu'on ne trouvait pas chez la Compagnie la réunion des facteurs qui caractérisent un transfert réel, c'est-à-dire : 1° Le transfert réel des organes directeurs de la société ; 2° L'intention de faire du nouveau siège le centre de la vie sociale. Mais cette intention ne ressort-elle pas clairement du vote de l'Assemblée, modifiant les statuts, à la suite des instances du Gouverneur général ? Quant au transfert des organes directeurs, il s'est fait dans la mesure du possible, puisque ces organes se trouvaient déjà pour la plupart en Algérie : la Compagnie dispose là d'un argument « a fortiori ».

Enfin, sur le plan économique et colonial, le triomphe de l'Administration aurait les répercussions les plus néfastes. Il priverait les colonies des capitaux et des compétences de la métropole, et on ne pourrait trouver nulle part ailleurs capitaux et compétences qui les remplaceraient. En outre, l'Algérie serait privée de recettes fiscales légitimes, et devrait rembourser, dans le cas actuel, près de 14 millions de francs au fisc de la Métropole. Ce serait intensifier une crise grave, au lieu de chercher à maintenir l'aide que la France devrait apporter à ses possessions.

3° Le Gouvernement général de l'Algérie mit en relief l'intérêt qui le poussait à intervenir dans le débat. On avait cherché à nier cet intérêt en faisant valoir que, depuis un décret de 1898, c'était l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement qui percevait les trois taxes en Algérie. Comment dès lors concevoir que cette Administration intervienne contre elle-même ?

Mais depuis 1902, les impôts susvisés sont perçus pour le compte du budget général autonome de l'Algérie : il s'agit donc du patrimoine du Gouvernement général, et celui-ci ne saurait voir attaquer ses ressources sans intervenir.

Il tint également à montrer le vice du raisonnement de l'Enregistrement, qui désire faire subir aux revenus du capital social de la Compagnie des Phosphates les impôts métropo-

litains sous prétexte que ce capital social provient en majeure partie de la Métropole. Cela est contraire au véritable esprit de la loi fiscale : pour frapper les biens d'un impôt, ce n'est pas leur origine qu'il faut considérer, mais leur emploi. Et leur emploi se réalise au principal établissement.

44. — Le jugement du Tribunal de la Seine (9) :

Ce jugement a donné gain de cause à la Compagnie des Phosphates de Constantine, dont il reprend l'argumentation dans ses attendus relatifs à la fictivité du siège social.

« Attendu, dit cette décision, que le domicile unique ou le
« siège social d'une société se trouve au lieu de son principal
« établissement, lequel est déterminé par la réunion de divers
« éléments dont aucun pris isolément, ne présente il est vrai un
« caractère décisif ou prédominant ; attendu dès lors que le
« siège social doit être considéré comme établi là où sont grou-
« pés les organes essentiels de la collectivité ;

« Or, attendu que l'exploitation principale de la Compa-
« gnie des Phosphates de Constantine est située à Kouif (Algé-
« rie) ; que la Compagnie a créé en ce lieu une très importante
« organisation commerciale et ferroviaire, indépendamment
« des installations établies par elle à Bône où les phosphates
« sont acheminés en vue de leur embarquement ; que toutes
« les tractations essentielles à la vie de la société se font en Al-
« gérie ; que les organismes de direction avec leur haut per-
« sonnel tant techniques qu'administratifs et commerciaux, et
« les organismes de contrôle se trouvaient déjà sur le territoire
« algérien au moment où a été décidé le transfert du siège
« social, ou y ont été transférés à la suite de cette décision ;
« qu'à partir de ce moment les organismes ont comporté un
« personnel accru, tandis que le siège administratif créé à Pa-
« ris par les statuts modifiés, n'était doté que d'un personnel
« restreint et installé dans des locaux d'un loyer peu élevé ;
« attendu que les représentants de la Compagnie en Algérie
« possèdent les pouvoirs les plus étendus et une autonomie com-
« plète ; qu'outre les archives sociales, la correspondance et
« la comptabilité sont centralisées au Kouif ; attendu encore
« que dans le développement de son champ d'action en Algé-
« rie, la Compagnie des Phosphates de Constantine s'est rendue

(9) Cf. : S. 1936-2-65, et la note de M. H. Solus.

— Dareste, 1935-3-85, et la note de M. P. Dareste.

« adjudicataire en 1930 de gisements à Djebel-Onk, à charge
« de constituer une société spéciale dont le siège serait fixé
« obligatoirement en Algérie et dont les organismes de direc-
« tion et d'administration doivent être les mêmes que ceux de
« la Compagnie des Phosphates de Constantine ;

« Attendu que le siège administratif, créé en 1925 à Paris,
« 86, rue Saint-Lazare, ne constitue en effet qu'un organisme
« annexe, bureaux de renseignements et de liaison, destiné no-
« tamment à assurer le contact avec les fournisseurs métro-
« politains et à faciliter certaines négociations et opérations
« limitées ; qu'au surplus, en janvier 1935, l'Administration des
« Contributions Directes a fait connaître au Gouverneur Géné-
« ral de l'Algérie qu'après examen des conditions dans les-
« quelles fonctionnait le bureau entretenu à Paris par la Com-
« pagnie des Phosphates de Constantine, il y avait lieu d'ad-
« mettre que cette Société ne devait pas être considérée comme
« exploitant en France une entreprise commerciale ;

« Attendu que les sociétés françaises sont en droit de trans-
« férer leur siège social de la Métropole dans une colonie dans
« le but d'alléger leurs charges fiscales, si ce transfert doit
« être réel et sincère, exclusif dès lors de toute idée de fraude ;

« Attendu que le transfert du siège social de la Compagnie
« des Phosphates de Constantine ne pourrait être considéré
« comme fictif que si sa fixation à Alger, en vertu de la déci-
« sion de l'assemblée des actionnaires du 30 novembre 1925,
« opérée d'ailleurs conformément au vœu émis à diverses re-
« prises par le Gouvernement Général de l'Algérie, avait été
« inspirée par l'intention de faire fraude à la loi, notamment
« en vue d'échapper à certaines obligations imposées par la
« législation fiscale en vigueur et que si, d'autre part, la col-
« lectivité intéressée n'avait pas son établissement principal au
« lieu désigné comme siège social par les nouveaux statuts ;

« Attendu que l'Administration de l'Enregistrement déclare
« n'avoir pas allégué que le déplacement du siège social de la
« Compagnie opposante ait été décidé dans un but frauduleux ;
« qu'elle entend toutefois se prévaloir de certaines circonstan-
« ces de fait qui, à son sens, constituent des présomptions gra-
« ves, précises et concordantes de la fictivité du transfert ;

« Attendu qu'elle invoque la création d'un siège adminis-
« tratif à Paris, le lieu de réunion du Conseil d'administration
« et des assemblées qui, aux termes des statuts modifiés, peut

« être soit Alger, soit Paris ; l'attribution exclusive de juridiction au Tribunal de la Seine pour les contestations pouvant s'élever entre les actionnaires et la Société ou entre les actionnaires pour l'exécution du pacte social, et enfin, en matière de publicité, la possibilité de faire les insertions aussi bien à Paris qu'à Alger ;

« Mais attendu qu'aucune disposition de la loi ne prohibe le fractionnement des organismes d'une Société ; que la coexistence d'un siège administratif et d'un siège social n'implique pas nécessairement la fictivité ; que le siège administratif créé à Paris par la Compagnie des Phosphates de Constantine n'a, ainsi qu'il a été dit, que le caractère d'un organisme secondaire ; que le lieu de réunion du Conseil d'Administration de la Compagnie et celui des Assemblées d'actionnaires ne sont pas, à eux seuls, des éléments déterminants quant à la fixation du siège social ; qu'ils peuvent d'autant moins servir de critérium en l'espèce que notamment en ce qui concerne le Conseil d'Administration, les statuts sociaux ont prévu la possibilité de ses réunions non seulement à Paris et à Alger, mais encore « en tout autre lieu indiqué par la convocation » ; qu'en fait, les réunions des assemblées générales ont été tenues en Algérie depuis 1927 ; attendu, en particulier, qu'il est admis en jurisprudence que la réunion du Conseil d'Administration d'une société dans un lieu différent du siège social ne saurait déplacer celui-ci, lequel demeure au lieu où se font les principales affaires et où se traitent les principaux intérêts ;

« Attendu, d'autre part, qu'on ne saurait davantage prendre en considération l'argument tiré par l'Administration, tant de l'attribution de juridiction au Tribunal de la Seine pour les contestations susvisées, que de la publicité qui peut être faite à Paris ou à Alger, ni encore la circonstance que la majorité des administrateurs, dont le Président, seraient domiciliés à Paris ; que ces éléments ne jouent aucun rôle prédominant dans la vie de la société, la continuité de l'existence de celle-ci étant assurée bien davantage par les éléments situés en Algérie et dont l'action est constante que par ceux qui fonctionnent ou même ne sont susceptibles de fonctionner en territoire métropolitain qu'à des intervalles plus ou moins éloignés ;

« Attendu que les diverses présomptions invoquées par l'Administration n'apparaissent pas comme devant être retenues ;

« Attendu en définitive qu'il n'est pas démontré que le transfert du Siège social de la Compagnie des Phosphates de Constantine soit entaché de fictivité, c'est-à-dire qu'il ait été opéré dans une pensée de fraude et qu'il ne corresponde pas à un établissement effectif dans la colonie ;

« Attendu que l'intention de la Compagnie de transférer son siège social à Alger, basée sur la modification des statuts sociaux, a été suivie de réalisation ; que les manifestations de la vie juridique, administrative, commerciale, technique et financière de la Compagnie se produisent, dans leur presque totalité, en territoire algérien ; que sur ce territoire se trouvent ses centres d'action et d'exploitation ; qu'une concordance existe entre le lieu fixé par les nouveaux statuts comme celui du siège social et le lieu où la Compagnie a son principal établissement ; qu'aucune critique ne peut donc être régulièrement formulée à l'encontre de l'opération litigieuse, laquelle doit être considérée en conséquence comme opposable aux tiers et en particulier à l'Administration de l'Enregistrement ; ... »

La décision du Tribunal de la Seine, longuement et judicieusement motivée, fut acceptée par les parties en cause qui ne formèrent aucun pourvoi.

45. — En comparant les jugements et arrêts relatifs aux deux procès que nous venons d'exposer en détail, des différences apparaissent aussitôt, frappantes.

Au point de vue du résultat définitif, tout d'abord, et cela est parfaitement concevable, puisqu'il s'agit de juger essentiellement selon les faits, et que ces faits varient avec chaque société ; quoi de surprenant, dès lors, dans l'opposition des décisions qui font triompher tour à tour l'Enregistrement et la compagnie coloniale ? Par contre, ce qui est plus digne d'attention, c'est la divergence qui se révèle, à la lecture des attendus de chacune de ces décisions, entre les motifs retenus dans l'une et l'autre des deux causes. Dans les deux cas, est-on en face de décisions s'inspirant de la jurisprudence établie, ou assiste-t-on au contraire avec le jugement du 6 juillet 1935, au début d'une évolution de cette jurisprudence ? Pour pouvoir en juger, il convient d'abord d'étudier quelle est la jurisprudence traditionnelle en matière de siège social. Ce sera l'objet de la troisième partie de cette étude, qui portera également sur la doctrine relative à la question.

TROISIEME PARTIE

LE SIÈGE SOCIAL, SES ÉLÉMENTS, SON CARACTÈRE RÉEL OU FICTIF D'APRÈS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

46. — En tout premier lieu, il convient de signaler qu'aucun texte législatif ne s'est attaché à définir le siège social ou à en déterminer les éléments constitutifs. Le terme est fréquemment employé, mais sans aucun commentaire. Et ceci est aussi vrai en ce qui concerne les diverses législations coloniales qu'en ce qui concerne la législation métropolitaine. La raison en est fort simple : on s'est contenté, dans toutes les possessions françaises d'outre-mer, de rendre applicable la législation en vigueur dans la métropole (1). Une loi du 7 décembre 1850 ordonna la promulgation du code de commerce dans toutes les colonies ; par la suite, en vertu du système instauré par le sénatus-consulte du 3 mai 1854, des décrets ont promulgué aux colonies les lois relatives aux sociétés de commerce, notamment les lois fondamentales des 24 juillet 1867 et 1^{er} août 1893 et la loi du 22 novembre 1913. Dans tout l'Empire Français, nous possédons par conséquent un régime juridique des sociétés unique. Et ceci explique qu'une société puisse transférer son siège de la métropole à la colonie ou inversement : restant soumise au même régime juridique, il lui suffit de modifier les articles de ses

(1) A. Girault : *op. cit.*, T. II, n° 304 et T. III, p. 89.

— A. Marcille : *op. cit.*

— R. Boyer : *op. cit.*, p. 260 à 264.

statuts se rapportant au siège social, comme s'il s'agissait simplement d'un changement de siège à l'intérieur de la métropole.

47. — La loi n'apportant aucun élément utile à notre étude, nous nous tournerons vers la doctrine et la jurisprudence.

La plupart des auteurs ne font qu'effleurer la matière du siège social, et les théories émises, malgré leur brièveté, fourmillent d'incertitudes et de contradictions. D'ailleurs, la notion de siège social, qui devrait constituer une des bases de l'étude juridique des sociétés, n'est envisagée par la doctrine que comme une question accessoire à certains problèmes très spéciaux, tels que la nationalité des sociétés, et la compétence « *ratione loci* » des tribunaux prononçant les faillites. C'est en effet le lieu du siège social qui détermine la nationalité d'une société d'une part, et la compétence du Tribunal en matière de faillite d'autre part. On peut donc dire que l'étude du siège social par la doctrine n'a pas été dressée dans un esprit de synthèse générale, mais au contraire en vue d'une application restreinte à ces deux cas spéciaux. Les auteurs n'ont jamais supposé que la théorie qu'ils avaient élaborée pût s'appliquer à un cas différent. C'est cependant ce qui s'est produit avec les sociétés coloniales ; aussi ne faut-il pas s'attendre à ce que cette théorie s'applique parfaitement à une matière imprévue. Quoi qu'il en soit, c'est cette doctrine, la seule qui existe, qu'il nous faudra examiner et force nous sera de nous contenter d'une étude par analogie.

48. — La situation est identique au point de vue de la jurisprudence. A part les trois décisions exposées plus haut (2), aucun jugement ou arrêt n'est relatif au siège social des sociétés coloniales. La plupart concernent la nationalité des sociétés, et quelques-uns le lieu de la procédure en matière de faillite. Aussi les tribunaux ont éprouvé quelque difficulté à appliquer leur jurisprudence habituelle à des cas comme ceux des Compagnies de Padang et des Phosphates de Constantine. Ceci permettra d'expliquer les fluctuations qu'on découvre dans les motifs de ces différentes décisions.

Le raisonnement par analogie était d'ailleurs d'autant plus difficile qu'il s'agissait du transfert des sièges. En effet, nous

(2) Cf. *supra*, n^{os} 38, 40, 42 et 44.

avons vu que la majeure partie de la jurisprudence se rapportait à la question de la nationalité des sociétés. Or, en cette matière, on ne saurait avoir affaire à un transfert de siège d'un pays en un autre : la société qui prendrait une telle décision passerait du régime juridique établi par une nation à un régime légal différent, imposé par une autre nation. Dans la réalité, il devrait donc y avoir dissolution d'une première société et constitution d'une seconde. Au cas où la société ne procéderait pas à cette double opération, et se contenterait de transférer son siège pour changer sa nationalité, elle encourrait la nullité, puisque dans chaque pays existe une législation propre qui s'impose à toutes les sociétés qui y sont établies et en ont la nationalité. Il serait donc inconcevable qu'une société anglaise, par exemple, transférât son siège en France sans se plier, pour toute son organisation, aux règles des lois françaises de 1867 et 1893. Les tribunaux français prononceraient la nullité d'une telle société, qui ne peut avoir d'autre ressource, pour devenir française, que de se dissoudre en tant que société anglaise, pour se constituer ensuite sous la forme légale des sociétés françaises (3).

Cela permet de comprendre pourquoi l'on ne saurait réunir une jurisprudence abondante sur la question du transfert du siège social, et pourquoi il ne peut y avoir analogie très étroite entre les décisions étudiées précédemment et l'ensemble de la jurisprudence.

(3) Au « *Clunet* », 1875, p. 346 et sq., M. Vavasseur examine la question de savoir si une société peut changer de nationalité en transférant son principal établissement sur un territoire étranger : « A l'instant même, écrit-il, « elle perd sa nationalité, sa personnalité civile ; elle tombe ipso facto en dissolution, et chaque actionnaire a le droit d'en demander la liquidation. Aussitôt qu'elle passe la frontière, le statut français imprimé sur sa personnalité, et qui seul donnait vie à l'être juridique, s'en retire ; elle n'a plus d'existence légale et reste à l'état de société de fait. »

— F. Despagne : « *Précis de Droit International Privé* » (5^e édit.), n^o 51 et sq.

— Copper-Royer : « *Traité Théorique et Pratique des Sociétés anonymes* » (1915), T. 1^{er}, n^o 303.

CHAPITRE PREMIER

LA DOCTRINE

§ 1. — LA PERSONNALITÉ MORALE DES SOCIÉTÉS ET LE DOMICILE SOCIAL

49. — Il est aujourd'hui universellement admis que les sociétés, et plus particulièrement les sociétés commerciales, jouissent de la personnalité morale (1). Indépendamment des individus qui la composent, une société constitue un être juridique susceptible d'avoir des droits et de contracter des obligations. La question, autrefois controversée, de savoir s'il s'agissait là d'une fiction ou d'une réalité, ne nous intéresse nullement ici (2). Il suffit de rappeler que la personnalité morale accordée aux sociétés entraîne diverses conséquences pour celles-ci, notamment l'obligation d'avoir un domicile et une nationalité (3). Nationalité et domicile, en matière de sociétés, sont d'ailleurs des notions interdépendantes, puisque la nationalité est déterminée

(1) Surville et Arthuys : « Cours Élémentaire de Droit International Privé » 7^e édit. (par Surville), n° 452.

— A. Weiss : « Manuel de Droit International Privé », 7^e édit., p. 321.

— C. Houpin et H. Bosvieux : op. cit. T. 1^{er}, n° 36 : « Bien que la personnalité des sociétés de commerce ne soit pas consacrée par des textes formels, elle est présumée par nos Codes dans certains articles (V. notamment les art. 529 C. civ. et 69 6^o C. Proc. Civ.), et pratiquement elle ne saurait être contestée. »

— Pandectes Françaises : Nouveau Répertoire de Doctrine, de Législation et de Jurisprudence, V^o Sociétés.

— Dalloz, Répertoire Pratique : V^o Sociétés (par M. P. Pic).

— E. Cuq : « La Nationalité des Sociétés » (Thèse, Paris, 1921), p. 12 et sq.

— E. Pont : « Traité-commentaire des Sociétés civiles et commerciales ». T. 1^{er}, n° 124.

(2) A. Pillet : « Des Personnes morales en Droit International Privé » (1914) ; n°s 13 à 50, et notamment n°s 42 et 42 bis.

— E. Cuq : op. cit., p. 14.

(3) A. Wahl : « Précis théorique et pratique de Droit Commercial » (1922), n° 499.

— Copper-Royer : « Traité théorique et pratique des Sociétés anonymes » (1915), n°s 24 et 303.

— Thaller et Pic : « Des Sociétés Commerciales », T. 1^{er}, n°s 161 à 191.

— A. Pillet : 1^o « Des Personnes Morales », n° 82 ; 2^o « Traité pratique de Droit International Privé » (1923 et 1924), T. 1^{er}, n°s 334 à 340 et T. II, p. 777 à 783.

— J. P. Niboyet : « Manuel de Droit International Privé » (1928), n°s 49 et 298 à 300.

— Pandectes Françaises, Répertoire : V^o Sociétés.

— Dalloz, Répertoire Pratique : V^o Société.

par le lieu du domicile (4). C'est donc finalement autour de celui-ci que l'intérêt se concentre. Son importance a plusieurs causes.

C'est le lieu du domicile social qui détermine le tribunal compétent pour statuer sur tous les procès entre la société et ses membres, ou entre associés, c'est là que devront être signifiés tous les actes de procédure (Art. 59 du C. Proc. Civ.). De même, c'est le tribunal de commerce du domicile social qui sera compétent pour déclarer la faillite ou la liquidation judiciaire de la société (article 438 C. Comm.) (5).

En droit international, c'est, nous l'avons vu, le domicile social qui permet de déterminer la nationalité de la société, c'est-à-dire la législation applicable à sa constitution et à son fonctionnement (6).

(4) E. Thaller : « Sur la Nationalité des Sociétés par actions » (Annales de Droit commercial, 1890, p. 258).

(5) Dalloz, Répertoire Pratique : V^o Société.

— Dalloz, Nouveau Dictionnaire Pratique de Droit : V^o Société.

— Pandectes Françaises, Répertoire : V^o Sociétés.

— Lacour et Bouteron : « Précis de Droit commercial » (2^e édit.), T. 1^{er}, n^o 225.

— Thaller et Percerou : « Traité Elémentaire de Droit commercial », T. 1^{er}, n^o 309.

(6) R. Gain : « Etude sur l'évolution de la Nationalité des Sociétés en France » (Thèse, Paris, 1924), p. 80 et sq.

— E. Cuq : « La Nationalité des Sociétés » (Thèse, Paris, 1921), p. 53.

— A. Pépy : « De la Nationalité des Sociétés de Commerce » (Thèse, Paris, 1920), p. 62.

— P. M. Pineau : « Droit Français des Sociétés commerciales en Droit International Privé » (Thèse, Bordeaux, 1893), p. 122 à 125.

— G. Boullay : « De la condition juridique des Sociétés étrangères en France » (Thèse, Caen, 1899), p. 34 et sq.

— A. T. Pipi : « De la condition légale des Sociétés étrangères en France » (Thèse : Paris, 1884), p. 167 et 168.

— J. Bossert : « La situation juridique en France des Sociétés Commerciales étrangères » (Thèse, Nancy, 1900), p. 35.

— R. Méplain : « Les Sociétés étrangères en France » (Thèse, Paris, 1897), p. 160.

— L. Drouin : « De la condition juridique des Sociétés commerciales étrangères en France » (Thèse, Paris, 1897), p. 35 à 45.

— G. Chervet : « Des Sociétés Commerciales en Droit International Privé » (Thèse, Paris, 1886), p. 124 à 128.

— J. Robin : « Régime légal des valeurs mobilières en France, spécialement au point de vue fiscal » (Thèse, Dijon, 1899), p. 25 à 34.

— M. Leven : « De la Nationalité des Sociétés » (Thèse, Paris, 1899), p. 33 à 46.

— M. Leven : « De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France » (1926).

— P. Arminjon : « Précis de Droit International Privé » (1934), T. II, p. 456 et 472.

— A. Weiss : « Manuel de Droit International Privé » (7^e édit.), p. 321 et sq.

— Surville et Arthuys : op. cit., n^{os} 455 et 456.

— Thaller et Percerou : op. cit., T. I^{er}, n^{os} 763 à 764 *ter*.

— R. Michel : « Le contrôle économique des sociétés » (Thèse, Paris, 1923), p. 170.

— Niboyet : « Existe-t-il vraiment une nationalité des sociétés ? » (Revue du Droit International Privé, 1927, p. 402).

C'est au domicile social que s'exerce l'administration de la société, que se règle sa liquidation; c'est là que la loi exige d'elle certaines publications par voie de presse.

50. — Il importe donc de fournir une définition satisfaisante du domicile social. Toute la doctrine s'accorde sur ce point : l'article 102 du Code civil s'applique aussi bien aux sociétés qu'aux personnes physiques. Il convient donc de définir le domicile d'une société comme le lieu de son principal établissement. A vrai dire, il ne s'agit pas là d'une définition, mais d'une expression synonymique. C'est pourquoi certains auteurs ne s'en sont pas contentés, et c'est ainsi que MM. Colin et Capitant définissent le domicile par les termes suivants : « la demeure que la personne est censée avoir aux yeux de la loi pour l'exercice de certains droits et l'accomplissement de certains actes » (7). Pour Demolombe, le principal établissement, c'est « le lieu dont on a fait le centre de ses affections, de ses affaires, de ses habitudes, de son existence sociale » (8). C'est cette dernière définition que nous adopterons et que nous appliquerons aux sociétés, en faisant abstraction toutefois de certains éléments, comme les affections et les habitudes, qu'on ne saurait retrouver chez une personne morale.

51. — Sans doute est-ce l'absence de ces éléments propres au domicile des personnes physiques qui a fait naître une controverse sur la nature juridique du domicile des sociétés. A côté de l'opinion classique que nous avons exprimée, et qui voit dans le domicile d'une société un domicile naturel défini par l'article 102 du Code civil, certains auteurs, comme M. Thaller, prétendent que le domicile d'une société n'est qu'un domicile d'élection (article 111 du Code civil). Selon eux, la constitution même de la société impliquerait que, pour toutes les questions se rapportant à l'exécution de ce contrat, les parties substituent à

(7) Colin et Capitant : Cours Élémentaire de Droit Civil Français (7^e édit.), T. I^{er}, n^o 421.

(8) Demolombe : Cours de Code Civil, T. I^{er}, n^o 344.

— MM. Aubry et Rau (T. I^{er}, § 144) s'expriment de façon analogue : « Le domicile s'établit par le fait d'une habitation réelle dans un lieu, joint à l'intention d'y fixer d'une manière complète et permanente le siège de ses affaires ».

— Rappelons encore la définition de Pothier (Introduction à la coutume d'Orléans) « Le domicile est le lieu où une personne a établi le siège principal de sa demeure et de ses affaires », et la définition de Dioclétien (Code de Justinien, X. 40-7-1) : « Ubi quis larem rerumque ac fortunarum suarum summam constituit ».

leurs domiciles personnels respectifs un lieu différent, où les intérêts sociaux sont concentrés. Et cette convention, qui fait la loi des associés, s'impose également aux tiers (9). Au fond, cette controverse est purement théorique, car toute la doctrine est d'accord pour situer le domicile au lieu du principal établissement, qu'il s'agisse d'un domicile naturel ou d'un domicile élu.

Il reste maintenant à rechercher comment se matérialisera le principal établissement, centre des affaires de la société et de son existence juridique.

§ 2. — OÙ SE TROUVE LE PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT ?

52. — Sur ce point, les auteurs sont divisés en deux grandes tendances opposées : les uns situent le principal établissement au lieu du centre d'exploitation de l'entreprise. La plupart, au contraire, le situent au lieu du siège administratif (10).

Avant d'exposer les arguments respectivement développés par ces deux écoles, nous commencerons par éliminer plusieurs autres facteurs que l'on pourrait être tenté de faire entrer en ligne de compte pour localiser le principal établissement.

Tout d'abord, il faut remarquer que la notion de domicile qui nous est fournie par le Code civil est celle d'une réalité matérielle et tangible. La volonté publiquement exprimée d'un individu d'être domicilié en tel endroit ne saurait suffire à lui créer ce domicile. Il faut qu'avec cette volonté s'accordent les faits. Et cela est aussi vrai pour le domicile d'une société que pour celui d'une personne physique. Les auteurs sont d'ailleurs unanimes sur ce point (11). Les fondateurs d'une société peuvent, et

(9) Thaller et Percerou : « *Traité Élémentaire de Droit Commercial* », n° 309.

— Dans le même sens : Planiol et Ripert (T. I^{er}, n° 728).

— Contra : Pic : « *Des Sociétés Commerciales* » (T. I^{er}, n° 191).

(10) Voir dans les thèses de MM. L. Drouin (P. 59 et sq) et A. Lesage : « *De la compétence et du conflit des lois relativement aux sociétés commerciales étrangères* » (Paris, 1895), l'opinion adoptée par les différents codes étrangers. Le code espagnol considère le siège social, les codes italien, roumain, portugais, le siège de l'exploitation.

(11) Lyon-Caen et Renault : « *Traité de Droit Commercial des Sociétés* » (par Amiaud), T. II, n° 1164.

— Lyon-Caen : *Jour. des Soc.*, 1880, p. 36.

— Arminjon : *op. cit.*, T. II, p. 474.

— A.-T. Pipi : *op. cit.*, p. 174. — E. Cuq : *op. cit.*, p. 56. — P. Pineau : *op. cit.*, p. 126.

— A. Gerbaut : « *Compétence des Tribunaux Français à l'égard des étrangers en matière civile et commerciale* » (Thèse, Nancy, 1882), p. 36.

— Vavasseur : « *Clunet* », 1875, p. 345.

— G. Boullay : *op. cit.*, p. 22.

même doivent fixer le domicile de cette société, mais ils ne peuvent le faire qu'au lieu de son principal établissement; sans quoi leur volonté serait contraire à la loi et resterait sans effet. Cette volonté n'a donc aucun intérêt par elle-même; elle n'en offre que par le fait qu'elle est censée exprimer une réalité matérielle, celle-ci devant seule, en définitive, entrer en ligne de compte.

53. — Les auteurs qui étudient la nationalité des sociétés ont tous envisagé, sans les retenir, divers éléments susceptibles, à première vue, d'être pris comme critères de nationalité. Il convient de les éliminer rapidement, car ici seul le principal établissement nous intéresse et aucun d'eux n'est à même de contribuer à sa formation.

Ainsi, le lieu de l'acte constitutif de société. Il ne présente aucune importance, ni surtout aucun rapport avec le domicile social. On conçoit très bien que des fondateurs d'une société dressent l'acte à Paris et que la société soit domiciliée à Alger, ou ailleurs en France. Vouloir attacher une importance quelconque au lieu de rédaction de cet « instrumentum » serait admettre l'efficacité de la libre volonté des fondateurs. En effet, il leur suffirait de se réunir au lieu qu'ils ont arbitrairement choisi comme domicile social et d'y dresser l'acte de société pour que le domicile social soit fixé en ce lieu, même si la société n'avait aucune attache réelle avec cet endroit (12).

De même le lieu du domicile des associés ou des administrateurs n'apporte aucun renseignement concernant le domicile social; la société constitue une personne morale distincte des personnes physiques qui la composent, et le domicile social est complètement indépendant des domiciles particuliers des administrateurs ou associés (13). D'ailleurs la grande diversité de

(12) Despagne : op. cit., n° 51. — Lyon-Caen et Renault : op. cit., T. II, n° 1166.

— Pillet : 1° « Traité de Droit International Privé », T. II, p. 784.

2° « Des personnes morales », n° 91.

— Arminjon : op. cit., p. 474.

— Thaller et Pic : « Des Sociétés Commerciales », T. III, nos 2071 à 2074.

— Bossert : p. 30. — R. Méplain : p. 156. — J. Robin : p. 31. — P. Pineau : p. 126. — M. Leven : p. 41 et 42.

(13) Pillet : « Droit International Privé », T. II, p. 784. « Des Personnes Morales », n° 82.

— Arminjon : op. cit., p. 475. — Lyon-Caen et Renault : op. cit., T. II, n° 1165.

— Thaller et Pic : « Des Sociétés Commerciales », T. III.

— P. Bossert : p. 32 à 34. — G. Boullay : p. 26 à 34. — R. Méplain : p. 156 et sq. — J. Robin : p. 28. — P. Pineau : p. 124 et sq. — M. Leven : p. 33 et sq.

ces domiciles particuliers empêche absolument de les prendre en considération.

54. — Mais, nous l'avons signalé, une controverse sérieuse a mis aux prises les partisans du principal centre d'exploitation et les partisans du siège social.

Parmi les premiers, on peut citer MM. Lyon-Caen, Boistel et A. Weiss, ainsi que quelques auteurs de thèses (14). Selon eux, il faut penser que lorsqu'un législateur fait des lois relatives aux sociétés, il entend que ces lois soient appliquées aux sociétés qui fonctionnent effectivement sur son territoire, c'est-à-dire qui y possèdent une exploitation. C'est donc le lieu de cette exploitation qui détermine la nationalité et le domicile des sociétés. Ainsi, sera française la société constituée pour exploiter un chemin de fer en France, russe la société constituée pour exploiter un chemin de fer en Russie.

Le système est pratique, parce qu'il est basé sur quelque chose de matériel, de tangible. Ce qu'il faut éviter, c'est que le domicile social soit fixé arbitrairement par la libre volonté de l'homme (15). Supposons que les fondateurs de la société veuillent échapper aux dispositions de la loi française dans un but frauduleux; par exemple qu'ils veuillent se soustraire à la fiscalité qu'ils jugent trop lourde, ou à un système légal qu'ils jugent trop efficacement protecteur des intérêts des souscripteurs. Si l'on assimile le domicile de la société à un quelconque siège administratif, les fondateurs n'auront qu'à fixer ce siège à l'étranger : la société sera étrangère, et soumise à une législation favorable. Et ceci bien que l'objet de la société soit uniquement français, et que toutes les entreprises et exploitations sociales soient fixées en France, c'est-à-dire bien que le vrai domicile social soit en France.

(14) Lyon-Caen et Renault : *op. cit.*, T. II, n° 1167.

— A. Weiss : « *Manuel de Droit International Privé* » (7^e édit.), p. 321 et sq.
« *Traité théorique et pratique de Droit International Privé* » (2^e édit.), T. II, Chap. IV, Tit. II, Sect. II.

— P. Bossert : *op. cit.*, p. 35 et 36, 40 et 42.

— A. Lesage : « De la compétence et du conflit des lois relativement aux sociétés commerciales étrangères » (Thèse, Paris, 1895), p. 8 à 13.

— A. Boistel : « *Manuel de Droit Commercial* » (1887), n° 396 *ter*.

(15) Cf. Lyon-Caen, au *Jour. des Soc.*, 1880, p. 36.

« Il ne faut pas que la nationalité d'une société se lie à des circonstances ou à des faits qui dépendent exclusivement de la volonté de l'homme, comme la fixation du centre d'administration sociale. Autrement les fondateurs pourraient à leur gré se soumettre ou échapper aux dispositions restrictives de la loi ».

La théorie du principal établissement au lieu d'exploitation matérielle évite de favoriser ces fraudes, et c'est là le gros argument soulevé par ses partisans.

D'ailleurs, fréquemment, le siège administratif sera fixé au même endroit que l'exploitation matérielle, que le centre des affaires. La controverse devient dès lors impossible.

55. — Mais s'il arrive, par contre, que ces deux sièges, administratif et d'exploitation, soient séparés; s'il arrive en outre que l'exploitation soit fractionnée en diverses entreprises, comment pourra-t-on faire jouer le critérium proposé ? Quoi de plus fréquent, en effet, que de voir une société métallurgique posséder plusieurs usines en des lieux différents, ou encore une manufacture s'établir en province, alors que la maison de commerce et les entrepôts seront situés à Paris ou dans un grand port.

Si ces divers établissements ont une importance sensiblement égale, où devra-t-on fixer le domicile social ? M. Lyon-Caen a prévu la difficulté, mais son système ne permet pas de la surmonter, et il le reconnaît lui-même : « Il y a, dit-il, des sociétés « qui ne font pas des opérations dans un seul pays, mais dans « un nombre d'Etats plus ou moins grand, telles sont souvent « les sociétés de crédit et les sociétés d'assurance. L'application « de notre système peut alors être difficile, en fait c'est aux « tribunaux à apprécier pour quel pays la société dont il s'agit « a été principalement constituée » (16).

M. Lyon-Caen admet également qu'une société, dont l'exploitation serait tout entière à l'étranger, adopte la nationalité française, c'est-à-dire établisse son domicile en France ; un tel fait pourra se produire par exemple, afin d'attirer les capitaux français. « Il y a là », commente M. Lyon-Caen, « une concession « nécessaire à faire aux besoins du commerce ». Mais alors, qu'est-ce qu'un critérium du domicile qui, parfois, ne se manifestera pas, et d'autres fois, devra être écarté ? Par quoi le remplacera-t-on ? Verra-t-on se substituer à l'arbitraire des fondateurs, que redoute M. Lyon-Caen, l'arbitraire des tribunaux ?

56. — Les graves inconvénients présentés par le système du domicile social au centre d'exploitation nous feront accepter, disons-le tout de suite, le système qui adopte le siège social

(16) Lyon-Caen et Renault. 3^e édit., par Amiaud : op. cit., T. II, n° 1167.

pour domicile d'une société. La quasi-unanimité de la doctrine et de la jurisprudence, d'ailleurs, adopte également ce second système. Parmi les auteurs, citons MM. Thaller, Percerou, Pic, Lacour et Bouteron, Houpin et Bosvieux, Copper-Royer, Pont, Wahl, Surville et Arthuys (17). Cette opinion prévaut également dans les répertoires et dictionnaires de droit (18), ainsi que dans la plupart des thèses qui traitent du sujet (19). Enfin, puisque le domicile des sociétés intéresse au plus haut point l'Administration de l'Enregistrement, qui perçoit, nous l'avons vu, les « trois taxes » au lieu de ce domicile, il importe de signaler que cette administration a adopté elle aussi le système du siège social (20).

Ce système repose sur une base logique et juridique. Le domicile étant le centre des affaires et de l'activité de la société, il convient, logiquement de le situer là où se trouve ce qu'on pourrait appeler le cerveau de l'entreprise. Ce sera donc le lieu où fonctionneront les organes de direction et d'administration, où seront groupés les bureaux, les archives, la comptabilité, où se réuniront les conseils d'administration et les assemblées d'actionnaires, où sera centralisée la correspondance et où la société entrera en rapports avec les tiers. Selon l'expression de M. Thaller, « la société a son domicile dans l'endroit où elle « parle, et elle parle au public, non par ses directeurs de tra-

(17) Thaller et Pic : op. cit., T. I^{er}, n° 192 et T. III, n° 2075.

— Thaller et Percerou : op. cit., n° 309.

— Thaller : « Sur la nationalité des sociétés par actions » (Annales de Droit Commercial, 1890, p. 257 et sq.

— Thaller : note dans la « Revue critique de Législation et de Jurisprudence », 1883, p. 340 et sq.

— Copper Royer : op. cit., n°s 303 et 310 (T. I^{er}).

— Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n°s 1487 et 1488.

— Lacour et Bouteron : « Précis de Droit Commercial (2^e édit.), T. I^{er}, n° 225.

— A. Wahl : « Précis théorique et pratique de Droit Commercial » (1922), n°s 499 et 1200.

— P. Pont : « Traité commentaire des sociétés civiles et commerciales », T. II, n° 1856.

— J. Percerou : « La nationalité des sociétés », dans les Annales de Droit commercial, 1926, p. 5 et sq.

— Surville et Arthuys : op. cit., n° 456.

(18) Dalloz, Nouveau Dictionnaire Pratique de Droit : V^o Société.

— Dalloz, Répertoire Pratique et Supplément au Répertoire Pratique : V^o Société.

(19) Pineau : p. 143 et sq. — Boullay : p. 42 et sq. — Pipi : p. 168 et sq. — Méplain : p. 160 et sq. — Drouin : p. 46 et sq. — Chervet : p. 130 et sq. — Robin : p. 37 et sq. — Cuq : p. 53 et sq. — Leven : p. 47 et sq. — A. Pépy : « De la Nationalité des Sociétés de Commerce » (Thèse, Paris, 1920), p. 65 et sq.

(20) Cf. l'Instruction Générale, n° 2405, dans l'ouvrage de Lyon-Caen et Renault : « Droit Commercial », des Sociétés, n° 1150 (note in fine).

« vaux, mais par ses organes juridiques » (21). En effet, ce sont les organes juridiques composant le siège social qui entrent en rapport avec le public afin de se procurer des capitaux ou des débouchés commerciaux, qui reçoivent ou passent les commandes de marchandises et produits, qui organisent l'expédition de ceux-ci aux clients, enfin qui donnent les instructions et les ordres convenables aux différents organes techniques de production ou d'exploitation. Ceux-ci ne sont que les bras, par opposition au cerveau, et sont dénués de toute initiative, donc de toute importance juridique.

57. — La fixation du domicile au siège social apparaît donc conforme à la logique et au Droit. Elle présente aussi d'incontestables avantages pratiques, et en premier lieu l'avantage de la clarté. En effet, les fondateurs doivent indiquer le lieu du siège social dans les statuts de la société. Les tiers seront donc immédiatement renseignés en se reportant aux statuts (21).

En outre, le caractère statutaire de la fixation du siège social est une garantie de stabilité (22). Avec le système du lieu de l'exploitation principale, le domicile changerait toutes les fois que le centre de l'exploitation se déplacerait, et cela peut arriver fréquemment. Certes, les statuts ne sont pas immuables (23), mais leur modification exige une décision spéciale et l'accomplissement de formalités légales importantes qui confèrent à cette opération un caractère exceptionnel, même dans la pratique.

Les partisans du centre d'exploitation industrielle, nous l'avons vu, prétendaient que le système du siège social permettait aux fondateurs de domicilier la société selon leur volonté, arbitrairement et souvent même frauduleusement. Il y a là une grande part d'exagération. Il ne suffit pas, en effet, de fixer dans les statuts le siège social en un lieu quelconque. Le domicile, avons-nous remarqué, est quelque chose de matériel, de réel, c'est le principal établissement (24), composé de multiples

(21) Thaller et Pic : *op. cit.*, T. I^{er}, n° 192.

— Copper-Royer : *op. cit.*, n° 130.

— Lacour et Bouteron : *op. cit.*, T. I^{er}, n° 225.

— Robin : p. 37.

(22) Thaller et Pic : *op. cit.*, T. I^{er}, n° 192.

— Pillet : « *Traité de Droit International* », T. II, p. 787.

(23) Cf. *infra*, n° 70, la question du transfert du siège social et des modifications statutaires qu'il exige.

(24) Cf. *supra*, n° 52.

organes juridiques. Les fondateurs jouissent d'une certaine liberté d'appréciation pour le fixer, mais ils doivent forcément prendre en considération le bon fonctionnement de la société. Par la force même des choses, le siège social sera établi là où la société est susceptible de faire le plus d'affaires, où elle peut faire appel aux souscripteurs, où les administrateurs et directeurs sont eux-mêmes domiciliés, en un mot, où elle peut le plus commodément être dirigée et « parler au public ». Le centre de l'exploitation industrielle comptera lui-même pour une large part au nombre des facteurs qui motiveront la décision des fondateurs (25).

Ce que l'arbitraire des fondateurs peut commettre, c'est une fraude; ils pourront établir le siège social comme il vient d'être dit, et déclarer dans les statuts qu'il se trouve en tout autre lieu. Mais alors le siège statutaire n'est pas le siège réel; nous nous trouvons en présence du problème de la fictivité du siège social que nous étudierons plus loin (26).

58. — Cependant de nombreux partisans du siège social ont cherché à rattacher celui-ci à un élément fixe afin de restreindre la liberté de décision des fondateurs. Mais les moyens proposés diffèrent selon les auteurs.

Signalons en premier lieu l'opinion de M. Pillet, dont on peut trouver un reflet chez M. Copper-Royer et chez MM. Thaller et Percerou (27). Le siège social ne peut être fixé qu'au lieu de constitution de la société. Et par là il ne faut pas entendre que le siège social est déterminé par le lieu de constitution; c'est une conception que nous avons rejetée. Ce que désire M. Pillet, c'est que le siège social réel centre des affaires, coïncide avec le lieu de constitution. Nous rejeterons cette conception, car elle est viciée à la base. M. Pillet s'est placé uniquement au point de vue de la nationalité des sociétés, sans chercher à étudier le domicile en lui-même. Son idée aurait pour conséquence l'interdiction pour une société de transférer son siège social d'un lieu en un autre; conséquence inacceptable, à laquelle M. Pillet n'a pas songé, car nous avons vu que le transfert

(25) Cf. Drouin : op. cit., p. 46 à 49.

(26) Cf. infra, n^{os} 65 et sq.

(27) Pillet : « Des Personnes Morales », n^o 90 à 92, 98 à 108.

« Traité de Droit International Privé », T. II, p. 787.

— Copper-Royer : op. cit., n^o 310.

— Thaller et Percerou : op. cit., n^o 766, « Au surplus le pays du siège social se confondra toujours en fait, dans les Compagnies par actions, avec celui de la confection des statuts ».

du siège social d'un pays à un autre, entraînant un changement d'appartenance de la société, provoque de ce fait sa dissolution. Mais rien ne doit empêcher une société de déplacer son siège si cela n'entraîne pas un changement d'appartenance, ce qui est le cas notamment du transfert de la métropole dans une colonie. L'idée de M. Pillet doit donc être délibérément écartée, bien qu'elle ait été défendue par le « Congrès international des Sociétés par actions » de 1889 (28).

De même nous écarterons une opinion émise par M. Thaller dans un article « sur la nationalité des sociétés par actions », publié par les « Annales de Droit Commercial », en 1890, et qui fut quelquefois reprise par la suite (29). Le siège social devrait, disait M. Thaller, être établi nécessairement et à peine de nullité dans les pays où les titres ont été souscrits, où le capital a été émis. Nous n'essaierons pas ici de montrer combien souvent cette exigence constituerait un non-sens; on devine la difficulté qui naîtrait de la mobilité des valeurs et de la multiplicité d'émissions dans des pays différents. L'opinion de M. Thaller, comme tout à l'heure celle de M. Pillet, est fragile parce que la question du domicile social n'y est examinée que comme un élément de solution du problème de la nationalité des sociétés. « Dans notre pensée, dit M. Thaller, il existe entre « ces diverses choses : nationalité, domicile de la société, loi « à observer, pays de souscription, une solidarité nécessaire ». C'est peut-être exact, mais solidarité ne veut pas dire confusion : au fond, ce que voulaient MM. Pillet et Thaller, c'était déterminer la nationalité des sociétés par deux éléments, le siège social d'une part, le lieu de constitution ou de souscription d'autre part. Mais il aurait fallu se garder de confondre l'élément siège social avec les deux autres.

Nous admettrons donc que les sociétés sont purement et simplement domiciliées au lieu de leur siège social.

§ 3. — DÉFINITION DU SIÈGE SOCIAL : SES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS

59. — La loi n'ayant nulle part défini le siège social, nous essayerons de trouver une définition convenable chez les au-

(28) Cf. Arminjon : op. cit., p. 478. — Weiss « Traité de Droit International Privé » (2^e édit.), T. II, Chap. IV, Tit. II, Sect. II (note).

(29) Thaller : « Annales de Droit Commercial » de 1890, p. 257 et sq.

— Méplain : p. 164 et sq.

— Pineau : p. 143 et sq.

teurs. Le plus simple serait assurément d'éviter la difficulté en inversant les termes du résultat acquis au paragraphe précédent. Puisque le domicile d'une société est à son siège social, il est facile de définir le siège social comme étant le domicile de la société, c'est-à-dire son principal établissement.

Mais en écartant ce subterfuge pour rechercher une définition analytique et complète, on se heurte à un obstacle sérieux : ou bien on emploie une formule vague, ou bien on recourt à une énumération, souvent longue, toujours insuffisante ou pléthorique. Il suffit de citer les auteurs pour s'en rendre compte.

Selon MM. Thaller et Percerou : « le siège social est celui « où résident les organes juridiques de la société, adminis-
« trateurs, assemblées générales, et où sont délibérés les con-
« trats et marchés se rapportant à la marche de l'entrepri-
« se » (30). M. Pic reprend cette définition en y ajoutant cette proposition : « et d'où partent en général les émissions de va-
« leurs sociales » (31). Pour MM. Houpin et Bosvieux, « le siège
« social est le lieu où se trouvent concentrées l'activité et la
« vie juridique d'une société, où se réunissent le conseil d'ad-
« ministration et les assemblées générales, et où sont centrali-
« sés les services de caisse, de comptabilité, de correspondance
« et de contentieux » (32).

Selon M. Wahl, une société a son siège social « là où se réu-
« nissent ses organes de direction (conseil d'administration,
« assemblée générale), et où se centralisent les écritures » (33).

Nous trouvons des expressions à peu près identiques chez MM. Pillet et Surville, et chez M. Niboyet, qui, cependant, a introduit en outre cette proposition : « le lieu d'où partent les
« ordres et où viennent se concentrer les résultats » (34).

Citons encore quelques auteurs de thèses. Tout d'abord

(30) Thaller et Percerou : op. cit., n° 309.

(31) Thaller et Pic : op. cit., T. I^{er}, n° 192. — Au T. III, n° 2075 : « On doit
« entendre par siège réel et sérieux le lieu où se trouvent concentrés l'activité
« et la vie juridique de la société, où se réunissent le Conseil d'Administration,
« les Assemblées générales, et où sont groupés les services essentiels de l'en-
« treprise. »

(32) Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n° 1488.

(33) Wahl : « Précis de Droit Commercial », n° 1200. — Dans le « Traité du
Régime Fiscal des Sociétés ». T. II, n° 2686, on lit : « Le lieu du siège social
« est celui où se réunissent les organes directeurs de la société (assemblée
« générale, conseil d'administration, etc...), c'est-à-dire d'où part l'impulsion
« donnée à l'exploitation ».

(34) Niboyet : op. cit., n° 301.

— Surville : op. cit., n° 456.

— Pillet : « Droit International Privé », T. II, p. 786.

M. E. Cuq : « Le siège social est le centre de la vie administrative de la société; c'est le cerveau qui élabore les ordres et les « transmet aux membres pour leur réalisation. Il groupe les « organes de la vie juridique, ceux que la loi de 1867 exige et « qui sont comme le gouvernement de la société : pouvoirs « exécutif et législatif, surveillance, auxquels sont adjoints tous « les services administratifs et comptables » (35). Pour M. Leven, le siège social est au lieu « où se trouve concentrée la vie « juridique de la société, où se groupent les pouvoirs directeurs, où s'élabore cette volonté commune qui doit assurer « la marche de l'entreprise, lui donner son impulsion, la diriger dans la voie où elle est entrée » (36). Enfin pour M. R. Méplain « c'est du siège social que rayonnent chaque jour les « ordres à l'usine, les commandes aux fournisseurs, les offres à « la clientèle, les avis, les effets, les mouvements de toute sorte : « de là partent la direction et le contrôle » (37).

Toutes ces définitions, lorsqu'elles ne sont pas contradictoires, peuvent encourir le reproche d'être vagues et confuses. Cela tient, répétons-le, à l'absence de texte législatif et de jurisprudence précise. Nous n'essaierons donc pas de fournir une définition qui aurait la vaine prétention d'être préférable à celles qui précèdent. Quant à la question de savoir s'il serait souhaitable qu'un texte législatif fixât nettement les termes d'une définition, nous nous la poserons plus loin (38).

60. — Ce qu'il convient de rechercher maintenant, à défaut d'une définition satisfaisante du siège social, ce sont les éléments constitutifs de ce siège. L'on ne saurait en effet se contenter de formules comme centre des affaires, organes de la vie juridique des sociétés, centralisation des services de direction. Il faut savoir à quoi font allusion de telles expressions lorsqu'elles s'appliquent au siège social.

En premier lieu nous constatons que deux éléments constitutifs du siège sont cités par le plus grand nombre des auteurs : ce sont les assemblées générales d'actionnaires et le conseil d'administration (39). Ce sont là les principaux organes so-

(35) E. Cuq : p. 60.

(36) M. Leven : p. 47.

(37) R. Méplain : p. 164. Cf. également, les thèses de MM. Boullay (p. 43), Drouin (p. 49), Robin (p. 37); le traité précité de M. Copper-Royer (T. I^{er}, n° 310); enfin le Répertoire Pratique Dalloz et son supplément (V° Société).

(38) Cf. infra, n° 104.

(39) Cf. supra, n° 59 et les notes.

ciaux, d'après la loi elle-même qui s'attache à réglementer minutieusement les assemblées d'actionnaires. Si l'on dépasse le cadre des sociétés anonymes, il faut substituer au conseil d'administration les gérants des sociétés en nom collectif ou en commandite (40). Toutefois une certaine partie de la doctrine se refuse, implicitement ou expressément, à reconnaître le caractère essentiel de ces deux éléments. Les définitions précitées du siège social par MM. Leven et Méplain les omettent (41). M. Pillet emploie la formule suivante : « Le siège de la société est le pays où ses services centraux sont réunis, où se trouvent les livres de la société, où réside très généralement — pas toujours — son conseil d'administration, et où se tiennent les assemblées générale de ses membres » (42). Dans sa note sous le jugement du Tribunal de la Seine du 23 avril 1932, M. Solus est plus net : il admet que les assemblées générales et le Conseil d'administration jouent un rôle dans la discrimination du siège social. Mais il ne s'agit là que d'un élément parmi tant d'autres, et qui ne saurait, à lui seul avoir un caractère essentiel et décisif. Dans deux notes relatives à la même affaire, M. Dareste va encore plus loin; il écrit, au sujet du conseil d'administration : « ce n'est pas lui qui dirige, qui commande et qui décide ». Quant à l'assemblée générale qui ne se réunit que de loin en loin, elle non plus ne dirige rien (43).

C'est cette opinion de MM. Solus et Dareste qui nous semble être préférable. Nous l'examinerons plus en détail ultérieurement (44), car il nous faut maintenant poursuivre l'énumération des éléments constitutifs du siège social.

Un rôle très important est rempli par les personnes chargées de la direction constante et quotidienne des affaires sociales,

(40) Drouin : p. 49 : « Le siège social est le lieu où se réunissent habituellement soit les gérants, soit les administrateurs, où sont convoqués les actionnaires, en un mot le lieu d'où émane la direction générale de l'entreprise. »

(41) Cf. supra, n° 59.

(42) Pillet : « Droit International Privé », T. II, p. 786.

(43) Toutes ces notes sont relatives à l'affaire de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang (Cf. supra, n°s 37 à 40). La note de M. Solus se trouve au S. 1933-2-49 ; celles de M. Dareste au Recueil Dareste de juin-septembre 1932 (3-171) et de mai-juin 1935 (3-85). Adde la note de M. Solus au S. 1936-2-65.

(44) Cf. infra, n° 64. — Un arrêt Cass. 26 novembre 1906 (société Paz et Silva contre Société du Palais d'hiver de Pau), a été annoté par M. J. Perroud, professeur à la Faculté d'Aix, au S. 1909-1-393 : « Le simple déplacement du lieu de réunion du Conseil d'administration écrit M. Perroud, ne suffirait pas pour modifier le siège social statutaire. Ce transfert ne serait même pas suffisant pour constituer au profit des tiers un domicile élu ».

qui s'occupent de l'administration courante de la société et donnent les ordres généraux. Selon les cas, il s'agira des administrateurs délégués, des gérants, des directeurs commerciaux, même, lorsqu'ils jouiront d'une certaine autonomie et pourront prendre des initiatives. Là où s'exercera leur activité sera le siège social, car ce sont eux qui prendront les décisions selon les circonstances, donneront les ordres au centre d'exploitation matérielle, passeront les commandes aux fournisseurs, feront les offres à la clientèle et entreranno en rapports avec elle, enfin qui concluront les marchés et contrats importants (45).

Un autre élément doit nécessairement être pris en considération, c'est le lieu de concentration des écritures. A la vérité, il s'agit d'un ensemble groupant plusieurs composants. Il y aura d'abord le lieu de conservation des archives, et celui où se concentre la correspondance commerciale. Ce lieu sera évidemment facile à connaître, car il sera matérialisé par des bureaux plus ou moins importants. C'est aussi dans ces bureaux que se trouvera la caisse, que seront tenus les livres de commerce, que sera dressée, concentrée et conservée la comptabilité, enfin que seront tirées, acquittées et payées les traites et factures (46).

Il ne faudra accorder qu'une importance mesurée au lieu du contrôle exercé par les commissaires aux comptes ou par le conseil de surveillance, ce contrôle pouvant fort bien être exercé ailleurs qu'au siège social. En effet, ces organes de contrôle pourront remplir leur fonction en se faisant communiquer par correspondance les pièces et les comptes dont ils ont besoin (47).

Enfin, il convient de signaler l'endroit où la société réglera les affaires qu'elle peut avoir à traiter avec ses propres actionnaires. Le plus couramment, il s'agira du transfert des actions nominatives, et de la conversion des titres du porteur au nominatif ou inversement (48).

(45) Cf. Copper Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 310.

— Lyon-Caen et Renault : op. cit., n° 1150 (note).

— Méplain : p. 164. — Leven : p. 51.

(46) Cf. Robin : p. 37. — Vavasseur : « Clunet », 1875, p. 345. — G. Boullay : p. 43. — E. Cuq. : p. 60.

(47) Cf. G. Boullay, p. 43. — Leven : p. 52.

(48) Copper-Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 310.

— Wahl : « Droit Commercial », n° 2800.

— Pandectes Françaises : Répertoire (V° Sociétés).

— Dalloz : Répertoire Pratique (V° Société).

— Dalloz : Nouveau Dictionnaire Pratique de Droit (V° Société).

Occasionnellement, si des associés ou des tiers ont assigné en justice la société défenderesse, la compétence « *ratione loci* » du tribunal saisi pourra constituer une présomption en faveur de la fixation du siège social dans le ressort de ce tribunal. Mais ceci, en cas de litige contre des associés, seulement à condition que les statuts de la société ne renferment pas un article attribuant compétence à un tribunal différent de celui du siège. Par contre, en cas de litige contre des tiers, par exemple dans l'hypothèse d'une faillite, le tribunal compétent sera toujours celui du siège de la société, toute clause contraire insérée aux statuts étant inopposable aux tiers (49). Il convient de remarquer que d'ailleurs cette compétence juridictionnelle ne constitue pas une composante du siège social, à proprement parler ; c'en est au contraire une résultante, une circonstance révélatrice.

§ 4. — FRACTIONNEMENT DU SIÈGE SOCIAL

61. — Nous venons d'énumérer les différents organismes et éléments juridiques dont la réunion constitue ce qu'il convient d'appeler le siège social, domicile de la société. Il est facile de comprendre que si certains d'entre eux sont liés étroitement les uns aux autres, comme la comptabilité, les écritures et livres de commerce, la caisse, les archives, d'autres, par contre, peuvent sans inconvénient être isolés, provoquant un fractionnement du siège social. Rien n'empêche, par exemple que le conseil d'administration se réunisse dans un lieu différent de celui où se dresse la comptabilité, que les assemblées d'actionnaires soient convoquées dans un troisième endroit, que les organes de surveillance et de contrôle opèrent encore ailleurs. Et de fait, ce fractionnement sera fréquent ; les conseils d'administration se réuniront en un lieu choisi selon les convenances des administrateurs ; on convoquera l'assemblée générale dans une ville importante, d'accès facile à la plupart des associés ; on établira de préférence les bureaux et les directions à proximité du siège de l'exploitation industrielle et technique. Si l'on examine le cas d'une société coloniale, par exemple, il sera normal de chercher à réunir dans la colonie l'ensemble des services commerciaux, d'une part, et des services d'exploitation d'autre part. Mais la très grande majorité des

(49) E. Cuq : *op. cit.*, p. 56.

actionnaires étant domiciliés dans la Métropole, c'est là qu'on les réunira en assemblées. Quant aux conseils d'administration, ils se tiendront dans la colonie ou dans la Métropole, au gré des circonstances (50).

Dès lors, comment pourra-t-on déterminer le siège social?

62. — Il convient de rejeter immédiatement la solution qui consiste à admettre la dualité ou la pluralité des sièges sociaux. Ce serait là une hérésie juridique. Le siège social est un domicile et le caractère primordial du domicile est d'être unique (51).

Mais la société peut, remarquons-le, avoir des sièges secondaires, appelés succursales, ou agences, ou bureaux. M. Wahl assimile ces sièges secondaires à des résidences. Une autre opinion, plus répandue, constate qu'il s'agit d'établissements distincts de la maison principale, mais reliés à celle-ci par un lien de subordination; et, suivant cette opinion, la société a fait implicitement élection de domicile dans chacun des lieux où fonctionne une de ces succursales. Tel est l'avis de MM. Thaller et Percerou, Lacour et Bouteron (52). Dans l'ouvrage de MM. Thaller et Pic, on trouve cette définition des succursales ou agences : « Des établissements distincts de la maison principale, à la tête desquels sont placés des chefs d'agence investis de pouvoirs assez larges pour représenter la société, tant « dans la conclusion des marchés que dans les instances judiciaires nées à l'occasion desdits marchés » (53).

La loi attache à ces succursales ou agences certains effets; elle exige notamment que certaines publications y soient faites. Quant à la jurisprudence, elle a créé en matière de com-

(50) Cf. E. Cuq : p. 62. — Leven : p. 52.

— Surville et Arthuys : op. cit., n° 456.

(51) Cf. Dalloz, Répertoire Pratique (V° Société).

— Signalons sur ce point une erreur de M. Pont : op. cit., T. II. n° 1856 : « La nationalité d'une société est déterminée par son siège social, ou par son « siège principal, si elle en a plusieurs. »

— Thaller et Percerou : op. cit., n° 310.

— Cf. également la note de M. Demogue au S. 1908-2-177, sous Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908.

(52) A. Wahl : « Droit Commercial », n° 500.

— Lacour et Bouteron : op. cit., T. I^{er}, n° 225 (note).

— Thaller et Percerou : op. cit., n° 310.

— Dalloz : Répertoire Pratique (V° Société).

(53) Thaller et Pic : op. cit., T. I^{er}, n° 193.

La Cour de Dijon, dans un arrêt du 14 mai 1912 (Jour. Soc., 1913, p. 367), définissait la succursale dans les termes suivants : « Un groupement commercial ou industriel moins important que celui de la maison principale, « mais dans lequel se font des opérations du même genre que celles de celle-ci, « par des agents locaux de la société. »

pétence une théorie très importante, dite « des gares principales ». En effet, de nombreuses applications en ont été faites dans les procès intentés par des usagers contre les compagnies de chemins de fer. Cette théorie jurisprudentielle déclare compétent le tribunal du lieu de la succursale, agence ou gare principale, pour tous les litiges nés entre les tiers et la société ou compagnie défenderesse, à condition que les actes ou marchés ayant donné naissance à ces litiges aient été passés avec les agents de cette succursale, agence ou gare principale (54). L'élection de domicile implicite n'entraîne donc qu'une compétence relative, c'est-à-dire restreinte aux opérations effectuées par la succursale. Mais le seul tribunal investi d'une compétence générale pour toutes les affaires de la société est le tribunal du siège social.

La succursale ou agence n'est donc nullement un fractionnement du siège social, ou un autre siège social. Celui-ci reste unique, en dépit d'une terminologie qui prête à confusion : l'élection de domicile n'a rien de commun avec le domicile au sens propre du mot. C'est uniquement une fiction créée par la procédure. Il en est exactement de même de l'élection de domicile expresse et statutaire qui a pour but d'attribuer compétence, pour les litiges entre la société et les associés, à un tribunal autre que celui du siège social : cet artifice de procédure ne saurait constituer un fractionnement du siège social.

63. — Certains auteurs ont prétendu que l'ensemble des éléments énumérés ci-dessus au numéro 60, formaient en réalité deux groupes qui pouvaient être séparés sans qu'il y ait là réellement un fractionnement du siège social. En effet, un de ces groupes constituerait à lui seul le siège social, l'autre constituant un siège administratif. C'est ainsi que l'on peut lire dans le répertoire Dalloz : « On peut même rencontrer trois sièges, l'un social, l'autre administratif, l'autre d'exploitation ». L'un des deux groupes d'éléments serait essentiellement constitué par l'ensemble : conseils d'administration, assemblées générales ; le second groupe comprendrait l'ensemble des services stables, assurant la direction courante et quoti-

(54) Sur toute cette question de compétence, voir la note très complète de M. H. Solus sous Cass. Req., 5 novembre 1928 (S. 1929-1-177 ; Soc. des Chaus-sures Incroyables c. Bittard).

dienne de la société, traitant les affaires commerciales et dressant la comptabilité.

Mais les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir quel est le groupe représentant le siège social et quel est celui représentant le siège administratif. La plupart d'entre eux ne font qu'effleurer la question, parce qu'il leur semble d'évidence que ce sont les conseils d'administration et les assemblées d'actionnaires qui forment le siège social. C'est ainsi que nous distinguons cette opinion chez MM. Houpin et Bosvieux, chez M. Despagne, et, surtout dans les thèses de MM. Cuq et Boullay (55).

Par contre, MM. Solus et Dareste, dans leurs notes précitées relatives à l'affaire des Caoutchoucs de Padang, ont émis un avis différent. M. Solus s'appuie notamment sur le jugement du Tribunal de la Seine du 1^{er} avril 1925 « qui reconnaît la « nationalité égyptienne de la Compagnie universelle du Canal « de Suez en considérant que le siège social et l'exploitation « de la Société sont en Egypte, bien que le siège administratif « (centre de l'activité administrative et financière, lieu de réunion des Conseils d'administration et des assemblées générales), soit à Paris » (56).

On ne peut guère qu'enregistrer cette controverse. La distinction des deux sièges, social et administratif, n'étant nulle part établie avec précision et netteté (57), il est préférable de

(55) Despagne : op. cit., n° 51.

— Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n° 1488.

— E. Cuq : p. 63 : « Le siège administratif peut être séparé du siège social. Il représente l'élément stable, et, à ce titre on serait tenté de lui attribuer quelque importance. Mais il ne répond pas à l'idée de direction que nous avons mise au premier plan ; ce n'est pas de lui que vient l'impulsion ou l'initiative ; ce n'est qu'un agent d'exécution et de transmission. »

— Boullay : p. 43.

(56) Cf. 1^{er} Trib. Civ., Seine, 23 avril 1932 (affaire de Padang), au Dareste : 1932-3-171 et la note de M. P. Dareste, et au Sirey, 1933-2-49 (et la note de M. H. Solus) ; 2^o Tribunal Civil de la Seine, 1^{er} avril 1925 (affaire de la Compagnie de Suez) Gaz. Pal., 1925-1-662 ; 3^o Cass. Req. 17 juillet 1935 (affaire de Padang) au S. 1936-1-41 (et la note de M. Pilon), et au Dareste 1935-3-85 (et la note) ; 4^o Trib. Civ., Seine, 6 juillet 1935 (Phosphates de Constantine) au S. 1936-2-65 (et la note de M. Solus), et au Dareste 1935-3-85 (et la note).

(57) Il semble bien que les auteurs de Droit International Privé emploient indifféremment les expressions : siège social et siège administratif. Arminjon : op. cit., T. II, p. 481 : « Toute société revêt donc en règle générale l'apparence du pays où elle possède son siège administratif ». — Niboyet : op. cit., n° 301 : « On entend par siège social le pays choisi pour la constitution de la société, et par la suite celui du siège administratif où résident les organes directeurs. ». — Surville : op. cit., n° 456 : « On a dit d'abord que le centre administratif détermine bien la nationalité de la société ; mais les fondateurs ne peuvent le fixer arbitrairement : le siège social doit se trouver là où la société a été créée... »

ne pas proposer de solution, et de persister à considérer que les éléments énumérés plus haut peuvent tous contribuer à la formation du siège social, domicile de la société.

64. — Dès lors, nous revenons à la question déjà posée : comment et où fixera-t-on le siège social en cas de fractionnement, c'est-à-dire de dispersion de ses divers éléments constitutifs. La Doctrine, voulant répondre à cette question, a commis une erreur dans son raisonnement. Définissant le siège social, elle emploie les expressions : « résidence des organes juridiques », « centre de la vie administrative », « lieu de concentration de l'activité et de la vie juridique », etc... (58). Puis, s'il y a fractionnement du siège social, elle veut en rechercher l'élément prépondérant, et situer le domicile social au lieu de cet élément unique et décisif. Disons tout de suite que cet élément lui-même est discuté : ce sera le conseil d'administration pour les uns, l'assemblée générale pour les autres.

Quoi qu'il en soit, il faudrait dès lors adopter la définition suivante : le siège social est le lieu de réunion du conseil d'administration (ou de l'assemblée générale). Du moment qu'il existe un élément nécessaire et suffisant à fixer le siège, cette définition s'impose, étant à la fois concise et très précise. Cependant, presque aucun auteur ne l'a adoptée; tous l'ont sentie bien trop étroite, et ont compris qu'elle serait souvent inexacte. Mais ils auraient dû, en même temps, s'apercevoir que le système de l'élément prépondérant unique était insoutenable.

Pour préciser davantage, il convient de citer parmi les partisans du conseil d'administration, MM. Houpin et Bosvieux, Thaller, Percerou (59). Quant aux partisans de l'assemblée générale, ils sont conduits par M. Pillet (60). Celui-ci admet

(58) Cf. *supra*, n° 59.

(59) Houpin et Bosvieux : *op. et loc. cit.*

— Bosvieux : *Jour. Soc.* 1907, p. 481.

— Percerou : *note au D. P.*, 10-2-41.

— Thaller : *Rev. Crit.*, 1883, p. 340 et sq. (*note p. 343*).

— Parmi les auteurs de thèses ayant adopté ce point de vue, citons : MM. G. Chervet : p. 131. « La personnalité juridique de la société réside tout entière dans son conseil d'administration. C'est par cet organe abstrait que la société vit et fonctionne ». — A. T. Pipi : p. 173. — Drouin, p. 46. — E. Cuq : p. 60 et 63. — M. Leven : p. 53.

(60) A. Pillet : « *Droit International Privé* », T. II, p. 792. « Il semble que l'élément prépondérant doit être la tenue des Assemblées Générales. C'est en effet le pouvoir le plus élevé que représente dans le sein d'une société, l'Assemblée Générale ; et au lieu où se tient régulièrement cette assemblée, on peut bien dire que réside la direction de la société. »

d'ailleurs la conséquence qui en résulte obligatoirement : « Le « domicile, conclut-il, est au lieu où se réunissent les assemblées générales de la société. » En acceptant même l'idée d'un élément unique prépondérant, ce que nous nous refusons à faire, le choix du conseil d'administration ou de l'assemblée générale prêterait à deux critiques graves. En premier lieu, ce sont là des organes non permanents. Cela est indiscutable pour les assemblées générales, dont la convocation ordinaire n'a lieu qu'une seule fois par an. Mais les partisans du conseil d'administration, tout en reconnaissant à cet organe des pouvoirs plus restreints que ceux de l'assemblée, lui attribuent une importance plus grande, parce que, disent-ils, son action est continue (61). Cette affirmation est absolument contraire à la réalité : le conseil d'administration ne se réunit que périodiquement, et ses séances sont très fréquemment espacées de plusieurs mois.

La seconde critique que nous formulerons est encore plus grave. Le conseil d'administration et l'assemblée générale peuvent légalement tenir plusieurs séances successives en des lieux différents. Faudra-t-il admettre qu'à chaque séance le lieu du siège social soit déplacé ? Cette objection est si puissante que les auteurs ont dû en tenir compte, et cela au point qu'ils renoncent parfois à la théorie qu'ils prétendent soutenir.

C'est ainsi que M. Cuq écrit, au sujet du conseil d'administration : « Toutefois nous ne lui accorderions la préférence qu'à « condition que le lieu de sa réunion coïncide avec le lieu fixé « par les statuts comme siège social. » (62). Et dans l'ouvrage de MM. Houpin et Bosvieux nous trouvons cette phrase : « Il « semble qu'il conviendra de s'attacher de préférence au lieu « de réunion du conseil d'administration, ...pourvu qu'à ce « même lieu se trouve le centre de l'organisation administrative de la société. » (63). Nous pouvons transcrire tout cela

(61) Thaller *Rev. crit.*, 1883, p. 343 : « ...du conseil d'administration, organe permanent de la société ».

— M. Leven : p. 53 : « Si ses pouvoirs (du conseil d'administration) sont « moins étendus que ceux de l'assemblée générale, il a cependant plus d'influence sur la marche de l'entreprise parce que son action est continue. »

— E. Cuq : p. 63. — A. Pipi : p. 173.

(62) E. Cuq : *op. et loc. cit.*

(63) Houpin et Bosvieux : *op. et loc. cit.* — M. Leven va encore beaucoup plus loin : « En attribuant au Conseil d'administration cette influence décisive, « écrit-il, nous ne l'envisageons pas, du reste, isolément, mais avec les autres « organes administratifs qui en sont, pour ainsi dire, la dépendance, avec « cet auxiliaire permanent, directeur ou administrateur-délégué qui, chaque « jour, veille au développement de la société et assure l'exécution des déci-

sous la forme d'une lapalissade : le conseil d'administration fixe le lieu du siège social, à condition qu'il se réunisse à ce siège social. Et où fixera-t-on le siège social si le conseil d'administration se réunit en un lieu différent du siège statutaire et du centre administratif ? La question devient insoluble.

Nous écarterons donc délibérément le conseil d'administration et l'assemblée générale comme éléments décisifs de fixation du siège social (64). D'ailleurs aucun autre élément, pris isolément, ne saurait avoir ce caractère. Mais il convient de remarquer qu'il en est un groupe à peu près indivisible et d'une grande stabilité, dont la fixation en un même lieu constitue un facteur très important d'appréciation. Il s'agit des bureaux commerciaux et administratifs, où se trouve le directeur ou l'administrateur-délégué, qui représente l'élément permanent de direction, où sont tenues les écritures et la comptabilité, où sont traitées les affaires commerciales. Toutefois le rôle de cet élément directeur dans l'ensemble de la vie juridique de la société peut varier : le directeur ou administrateur délégué peut jouir d'une large autonomie vis-à-vis du conseil d'administration ; il

« sions prises par le conseil. Il ne faut pas oublier davantage l'importance
« des bureaux où se trouvent les livres, le service de caisse, où s'opère tout
« le mouvement de fonds, où se créent les effets de commerce, où se prépare
« la correspondance qui va porter les ordres jusqu'au centre d'exploitation.
« Si nous ne trouvions pas au lieu de réunion du conseil tout ce fonctionne-
« ment administratif, nous ne saurions lui reconnaître le caractère de siège
« social en dehors même des assemblées générales. »

(64) En ce sens cf. supra, n° 60, les notes précitées de MM. Solus et Dareste sous Tribunal de la Seine, 23 avril 1932 et 6 juillet 1935, et sous Cass. Req., 17 juillet 1935 (S. 1936-1-41 et S. 1936-2-65 ; Dareste, 1932-3-171 et 1935-3-85). Adde : 1° la note précitée de M. Perroud au S. 1909-1-393 ; 2° les notes de M. M. Percerou (D. P., 1910-2-41) et Demogue (S. 1908-2-177) sous Tribunal Civil de Lille, 21 mai 1908.

Note de M. Percerou : « ...ou bien le siège social anglais sera le centre
« effectif de l'activité juridique de la société ; mais alors c'est gêner inutile-
« ment celle-ci dans son fonctionnement que d'obliger ses administrateurs
« français à tenir leurs séances en Angleterre ; c'est, en les contraignant à
« exercer leurs fonctions loin de leur résidence, rendre plus difficile pour eux
« l'accomplissement de leur mission, tandis que tous, associés et tiers, n'au-
« raient qu'à gagner à une administration plus facile. »

Note de M. Demogue : « Rien ne dit dans la loi que les Assemblées se font
« au siège social. Si tous les actionnaires sont domiciliés dans un autre pays,
« on peut trouver commode de les y convoquer. De même le Conseil d'admi-
« nistration se réunit où il veut, et, plus naturellement, où se trouvent les
« administrateurs. »

M. Leven examine également l'hypothèse où les capitaux sont d'origine différente du lieu du siège social. Selon lui, le Conseil d'administration devra quand même se réunir au siège. Mais comme les administrateurs habitent en majorité dans un autre pays, ils peuvent s'y réunir sous forme d'un « comité administratif », fraction importante, majoritaire du Conseil d'Administration. Ce comité peut être officiellement compétent pour traiter certaines affaires d'importance secondaire (Leven, thèse, p. 66).

peut au contraire n'en être que le mandataire, le subordonné. On pourra même trouver des bureaux dans plusieurs centres différents.

En résumé, c'est l'infinie complexité des faits qui empêche la désignation d'un composant quelconque du siège social fractionné comme élément prépondérant.

La Doctrine recherchait une théorie précise, rigide. Elle n'a pu y parvenir, et les diverses solutions proposées ne forment que des cadres bien trop étroits pour s'appliquer à toutes les situations de fait. Les hésitations, les imprécisions et les contradictions étaient donc inévitables. Dans le silence de la loi, il faudra donc se tourner vers la jurisprudence. Nous procéderons ultérieurement à cette étude (65).

§ 5. — LA THÉORIE DE LA FRAUDE

ET LA NOTION DU SIÈGE SOCIAL RÉEL ET SÉRIEUX

65. — Il a déjà été signalé d'une part, que les fondateurs d'une société pouvaient librement exercer leur droit de fixer dans les statuts le lieu du siège social, et, d'autre part, que cet acte ne devait pas être un choix arbitraire, mais correspondre à une réalité matérielle (66). En effet de ce choix dépendront la nationalité de la société, la compétence juridictionnelle qui lui sera applicable « *ratione loci* », et aussi le régime fiscal auquel elle sera soumise.

Il s'agit là de matières d'ordre public qui doivent s'imposer aux volontés particulières et non leur être subordonnées. L'article 6 du Code civil interdit aux sociétés, personnes morales, de fixer valablement leur siège statutaire en un lieu autre que celui de leur domicile réel.

L'unanimité de la Doctrine est de cet avis, et montre que lorsque les statuts ne correspondent pas à la réalité, cette divergence résulte d'une intention de fraude (67). La société cher-

(65) Cf. *infra* : 3^e partie, chap. II.

(66) Cf. *supra*, n^{os} 52 et 54.

(67) Copper-Royer : *op. cit.*, T. I^{er}, n^{os} 303 et 310.

— Houpin et Bosvieux : *op. cit.*, T. III, n^o 1488.

— A. Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. I^{er}, préface, p. X et T. II, n^o 2690.

— Percerou : « *Annales de Droit Commercial* », 1926, p. 6.

— A. Wahl : « *Droit Commercial* », n^o 1201.

— Lyon-Caen et Renault : *op. cit.*, T. II, n^o 1167.

— Thaller et Pic : *op. cit.*, T. III, n^o 2078.

chera le plus fréquemment, en ce cas, à fixer son siège social à l'étranger afin d'éviter les rigueurs de la loi française, trop protectrice, au gré des fondateurs, des intérêts des souscripteurs. Ou bien les statuts fixeront le siège soit à l'étranger, soit aussi dans une colonie, pour échapper à une fiscalité jugée trop lourde.

Dans un cas comme dans l'autre, cette intention frauduleuse ne saurait être prise en considération. Toutefois, il convient de rappeler le principe suivant lequel la bonne foi est toujours présumée. La fixation statutaire du siège constitue donc une présomption simple en faveur de la société. Il appartiendra aux intéressés, souscripteurs, créanciers, administrations fiscales, de rapporter la preuve de la fraude qu'ils allèguent et d'établir quelle est la réalité des faits (68). La difficulté de la preuve variera suivant les circonstances : si à l'affirmation des statuts ne correspond aucune réalité, le siège étant ainsi purement fictif et nominal, il suffira de prouver cet état de choses. Mais assez fréquemment certains organes se trouveront au lieu du siège statutaire, susceptibles parfois de constituer un établissement assez important. Il sera nécessaire, alors, de prouver l'intention frauduleuse, ce qui présente toujours certaines difficultés.

66. — Il y aura donc siège purement fictif et nominal lorsqu'au lieu indiqué par les statuts ne se trouvera aucun de tous les éléments susceptibles de contribuer à la constitution du siège social réel. Il s'agit évidemment d'un cas-limite, mais assez fréquent dans la pratique. C'est l'hypothèse qui est signalée par tous les auteurs (69). Elle n'offre aucune difficulté : on

— Despagnet : op. cit., n° 51.

— Pillet : « Des Personnes Morales », n° 96.

— Pillet : « Droit International Privé », T. II, p. 791.

— Arminjon : op. cit., T. II, p. 519 et sq.

— Surville : op. cit., n° 456.

— Dalloz : Répertoire Pratique (V° Société).

— G. Chervet : p. 132 à 134. — A. Pépy : nos 10 à 14.

(68) Copper-Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 310.

(69) Il convient d'ajouter aux auteurs cités sous le numéro 65 les références suivantes :

— Thaller et Percerou : op. cit., n° 309.

— Lacour et Bouteron : op. cit., T. I^{er}, n° 225.

— Niboyet : op. cit., n° 302.

— G. Boullay : p. 46. — P. Bossert : p. 39 et 40. — A. Gerbaut : p. 36.

— R. Méplain : p. 164. — A. Pipi : p. 176. — L. Drouin : p. 49. — E. Cuq : p. 68 et sq. — Pépy : n° 14.

se trouve en face d'une simulation, d'un siège purement apparent.

En cas de litige, il suffira à l'intéressé de prouver qu'aucun des éléments du siège social n'est fixé au lieu indiqué par les statuts (70), que, par contre, existe en tel autre endroit la réunion d'organes sociaux constituant le véritable siège. Seul ce dernier devra être pris en considération, et le juge devra déclarer fictif et inexistant le siège statuaire, sans même qu'il lui soit nécessaire de faire intervenir la notion de fraude à la loi.

67. — La question est loin d'être aussi claire lorsqu'on trouve au siège statuaire un ou plusieurs organes sociaux. Le lieu du siège réel paraîtra douteux et incertain ; parfois même il semblera être réellement situé au siège statuaire. On y trouvera par exemple des bureaux remplissant un rôle assez important ; des assemblées générales et des conseils d'administration s'y réuniront. Mais l'installation de ce siège réel aura été effectuée dans un des buts frauduleux sus-indiqués. Pourra-t-on toujours faire intervenir la notion de fraude à la loi, et appliquer l'adage : « *Fraus omnia corrumpit* » ?

La Doctrine se prononce pour l'affirmative. On retrouve chez MM. Thaller et Pic, Copper-Royer, Houpin et Bosvieux, Wahl, Surville et Arthuys, une conception analogue (71) : peu importe qu'il y ait coïncidence du siège statuaire et du siège réel si celui-ci n'a été établi qu'en vertu d'une idée de fraude. Le caractère propre de la fraude est précisément de vicier des actes qui seraient valables s'ils avaient été passés de bonne foi. Prenons un exemple : une société est fondée en vue de l'exploitation d'usines métallurgiques dans le bassin de Briey. Les fondateurs, un groupe de financiers parisiens, procèdent à l'émission des titres sur le marché de la Bourse de Paris. Les

(70) La situation est identique, soit qu'il n'existe absolument rien au lieu du siège statuaire, soit qu'on n'y trouve qu'un simulacre insignifiant, tel que la présence d'un secrétaire sans initiative, ou le dépôt chez un agent d'affaires d'un simple carton où figurent les actes nécessaires à la constitution d'une société. — Cf. en ce sens Arminjon et Niboyet.

(71) Thaller et Pic : op. cit., T. III, n° 2079.

— Copper-Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 310.

— Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n° 1488.

— Wahl : « *Droit Commercial* », n° 1202.

— Surville et Arthuys, op. cit., n° 456.

Cf. également les thèses de M. M. Leven (p. 58 à 66) et Pineau (p. 143 et sq.).

souscripteurs sont tous Français. La société achète ses matières premières aux usines du Nord et de Lorraine ; elle vend ses produits à des industriels Français. Toutes les affaires traitées, tous les intérêts en jeu, peuvent donc être localisés soit au centre d'exploitation, soit à Paris. Cependant les fondateurs ont pris soin de fixer statutairement le siège social à Londres ; ils ont installé des bureaux en cette ville, où réside un directeur, où sont conservées les archives, où est centralisée la comptabilité. La société a observé les règles de constitution édictées par la loi anglaise. Enfin les conseils d'administration et les assemblées générales sont réunis à Londres. Il s'agit donc bien d'un siège social réel. Mais aucun intérêt social ne pouvant être localisé en Angleterre, la fixation arbitraire de ce siège à Londres sera-t-elle valable ? Il ressort nettement de la situation que l'intention principale des fondateurs a été de soustraire la société au régime légal ou fiscal français (72). Peut-on dès lors admettre qu'il y a eu fraude à la loi française, et qu'un siège ainsi frauduleux ne saurait être pris en considération, notamment par les tribunaux français ?

C'est, nous l'avons vu, l'opinion de la Doctrine. Elle se heurte à une grosse difficulté : celle de prouver la fraude. Nous avons choisi, pour plus de clarté, l'hypothèse d'un siège social indiscutablement réel. Les éléments constitutifs du siège, si on les prenait en considération, ne serviraient qu'à affirmer ce caractère de réalité. Les auteurs ont alors admis qu'il était nécessaire, pour établir la fraude, de recourir à des éléments étrangers au siège social proprement dit, tels que le lieu de l'exploitation industrielle, que celui où se traitent les affaires avec la clientèle et les fournisseurs des matières premières et de l'outillage, que le lieu de l'émission et de la souscription de la majeure partie des actions, que la nationalité et le domicile de la plupart des actionnaires, des fondateurs et des administra-

(72) Dans notre hypothèse, l'intérêt fiscal ne saurait intervenir : en effet la société étant anglaise serait soumise aux impôts anglais ; mais elle serait en outre assujettie aux impôts français sur les valeurs mobilières étrangères, et notamment à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (Décret du 16 décembre 1872, article 3). En outre les impôts français sur le chiffre d'affaires, sur les bénéfices commerciaux et industriels, l'impôt foncier et la contribution des patentes seraient également perçus. Ce serait là un cas typique de double imposition. — Cf. Percerou : *Annales de Droit Commercial*, 1926. p. 6 et sq. — Wahl : « Régime Fiscal des Sociétés », T. I^{er}, préface, p. X. — Par contre la fixation du siège social, dans les mêmes conditions, non plus à Londres mais dans une colonie française aurait pu présenter d'incontestables avantages fiscaux.

leurs (73). M. Copper-Royer énumère en outre quelques-unes des raisons qui peuvent pousser les fondateurs à rejeter frauduleusement l'appartenance à la loi française : l'impossibilité pour ces fondateurs de faire souscrire la totalité du capital et de réaliser le premier quart du capital ; leur désir de rendre immédiatement négociables leurs actions d'apport, etc... S'il existe une correspondance entre l'établissement arbitraire du siège à l'étranger et une de ces opérations interdites par la loi de 1867, on aura là une nouvelle présomption de fraude (74). Surtout, les auteurs considèrent comme une présomption grave la preuve rapportée de l'absence d'intérêt sérieux et légitime pour la société à la fixation de son siège en un lieu étranger à ses affaires (75). Il faut qu'il existe un certain lien entre le siège social et le lieu où il est établi.

Il convient maintenant d'individualiser les théories soutenues par les différents auteurs, car elles ne sont pas identiques. On peut déceler une sorte de gradation.

MM. Houpin et Bosvieux n'envisagent la prise en considération de ces éléments extérieurs au siège « *stricto sensu* » qu'à titre subsidiaire, c'est-à-dire seulement en cas de fractionnement du siège social. Ce fractionnement crée un doute sur la fixation exacte du siège, car certains éléments constitutifs ne se trouvent pas au siège statutaire. Celui-ci sera déclaré frauduleux si les faits constituant les présomptions subsidiaires dont il s'agit sont situés en un lieu différent, et qui coïncide avec celui où certains éléments constitutifs ont été fixés.

MM. Copper-Royer et Pic, par contre, admettent qu'un ensemble de présomptions suffisamment graves peuvent faire déclarer frauduleux et nul un siège social, même s'il est réel et non fractionné.

M. Thaller, dans un article paru dans les « *Annales de Droit Commercial* » (1890, p. 257), exige que le lien unissant le siège au pays où il est fixé soit constitué par le lieu d'émission et de souscription des actions (76).

(73) Thaller et Pic : op. cit., T. III, n° 2079.

— Copper-Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 310.

— Houpin et Bosvieux : op. cit., T. III, n° 1488.

— P. Pineau : p. 143.

(74) Copper-Royer : op. et loc. cit.

(75) Cf. les références ci-dessus (note 73) ; et, en outre, la thèse de M. Leven, p. 64 et sq.

(76) Cf. supra, n° 58. — M. Thaller s'exprimait ainsi : « La nationalité d'une société se règle par son siège social qui sera, non forcément dans le

M. Leven, étudiant cette opinion de M. Thaller, admet une alternative : le siège ne sera frauduleux que s'il est situé hors du lieu de souscription des actions, ou hors du lieu d'exploitation (77). M. Leven a voulu ainsi éviter une difficulté que le système de M. Thaller n'aurait pu surmonter. Souvent en effet un pays exige qu'une société ait son siège social sur son territoire pour exploiter chez lui. C'est le cas des compagnies de chemins de fer en Espagne : elles doivent être espagnoles et cependant les capitaux proviennent en presque totalité de France. De même, actuellement, le Gouvernement Général de l'Algérie exige que les sociétés obtenant une concession minière sur le territoire algérien aient leur siège social en Algérie, même si les capitaux sont métropolitains. Le système de M. Leven, admettant la régularité du siège s'il est fixé au lieu d'exploitation, permet de satisfaire à ces exigences.

Parmi les présomptions qui militent en faveur soit de la régularité, soit du caractère frauduleux du siège, nous avons cité l'existence ou l'absence d'un « lien sérieux » entre le siège statutaire et le lieu où il est établi. C'est là évidemment une expression très générale, et que l'on pourrait d'ailleurs appliquer à chacun de ces éléments étrangers au siège, mais constituant une présomption en faveur de sa régularité. C'est sans doute ce caractère de généralité qui a déterminé MM. Percerou et Demogue (78) à attribuer à ce lien sérieux une importance toute particulière. La fixation statuaire du siège constitue pour eux une élection de domicile, une société ne pouvant avoir qu'un domicile élu. Dès lors, il suffit que cette élection de domicile soit justifiée par un intérêt sérieux pour qu'elle soit inattaquable. M. Percerou exprimait cette idée en ces termes : « Une société peut choisir la nationalité de tel pays qu'elle veut, pourvu qu'elle le fasse sans fraude à aucune loi... et qu'en outre elle fasse élection de siège social dans ce pays. » Plus clairement encore : liberté de choisir le siège social, si ce choix résulte

« pays d'exploitation, mais dans celui où ont eu lieu les souscriptions, ou, du moins, une fraction suffisamment élevée des souscriptions que les tribunaux apprécieront. »

— En ce sens, cf. Pineau, p. 143. — Méplain : p. 164.

(77) M. Leven : p. 64 et 65.

(78) Percerou : note au D. P. 1910-2-41.

— Demogue : note au S. 1907-2-177. « Une société se constitue régulièrement en suivant les dispositions d'une loi déterminée lorsqu'elle agit pour une raison sérieuse et avouable de faire ce choix. ».

— Surville (op. cit., n° 456) expose également cette théorie, mais sans se prononcer sur sa valeur.

d'un intérêt sérieux et légitime. En effet dès qu'il y a ce lien entre le siège et son lieu de fixation, il ne peut plus s'agir de fraude.

68. — La notion de fraude telle qu'elle résulte de ces théories n'a pas été acceptée sans discussion ; c'est chez M. Arminjon que l'on en trouve la principale critique (79).

L'opinion de MM. Percerou et Demogue doit au préalable être rejetée : elle dépasse le cadre du problème de la fraude et bouleverse complètement la théorie de la constitution du siège social (80). En effet rien n'empêche plus le siège statutaire d'être valable et non frauduleux alors même qu'aucun des éléments constitutifs que nous avons énumérés plus haut (81) n'y serait fixé. Il est inadmissible qu'une société puisse choisir pour siège social un lieu où elle n'aurait aucun de ses organes juridiques, où elle n'aurait, par exemple, qu'un centre secondaire d'exploitation. De plus, les termes « lien effectif, attache sérieuse, intérêt légitime », étant des expressions générales et imprécises, la thèse de MM. Percerou et Demogue en arrive, dans la réalité, à rejoindre celle de M. Despagne qui s'en remet entièrement au juge pour fixer le siège, selon les circonstances de la cause, et abstraction faite de tout principe général et préalable (82). M. Arminjon a critiqué cette solution : « Une règle qui consiste à n'en établir aucune, mais à s'en remettre à l'arbitraire et à la fantaisie du juge, n'est pas digne de ce nom. »

M. Arminjon rejette également les théories de MM. Houpin et Bosvieux, Copper-Royer et Thaller. Selon lui, il existe une notion de siège social réel, généralement admise par la Doctrine : si un siège a été fixé quelque part conformément à cette notion, on ne peut exiger des conditions supplémentaires. Le siège réel est par cela même un siège régulier, et on ne saurait parler de fraude à la loi sans par cela même accepter l'arbitraire du juge, ou modifier la notion même de siège social (83).

(79) Arminjon : op. cit., T. II. p. 480 et 519 et sq. — Cf. également : Wahl : « Droit Commercial », n° 1202. — Pépy, nos 35 à 39. — Cuq : p. 72.

(80) Cf. Cuq : p. 65 à 68.

(81) Cf. supra, n° 60.

(82) Despagne : op. cit., n° 51.

(83) Arminjon : op. et loc. cit. : « La seule loi compétente est celle dans le ressort de laquelle la société fonctionne. L'écarter lorsque son application a été frauduleusement obtenue au profit de celle à laquelle on prétend que la société se rattacherait normalement par des circonstances qu'on ne

En effet tout système préconisant l'attache sérieuse du siège avec le lieu de sa fixation, sans préciser quelle sera cette attache, équivaut à la reconnaissance de l'omnipotence du juge ; et d'autre part si l'on précise l'attache nécessaire, qu'il s'agisse du centre d'exploitation ou du lieu de souscription, on exige en fait un élément constitutif nouveau du siège social.

69. — Que conclure maintenant, et comment synthétiser les diverses opinions exposées pour en tirer une théorie doctrinale de portée générale ?

Sur un premier point on trouve une Doctrine cohérente et unie : on ne peut attacher aucune valeur au siège purement fictif, à la simple apparence. Il faut qu'il existe une réunion suffisante d'éléments constitutifs réels.

Le deuxième point est beaucoup plus discuté. Néanmoins, sans mésestimer la valeur des arguments soutenus par M. Arminjon et son école, nous constaterons objectivement que la majeure partie de la Doctrine admet que, même lorsque le siège n'est pas une pure fiction, la notion de fraude peut intervenir et faire déclarer nul le siège statutaire (84). Il convient ici de relever un fait important : aucun des auteurs qui ont étudié la question n'a cherché à préciser la notion de fraude et les conditions nécessaires pour conférer à un acte le caractère frauduleux. C'est donc uniquement la jurisprudence qui pourra apporter quelques éclaircissements sur ce point.

M. Pépy a remarqué que l'on ne pouvait pas employer logiquement l'expression « siège réel » pour désigner un siège dont la validité ne pouvait être mise en doute : en effet un siège réel peut encore être nul, parce que frauduleux. L'expression qui conviendra le mieux sera donc celle de « siège régulier » (85).

« précise pas, c'est adopter la théorie qui, sans établir aucune règle fixe, s'en remet à l'appréciation du juge. »

— Dans le même sens, cf. Cuq : p. 72 et Pépy : n° 37 : « Si vraiment le « domicile social seul crée entre la société et l'Etat où il est établi le lien « de nationalité, il suffit que ce domicile soit réel, et il n'y a pas à exiger « d'autres conditions : ou sinon, on admet que le domicile n'est pas à lui « seul suffisant pour déterminer la nationalité sociale. »

(84) Aux divers auteurs précités, il convient de joindre l'opinion émise par l'Institut de Droit International lors de sa session tenue à Hambourg en 1891. Une résolution y fut adoptée, qui était ainsi conçue : « On doit considérer « comme pays d'origine d'une société par actions le pays dans lequel elle aura « établi sans fraude son siège social légal » (Annuaire de l'Institut de Droit International, T. XVIII. — Cf. Leven : p. 66.

(85) A. Pépy : n° 12.

Signalons enfin que seul M. Solus, dans sa note précitée au Sirey 1933 - 2 - 49, a tenté de formuler brièvement le résultat de son effort de systématisation des différentes opinions doctrinales. « Le siège social indiqué par les statuts d'une société, » écrit-il, ne peut être réputé fictif que si deux conditions se « trouvent remplies :

« 1° Il faut que la fixation du siège social à l'endroit désigné « par les statuts procède d'une idée de fraude à la loi ;

« 2° Il faut que la société n'ait aucun établissement réel à « l'endroit désigné comme siège social par les statuts. »

Il nous semblerait plus précis et plus exact d'énoncer cette formule de la façon suivante : Le siège social statutaire ne peut être réputé régulier que si deux conditions se trouvent remplies :

1° Il faut que la fixation du siège social à l'endroit désigné par les statuts ne procède pas d'une idée de fraude à la loi ;

2° Il faut que la société possède, à l'endroit du siège social statutaire, un ensemble suffisant d'éléments constitutifs du siège.

Cette nouvelle formule est un peu plus rigide, puisqu'elle exige que ce soit le siège régulier, et non plus le siège fictif, qui remplisse simultanément les deux conditions ; toutefois elle semble refléter plus fidèlement l'opinion doctrinale dominante. Nous admettrons avec celle-ci qu'il n'est point nécessaire, pour qu'un siège soit déclaré nul, qu'il soit entaché à la fois de fictivité et de fraude : un seul de ces deux vices doit suffire à provoquer la nullité.

§ 6. — TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL

70. — La question du transfert du siège social n'a été qu'effleurée par la Doctrine (86). Elle ne demande pas, d'ailleurs, de longs développements, car c'est une opération qui n'exige rien de spécial, ni d'original, au point de vue juridique.

Nous avons vu que le siège statutaire ne constitue qu'une présomption et que le siège réel et régulier ne résulte que des

(86) Thaller et Pic : op. cit., T. III. n° 1457.

— Copper- Royer : op. cit., T. I^{er}, n° 303.

— Arminjon : op. cit., T. II, p. 519 et sq.

faits. Si l'ensemble constitutif du siège social vient à être déplacé, il y aura transfert du siège, quand bien même les associés n'en auraient pas formulé expressément la volonté. Mais cette hypothèse ne saurait être que théorique.

En pratique, les associés manifesteront toujours leur intention de transférer le siège. Celui-ci étant fixé par les statuts, il faudra donc les modifier. Cette opération a fait l'objet de nombreuses dispositions légales qu'il ne nous appartient pas de développer ici (87). Il suffira de rappeler que la modification des statuts exige la réunion d'une assemblée générale extraordinaire, qu'il s'agisse d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions. La décision devra être prise à la majorité des deux tiers des actions présentes ; le transfert ne modifiant ni la forme, ni l'objet de la société, le quorum des deux tiers du capital suffira pour la première assemblée. Pour les assemblées suivantes, si le quorum des deux tiers n'avait pas été atteint lors de la première assemblée, un quorum de la moitié, puis du tiers du capital sera seulement requis pour délibérer. Si les statuts sont modifiés et le siège transféré, il y aura lieu à publication des articles nouveaux.

M. Copper-Royer fait remarquer qu'une délégation de pouvoirs peut être statutairement donnée au Conseil d'Administration pour modifier le siège social. Mais le plus souvent les statuts délimiteront l'étendue du droit ainsi délégué, et décideront, par exemple, que le Conseil d'Administration ne pourrait aller jusqu'à transférer le siège hors de la ville ou du département qu'indiquent les statuts. Cette restriction aurait pour but d'éviter un changement de compétence juridictionnelle.

Il est évident qu'un transfert de siège social pourra être attaqué comme fictif ou frauduleux. La question est identique, qu'il s'agisse ou non d'un transfert. Le vote du transfert par

(87) Thaller et Pic : op. cit., T. III, n° 1342 à 1369.

— J. et A. Vavasseur : « Traité des Sociétés », T. II, n° 793 à 813.

— H. Bosvieux : « La Nouvelle Réglementation des Assemblées générales extraordinaires et des assemblées spéciales d'actionnaires d'après la loi du 1^{er} mai 1930 » (Jour. Soc., juin, 1930). p. 9 et 79.

— Dalloz : Répertoire Pratique, V° Société.

— Dalloz : Nouveau Dictionnaire Pratique de Droit, V° Sociétés.

— Pandectes Françaises : Répertoire, V° Sociétés.

— Gaz. Pal. (recueil mensuel, novembre 1935).

— Cette question est traitée dans tous les ouvrages et répertoires. Rappelons seulement que les textes régissant la matière des assemblées extraordinaires sont : l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, la loi du 22 novembre 1913, la loi du 1^{er} mai 1930 et le décret-loi du 30 octobre 1935.

l'assemblée extraordinaire, qui emporte modifications des statuts, ne constitue qu'une simple présomption. Il faudra examiner les faits et chercher à établir : soit que le nouveau siège statutaire est purement fictif et qu'aucun transfert réel n'a eu lieu ; soit qu'un transfert a été opéré, pouvant aboutir à la réunion, au lieu du nouveau siège, d'un ensemble d'éléments suffisant, mais que ce transfert n'a été réalisé que dans une intention de fraude à la loi.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE

71. — La jurisprudence relative au régime fiscal des sociétés coloniales se restreint aux deux procès des Caoutchoucs de Padang et des Phosphates de Constantine. Il en sera donc de ce chapitre comme du précédent : il constituera une analyse de la jurisprudence la plus proche de la manière à étudier, c'est-à-dire de la jurisprudence relative aux questions de compétence juridictionnelle et de nationalité des sociétés. En effet les décisions des tribunaux ont presque constamment admis que c'était le siège social qui fixait à la fois la compétence juridictionnelle « *ratione personae* » et la nationalité des sociétés. Sur ce dernier point, toutefois, il convient de faire certaines réserves au sujet de la jurisprudence de guerre : nous verrons ultérieurement qu'il s'agit là d'une matière spéciale dont nous n'avons pas à nous occuper longuement dans cette étude (1).

Nous n'essaierons pas, dans ce chapitre, de suivre un plan dicté par la logique abstraite. La jurisprudence étant quelque chose d'essentiellement vivant, concret, en perpétuelle évolution, on ne peut se la représenter assez exactement qu'en la suivant au cours de son évolution. Celle-ci semble former trois grandes périodes, que nous tenterons de nous représenter successivement (2).

(1) Cf. *infra*, n° 83.

(2) Cf. Pépy : n° 6.

— R. Gain : *op. cit.*, p. 45 à 192.

§ 1. — PREMIÈRE PÉRIODE :
ELLE SE TERMINE ENTRE 1880 ET 1890

72. — En l'absence de tout texte législatif relatif au domicile social, la jurisprudence dut établir elle-même une théorie sur cette matière. Cela prit fort longtemps, car les tribunaux ont toujours eu tendance, dans cette sorte de litiges, à trancher chaque cause suivant les circonstances qui lui étaient particulières. Cela permet de concevoir le peu de cohésion que l'on trouve dans la jurisprudence antérieure à 1880 : les principes généraux n'étaient pas encore nettement établis.

Il en est cependant quelques-uns qui furent reconnus dès l'origine.

En premier lieu, il faut citer le principe de la personnalité morale des sociétés de commerce (3), qui est à la base de toutes les questions relatives au domicile et à la nationalité des sociétés. En effet, en vertu de leur personnalité, les sociétés ont un domicile propre, unique, distinct de ceux des associés. Et c'est ce domicile, suivant un second principe généralement admis, qui détermine leur nationalité, celle-ci étant par suite également distincte de celle des associés. C'est-à-dire que la nationalité de la société ne saurait être empruntée aux associés, ou à la majorité d'entre eux (4) ; elle résulte uniquement du lieu du domicile, c'est-à-dire du principal établissement. Mais où sera situé ce principal établissement, comment pourra-t-on le localiser ? Sur ce point, nous nous trouvons en présence d'un ensemble de décisions très contradictoires.

73. — *a)* C'est ainsi qu'une partie d'entre elles fixent le principal établissement au lieu de l'exploitation matérielle, qu'elles considèrent comme le centre de l'activité sociale. Par exemple, un arrêt de Cassation du 31 mai 1848 décide, au sujet d'une affaire où une société est établie en France pour exploiter un chemin de fer en Italie, que « les actions représentatives du « droit à la concession et à l'exploitation dudit chemin, ayant « leur objet matériel en pays étranger, devaient être réputés

(3) Ce principe est affirmé dans des arrêts de Cassation très anciens, notamment ceux des 2 juin 1834 (D. P. 1834-1-202) et 19 mars 1838 (D. P. 1838-1-102).

(4) En ce sens : Trib. comm. Havre, 3 septembre 1874 (S. 88-2-89, en sous-note), Soc. Delafosse et C^{ie}.

— Trib. Civ. Nancy, 16 avril 1883 (S. 88-2-91, Grafton et C^{ie}).

« biens étrangers » (5). Ce qui implique que la société elle-même était italienne, en raison du lieu de son exploitation.

Dans un arrêt du 10 février 1863, la Cour de Cassation décidait également que le domicile d'une compagnie houillère se trouvait au lieu d'extraction, quoique son centre administratif et statutaire fût dans une autre ville.

b) Quelques décisions, rares il est vrai, prennent en considération le lieu de fondation et de constitution de la société. On lit, dans les attendus d'un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 10 février 1881, le passage suivant : « Attendu... « que la Banque Européenne a bien été réellement fondée à « Bruxelles par des Belges, dans le but de faire des affaires en « Belgique et en France... » (6). Mais le lieu de constitution n'est pas le seul considéré dans ce jugement. Il n'est que le principal parmi d'autres arguments.

c) La multiplicité des arguments est en effet fréquente dans les décisions, qui fixent, alors le domicile d'après l'ensemble des circonstances de la cause. Un exemple typique est fourni par un arrêt de Cassation du 20 juin 1870, rendu sur une question de nationalité sociale. La Cour Suprême retient différentes circonstances dans ses attendus : l'indication statutaire du siège social, le lieu de réunion du conseil d'administration, le lieu d'émission des actions, etc... (7).

d) Cependant, dès 1880, la tendance jurisprudentielle qui semblait devoir dominer était celle qui fixait le domicile de la

(5) Cass., 31 mai 1848 (S. 48-1-444) : Enregistrement c. Héritiers Taphinon. Cf. sur cet arrêt les commentaires de M. M. Pillet (« Des Personnes Morales », n° 93) et Pépy (n° 6).

— Dans le même sens : Cass., 10 février 1863 (S. 63-1-199 ; D. P. 63-1-238).

— Cass., 13 mars 1865 (D. P. 65-1-228).

— Trib. Saint-Etienne, 30 décembre 1868 (S. 70-2-373).

— Trib. Civ., Seine, 11 mars 1880 (Gaz. Trib., 13 mars 1880 ; Jour. Soc., 1880, p. 144 ; Clunet, 1880, p. 195) ; Soc. du Crédit Foncier International. « Attendu » dit le jugement « que Saugeois ne saurait contester... qu'elle n'ait « fait partie d'un groupe de sociétés par lui organisé pour fonctionner en « Belgique. »

— Douai, 3 août 1882 (Clunet, 1882, p. 413) : Déliot de la Croix.

(6) Trib. Correct. Seine, 10 février 1881 (Clunet, 1881, p. 158) : Chaudora c. Fondateurs et Administrateurs de la Banque Européenne.

— De même : Lyon, 7 janvier 1881 (Clunet, 1881, p. 161) : Gaudin-Crozier c. Union Générale.

(7) Cass. Civ., 20 juin 1870 (D. P. 70-1-416 ; S. 70-1-373). Enregistrement c. Débarcadère de Cadix.

— De même : Trib. Correct. Seine, 17 novembre 1875 (Gaz. Trib., 18 novembre 1875 ; Clunet, 1882, p. 317), Soc. l'Etoile Française.

société au lieu du siège social. On distingue en effet deux groupes d'arrêts en ce sens.

Le premier groupe est constitué par les litiges relatifs à la nationalité; c'est le siège social, lieu du domicile, qui fixe celle-ci. Nous avons déjà cité l'arrêt de Cassation du 20 juin 1870 (Débarcadère de Cadix) attachant une certaine importance au siège statutaire. Parmi beaucoup d'autres, signalons encore l'arrêt de la Cour Suprême du 21 juin 1880 (Lœuffer c. Enregistrement), confirmant un jugement du Tribunal d'Annecy du 3 avril 1879, qui décidait, à propos de l'application de la taxe sur le revenu, qu'une société ayant pour objet l'exploitation de filatures, tant en France qu'en Italie, était une société française parce que son siège se trouvait sur le sol français et que toutes les opérations d'administration générale se réalisaient en France (8).

Dans un second groupe de décisions, il est admis que le siège social constituant le domicile, détermine la compétence juridictionnelle « *ratione personae* ». Les litiges qui posent la question dans la pratique sont relatifs soit à la liquidation, soit à la faillite des sociétés. Ainsi, la Cour de Cassation déclarait, dans un arrêt du 4 mai 1857, que « c'est le tribunal du lieu où « une société commerciale a sa maison sociale, et où se trouve « le siège de la société déterminé par les statuts, qui doit prononcer sur la mise en faillite de cette société, quelle que soit « d'ailleurs l'importance des établissements qu'elle possède dans « un autre lieu ». Un autre arrêt du 17 avril 1866, fixait le domicile d'une société minière à Paris, au siège statutaire, bien qu'elle ait au lieu d'exploitation un centre important d'opérations (9).

(8) Cass., 21 juin 1880 (D. P. 80-1-465; S. 81-1-130): Lœuffer c. Enregistrement.

Cf., en outre : Trib. Civ. Seine, 13 avril 1877 (Clunet, 1880, p. 330): Barthe et Belion c. Soc. La Mulhousienne.

— Cass. Req., 25 février 1879 (S. 81-1-461), affaire Grumbach.

— Trib. Correct. Seine, 10 février 1881 (précité): « Une société se disant « étrangère ne peut être considérée comme française par cela seul qu'elle « aurait en France un siège administratif et que les actions par elle émises « auraient été en majeure partie souscrites en France, alors surtout que la « société a son siège social à l'étranger, y occupe un local important, y a « toujours tenu ses assemblées d'actionnaires, et a employé une notable partie « de son capital dans des affaires industrielles sises à l'étranger. »

(9) Cass., 4 mai 1857 (D. P. 1857-1-408) et Cass., 17 avril 1866 (D. P. 1866-1-280).

— Adde : Douai, 18 juillet 1833 (S. 1833-2-565) et Cass., 1^{er} juillet 1881 (D. P. 81-1-314).

Au moment où se termine ce que nous avons appelé la première période de la jurisprudence, la fixation du domicile au siège social, jusqu'alors peu nettement dégagée, se confirme indiscutablement dans un arrêt de la Cour de Cassation du 30 janvier 1882 (10), ainsi rédigé : « Attendu qu'aux termes de l'article 438 du Code de Commerce, la faillite doit être déclarée au lieu du domicile du commerçant failli, et qu'aux termes de l'article 102 du Code civil, le domicile du commerçant est au lieu de son principal établissement;

« Attendu que le principal établissement de la société des Pâtes à papier de l'Ain était à Paris; qu'en effet son siège social était établi à Paris, rue Laffitte, 26, et que cette indication, loin d'être fictive, a été effective et sérieuse ;

« Qu'il résulte des documents produits que l'Assemblée des actionnaires et les conseils d'administration n'ont pas cessé de se tenir à Paris, pendant toute la durée de la société; que de ce centre d'action, émanaient la direction et le contrôle supérieur de la société; que si l'usine unique de la société était située à Bellegarde, le directeur de cet établissement n'était qu'un agent délégué par le conseil d'administration, un subordonné soumettant au conseil les mesures à prendre sous son administration;

« Que l'exploitation qui lui était confiée ne pouvait évidemment être attributive de compétence quand il s'agissait de statuer sur des questions concernant l'existence même de la société, et comme dans l'espèce, la mise en faillite. »

74. — Il était indispensable que les décisions se ralliant au critérium du siège social définissent ce qu'était ce siège. Cependant, à notre époque, aucun arrêt ne fournit du siège social une explication précise, une définition explicite. C'est par interprétation que l'on doit dégager une notion jurisprudentielle du siège social. Celui-ci est constitué par l'administration et la haute direction de la société, par le lieu où fonctionnent ses organes juridiques essentiels.

Ainsi, l'arrêt précité du 20 juin 1870 (Débarcadère de Cadix)

(10) Cass. Req., 30 janvier 1882 (Journal du Palais, 1882, p. 362), Société des Pâtes à papier de l'Ain. Cette société ayant son siège social à Paris et son usine à Bellegarde (Ain), avait été simultanément déclarée en faillite par le Tribunal de Nantua (jugement du 27 mai 1881) et par le Tribunal de la Seine (jugement du 4 juin 1881). L'affaire vint donc en règlement de juge devant la Cour de Cassation qui fut ainsi obligée de fournir un critérium précis du domicile social.

constate qu'au siège statutaire se réunit le conseil d'administration, et sont émis les titres de la société. De même le jugement précité du Tribunal de la Seine, rendu le 10 février 1881 (Banque Européenne), juxtapose la notion de siège social et les éléments assemblée générale, locaux de la société, emploi du capital social. Plusieurs arrêts rapprochent les expressions « siège social » et « centre d'action, direction supérieure, contrôle, administration générale » (11). Citons seulement un arrêt de la Chambre des Requêtes du 9 août 1881 qui situe le siège d'une société au lieu de sa vraie direction, lieu où sont réunis les éléments suivants : tenue des assemblées générales, réunions mensuelles du conseil de surveillance, correspondance, création et mouvement des effets de commerce, instructions et ordres fréquents à un personnel subordonné, conventions avec les fournisseurs de matériel pour l'usine, conclusion des marchés de vente des produits, envoi aux acheteurs d'avis d'expéditions (12). Cette longue énumération complète et précise les formules vagues employées antérieurement par la Chambre des Requêtes, telles que : « centre des affaires de la société et de ses relations commerciales » (13), et que « lieu où se font les principales affaires et se traitent les principaux intérêts » (14). Malgré tout, à la fin de son premier stade, la notion de siège social reste encore très floue, tant en ce qui concerne la définition elle-même du siège qu'en ce qui concerne la détermination de ses éléments constitutifs.

75. — Mais à partir de l'instant où la jurisprudence, ou tout au moins une partie de celle-ci admit le siège social comme domicile de la société, une difficulté ne tarda pas à surgir. En effet, le siège était fixé statutairement. Des cas se présentèrent où le siège statutaire ne coïncidait pas avec le siège réel. La question de la fraude et de la fictivité se posait; la

(11) Trib. Comm. Seine, 17 novembre 1875 (Gaz. Trib., 18 novembre 1875), précité.

— Cass., 21 juin 1880 (D. P. 80-1-465) précité.

— Cass., 30 janvier 1882 (Journal du Palais 1882, p. 362) précité : cet arrêt situe le siège social au lieu de la direction, du contrôle supérieur, de la réunion du conseil d'administration et des assemblées générales.

Cf. supra, n° 73 : ainsi que nous l'avions déjà remarqué, cet arrêt nous donne une notion assez précise du siège social.

— Cass. Req., 1^{er} juillet 1881 (D. P. 81-1-314).

(12) Cass. Req., 9 août 1881 (D. P. 82-1-408 ; S. 82-1-150), Sucrerie de Frégicourt.

(13) Cass. Req., 21 février 1849 (D. P. 49-1-263).

(14) Cass. Req., 10 février 1863 (D. P. 63-1-238 ; S. 63-1-199).

prédominance du siège réel sur le siège fictif ne pouvait pas être contestée. Mais quand pouvait-on affirmer que le siège était fictif ou frauduleux ? A quels signes pouvait-on reconnaître le siège réel ? A l'époque qui nous intéresse actuellement, aucune solution de principe n'est encore établie par la jurisprudence, et chaque problème particulier est tranché suivant les circonstances spéciales de la cause. Il s'agit toujours, en fait, de contestations sur la nationalité sociale. Par exemple, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 25 février 1879 déclare frauduleux le siège d'une société fixé en Suisse uniquement afin de se soustraire à la loi française. De même, dans son jugement précité du 11 mars 1880, le Tribunal civil de la Seine décidait qu'une société ne saurait se prétendre anglaise alors que le conseil d'administration est composé de personnalités belges, que l'administrateur-délégué et la presque totalité des actionnaires sont Belges (15).

Ce problème de la réalité du siège social va constituer, à partir de 1880, la difficulté la plus sérieuse à laquelle se heurteront les tribunaux auxquels seront soumis les litiges portant sur la détermination du siège social.

§ 2. — SECONDE PÉRIODE : ELLE COMMENCE ENTRE 1880 ET 1890
ET VA JUSQU'À LA GUERRE DE 1914

76. — C'est au cours de cette période que la jurisprudence va élaborer une théorie du siège social assez nette et présentant une certaine unité. En effet, l'évolution en faveur du siège social, commencée dès avant 1880, est maintenant accomplie et c'est le siège social qui va jouer le rôle essentiel dans les litiges relatifs tant à la nationalité des sociétés qu'à la compétence juridictionnelle à laquelle elles sont soumises.

Par conséquent, toute importance juridique directe est refusée désormais au centre d'exploitation (16). Certaines décisions déjà citées avaient affirmé cette supériorité de la direction

(15) Cass. Req., 25 février 1879 (S. 81-1-461; affaire Grumbach), précité.

— Trib. Civ. Seine, 11 mars 1880 (Gaz. Trib., 13 mars 1880; Société du Crédit Foncier International), précité.

— Adde : Trib. Correct. Seine, 17 novembre 1875 (Gaz. Trib., 18 novembre 1875), précité.

— Paris, 12 mai 1881 (Jour. Soc., 1882, p. 265).

(16) Nous verrons plus loin (n° 81) que le centre d'exploitation pourra cependant jouer un rôle indirect lorsqu'il s'agira de savoir si le siège social présente bien le caractère de réalité.

juridique et commerciale sur l'exploitation matérielle et mécanique, où l'on ne trouve que des agents techniques subordonnés (17). D'autres arrêts rejettent également le siège de l'exploitation, notamment un arrêt de la Chambre des Requêtes du 20 janvier 1897, aux termes duquel une société est domiciliée à Paris, où elle a son siège social et sa direction supérieure alors que son exploitation se trouve en Indochine sous l'autorité d'un agent délégué, nommé par le conseil d'administration et toujours révocable. Une société peut donc être domiciliée dans un pays où elle ne possède aucun centre d'exploitation (18).

Toutefois, il faut reconnaître que l'unanimité n'est pas absolue : quelques rares décisions restent hésitantes, mettant parfois sur un pied d'égalité le siège social et le centre d'exploitation (19). Il suffit de les évoquer, sans en tenir compte (20).

Un autre groupe d'arrêts, sans attacher une importance spéciale au siège d'exploitation, ne considère pas non plus le siège social comme fixant à lui seul le domicile. Ils décident en s'inspirant de l'ensemble des circonstances de la cause (21).

(17) Cass. Req., 1^{er} février 1881 (D. P. 81-1-314).

— Cass. Req., 9 août 1881 (D. P. 82-1-408).

— Cass. Req., 30 janvier 1882 (Journal du Palais, 1882, p. 362).

(18) Cass. Req., 20 janvier 1897 (D. P. 97-1-169, deuxième espèce), Pinet c. Margnil (Faillite de la Compagnie Française des Tramways de l'Indochine).

Parmi beaucoup d'autres arrêts dans le même sens, relevons :

— Paris, 23 janvier 1889 (D. P. 90-2-1 à 4 ; S. 91-2-123) : Tronson et Robin, liquidateurs de « The English and French Bank » c. Serin (Cf. la note de M. Cohendy au D. P. 90-2-1).

— Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908 (D. P. 1910-2-41, et la note de M. Percerou ; S. 1908-2-117, et la note de M. Demogue), The West Canadian Collieries Limited c. Vanverts. Une société est domiciliée à Londres bien que son exploitation soit située au Canada.

— Adde : Paris, 23 mars 1909 (Jour. Soc. 1909, p. 268) ; Paris, 25 avril 1913 (Gaz. Pal., 2 septembre 1913, Jour. Soc., 1914, p. 556) ; Trib. Correct. Seine, 2 mars 1905 (Jour. Soc., 1905, p. 510).

(19) Trib. Civ. Havre, 24 décembre 1896 (Clunet, 1897, p. 584) : Blandy frères et C^{ie} c. Misa, Diez et consorts : « Attendu que si la doctrine et la jurisprudence sont divisées sur la nature du siège qu'il convient d'adopter, siège social ou siège principal d'exploitation, pour déterminer la nationalité de la société, ...une société qui possède tout à la fois dans un pays son siège social et le siège principal de son exploitation a nécessairement la nationalité de ce pays. »

(20) A l'étranger, il faut remarquer que les jurisprudences allemande et belge se sont au contraire prononcées en faveur du siège d'exploitation. Citons pour la Belgique un arrêt de la Cour de Gand du 18 février 1888 (Pasicrisie, 1888-2-303), et, pour l'Allemagne, la décision fondamentale du Reichs Oberhandels Gericht de Leipzig du 25 novembre 1871 (Clunet, 1874, p. 82).

(21) En ce sens : Cass. Crim., 21 novembre 1889 (Clunet, 1889, p. 850 ; S. 97-1-84, ad notam ; P. 90-1-100 et la note), affaire Baratte ; « Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'il résulte d'une manière évidente de tous les

Un arrêt particulièrement intéressant en ce sens fut rendu le 9 avril 1913, par la chambre civile de la Cour de Cassation, qui fixa le principal établissement d'une société en Nouvelle Calédonie, alors même que son siège social était reconnu fixé à Paris (22).

77. — Si l'on met à part les quelques exceptions précédentes, toute la jurisprudence, postérieurement à 1880, s'attache au siège social pour fixer le domicile.

Des décisions extrêmement nombreuses adoptent ce critérium en droit international, pour établir la nationalité des sociétés. Certaines ne le font qu'implicitement. C'est le Tribunal civil de Nancy qui, dans un jugement du 16 avril 1883, a le premier dénoncé expressément le principe. Parmi les plus importantes décisions qui vinrent ensuite, citons un arrêt de la Chambre des Requêtes du 22 décembre 1896 (*Construction Limited de la Chapelle c. Brocone*), un arrêt de la Cour d'Aix du 6 juillet 1908 (*Thomas c. Société la Mantéga*), et deux jugements, l'un rendu le 21 mai 1908 par le Tribunal civil de Lille (*The West Canadian Collieries Limited c. Vanverts*), l'autre rendu le 29 juin 1910 par le Tribunal de Commerce de la Seine (*The*

« éléments du procès que la société d'assurance et de crédit « La Ville de « Paris » était une Société française... »

— Trib. Civ. Seine, 7 novembre 1894 (P. 95-3-1), *Bergamin c. Scott*.

— Trib. Comm. Seine, 26 août 1902 (Clunet, 1904, p. 189), *Lempérière c. Société de Construction de moulins et de travaux en fer*.

— Cass. Crim., 4 août 1906 (Le Droit, 10 septembre 1906 ; Jour. Soc., 1907, p. 346), *Société de ciments et chaux de Saint-Pierre-Lacoste*.

— Cour de l'Indochine, 27 août 1913 (Penant, 1917, p. 137), *Société Man Yeck et C^{ie}*.

Toutes ces décisions sont relatives à la nationalité des sociétés.

(22) Cass. Civ., 9 avril 1913 (S. 1913-1-235, et la note), *Société des Charbonnages de la Nouvelle Calédonie* : « La Cour... Attendu que de l'arrêt attaqué il résulte que si les assemblées générales d'actionnaires et les réunions « du conseil d'administration de la société des Charbonnages de la Nouvelle Calédonie se tiennent au siège social à Paris, si même la correspondance et « la comptabilité générale y sont centralisées, cette société a été constituée « pour exploiter le charbon des mines qu'elle possède à Nondoué, en Nouvelle Calédonie ; qu'elle y a un centre d'exploitation unique, où tout le travail « de la société est concentré ; que c'est là qu'elle se livre à toutes les opérations de commerce ; que l'administrateur-directeur sur les lieux a reçu du « conseil d'administration les pouvoirs d'administration et de gestion en « Nouvelle Calédonie attribués au Conseil d'administration du siège social « par l'assemblée générale » ;

« Attendu que le même arrêt ajoute que la plus grande partie de l'actif « à réaliser, le plus grand nombre des créanciers et les plus importants « d'entre eux sont en Nouvelle Calédonie ; ...qu'en fait le principal établissement de la société se trouve bien dans cette colonie, et qu'il est de l'intérêt « bien entendu des créanciers que les opérations de la faillite y soient suivies... ».

Huelva Central Copper Mining Company Limited c. Hoirs Delzons et autres) (23).

En ce qui concerne la compétence juridictionnelle, on trouve également de multiples arrêts qui, pour appliquer les articles 59 du Code de procédure civile, 438 du Code de Commerce, et 3 de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire, affirment que les sociétés sont domiciliées au lieu de leur siège social. Tous les litiges intentés contre une société doivent donc être soulevés devant le Tribunal du lieu du siège social. Il n'y a d'exception que celle prévue par la théorie des « gares principales », au cas où, la société possédant des succursales ou agences, le fonctionnement d'une d'entre elles serait seul impliqué dans l'affaire (24). Mais s'il s'agit d'une question intéressant l'existence ou le fonctionnement de la société elle-même, seul le siège social sera attributif de compétence (25).

La jurisprudence la plus abondante est relative à la procédure de faillite. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 25

(23) Trib. Civ. Nancy, 16 avril 1883 (S. 88-2-91, et la note de M. Chavegrin).

— Cass. Req., 22 décembre 1896 (Clunet, 97, p. 364; Jour. Soc., 97, p. 108; S. 97-1-84; D. P. 97-1-159).

— Aix, 6 juillet 1908 (Le Droit, 23 octobre 1908; Jour. Soc. 1909, p. 65; Clunet 1909, p. 882).

— Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908 (D. P. 1910-2-41, précité).

— Trib. Comm. Seine, 29 juin 1910 (Gaz. Pal., 1910, T. II, p. 358).

Adde : Paris, 23 janvier 1889 (D. P. 92-2-1 à 4 précité). — Paris, 26 juillet 1886 (Clunet 1888, p. 668), d'Arminge. — Trib. Civ. Seine, 27 mars 1896 (« Le Droit », 1^{er} mai 1896; Clunet 99, p. 835; Société Haffner c. Enregistrement) : « Attendu que la nationalité d'une société se détermine par le siège social... ». — Cass. Req., 29 mars 1898 (S. 1901-1-70; D. P. 99-1-595; P. 1902.5-15; Clunet 98, p. 758; Société des Charbonnages du Poirier); — Cass. Req., 17 juillet 1899 (D. P. 1904-1-225); — Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (« La loi », 27 mai 1899 Jour. Soc. 99, p. 474; Clunet, 1900, p. 802), Berriz-Beitia c. société « The Atmospheric-Nitrogen » : « Attendu... que la nationalité d'une société se détermine par le lieu où elle « a véritablement et effectivement son siège social. » — Paris, 2 mars 1906 (Clunet, 1906, p. 764, Violette); — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907 (Clunet, 1907, p. 765, Société générale Anglaise et Française); — Paris, 27 mars 1907 (Jour. Soc. 1908, p. 14; « Le Droit » 16 et 17 août 1907; Jansens et C^{ie}); — Paris, 18 mai 1909 (Clunet, 1910, p. 198; S. 1909-2-201; Société Sternberg et C^{ie} c. société Metzger et C^{ie}); — Trib. Correct. Seine, 27 juillet 1910 (Revue du Droit International Privé, 1910, p. 877; Rochette); — Trib. Civ. Marseille, 21 novembre 1911 (Clunet, 1913, p. 598; Gavotty); — Paris, 25 avril 1913 (Gaz. Pal., 2 septembre 1913; Jour. Soc., 1914, p. 456); — Cass. Req., 6 juillet 1914 (Jour. Soc., 1917, p. 78).

(24) Cass. Req., 6 avril 1886 (S. 86-1-269), Compagnie d'Assurances l'Ancienne Mutuelle c. Rigaud.

— Cass. Req., 18 novembre 1890 (S. 93-1-22), Société des Gites de Fer de Crokoton.

— Bourges, 30 novembre 1903 (S. 1904-2-108), Chemin de fer de la Nièvre c. Chamard et Martin.

(25) Nîmes, 4 novembre 1904 (S. 1905-2-32), Compagnie Générale de Navigation c. Dupuis.

mai 1909 est particulièrement net à cet égard (26). On trouve d'autres décisions rendues soit en matière de liquidation de sociétés (27), soit dans des litiges portant sur le lieu de signification des actes de procédure judiciaires ou extra-judiciaires, exploits, mémoires, etc... (28).

78. — Qu'est-ce que le siège social ? Comment le définir, et quels en sont les éléments ? L'abondance des décisions permettra de répondre à ces questions dans une mesure suffisante pour nous faire comprendre la notion générale de siège social, telle que la conçoit la jurisprudence elle-même. Ce que celle-ci a recherché avant tout, c'est une grande souplesse ; aussi s'est-elle gardée des formules très précises, que l'infinie diversité des faits rendrait forcément trop étroites.

Le siège social, c'est l'endroit où se concentre la vie juridique de la société, d'où émanent l'impulsion et les ordres, où se trouvent les organes essentiels de direction, d'administration et de contrôle (29). Telle est la définition générale qui se dégage de l'ensemble de la jurisprudence. A ces expressions abstraites correspondent des éléments concrets. Les plus fréquem-

(26) Cass. Req., 25 mai 1909 (D. P. 1910-1-127), et dans le même sens :

Cass. Req., 15 avril 1885 (S. 86-1-304) ; — Cass. Req., 20 janvier 1897 (D. P. 97-1-169, précité) ; — Dijon, 5 juin 1905 (S. 1906-2-93) ; — Cass. Req., 31 juillet 1905 (S. 1906-1-270, précité).

— Cf. contra : Cass. Civ., 9 avril 1913 (S. 1913-1-235, précité).

(27) Cass. Req., 11 juin 1888 (P. 89-1-78), et 3 janvier 1900 (P. 1900-1-349).

(28) Cass. Req., 1^{er} mars 1904 (D. P. 1904-1-332).

(29) Cass. Req., 1^{er} février 1881 (D. P. 81-1-314, précité) ; — Cass. Req., 9 août 1881 (D. P. 82-1-408, précité) ; — Cass. Req., 30 janvier 1882 (Journal du Palais, 1882, p. 362, précité) ; — Trib. Correct. Seine, 20 juin 1883 (Clunet 83, p. 521. The Capital) ; — Req., 13 février 1884 (S. 84-1-264, Société de Couze) ; — Cass. Req., 15 avril 1885 (S. 86-1-304, Société des Usines et Carrières de Saint-Victor-la-Coste) ; — Cass. Req., 30 juillet 1888 (S. 89-1-414, Pasteau) ; — Trib. Comm. Seine, 27 août 1891 (Clunet 91, p. 1241, The Anglo-Franco-Belgian Quarries of Oran) ; — Trib. Comm. Seine, 8 février 1892 (Clunet 92, p. 478, Dufour et Mailhuchet) ; — Cass. Req., 22 décembre 1896 (D. P. 97-1-159, précité) ; — Cass. Req., 20 janvier 1897 (D. P. 97-1-169, précité) ; — Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (Clunet 1900, p. 802, précité) ; — Trib. Comm. Seine, 26 août 1902 (Clunet 1904, p. 189, précité) ; — Trib. correct. Seine 2 mars 1905 (Jour. Soc., 1905, p. 510, Compagnie Française des Cycles Clément et Gladiator) ; — Dijon, 5 juin 1905 (S. 1906-2-93, Compagnie des Eaux lithinées de Santenay) ; — Cass. Req., 31 juillet 1905 (S. 1906-1-270, Compagnie des Charbonnages de Singles) ; — Cass. Req., 26 novembre 1906 (S. 1909-1-393, et la note de M. Perroud, précité) ; — Paris, 2 mars 1906 (Revue de Droit International Privé, 1906, p. 764, précité) ; — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907 (Clunet 1907, p. 765, précité) ; — Aix 6 juillet 1908 (Jour. Soc. 1909, p. 65, précité) ; — Trib., 27 juillet 1910 (Clunet 1910, p. 877 précité) ; — Trib. correct. Seine, 2 juillet 1912 (Clunet 1913, p. 1273 : The Moulin Rouge Attraction Ltd) ; — Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913 (Clunet 1914, p. 1284 ; Bohemian Goldfield C°).

Contra : Trib. Comm. Perpignan, 23 décembre 1913 (Clunet 1917, p. 1066).

ment invoqués sont le conseil d'administration, l'assemblée générale, puis la comptabilité, les bureaux de la société. Souvent on prend en considération le lieu où se traitent les affaires commerciales, le lieu où s'effectuent les paiements, la réception et la rédaction de la correspondance, le lieu d'émission des effets de commerce, les organes de surveillance (30).

La réunion en un même lieu de ces divers éléments constitue indiscutablement aux yeux de la jurisprudence le centre de la vie juridique de la société, son siège social.

Par contre, il est certains faits que les tribunaux ont rejetés, refusant de leur attribuer une importance dans la constitution du siège.

C'est ainsi, en premier lieu, que la nationalité des associés est sans influence sur celle de la société. Celle-ci peut donc valablement fixer son siège dans un pays autre que celui dont l'unanimité ou la majorité des actionnaires et des administrateurs sont nationaux. Par exemple un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 24 octobre 1895 (Gabriel Lévy, précité) décide qu'une société est française alors même que les membres du conseil d'administration sont étrangers; et, par ailleurs un jugement du même tribunal du 3 mai 1899, également précité (The Atmospheric Nitrogen) admet l'extranéité d'une société dont les actionnaires sont pour la plupart français (31).

La même solution est adoptée pour les sociétés de personnes, qui ont également une personnalité propre, indépendante de celle des associés. Ainsi l'arrêt de la Cour d'appel de l'Indochine du 27 août 1913, précité (Société Man Yeck et Cie) déclare française une société dont les membres et le gérant sont chinois (32).

(30) Il est inutile de citer les décisions mentionnant chacun de ces éléments. Il existe sur ce point une unité remarquable de la jurisprudence, et, si parfois un élément se trouve omis dans un arrêt, cela tient uniquement à ce que dans chaque espèce particulière le juge ne considère que ceux de ces éléments qui jouent un rôle prépondérant. Au surplus, aucune de toutes les décisions précitées n'a eu la prétention de fournir une énumération complète et limitative.

(31) Trib. Comm. Seine, 24 octobre 1895 (Clunet 96, p. 138).

— Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (Clunet 1900, p. 802).

— Adde : Paris, 23 janvier 1889 (Rev. Soc. 89, p. 193) et Trib. Comm. Seine, 9 janvier 1894 (Rev. Soc. 94, p. 137).

(32) Cour de l'Indochine, 27 août 1913 (Penant, 1917, p. 137) : « Attendu... qu'il apparaît qu'une telle société est de nationalité française, soit que ses membres soient de nationalité chinoise, soit que son gérant... soit chinois. »

— Adde : Trib. Civ. Nancy, 16 avril 1883 (S. 88-2-91; Grafton c. Noisel) et la note de M. Chavegrin ; — Trib. Civ. Havre, 24 décembre 1896 (Clunet 97, p. 584; Blandy frères et Cie c. Misa, Diez et consorts) ; — Trib. Civ. Seine, 17 juillet 1897 (Clunet 98, p. 341, précité) ; — Paris, 18 mai 1909 (Clunet 1910, p. 198, précité).

Cette règle générale comporte cependant une exception, à l'époque où nous nous plaçons : un avis du Conseil d'Etat du 5 avril 1887 exige que la moitié au moins des associés soient de nationalité française, lorsqu'une société de personnes ou de capitaux demande la francisation d'un navire dont elle est propriétaire. Mais il s'agit là d'un cas tout à fait spécial (33).

En second lieu, la jurisprudence se refuse à considérer le lieu de constitution d'une société comme un des éléments déterminant son siège social. Le Tribunal civil de Lille a déclaré le 21 mai 1908 (*The West Canadian*, précité), qu'une société était anglaise bien qu'elle eût été constituée en France par des fondateurs en majeure partie français (34).

Enfin les tribunaux écartent également le lieu d'émission et de souscription du capital social et le déclarent indépendant de celui du siège (35).

79. — Le siège social est donc établi au lieu où se réunissent la plupart des éléments constitutifs énumérés précédemment. Mais que décider en cas de fractionnement du siège, c'est-à-dire de dispersion des éléments ? Faudra-t-il rechercher quel peut être l'élément prépondérant ? Ici s'arrête l'unité de la jurisprudence.

Certains arrêts ont, plus ou moins explicitement, conféré un caractère essentiel et prépondérant à tel ou tel autre élément. Ce caractère essentiel fut quelquefois attribué, par exemple, aux bureaux d'administration et de direction, qui constituent l'élément stable et permanent de la vie juridique des sociétés. Un arrêt de Cassation du 25 février 1895 fixe le siège au lieu où la société se fait adresser sa correspondance, d'où elle convoque ses créanciers, où elle tire ses effets de commerce. Un autre arrêt de la Cour Suprême, du 9 avril 1913, précité, fait prévaloir sur le siège statutaire le lieu où se font les opéra-

(33) *Clunet*, 1887, p. 250.

(34) *Trib. Civ. Lille*, 21 mai 1908 (*D. P.* 1910-2-41 et la note de M. Percerou).

— *Addé* : *Cass.*, 17 juillet 1899 (*P.* 1902-5-48).

— *Contra* : *Paris*, 22 décembre 1912 (*Journal des Tribunaux de Commerce*, 1913, p. 303, *Ladouce* et autres c. *Raynaud* et *Navarre*, syndic et liquidateur de la société *Huelva Copper Mining Company*) : Une société constituée à Londres, suivant la loi anglaise, par des sujets anglais, ne peut être considérée comme française.

(35) *Trib. Correct. Seine*, 10 février 1881 (*Clunet* 81, p. 158, précité).

— *Paris*, 22 décembre 1912 (précité) : il importe peu que la plus grande partie des titres ait été négociée sur le marché français.

tions de commerce et où agit l'administrateur-directeur (36). Mais nulle part le principe est formellement énoncé, et, par ailleurs, il est fort combattu (37).

La tendance jurisprudentielle la plus répandue est celle qui attribue la prédominance au lieu où se réunissent à la fois le conseil d'administration et les assemblées générales (38). Mais la question n'est ainsi que partiellement résolue. Qu'advient-il, en effet, lorsque le conseil et l'assemblée se réuniront en différents lieux ? Quelques rares décisions attribuent une importance décisive au lieu de réunion de l'assemblée générale, car c'est l'assemblée qui détient le pouvoir le plus élevé, dont dépendent tous les autres organismes sociaux (39). Mais en général c'est plutôt le conseil d'administration qui l'emporte; toutefois, comme il pourrait se réunir en des lieux différents à chacune de ses sessions, la jurisprudence exigera qu'il se réunisse tantôt au lieu du siège statutaire (40), tantôt au lieu du siège administratif et des bureaux (41). Alors seulement il

(36) Cass. Req., 25 février 1895 (D. P. 95-1-341; S. 95-1-180); « Office des rentiers ».

— Cass. Civ., 9 avril 1913 (S. 13-1-235) « Charbonnages de la Nouvelle Calédonie ».

Adde : Trib. Comm. Seine, 11 novembre 1891 (Clunet 92, p. 722).

(37) Contra : Trib. Comm. Seine, 8 février 1892 (Clunet 92, p. 478), précité.

— Amiens, 9 novembre 1901 (Clunet 1903, p. 167; Jour. Soc., 1903, p. 20), Belanger et Devalois c. Société anonyme des Phosphates de l'Oise : « Attendu... que le fait de la coexistence d'un siège administratif à Breteuil est certain; que, n'eût-il pas été prévu par les statuts, la force des choses l'eût imposé; mais qu'on n'en saurait conclure que la fixation du siège social à Bruxelles a ait eu un caractère fictif... »

(38) Cf. Aix, 6 juillet 1908 (Jour. Soc., 1909, p. 65), précité.

— Cass. Req., 30 janvier 1882 (D. P. 83-1-223, précité).

— Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (Jour. Soc. 99, p. 474), précité.

En Belgique, la Cour de Liège s'est prononcée dans le même sens dans un arrêt du 1^{er} février 1901 (Clunet 1901, p. 587) concernant la compagnie minière de Beers.

(39) Trib. Comm. Seine, 8 novembre 1902 (Clunet 1903, p. 609), Salomon.

— Trib. Civ., Lille, 21 mai 1908 (The West Canadian Collieries Ltd), précité.

Contra : Cass. Req., 26 novembre 1906 (S. 1909-1-393), Société Paz et Silva c. Société du Palais d'Hiver de Pau : « Attendu qu'il appert que le prétendu « siège social que la société aurait été censée avoir à Paris était purement « nominal et fictif au moment où elle a été déclarée en état de faillite; qu'il « est indifférent, dans ces conditions, que les actionnaires aient été convoqués « en Assemblée générale à Paris..., alors surtout que les statuts autorisaient « les administrateurs à réunir les actionnaires en tout autre endroit que « celui du siège social. »

(40) Cass. Req., 1^{er} février 1881 (D. P. 81-1-314), précité.

— Cass. Req., 25 mai 1909 (D. P. 1910-1-27 et Lacour et Bouteron « Précis de Droit Commercial », 2^e édition, T. III, p. 81).

(41) Paris, 23 mars 1909 (Jour. Soc., 1909, p. 268).

Contra : Parmi les décisions déniaient cette importance capitale du Conseil d'Administration citons : Cass. Req., 30 juillet 1888, et surtout : Paris, 22 février 1912 (Journal des Tribunaux de Commerce, 1913, p. 303).

pourra être regardé comme fixant le siège social, son influence sur la direction de la société étant plus directe et plus constante que celle de l'assemblée.

Il faut donc écarter la notion d'élément constitutif prépondérant. La jurisprudence n'a pu réussir à déterminer clairement cet élément; elle n'avait d'ailleurs pas fait un effort considérable pour atteindre ce but, préférant ne rien généraliser en cette matière et se prononcer librement selon les espèces.

80. — Ce que tous les tribunaux exigent, par contre, c'est la fixation au lieu du siège statutaire d'un ensemble d'éléments constitutifs suffisant pour conférer à ce siège un caractère réel, effectif et sérieux. Au cas où le siège statutaire ne correspondrait pas à la réalité des faits, il serait déclaré fictif et frauduleux; les tribunaux le tiendraient pour nul et prendraient en considération le siège réel (42), qui seul peut entrer

(42) Cass. Req., 1^{er} février 1881 (D. P. 81-1 314), précité; — Cass. Req., 9 août 1881 (D. P. 82-1-408), précité; — Cass. Req., 30 janvier 1882 (D. P. 83-1-223), précité: « Attendu qu'en effet son siège social était établi à Paris, et que cette indication, loin d'être nominale ou fictive, a été effective et sérieuse... »; — Cass. Req., 11 août 1884 (D. P. 85-1-372), précité; — Cass. Req., 29 avril 1885 (S. 86-1-118); — Cass. Req., 25 février 1895 (D. P. 95-1-341), précité; — Cass. Crim., 21 novembre 1889 (Clunet 89, p. 850; S. 97-1-84, ad notam; P. 90-1-100 et la note); — Trib. Comm. Seine, 27 août 1891 (Clunet 91, p. 1241, précité); — Cass. Req., 22 décembre 1896 (Clunet 97, p. 364; D. P. 97-1-159; S. 97-1-84; Jour. Soc. 97, p. 108), précité: « Attendu que si la nationalité d'une société dépend du lieu de son siège social, et de son principal établissement, en quelque pays que se poursuivent les opérations dont s'alimente « sa spéculation, c'est à la condition que ce siège social, effectif et sérieux, « n'ait pas été transporté à l'étranger d'une manière purement fictive, dans « le dessein d'échapper aux règles d'ordre public édictées par la loi française... »; — Cass. Req., 29 mars 1898 (Clunet 98, p. 758, S. 1901-1-70), précité; — Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (Clunet 1900, p. 802), précité; — Trib. Comm. Seine, 26 août 1902 (Clunet 1904, p. 189, précité); — Trib. Comm. Seine, 2 mars 1905 (Revue de Droit International Privé 1905, p. 530), précité; — Paris, 2 mars 1905 (Revue de Droit International Privé, 1906, p. 764, précité); — Cass. Crim., 9 août 1906 (Clunet 07, p. 1129; Jour. Soc. 07, p. 346. « Le Droit », 10 septembre 1906) affaire Hanol; — Cass. Req., 26 novembre 1906 (S. 09-1-393), précité; — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907 (Clunet 07, p. 765), précité; « Attendu que la nationalité d'une société de commerce se « détermine d'après le pays où elle a son siège social; mais qu'il faut que « la désignation de ce siège social soit sérieuse et sincère qu'elle corresponde « bien au lieu où la direction de la société est réellement exercée par ses « administrateurs, où se centralisent les affaires, d'où part l'impulsion, donc née à ses différents organes, et où viennent converger les résultats de leur « activité... »; — Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908 (D. P. 1910-2-41), précité. « Attendu... que la plupart des auteurs et la jurisprudence, après bien des « hésitations et des tâtonnements, se sont mis d'accord pour admettre que « la nationalité d'une société s'établit à son siège social, pourvu qu'il soit « sérieux et non fictif, parce qu'on ne peut avoir, malgré les difficultés « d'appréciation, qu'un domicile... »; — Aix, 6 juillet 1908 (Jour. Soc. 09, p. 65), précité; — Paris, 18 mars 1909 (Clunet 1910, p. 198), précité; — Trib.

en ligne de compte, pour la détermination de la nationalité de la société aussi bien que pour la compétence juridictionnelle et que pour toute autre matière.

Quelques décisions déclarent nul un siège social en se basant uniquement sur la fictivité, et sans prendre en considération la fraude (43). Il suffit, en effet, pour qu'un siège statutaire soit nul, que la réalité ne corresponde pas à la lettre des statuts, c'est-à-dire qu'on ne trouve au lieu du siège statutaire aucun organe constitutif du siège réel.

Toutefois, généralement, la jurisprudence accumule dans ses motifs les notions de fictivité et de fraude. L'une des deux suffirait, il convient de le remarquer, et il ne s'agit là que d'un raisonnement par « a fortiori » (44).

81. — Nous arrivons donc à la notion de fraude en matière de siège social. Elle dépasse le cadre de la fraude contractuelle, préjudiciable aux associés ou aux créanciers sociaux. C'est une fraude à la loi, car elle est destinée à éviter l'application des lois françaises d'ordre public qui organisent le régime fiscal des sociétés ou la protection des actionnaires. S'il est prouvé que la fixation statutaire du siège a été frauduleuse, qu'elle a eu pour but d'éviter et de tourner les dispositions fiscales ou protectrices de la loi française, le siège statutaire doit être tenu pour nul, en vertu de l'adage « *fraus omnia corrumpit* ».

Comm. Seine, 29 juin 1910 (Gaz. Pal. 1910, T. II, p. 358), précité; — Trib. Correct. Seine, 27 juillet 1910 (Revue de Droit International Privé, 1910, p. 877), précité; — Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912 (Clunet 1913, p. 1273), précité.

(43) Paris, 23 novembre 1895 (Rev. Soc. 96, p. 152, et le jugement du Trib. Comm. Seine attaqué, du 15 janvier 1895) : The Valencia and North Eastern of Spain Railway Company.

— Trib. Correct. Seine, 27 juillet 1910, précité (affaire Rochette) : « Attendu que le siège social de la société consistait en un simple carton déposé dans l'étude des sollicitors Syms et Syms... »

— Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913 (Clunet 1914, p. 1284) Bohemian Goldfield Company : « Attendu que le siège anglais était purement fictif, qu'il n'avait d'autre but que d'y recevoir des communications le cas échéant. »

(44) Paris, 27 mars 1907 (Jour. Soc. 08, p. 14; Le Droit, 16 et 17 août 1907) : « Considérant que les documents versés au débat établissent que cette société, fondée entre français, n'a été constituée en Belgique que pour éluder les prescriptions de la loi française, qu'elle n'a été belge que de nom, qu'en réalité le siège social n'a pas été à Bruxelles, mais à Paris, où les bureaux avaient été installés... »

— Trib. Comm. Seine, 26 mai 1909 (Clunet 1910, p. 195) : Mython c. Trouin.

— Rouen, 26 juillet 1912 (D. P. 16-2-113), 2^e arrêt, et la note de M. Leloir. Adde : Cass. Crim., 21 novembre 1889; Cass. Req., 22 décembre 1896; Amiens, 9 novembre 1901, tous précités.

pit ». La fraude vicie tout; elle entache le siège social alors même que celui-ci ne serait pas fictif, qu'il serait réel.

Quelle est donc la distinction entre la fictivité et la fraude? Nous avons vu (45) que la fictivité ne constituait qu'une question de fait; la notion de fraude implique celle d'intention frauduleuse. Prouver une fraude, c'est prouver quelque chose de subjectif : il y a donc là une grave difficulté. La jurisprudence, qui n'a jamais déclaré explicitement ce qu'étaient d'une part la fictivité, d'autre part la fraude à la loi, a dû cependant distinguer implicitement ces deux notions. Elle a compris qu'en ne considérant que les organes constitutifs du siège social, elle restait dans le domaine de la fictivité. Il lui fallait donc avoir recours à des éléments étrangers au siège social si elle voulait renforcer la notion de fictivité par celle de fraude, ou si elle voulait ne prouver que la fraude, le siège social statutaire étant réel.

C'est ainsi que de nombreux arrêts font résulter la fraude de toutes les circonstances de la cause, de tous les documents versés au procès (46). L'énumération des dites circonstances par certains arrêts permet de constater qu'il s'agit d'arguments étrangers au siège lui-même, et que, par conséquent, un siège social réellement établi peut être annulé comme frauduleux si ces arguments constituent des présomptions suffisantes de fraude. Quels sont donc les principaux faits susceptibles de constituer des présomptions de fraude ?

En premier lieu, quelques décisions examinent si le siège statutaire coïncide avec le lieu de la constitution et des origines de la société (47) ou avec le lieu d'émission et de souscription du capital social (48). On peut aussi considérer le lieu et les condi-

(45) Cf. *supra*, n^{os} 65 et sq.

(46) Trib. Comm. Seine, 2 mars 1905; — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907; — Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908; — Aix, 6 juillet 1908; — Trib. Comm. Seine, 26 mai 1909; — Trib. Correct. Seine, 27 juillet 1910; — Trib. Comm. Seine, 11 avril 1910; — Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912; — Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913; — Cass. Crim., 21 novembre 1889, tous précités.

(47) Trib. Correct. Seine, 2 mars 1905; — Trib. Correct. Seine, 10 février 1881; — Trib. Comm. Seine, 11 avril 1910; — Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912; — Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913, tous précités.

(48) Trib. Civ. Seine, 11 mars 1880, précité; — Trib. Civ. Nevers, 15 décembre 1891 (Clunet 92, p. 1023); — Trib. Comm. Clermont, 5 décembre 1900, et Amiens (arrêt confirmatif), 9 novembre 1901 (Clunet 1903, p. 167); « Atten-
« du... que les souscriptions aux actions émises par la société ont été ouvertes
« à Bruxelles et à Gand... » — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907 (Clunet
07, p. 765); — Paris, 23 mars 1909 (Jour. Soc. 09, p. 268); — Trib. Correct.
Seine, 27 juillet 1910, précité; — Trib. Comm. Seine, 11 avril 1910, précité; —
Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912, précité; — Rouen, 26 juillet 1912, précité;
— Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913, précité; — Paris, 23 avril 1913 (Gaz.
Pal., 2 septembre 1913).

tions de l'exploitation matérielle (49). Enfin, le plus grand nombre d'arrêts s'attache à la nationalité et au domicile des fondateurs, associés, gérants, administrateurs (50).

Ainsi nous retrouvons, lorsqu'il s'agit de la fraude, tous les éléments que nous avons écartés de la constitution du siège social. La jurisprudence les fait intervenir pour éviter la fixation arbitraire et frauduleuse du siège social dans un lieu qui n'offre à la société que l'avantage de tourner la loi française. Par exemple une société fixe son siège en Angleterre, à Londres; or elle a été fondée en France par des Français : le capital, émis en France, a été souscrit en grande partie par des Français; les administrateurs sont Français; l'activité matérielle de la société s'exerce en France exclusivement. Le siège anglais, même s'il était réel, ne saurait donc répondre qu'à cette idée de fraude : éviter l'appartenance à la loi française. Il faudra considérer comme domicile le principal établissement français. En d'autres termes, la jurisprudence exige que le siège statutaire soit lié au lieu où est établi par un intérêt quelconque, mais évident, par une attache sérieuse. L'absence de tout intérêt de cette sorte équivaldrait à une preuve de fraude. Parmi les quelques décisions qui ont, plus ou moins laconiquement, exposé cette théorie générale, il faut signaler le jugement du Tribunal civil de Lille du 21 mai 1908 (*The West Canadian*), qui s'exprime ainsi : « Attendu que les principes en matière de société sont qu'on peut choisir sa nationalité, c'est-à-dire fixer son siège social dans n'importe quel pays, pourvu que ce choix n'ait pas été fait en fraude de la loi française; qu'il y aura constitution frauduleuse quand

(49) Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899, précité; « Attendu d'ailleurs que le marché des cyanures dont la production était le but poursuivi existe presque qu'exclusivement en Angleterre, et que cette circonstance suffirait à elle seule à expliquer le choix qui a été fait de la forme anglaise... »; — Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908, précité : « Attendu... que d'ailleurs, les parties sont d'accord pour reconnaître que la société exploitant des mines au Canada, aurait pu se constituer sous l'empire de la loi canadienne... »; — Trib. Civ. Seine, 1^{er} mars 1909 (*Jour. Soc.* 1910, p. 35, *Clunet* 1910, p. 577).

(50) Trib. Civ. Seine, 11 mars 1880, et Trib. Correct. Seine, 10 février 1881, tous deux précités; — Trib. Civ. Seine, 8 février 1887 (*Clunet* 92, p. 479); — Amiens, 9 novembre 1901 : « Attendu... qu'à l'exception de Devaux et de Gillet tous les comparants à l'acte sont Belges; que le conseil d'administration, les commissaires se composent de personnes appartenant à la même nationalité... »; — Trib. Comm. Seine, 18 février 1907; — Aix, 6 juillet 1908; — Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908; — Trib. Civ. Seine, 1^{er} mars 1909, tous précités; — Paris, 23 mars 1909 (*Jour. Soc.* 09, p. 268); — Paris, 22 février 1912; — Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912; — Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913; — Paris, 23 avril 1913, tous précités; — Cass. Req., 6 juillet 1914 (*Jour. Soc.* 17, p. 78).

« on aura constitué à l'étranger une société que tout indiquait
« comme devant être française et qu'il sera clairement démon-
« tré que la société n'a aucune attache avec l'étranger... » (51).

Telle est, dans son ensemble, la théorie jurisprudentielle du siège social régulier, c'est-à-dire réel et non frauduleux.

82. — Remarques : 1° Les tribunaux, avons-nous remarqué, invoquent presque toujours simultanément la fictivité et la fraude; et cela à tel point qu'ils confondent fréquemment ces deux notions. Cependant l'examen des litiges par eux tranchés permet de s'apercevoir rapidement que la notion de fraude pourrait être la plupart du temps omise dans les motifs des décisions.

En effet, dans la réalité, il est extrêmement rare qu'une société installe un siège réel dans un pays où elle n'a aucun intérêt sérieux (52). Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, le siège ainsi fixé sera fictif, et la notion de fictivité suffira à en faire prononcer la nullité (53). Le siège réel frauduleux n'est guère qu'un cas limite, et par conséquent assez exceptionnel.

2° Le cas du transfert du siège social rentre entièrement dans le cadre de cette étude de la fictivité et de la fraude. Le transfert consiste en un fait matériel, le transport des organes

(51) Dans le même sens : Amiens, 9 novembre 1901, précité (Phosphates de l'Oise) : « Attendu... que le siège social a été réellement établi à Bruxelles où « se tenaient les réunions ; que la société avait à cette fixation un intérêt « évident... »

— Trib. Comm. Seine, 26 mai 1909 (Clunet 1910, p. 195). Mython c. Trouin : « Attendu qu'il appert des débats et des documents que tous les éléments de « la société sont français, savoir les administrateurs, les actionnaires, le « siège d'exploitation ;

« Attendu qu'il n'apparaît pas que le siège social étranger de la société « puisse exercer la moindre action... »

(52) Trib. Comm. Seine, 3 mai 1899 (The Atmosphéric Nitrogen) ; — Amiens, 9 novembre 1901 (Phosphates de l'Oise) ; — Trib. Correct. Seine, 2 mars 1905 (Cycles Clément et Gladiator) ; — Aix, 6 juillet 1908 (Société la Mantéga) ; — Trib. Civ. Lille, 21 mai 1908 (The West Canadian) ; — Trib. Correct. Seine, 11 avril 1910 (Védrine C^o), tous précités.

Toutes ces décisions constatent que le siège réel a une attache sérieuse avec le pays où il est fixé.

(53) Cass. Req., 22 décembre 1896 (Construction de la Chapelle) ; — Trib. Comm. Nancy, 18 février 1907 (Société générale anglaise et française) ; — Trib. Comm. Seine, 26 mai 1909 (Mython) ; — Trib. Comm. Seine, 29 juin 1910 (The Huelva Central Copper Mining C^o) ; — Trib. Correct., 27 juillet 1910 (Rochette) ; — Trib. Civ. Marseille, 21 novembre 1911 (Gavotly) ; — Trib. Correct. Seine, 2 juillet 1912 (The Moulin Rouge Attraction) ; — Trib. Comm. Nantes, 29 mars 1913 (Bohemian Goldfield C^o).

Toutes ces décisions précitées sont rendues sur des cas où la fraude ne fait que s'ajouter à la fictivité.

du siège en un autre lieu, et en une intention, celle de fixer en ce nouveau lieu son principal établissement juridique. L'absence de l'élément matériel du transfert entraîne sa fictivité, et celle du nouveau siège. De l'élément intentionnel résultera le caractère frauduleux ou non-frauduleux du siège. Ce transfert doit être décidé par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Quelques décisions ont confirmé cette théorie du transfert du siège, dictée par la logique, notamment deux arrêts de la Chambre des Requêtes du 11 août 1884 (la *Pantographie Voltaïque*) et du 29 mars 1898 (*Charbonnages du Poirier*) (54).

§ 3. — LA TROISIÈME PÉRIODE : LA JURISPRUDENCE A PARTIR DE 1914

83. — Au moment où la jurisprudence venait de réussir à créer une théorie du siège social, la guerre intervint, qui bouleversa les conceptions habituelles du droit commun international. Or, nous l'avons vu, la majeure partie des décisions rendues ne considéraient le siège social que sur le plan du droit international, afin de fixer la nationalité des sociétés en cause. Il y avait là une solidarité regrettable entre deux notions, l'une de droit interne, l'autre de droit international.

Un décret du 27 septembre 1914 ayant interdit tout commerce avec l'ennemi, une circulaire du Garde des Sceaux du 8 octobre 1914 et un arrêté ministériel du 13 octobre 1914 décidèrent la mise sous séquestre des biens appartenant aux sociétés ennemies. Quelles étaient les sociétés ennemies ? La solution classique, basée sur le siège social devenait insuffisante : il arrivait qu'une société juridiquement française fût en réalité sous la direction et le contrôle de personnes ennemies. La jurisprudence se divisa : une partie resta fidèle au critérium du siège social, mettant sous séquestre les biens des sociétés dont le siège était à l'étranger, et les intérêts étrangers qui pouvaient être discernés dans une société française. Une autre partie, rejetant le siège social, fixa la nationalité sociale en

(54) Décisions reconnaissant la réalité du transfert ; — Amiens, 29 juin 1895 et Cass. Req., 29 mars 1898 (Clunet 98, p. 758).

— Décisions prononçant la nullité du transfert ; — Cass. Req., 11 août 1884 (D. P. 85-1-372) ; — Cass. Req., 1^{er} décembre 1884 (D. P. 85-1-372 ; S. 86-1-276), *Pereyre c. Ruffelet*, syndic de la faillite des Tramways de Roubaix et Tourcoing.

considération de l'élément dominant, exerçant le contrôle (55). La confusion et l'incertitude qui en résultèrent dépassèrent les limites du droit international et s'étendirent à la théorie du siège social, que l'on cherchait à modifier pour faire face à la situation nouvelle. Malgré tout, si le siège social fut estimé insuffisant comme critérium de nationalité, la notion même de ce siège social ne fut pas sérieusement atteinte.

84. — Aussi, presque aussitôt après la guerre, on revint progressivement à la conception classique d'avant 1914. Toutefois, la perturbation ainsi provoquée causa encore certains flottements dans la jurisprudence d'après-guerre. Certains arrêts, parmi lesquels il faut retenir celui de la Chambre des Requêtes du 12 mai 1931, se refusent à admettre le siège social comme critérium de la nationalité et fixent celle-ci en considération des autres circonstances de la cause, notamment de la nationalité des dirigeants, du centre d'exploitation, et de l'origine des capitaux (56). Il convient d'insister encore sur le fait que ces décisions ne modifient en rien la notion de domicile social. Elles rejettent seulement celui-ci comme élément décisif de la nationalité sociale.

(55) Rouen, 3 novembre 1915 (S. 1916-2-57 et la note de M. Wahl), en faveur du siège social ; — Rouen, 19 janvier 1916 (D. P. 1918-2-17 ; S. 1916-2-101, et la note), recherchant la nationalité des dirigeants de la Société. — Contra : Cass. Req., 8 décembre 1915 (Gaz. Trib., 11 décembre 1915) et Trib. Comm. Seine, 27 mars 1916 (Gaz. Trib., 3 décembre 1916).

(56) Cass. Req., 12 mai 1931 (S. 32-1-57, avec le rapport de M. le Conseiller Bricout et la note de M. Niboyet), Société Remington Typewriter c. Kahn. — Cet arrêt confirme celui de la Cour de Colmar du 26 juin 1929, qui déclarait étrangère la Société Remington, et s'exprime ainsi : « Attendu que l'arrêt constate que la société a été constituée pour les seize dix-huitièmes de son capital par les apports de la grande société américaine du même nom, que ces apports consistent dans les fonds de commerce exploités en France par la société américaine pour la vente de ses machines à écrire ; qu'il constate en outre que la société bien qu'elle ait son siège social à Paris, est gérée par un conseil d'administration composé exclusivement de membres étrangers, qu'elle n'emploie point ses capitaux en France et qu'elle se borne à y vendre les machines fabriquées en Amérique par la société mère et portant l'indication de cette provenance ; que l'arrêt a pu déduire de ces circonstances souverainement constatées que la Société, bien qu'opérant en France, n'y avait pas son centre principal d'exploitation et n'était pas une société française au sens de la loi du 30 juin 1926, modifiée par celle du 22 avril 1927 ; Rejette... »

— Adde : Paris, 17 décembre 1919 (Gaz. Pal., 1920-1-34), Société Européenne de Publicité et autres c. Ministère Public ; cet arrêt fixe la nationalité d'après le lieu de constitution, la législation adoptée par les statuts, la nationalité des associés et l'origine des capitaux. — Douai, 24 décembre 1923 (Dalloz Heb., 1924, p. 194) : Une société est française lorsqu'elle est constituée en France, qu'elle y a son siège social, que les cinq sixièmes des capitaux sont français, et que son but est de concurrencer l'industrie allemande. — Trib. Comm. Seine, 14 avril 1921 (Gaz. Pal. 21-2-446), Tassart c. Consortium du Nord.

Par contre, il en est d'autres qui, rompant avec la tendance nouvelle, écartent délibérément la nationalité des associés (57). Le siège d'exploitation doit également être écarté, comme critère décisif, suivant l'opinion unanime de la jurisprudence (58). Celle-ci est donc définitivement revenue à sa théorie antérieure à 1914 : le domicile de la société, qui est le siège social, détermine à la fois sa nationalité et la compétence juridictionnelle pour les litiges où elle est défenderesse (59).

Que sera ce siège social ? La notion en reste inchangée. C'est toujours le centre de direction juridique et administrative de la Société. Les éléments qui le matérialisent restent les mêmes : Conseil d'administration, assemblée générale, bureaux de direction avec l'administrateur délégué ou le directeur général, tenue

(57) Cass. Req., 24 avril 1928 (S. 1929-1-121, avec le rapport de M. le Conseiller Bricout et la note de M. Niboyet), *Rey c. Société « La Soie artificielle de Calais »* : « Attendu que l'arrêt attaqué constate, d'une part que la société « de la Soie Artificielle a son siège social en France, que si ses capitaux sont « fournis en majeure partie par des Anglais, ils sont employés en France... ». Cet arrêt confirme celui de la Cour de Douai du 12 juillet 1927 qui s'exprime ainsi : « Attendu que la Soie Artificielle est une société de capitaux fournis « en majeure partie par des Anglais, et employés en France ; qu'il est de « principe qu'une telle société, ayant son siège social en France, possède la « nationalité française... »

— Adde : Cass. Req., 17 juillet 1930 (Clunet 1931, p. 654) ; — Montpellier, 3 mai 1926 (Dalloz Hebd., 1926, p. 398).

— Contra : Colmar, 29 octobre 1925 (S. 1927-2-33), approuvé par M. Niboyet : la nationalité d'une société dépend de celle des personnes physiques qui la dirigent.

(58) Cass. Req., 23 juin 1924 (S. 25-1-360, et la note ; Dalloz Hebd., 1925, p. 541) ; — Trib. Civ. Seine, 1^{er} avril 1925 (Gaz. Pal., 1925-1-662), *Marquise de Vaucouleurs C. Compagnie Universelle du Canal Maritime de Suez*. Voir les conclusions de M. le Substitut Frémicourt.

— Trib. Civ. Seine, 23 avril 1932 (*Caoutchoucs de Padang*), précité, et la note de M. E. Pilon sous Cass., 17 juillet 1935 (S. 1936-1-41).

(59) a) Arrêts rendus en matière de nationalité : Colmar, 22 janvier 1923 (Clunet 1924, p. 723 ; *Revue de Droit International Privé*, 1924, p. 130).

— Trib. Civ. Seine, 1^{er} avril 1925 (*Canal de Suez*). M. le Substitut Frémicourt déclara dans ses conclusions : « Aucune discussion, Messieurs, en « ce qui concerne la nationalité et le siège de la Société. La Compagnie de « Suez est égyptienne ; elle a son siège social à Alexandrie. Et comme on « décide généralement que le domicile d'une société est là où elle a son siège « social, je ne suis pas disposé à contester que c'est à Alexandrie qu'est « domiciliée la Compagnie de Suez ».

— Trib. Comm. Oran, 8 juin 1925 (Clunet 26, p. 702).

— Montpellier, 3 mai 1926 (Dalloz Hebd., 1926, p. 398) : Est française une société en nom collectif dont le siège social est en France et dont les associés sont de nationalité espagnole.

— Douai, 12 juillet 1927 et Cass. Req., 24 décembre 1928 (S. 29-1-121), précités.

b) Arrêts rendus en matière de compétence : Cass. Req., 7 mars 1923 (S. 23-1-344) ; — Cass. Req., 23 juin 1924 (S. 25-1-360, et la note) : « Attendu que « le tribunal compétent pour prononcer la faillite d'une société et pour en « suivre les opérations est celui du domicile de cette société ; que le domicile « d'une société est en principe au siège social fixé par les statuts. »

de la comptabilité, lieu des opérations commerciales et de passation des contrats, etc... (60). Deux arrêts de la Chambre des Requêtes du 23 juillet 1924 et 17 juillet 1935 (affaire de Padang) semblent encore attribuer un rôle décisif au conseil d'administration et à l'assemblée générale, lorsqu'ils se réunissent en un même lieu (61).

Par contre, le jugement du Tribunal de la Seine du 6 juillet 1935 (Phosphates de Constantine) énonce nettement le principe inverse : « Attendu... que le lieu de réunion du conseil d'administration de la Compagnie et celui des assemblées d'actionnaires ne sont pas, à eux seuls, les éléments déterminants quant à la fixation du siège social... » La même décision emploie également une formule plus générale affirmant « que le domicile unique ou le siège social d'une société se trouve au lieu de son principal établissement, lequel est déterminé par la réunion de divers éléments, dont aucun, pris isolément, ne présente il est vrai un caractère décisif ou prédominant;... » Enfin, on relève dans ce jugement une innovation très importante : le lieu de l'exploitation principale constitue un des principaux éléments constitutifs du siège social, au même titre que les organismes de direction administrative et commerciale (62).

On retrouve parfois la distinction entre siège social et siège administratif. Il suffit de lire les décisions qui font cette distinction pour s'apercevoir que cette dualité dans les termes ne correspond nullement à une réalité. Il s'agit simplement d'un fractionnement du siège social, et le nom de siège administratif est attribué au groupe d'éléments jugé insuffisant pour constituer le domicile social. Ceci explique que certains de ces éléments soient situés tantôt au siège social, tantôt au siège dit « administratif » (63).

(60) Cass. Req., 7 mars 1923 (S. 23-1-344); — Cass. Req., 23 juin 1924 (S. 25-1-360); — Trib. Civ. Seine, 23 avril 1932 et 6 juillet 1935; Cass. Req., 17 juillet 1935 (cf. supra, n° 40 et 44).

— Adde : Trib. Civ. Bruxelles, 26 février 1923 (D. P. 23-2-54).

(61) Cass. Req., 23 juin 1924 (S. 25-1-360, et la note : Dalloz Hebd., 1924, p. 541), Casino de Pourville-sur-Mer.

— Trib. Civ. Seine, 23 avril 1932; Cass. Req., 17 juillet 1935 (cf. ci-dessus, n° 40 et les notes précitées de MM. Solus et Pilon).

(62) Cf. supra, n° 44 et la note de M. Solus au S. 36-2-65.

(63) Trib. Civ. Seine, 1^{er} avril 1925 (Canal Maritime de Suez), et les conclusions de M. le Substitut Frémicourt : « La Société dit l'article 3 des statuts « a son siège à Alexandrie et son domicile administratif à Paris. Et ce domicile « administratif n'est pas un simple domicile d'élection attributif de juridiction ; c'est le centre de l'activité, administrative et financière de la Société. « Tandis que celle-ci n'est représentée en Egypte que par un agent supérieur,

85. — Il reste à examiner la notion de siège social fictif ou frauduleux. De nombreux arrêts exigent qu'à la lettre des statuts corresponde un siège réel, effectif et sérieux, et non pas un siège fictif et frauduleux (64).

Nulle part on ne trouve de distinction explicitement établie entre la fictivité et la fraude. Il est vrai que parfois les tribunaux se sont uniquement prévalus de la fictivité, la Cour de Cassation par exemple dans son arrêt du 23 juin 1924 (65). Le Tribunal de Commerce de la Seine, dans son jugement du 14 avril 1921 invoque au contraire uniquement la fraude à la loi (66). Mais, dans son ensemble, la jurisprudence réunit et

« c'est à Paris que siège le Conseil d'Administration ; c'est là que se réunissent les Assemblées d'actionnaires, c'est là qu'est centralisée la comptabilité. C'est à Paris encore que réside le représentant du gouvernement égyptien auprès de la société, de même que c'est à Paris qu'ont eu lieu, de tout temps, les émissions d'actions et d'obligations.

« Mais tout cela ne fait pas, j'en conviens, que ce domicile administratif soit le siège social de la Compagnie, et puisque ce siège social est à Alexandrie... » ; — Trib. Civ. Seine, 6 juillet 1935 (Phosphates de Constantine) : « Attendu que le siège administratif, créé en 1925 à Paris, 86, rue Saint-Lazare, ne constitue en effet qu'un organisme annexe, bureaux de renseignements et de liaison, destiné notamment à assurer le contact avec les fournisseurs métropolitains et à faciliter certaines négociations et opérations limitées... »

(64) Trib. Comm. Seine, 14 avril 1921 (Gaz. Pal. 21-2-446), précité ; — Trib. Civ. Bruxelles, 26 février 1923 (D. P. 23-2-54), précité ; — Cass. Req., 27 mars 1923 (S. 23-1-344), Compagnie générale des Eaux Minérales et Grands Hôtels de Luxeuil ; — Cass. Req., 23 juin 1924 (S. 25-1-360), précité ; — Cass. Req., 26 avril 1932, Société anonyme des magasins Emile Lenoble : « Attendu que la Société anonyme des Magasins Emile Lenoble avait au Havre à la fois son siège social et son centre d'activité ; que si le siège social a été transféré à Paris... il résulte des documents de la cause que ce changement de son siège social, effectué au moment où la Société ne pouvait plus faire face à ses échéances, et quelques jours avant les six premiers protêts, est resté purement nominal et que tout l'actif social est demeuré au Havre où s'effectuaient toutes les ventes de la Société. »

— Trib. Civ. Seine, 23 avril 1932 et Cass. Req., 17 juil. 1935 (Padang) ; — Trib. Civ. Seine, 6 juillet 1935 (Phosphates de Constantine).

Dans ces quatre dernières décisions, c'est à l'occasion d'un transfert du siège social que la fictivité de ce dernier avait été soulevé.

(65) Cass. Req., 23 juin 1924, précité : « Attendu... que le domicile d'une société est en principe au siège social fixé par les statuts, à moins qu'il ne soit établi que ce siège social n'est qu'une fiction et qu'en réalité toutes les opérations de la société se font dans un autre endroit ;

« Attendu en l'espèce que le siège social de la société a été fixé par les Statuts à Paris et y est toujours demeuré établi... »

— Cass. Req., 7 mars 1923, précité : « Attendu que si le siège social de la Compagnie Générale des Eaux Minérales et Grands Hôtels de Luxeuil a été fixé à Paris par les statuts de cette société, cette fixation resta purement nominale... »

(66) Trib. Comm. Seine, 14 avril 1921, précité : « Attendu... que Tassart prétend... que cette Société n'aurait été formée que pour permettre d'échapper aux prescriptions impératives de la loi française interdisant des relations commerciales avec les sujets des nations ennemies ; qu'en réalité cette société aurait été constituée à toutes fin et sans souci des intérêts français ; qu'en tout cas ladite société suisse aurait toujours été française dans la pensée de ses fondateurs... »

confond ces deux notions : il est facile de s'en rendre compte à la lecture des décisions rendues à l'occasion des deux litiges qui ont provoqué cette étude (67). On lit notamment dans les attendus concernant la Compagnie des Phosphates de Constantine : « Attendu que le transfert du siège social de la Compagnie des Phosphates de Constantine ne pourrait être considéré comme fictif que si sa fixation à Alger... avait été inspirée par l'intention de faire fraude à la loi, notamment en vue d'échapper à certaines obligations imposées par la législation fiscale en vigueur et que si, d'autre part, la collectivité intéressée n'avait pas son établissement principal au lieu désigné comme siège social par les nouveaux statuts...

« Attendu en définitive qu'il n'est pas démontré que le transfert du siège social de la Compagnie des Phosphates de Constantine soit entaché de fictivité, c'est-à-dire qu'il ait été opéré dans une pensée de fraude et qu'il ne corresponde pas à un établissement effectif dans la colonie... »

Le Tribunal de la Seine exige donc implicitement pour qu'un siège social statutaire soit déclaré nul, qu'il cumule les deux conditions suivantes : n'être pas réel, et de plus, être frauduleux. Il est évident que si, en fait, la fictivité et la fraude vont presque toujours de pair, logiquement tout au moins une seule de ces conditions suffirait à faire considérer comme nulle la fixation statutaire du siège (68).

La preuve de la fictivité n'offre, nous l'avons déjà vu, aucune difficulté : il suffit de montrer l'absence du lieu du siège statutaire des divers éléments constitutifs du siège social.

Par contre la preuve de l'intention frauduleuse peut être rapportée par la réunion de présomptions étrangères aux éléments constitutifs du siège. C'est ainsi que l'on considère le domicile et la nationalité des associés, l'objet de la société et le lieu de sa constitution, le lieu d'émission et de souscription des valeurs de la Société (69), enfin, et surtout, le lieu de l'exploitation industrielle. En effet, toutes les fois que la Cour Suprême a constaté la coexistence en un même lieu du siège social

(67) Supra, n° 40 et 44.

(68) Cet attendu du jugement confirme l'opinion exposée par M. Solus. Cf. supra, n° 69.

(69) Trib. Comm. Seine, 14 avril 1921, précité : « Attendu que des statuts de ladite société il ressort expressément que celle-ci a son siège social à Genève, qu'elle est régie par la loi suisse ; que lors de sa constitution... toutes les actions ont été souscrites par dix huit actionnaires, tous de nationalité suisse ; qu'enfin l'objet de ladite société est d'entreprendre, pour

statutaire et du centre d'exploitation, elle a déclaré réel et sérieux le siège statutaire (70). L'importance du centre d'exploitation, quoiqu'indirecte, tend donc à devenir considérable.

Conclusion : Le siège social régulier en droit positif actuel

86. — Il est nécessaire maintenant de condenser en quelques mots les résultats de cette étude juridique du siège social.

Le siège social, domicile de la société, est, de ce fait, unique. La volonté des associés, exprimée par les statuts, ne saurait suffire à le fixer en un lieu quelconque, si elle n'était corroborée par l'établissement réel des éléments constitutifs en ce lieu. En effet le siège doit être constitué par divers organismes dont la réunion forme la direction juridique, administrative et commerciale de l'affaire. Aucune énumération limitative de ces organismes n'est fournie par la jurisprudence, qui considère à la fois le lieu de réunion du Conseil d'administration, le lieu de réunion des Assemblées d'actionnaires, les bureaux d'où émane la direction courante de la société et à la tête desquels se trouve un administrateur délégué, directeur ou gérant, le lieu de tenue de la comptabilité et de réunion des archives, la réception et l'expédition de la correspondance, l'émission et l'aboutissement des effets de commerce, la passation des contrats intéressant les affaires sociales, etc...

Bien que parfois la jurisprudence semble avoir attribué une importance particulière au lieu où se réunissent le conseil d'administration et l'assemblée générale, nous nous rallierons à

« son compte ou pour le compte de tiers en tous pays, toutes exploitations « pétrolifères... Attendu que tous les associés et fondateurs étant de nationalité suisse lors de sa constitution, il en résulte que ladite société peut « incontestablement revendiquer la nationalité suisse... »

Cf. également le jugement du Tribunal de la Seine dans l'affaire des caoutchoucs de Padang.

(70) Cass. Req., 24 décembre 1928 (S. 29-1-121) et 12 mai 1931 (S. 32-1-57), précités ; — Cass. Req., 17 juillet 1930 (Clunet 31, p. 654). —

Cf. les notes de M. Solus au S. 33-2-48 et au S. 36-2-65.

— Trib. Civ. Seine 6 juillet 1935, précité : « Or, attendu que l'exploitation « principale de la Compagnie des Phosphates de Constantine est située à « Kouif (Algérie)...

« Attendu... que sur ce territoire se trouvent des centres d'action et d'exploitation ; qu'une concordance existe entre le lieu fixé par les nouveaux statuts « comme celui du siège social et le lieu où la Compagnie a son principal établissement ; ... »

l'opinion émise par le Tribunal de la Seine dans son jugement du 6 juillet 1935 : aucun des éléments constitutifs du siège social ne présente un caractère d'importance essentielle. Il en résulte qu'en cas de fractionnement du siège social, le juge devra examiner les faits et fixer le domicile unique au lieu où sont groupés plusieurs éléments pouvant constituer le centre de l'activité juridique de la société (71).

87. — La matière la plus délicate est l'étude des notions de fictivité et de fraude. La doctrine est sur ce point diverse et contradictoire. La jurisprudence est beaucoup plus unie, mais elle reste fort confuse et ne peut distinguer nettement la fictivité de la fraude. Cependant c'est à l'aide d'éléments étrangers à la constitution du siège qu'elle établit la fraude. Inversement la bonne foi sera prouvée par un intérêt sérieux, une attache évidente entre le lieu où est fixé le siège social et le siège social lui-même. Certains auteurs ont vivement critiqué la jurisprudence sur ce point (72), lui reprochant un manque de logique : en effet, après avoir déterminé les éléments constituant le siège social, elle en arrive à déclarer nul un siège social réunissant tous ces éléments, et ce en se basant sur des données auxquelles elle refuse toute importance. C'est ainsi que la nationalité des associés et des administrateurs, leur domicile, le lieu de souscription des actions, et surtout le centre de l'exploitation industrielle, qui ne sont pas des éléments constitutifs du siège social, peuvent, d'après la jurisprudence, conférer à ce siège un caractère régulier ou frauduleux.

Sur ce point, nous ne pouvons admettre les critiques de la doctrine, et cela pour deux raisons. La première est une raison pratique dont les auteurs eux-mêmes reconnaissent la valeur

(71) Rappelons encore qu'il n'existe aucune différence entre le cas de l'établissement premier du siège social et le cas de son transfert en un lieu nouveau.

(72) Arminjon : op. cit., T. II, p. 519 et sq.

— Pépy : n° 13 : « Il y a là un illogisme évident. Si le domicile — ou le « siège social — de la société détermine la nationalité de celle-ci, parce qu'il « est le lieu où se concentre la vie juridique de la société, parce qu'il est le « lieu où se nouent les intérêts engagés dans celle-ci, il ne devrait pas être « fait appel à d'autres circonstances pour dégager la nationalité sociale. Il « devrait suffire que le siège social statutaire soit un siège social réel, où « fonctionnent véritablement les organes de direction et de contrôle de l'acti- « vité de la société. Il ne devrait pas être nécessaire d'appuyer les indications « fournies par le domicile, seul élément capable de déterminer la nationalité « de la société, par des indications empruntées à d'autres éléments incapables « de jouer ce rôle ».

— En faveur de la théorie jurisprudentielle : Cooper-Royer, op. cit., T. I^{er}, n° 310.

(73) : il peut arriver, bien que cela soit exceptionnel et qu'en général un siège frauduleux soit également fictif, que les fondateurs d'une société établissent un siège réel en un pays ou en un lieu étranger à toute activité de la société. Cela aurait pour but d'éviter les rigueurs de la loi nationale et de faciliter certaines escroqueries aux dépens des souscripteurs, ou certaines fraudes fiscales. Les tribunaux ne pouvaient admettre une telle pratique et ils devaient la combattre par tous les moyens dont ils pouvaient disposer.

A un second point de vue, purement juridique, les critiques de la doctrine ne nous paraissent pas fondées. Elles ne s'expliquent que par la confusion de la fictivité avec la fraude, que l'on retrouve chez les auteurs comme dans la jurisprudence. En effet seule la fictivité peut être prouvée si l'on ne considère que les éléments constitutifs du siège et le fait purement matériel de la présence ou de l'absence de ces éléments au lieu du siège statutaire. Au contraire, prouver une fraude, c'est prouver une intention. Le propre de la fraude est précisément de vicier un acte qui serait valable s'il était accompli de bonne foi. Un siège réel, c'est-à-dire non fictif, pouvant dès lors être frauduleux, force sera de recourir à d'autres éléments que ceux constituant le siège pour prouver la fraude.

Et cela nous permet de dégager les deux conditions qu'un siège social doit remplir pour être régulier : il faut qu'il soit d'une part réel, d'autre part non frauduleux (74).

88. — Indiscutablement, donc, la jurisprudence a érigé une théorie du siège social, théorie parfois indécise cependant, car elle a été bâtie sur des cas d'espèce fort variés. Elle laisse une

(73) Arminjon : op. et loc. cit. : « En réalité les décisions de jurisprudence « qui donnent ce sens et cette portée à l'exception de fraude à la loi ont été « inspirées par le désir de protéger l'épargne nationale contre les manœuvres « de financiers sans scrupules. On peut, en effet, supposer le cas où le siège « social aurait été fixé ou transféré dans un pays éloigné de celui où les asso- « ciés sont domiciliés et peu accessible, afin de les empêcher d'exercer leurs « droits de vérifications et de contrôle. Spécialement s'agissant d'une société « anonyme, afin de rendre pratiquement impossible la présence d'actionnaires « aux assemblées. Inutile dans cette hypothèse de recourir à la fraude à la « loi. L'acte social serait alors vicié par une fraude aux droits des associés et « des créanciers sociaux ». Cette conclusion de M. Arminjon est fort discutable : nationalité d'une société, compétence juridictionnelle, ce sont là des matières d'ordre public. Et d'ailleurs, en cas de fraude fiscale, la fraude à la loi n'est-elle pas seule à intervenir ?

— Cf. également : Pépy, n° 14.

(74) Cf. les notes de M. Solus au S. 1933-2-49 (Caoutchoucs de Padang) et au S. 1936-2-65 (Phosphates de Constantine).

place très importante à l'appréciation du juge, notamment en ce qui concerne la fixation du lieu du siège social en cas de fractionnement des éléments constitutifs. Néanmoins la liberté du juge n'est pas absolue ; certains principes sont acquis, auxquels il doit se soumettre, même si leur application pouvait entraîner des conséquences regrettables. Ce sera le cas parfois nous allons le voir, dans des litiges d'une espèce nouvelle, imprévue : les litiges concernant le siège des sociétés coloniales.

QUATRIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU SIÈGE SOCIAL AUX SOCIÉTÉS COLONIALES

89. — Nous sommes désormais en mesure d'apprécier la valeur juridique des décisions judiciaires rendues dans les deux affaires qui nous intéressent spécialement, l'affaire des « Caoutchoucs de Padang » et l'affaire des « Phosphates de Constantine ».

Trouve-t-on dans ces décisions l'application de la théorie du siège social que nous venons d'étudier ? Lorsque nous aurons examiné cette question de droit pur, nous rechercherons quelles peuvent être les conséquences pratiques et économiques des solutions adoptées par les tribunaux. Telle sera la matière traitée dans un premier chapitre.

Un second chapitre sera consacré à l'étude des tentatives qui ont été faites en vue de résoudre par la voie législative le problème du siège social des sociétés coloniales.

CHAPITRE PREMIER

ETUDE CRITIQUE DES DECISIONS RELATIVES AU SIEGE SOCIAL DES SOCIETES COLONIALES

§ 1. — CRITIQUE DE CES DÉCISIONS SUR LE PLAN JURIDIQUE ET LOGIQUE

90. — Une constatation s'impose dès l'abord : les sociétés coloniales sont régies par les mêmes textes que les sociétés métropolitaines, elles sont soumises au même régime juridique. Et cependant leur situation est fort différente : elles sont installées dans des pays peu évolués qui ne peuvent se mettre eux-mêmes en valeur par leurs propres ressources (1). C'est donc dans la Métropole qu'il faudra rechercher des capitaux et par conséquent des actionnaires et des administrateurs. C'est en grande partie à la métropole qu'il faudra s'adresser pour obtenir le personnel nécessaire, l'outillage, et pour ménager à l'entreprise une clientèle et des débouchés. Le fractionnement du siège social est donc très fréquent, en raison de ces circonstances spéciales. Ces circonstances, il faut tout de suite reconnaître que la jurisprudence n'en a guère tenu compte et que la théorie jurisprudentielle du siège social ne les avait pas prévues.

91. — C'est pourquoi, dans les deux litiges qui nous intéressent ici les juges ont affirmé, suivant le système classique, que le siège social d'une société coloniale est « au lieu où se trouvent les principaux organes directeurs de la société ». Mais alors que le jugement rendu dans l'affaire des Phosphates de Constantine s'efforce effectivement de rechercher quels sont les organes directeurs et où ils sont établis, les décisions concernant la Compagnie de Padang suivent une voie différente. En effet elles admettent « a priori » que « la direction juridique « financière et administrative, la seule qui doive entrer en ligne « de compte en l'espèce » est située au lieu où se réunissent le Conseil d'Administration et les Assemblées générales. MM.

(1) Cf. *supra*, n° 3 et 4.

Solus et Dareste qui ont annoté ces décisions, critiquent vivement cette affirmation (2). Il fallait rechercher quel était le centre de la vie sociale et des affaires commerciales, quel était le lieu des principaux intérêts. Il ne suffisait donc pas de considérer le conseil d'administration et les assemblées générales qui ne constituent qu'un élément parmi tant d'autres. Et cela, qui est vrai d'une façon générale, l'est encore bien plus dans le cas particulier des sociétés coloniales, et notamment de la Compagnie de Padang.

En effet, d'une façon générale, on ne peut prétendre que l'Assemblée générale soit un organe de direction fixant le centre des intérêts sociaux. Sa réunion n'a lieu le plus souvent qu'une fois l'an ; on y examine le bilan et la marche des affaires pour l'année précédente et l'on s'occupe surtout des questions financières. On y discute essentiellement des distributions de dividendes, des émissions d'actions ou obligations nouvelles, de l'augmentation ou de la diminution éventuelles du capital. Quant au lieu de l'Assemblée, il n'a rien de commun avec les intérêts juridiques de la société : il dépend uniquement des commodités offertes aux actionnaires pour faciliter leur réunion. Si les actionnaires d'une société coloniale habitent la métropole, il est normal que ces assemblées aient lieu à Paris par exemple, et non pas à Saïgon ou dans une autre colonie lointaine. Enfin le lieu de ces réunions pourra même être variable, nous l'avons déjà vu (3). Pour le cas de la Compagnie de Padang, l'hypothèse était prévue aux statuts, et, en fait, les réunions eurent lieu parfois à Saïgon ; de même que les réunions des actionnaires de la Compagnie des Phosphates de Constantine s'étaient tenues tantôt à Paris, tantôt à Alger.

Quant au Conseil d'Administration, il ne constitue en fait,

(2) M. Solus écrit dans sa note au S. 33-2-49 : « Le problème à résoudre « n'est pas uniquement de savoir si c'est bien au lieu du siège social indiqué « par les statuts modifiés que se réunissent les assemblées générales et les « conseils d'administration... Il ne s'agit là que d'un élément parmi d'autres... »

— M. Dareste, de son côté, écrit au Dareste 1932-3-171 : « La question « essentielle était celle de savoir où est l'autorité supérieure qui commande, « le centre où tout aboutit, d'où partent les ordres et où convergent les de- « mandes, l'office central qui correspond journallement avec les clients et les « correspondants de la société, qui concentre les principales affaires et les inté- « rêts essentiels, où la direction effective se tient en permanence. Cette question, « le Tribunal de la Seine ne la traite ni ne l'examine. Il n'est pas exagéré de « dire que son jugement passe à côté de la véritable question ».

— Cf. également les notes de M. Dareste au Dareste 1935-3-85, et de M. Solus au S. 1936-2-65.

(3) Cf. *supra*. n° 64.

lui aussi, qu'un organisme intermittent. Les réunions n'ont lieu qu'à des intervalles assez éloignés (4). Ce n'est, sans attacher au mot toute son importance juridique, qu'un mandataire de l'Assemblée générale, et non pas l'organe moteur sans lequel une société ne pourrait continuer à vivre. Il s'occupe des débouchés qu'il convient de créer aux produits de l'industrie sociale, il suit l'évolution de l'affaire surtout sur le plan financier, et organise certaines institutions qui fonctionnent en marge de l'entreprise proprement dite, par exemple les écoles d'apprentis. En un mot sa sphère d'action est limitée, surtout en fait, et comme son action est avant tout financière, c'est au centre des intérêts financiers qu'il tendra à se réunir. Or, répétons-le, le centre des intérêts financiers d'une société coloniale se trouve situé à la métropole, lorsqu'il s'agit de sociétés de capitaux. D'ailleurs les administrateurs seront eux-mêmes domiciliés en France le plus souvent, et non à la colonie. Comment pourrait-on exiger qu'ils allassent tenir conseil à Saïgon ? Seule la facilité des transports entre la France et l'Algérie explique que certains conseils d'administration de la Compagnie des Phosphates de Constantine se soient tenus à Alger (5).

Pour nous résumer, il nous semble qu'on ne pourrait sans nuire à la bonne marche des sociétés coloniales et sans entraver le droit de contrôle des actionnaires, exiger que ces sociétés tinsent à la colonie leurs réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Les arguments secondaires retenus par le Tribunal de la Seine dans son jugement du 23 avril 1932 sont également sans valeur. L'élection de domicile à Paris pour attribution de compétence au Tribunal de la Seine des litiges entre la Société et les actionnaires est une question totalement étrangère à celle du siège social. Quant à la remarque portant sur « l'utilisation de la comptabilité à Paris », la façon même dont elle est formulée équivaut à reconnaître que cette comptabilité est bien dressée à Saïgon (6).

92. — Une autre critique importante doit être adressée aux deux décisions rendues dans l'affaire de la Compagnie de Pa-

(4) Ces intervalles varient suivant le rôle effectivement joué par le conseil, et peuvent être fixés par les statuts (séances ordinaires). En fait le conseil d'administration se réunira le plus souvent toutes les quinzaines, tous les mois, ou même tous les deux ou trois mois.

(5) Cf. *supra*, n° 41.

(6) Note Dareste au Dareste 1932-3-171.

dang. En effet, après avoir affirmé « qu'il importe peu que, « depuis sa création la Société exploite à Sumatra ou en Indo- « chine », le Tribunal de la Seine s'attache à démontrer que « la partie exploitée en Indochine est peu importante compa- « rativement au domaine de Sumatra » (7). Le manque de lo- gique est flagrant, et l'opinion ne peut se justifier. M. Solus, commentant cet attendu, fait remarquer que l'exploitation indo- chinoise joue au contraire un rôle important. Elle démontre qu'il existe en Indochine un champ d'activité sociale, que des capitaux s'y trouvent engagés, que la société y a d'importants intérêts. On doit donc admettre qu'il y a entre le nouveau siège statutaire et le lieu d'exploitation une concordance certaine, et que la Société avait un intérêt sérieux à transférer à Saïgon son siège social : dans des cas semblables la Cour de Cassation a maintes fois déclaré le siège social réel et non frauduleux (8). Par ailleurs, le transfert à Saïgon permet aux éléments direc- teurs de la société de se rapprocher considérablement de l'ex- ploitation de Sumatra, tout en conservant à la société sa natio- nalité française. L'objection soulevée par le jugement qui com- pare les importances respectives des exploitations se détruit d'elle-même dans le cas de la Compagnie de Padang : en effet il n'existe à Paris et en France absolument aucun centre d'ex- ploitation, et d'autre part, si l'exploitation indochinoise n'est pas la plus importante, celle de Sumatra se trouve en territoire étranger. « Il n'existerait pas de raison », dit le jugement, « en « se basant sur l'exploitation, d'admettre le transfert du siège « social à Saïgon plutôt qu'à Sumatra ». En d'autres termes on reproche à la Société de Padang de s'être refusée à devenir

(7) Le Tribunal de la Seine relève des chiffres qui prouvent, en effet, la plus grande importance de l'exploitation de Sumatra : « Attendu qu'il importe peu « que, depuis sa création, la société exploite à Sumatra, Malaisie (Colonie hol- « landaise), ou en Indochine ; que, de l'aveu même de la Société, la partie « exploitée en Indochine est peu importante (domaine de Phu-Hung, acheté un « million en actions, voir assemblée générale du vingt mars mil neuf cent « vingt-cinq, concession de cinq mille hectares, mais plantée seulement sur mille « cinq cent trois haectares, dont cinq cent quatre vingt-six en rapport, même « au trente-et-un décembre mil neuf cent vingt-huit), comparativement au « domaine de Sumatra, Malaisie (évalué vingt-cinq millions au bilan mil neuf « cent vingt-quatre ; exploité sur onze mille sept cent cinquante-et-un hec- « tares) ; et qu'il n'existerait pas de raison, en se basant sur l'exploitation, « d'admettre le transfert à Saïgon plutôt qu'à Sumatra ;... »

Le jugement ne fait pas allusion au domaine indochinois de Phu-Hieng, acquis en 1928, et s'étendant sur près de 5.000 hectares ; toutefois l'importance prépondérante de l'exploitation matérielle de Sumatra reste indiscutable (cf. supra, n° 37).

(8) Cf. Cass. Req., 24 décembre 1928, 17 juillet 1930 et 12 mai 1931 précités.

une société néerlandaise, et d'avoir voulu rester française en fixant son siège au lieu de la seule exploitation qui existât sur un territoire français. Conception bien peu raisonnable, dirions-nous par euphémisme.

Dans l'affaire des Phosphates de Constantine, au contraire, on admet que l'exploitation matérielle doit être prise en considération. Le jugement en fait même un des éléments constitutifs du siège social, contrairement à l'opinion généralement admise jusqu'alors. Cette innovation, qui peut prêter à discussion dans le domaine du droit pur, offre d'incontestables avantages au point de vue pratique si on n'en exagère pas la portée. Il faudrait souhaiter, sans oser toutefois l'espérer, que la jurisprudence se dirige dans cette voie lorsqu'il s'agit de sociétés coloniales, dont la situation avons-nous remarqué, est très particulière (9).

Autrement dit, il faudrait concevoir une notion légèrement modifiée du siège social, spéciale aux sociétés coloniales.

93. — Pour tirer une conclusion de ces critiques, il reste à fournir une appréciation sur les solutions apportées par la jurisprudence aux procès des Compagnies des Caoutchoucs de Padang et des Phosphates de Constantine.

Un premier point est net : la conception jurisprudentielle du siège social n'avait pas prévu la question du caractère spécial des sociétés coloniales. Aussi aucune des décisions rendues n'a admis explicitement que ces sociétés se trouvaient dans une situation particulière.

Par ailleurs, le jugement et l'arrêt concernant la Compagnie de Padang n'ont pas appliqué la théorie jurisprudentielle classique. En effet il était impossible d'admettre la fictivité du siège social de Saïgon, alors qu'en cette ville se trouvaient les bureaux de l'administration et de la direction commerciale, qu'y était tenue la comptabilité, que s'y exerçaient le contrôle de l'organe de surveillance, qu'y résidait un directeur, qu'y étaient réunies les archives, centralisées les recettes, effectués les paiements (10).

Les décisions prétendent se prévaloir de la haute direction juridique, administrative et financière de la société. Cette haute

(9) En ce sens : Cass. Civ., 9 avril 1913, précité (Société des Charbonnages de la Nouvelle Calédonie).

(10) Cf. ci-dessus, n° 39, et la note de M. Solus au S. 33-2-49.

direction ne saurait être à Paris, où la Société n'a aucun établissement, aucun personnel, où elle ne traite pas d'affaires. Seuls s'y réunissent généralement — pas toujours — les administrateurs et les actionnaires. En réalité la direction supérieure, les ordres et instructions émanent de la Société Financière des Caoutchoucs dont le siège est à Bruxelles, et qui a toujours joué ce rôle depuis la fondation de la Compagnie de Padang. Que les tribunaux n'en déduisent-ils dès lors l'extranéité de la Compagnie de Padang ?

Si l'on ne peut admettre la fictivité du siège social de Saïgon, on n'en peut pas davantage admettre le caractère frauduleux. M. Solus rappelle à ce sujet que le transfert du siège n'a nullement eu pour but, ni pour effet, de soustraire la Compagnie aux dispositions des lois commerciales françaises. Peut-être y a-t-il eu désir de diminuer les charges fiscales de la société, mais ce n'était là qu'un désir légitime puisque les sociétés coloniales sont en droit de bénéficier du régime fiscal avantageux en vigueur à la colonie (11). Enfin on ne saurait prétendre qu'un siège est frauduleux alors que la société possède au lieu où il est fixé des intérêts sérieux et des attaches évidentes. Il ne faut pas oublier, en effet, que le transfert du siège à Saïgon coïncida avec l'acquisition en Cochinchine de la concession de Phu-Hieng et la création d'un centre d'exploitation indochinois. Sans doute l'importance de cette exploitation était-elle secondaire, mais le caractère réel de l'établissement matériel était indiscutable. Donc, en l'espèce, la Compagnie de Padang avait tout intérêt à transférer son siège au lieu d'une exploitation et au centre de ses affaires commerciales.

Juridiquement et logiquement, donc, le Tribunal de la Seine et la Cour de Cassation auraient dû proclamer la régularité du siège indochinois.

Quant au jugement du tribunal de la Seine du 6 juillet 1935 (Phosphates de Constantine), il a adopté une solution bien plus satisfaisante en fait et en droit. Sans doute a-t-il élargi la notion traditionnelle de siège social ; ce faisant, il cherchait peut-être à adapter cette notion traditionnelle aux situations particulières des sociétés coloniales. Le caractère propre de la jurisprudence réside précisément dans cette souplesse et cette faculté d'adaptation aux réalités, aux situations de fait.

(11) Cf. *supra*, n° 31, et la note de M. Solus au S. 33-2-49.

§ 2. — LES CONSÉQUENCES PRATIQUES

ET LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES DE CETTE JURISPRUDENCE (12)

94. — A l'époque actuelle, certaines de nos colonies ont déjà franchi les premiers stades de l'évolution économique. Elles ont acquis une vie économique propre. De nombreuses entreprises s'y créent, s'y transportent, s'y développent. Il est concevable maintenant, qu'une société de capitaux établisse son siège social dans une colonie. Cependant c'est dans la Métropole qu'elle trouvera les capitaux, le personnel dirigeant et technique, l'outillage, les débouchés dont elle a besoin dès l'origine. Il reste donc normal qu'une grande société fixe tout d'abord son siège en France. Par la suite, lorsque l'exploitation fonctionnera normalement et que la marche des affaires suivra un cours régulier, le transfert du siège à la colonie pourra offrir d'appréciables avantages. C'est cette considération, jointe au désir légitime de jouir d'un régime fiscal favorable, qui provoqua, depuis 1925 surtout, le transfert à la colonie de nombreux sièges.

Cependant le marché financier, les actionnaires, les administrateurs et une grosse partie de la clientèle demeuraient fixés en France. La rupture avec la Métropole ne pouvait donc être complète. Ceci explique que la plupart des sociétés coloniales importantes aient conservé ou établi en France un bureau, une agence, un siège secondaire en quelque sorte (13). Le transfert ou la fixation du siège à la colonie n'en sont pas moins réguliers et ne peuvent être suspectés de fictivité ou de fraude.

Les décisions rendues dans l'affaire de la Compagnie de Padang expriment une opinion contraire. Que peut-on en conclure ?

Deux solutions s'offrent aux sociétés qui veulent éviter un sort semblable à celui de la Compagnie de Padang. La première consiste à réunir tous les organes sociaux à la colonie,

(12) « Le régime fiscal des Sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies », mémoire publié par l'Union Coloniale Française (mai 1934).

— Cf. également l'exposé des motifs de la proposition de loi de M. G. Candace déposée le 12 février 1932 (infra n° 100, Documents parlementaires, Chambre, session 1932, n° 6372).

(13) Cf. par exemple, l'« Annuaire des Entreprises coloniales » de 1934 : plus de la moitié des Sociétés coloniales possèdent un organe en France (siège administratif, agence, bureau, etc...). Les Sociétés qui restent purement coloniales sont les moins importantes : ce sont le plus souvent des Sociétés de personnes, jamais de grandes Sociétés anonymes.

au lieu du siège social. Or c'est dans la Métropole que l'on trouve les hommes nécessaires pour administrer de grandes sociétés de capitaux, et ces personnes compétentes ne peuvent accepter d'aller résider quelque part dans une colonie lointaine, en cessant tout rapport direct avec les grands centres d'affaires qui n'existent que dans la métropole. Conçoit-on que M. de P..., président du Conseil d'administration de la Compagnie des Phosphates de Constantine aille résider à Alger, à Bône ou au Djebel Kouif, alors qu'il est administrateur en même temps de dix autres sociétés ? Conçoit-on davantage que, chaque mois, les membres du Conseil d'administration de la Compagnie de Padang prennent l'avion à Paris pour aller tenir leur séance à Saïgon ? Il arrive que certaines sociétés convoquent leur actionnaires en Assemblée générale au siège colonial, il s'agit alors, le plus souvent, d'une manœuvre peu honnête. En effet les actionnaires, presque tous métropolitains, n'ont garde d'aller assister à ces réunions convoquées à Hanoï, à Tananarive ou à Brazzaville. Seuls se déplacent quelques actionnaires puissants auxquels sont en outre confiés de nombreux pouvoirs, et qui peuvent ainsi librement décider des mesures à prendre, le droit de contrôle des autres actionnaires étant pratiquement anéanti. La Commission des Finances de la Conférence Economique Impériale qui s'était réunie durant l'hiver 1934-1935 a fort bien compris ce danger et a exprimé ainsi son opinion : « En incitant par de telles mesures les sociétés à transporter hors de la Métropole leurs organes d'administration et de contrôle, on va à l'encontre d'une saine gestion des entreprises, et, en dernière analyse, à l'encontre même des intérêts nationaux. » (14).

Une seconde solution s'offre aux sociétés coloniales et s'impose même aux sociétés de capitaux. C'est la conservation du

(14) Et le texte voté par la Commission poursuit ainsi : « Maintenus dans la métropole, les organes directeurs et l'Assemblée des actionnaires se trouvent plus dégagés des influences purement locales, ils sont mieux placés pour assurer le concours de personnalités métropolitaines qualifiées, ils peuvent mieux ainsi discipliner leur action selon une unité de vues nationale, contrairement à la forme non pas aux seules contingences locales, mais à l'ensemble même de l'économie générale française dont la Conférence a précisément pour but de reconnaître la meilleure formule ».

Il serait inutile, dès lors, de vouloir montrer davantage la faiblesse de l'argument soulevé par M. Pilon dans sa note au S. 1936-1-41. « A tort enfin, écrit M. Pilon, on verrait dans la solution de l'arrêt rapporté » (il s'agit de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation dans l'affaire de la Compagnie de Padang) « une entrave à l'expansion coloniale dont l'on ne saurait trop soutenir et encourager l'effort. Car, loin de priver les Sociétés françaises qui ont des établis-

siège social dans la Métropole (15). Tel est le but recherché par l'Administration fiscale. Mais alors, les sociétés coloniales de capitaux n'existent plus, ne peuvent plus exister. En vain les colonies chercheront à les attirer, à les aider, en vain leur offriront-elles des avantages fiscaux appréciables. Aucune société n'en saurait profiter. Aux difficultés et aux risques de l'entreprise coloniale viendra s'ajouter une fiscalité écrasante. Il est inutile d'insister pour montrer quel coup funeste ce serait porter à l'essor économique et à la mise en valeur de nos colonies.

95. — Quant aux sociétés coloniales qui ont fixé statutairement leur siège à la colonie, alors que ce siège est fractionné, leur situation actuelle est fort critique. L'Administration de l'Enregistrement va fort probablement se retourner maintenant contre elles, forte des décisions favorables à sa thèse. Il y a là une menace de litiges nombreux, car c'est par centaines que l'on compte les sociétés coloniales possédant divers organes en France. Combien d'entreprises sont ainsi exposées à une condamnation lourde, peut être même à la ruine ! Car, d'une part, la tendance jurisprudentielle reste incertaine, toutes les sociétés n'étant pas dans une situation aussi forte, aussi claire que l'était celle de la Compagnie des Phosphates de Constantine ; et d'autre part, les condamnations prononcées atteignent des chiffres énormes : plus de vingt millions de francs pour la Compagnie de Padang. Les jugements exigeraient en effet le paiement d'un rappel de plusieurs années, et, en outre, le versement de fortes amendes. Il est bien difficile dans une telle situation, d'échapper à la faillite.

Tout au plus ces sociétés condamnées pourraient-elles, par la suite, obtenir de l'administration fiscale coloniale le remboursement des impôts par elles versés pour une durée égale à celle du rappel. Il n'en subsisterait pas moins une différence

« ments aux colonies des avantages fiscaux de leur autonomie financière, la
« Cour de Cassation leur reconnaît au contraire formellement la possibilité de
« profiter du tarif colonial réduit, mais à la condition d'y avoir ou d'y transférer réellement leur siège social.

« Condition imposée par la loi qui, ainsi que le rappelle l'arrêt, prescrit que
« les impôts dont il s'agit soient acquittés au lieu du siège social et condition
« dictée, aussi par le légitime souci, à une époque de grosse évasion fiscale,
« d'appliquer strictement, pour y parer dans la mesure du possible, les règles
« légales concernant le lieu du paiement des impôts. »

(15) « La Quinzaine coloniale » du 25 mai 1928 (p. 179 et 180 : Le régime fiscal des Sociétés Coloniales).

lourde entre les sommes à verser et celles à recevoir. Et surtout, ce recours ne laisse pas de présenter certains aléas ou inconvénients. Son effet peut être trop tardif ou insuffisant pour empêcher la mise en faillite de la société ; il peut même être encore restreint par le jeu de la prescription en faveur du Trésor de la colonie. Enfin son résultat n'est certain que si la société a suivi une procédure judiciaire : en effet rien ne pourrait imposer aux tribunaux coloniaux qui seraient saisis du recours la condamnation du Trésor de la colonie au remboursement exigé. La société perdrait alors ses deux procès. Une solution aussi inéquitable ne peut être évitée à coup sûr que si la société a eu la prudence, lors de son procès contre le fisc métropolitain, d'assigner en intervention forcée le Trésor de la Colonie, c'est-à-dire le gouverneur ou le gouverneur général de cette colonie. Les décisions rendues sont alors opposables tant au Trésor de la colonie qu'à la société elle-même (16).

96. — Si l'on se place au point de vue des colonies, les répercussions d'une jurisprudence comme celle de l'affaire de Padang, sont également profondes et regrettables.

Les Sociétés condamnées, nous l'avons vu, se retourneront contre elles et elles seront amenées à restituer des sommes importantes, ce qui pourra déséquilibrer un budget relativement restreint. Mais, chose plus grave, elles seront privées désormais d'une source fort appréciables de revenus réguliers et leur système financier et budgétaire sera certainement compromis. En d'autres termes, c'est aux dépens des finances de nos colonies que le fisc de la Métropole recherche un accroissement de ses recettes. Ici encore, au lieu d'une aide et d'un soutien, on trouve une lutte et une opposition.

(16) Il convient de rappeler que le Gouverneur Général de l'Indochine, dans le procès de la Compagnie de Padang, et le Gouverneur Général de l'Algérie, dans le procès de la Compagnie des Phosphates de Constantine, furent tous deux assignés en intervention ; les décisions rendues par le Tribunal de la Seine et la Cour de Cassation dans ces affaires leur sont donc respectivement opposables.

— Cf. « L'Indochine », Revue économique d'Extrême-Orient, n° des 5-20 avril 1932, p. 84 : « Un conflit fiscal entre l'Etat français et le gouvernement de l'Indochine. Une interview de M. Dureteste ») : « Au moins la Direction de « l'Enregistrement de la colonie restituerait les taxes qu'elle a perçues ? Rien « n'est moins certain. Remarquez qu'elle ne pourrait être condamnée à cette « restitution par le Tribunal de la Seine, incompétent à cet égard, et qu'une « décision différente de celle de ce tribunal pourrait être prononcée par les « magistrats de la Colonie. N'oubliez pas encore que faute de demande en ré- « pétition formée dans les cinq années de l'indue perception, l'action du rede- « vable sera prescrite et le montant des taxes définitivement acquis à la colonie. « Ainsi en Indochine en disposent les articles 72 et 138 de l'arrêté du 6 novem- « bre 1929 relatif au régime fiscal des valeurs mobilières... »

Lutte injuste d'ailleurs, où les colonies sont indûment lésées (17). Les sociétés qu'il s'agit d'imposer sont établies et exploitent dans une colonie. Il est juste et normal que les taxes fiscales acquittées par ces sociétés profitent au budget local. Suivant l'excellent formule de M. Solus, « le paiement des im-
« pôts par les particuliers a son fondement dans la nécessité
« de faire face aux dépenses qu'effectue la puissance publique
« en vue de leur assurer, sur le territoire la tranquillité et l'ordre social, le libre exercice et la sécurité du commerce et de
« l'industrie, et la création de l'outillage nécessaire à la mise
« en valeur du pays. » (18). Or quelle est la puissance publique qui, en l'espèce, assure l'ordre et le libre exercice de l'industrie et du commerce, qui organise l'outillage économique et règle le régime foncier du pays, qui crée les routes, les voies ferrées, les ports, les canaux ? C'est la colonie, et elle seule. Elle doit satisfaire à tous ces besoins par les moyens de son budget propre. En regard, quelles charges la Métropole assume-t-elle vis-à-vis des sociétés coloniales, en admettant même que divers organes d'administration et de contrôle s'y réunissent ? Aucune.

De toutes ces considérations de droit public et d'équité il résulte qu'il serait abusif et injuste de priver les budgets coloniaux de taxes qui leur sont dues pour les attribuer au budget métropolitain.

L'intérêt des colonies n'est pas le seul qui soit en jeu. L'intérêt national lui-même exige que la Métropole encourage l'essor de ses possessions et qu'elle augmente leur puissance d'achat ; car les colonies sont aujourd'hui les meilleurs clients de la Métropole, et de leur prospérité dépend sa propre prospérité et sa propre puissance.

On peut donc dire que des mesures propres à entraver l'essor des sociétés coloniales, et par conséquent l'essor économique des colonies, sont des mesures nuisibles à l'intérêt national.

97. — Conclusion : Nous venons d'analyser les décisions de jurisprudence concernant le siège social des sociétés coloniales. Nous avons vu que le jugement du Tribunal de la Seine et l'arrêt de la Chambre des Requêtes rendus dans l'affaire de la Com-

(17) et (18) Cf. la note de M. Solus au S. 1933-2-49.

— « Le régime fiscal des sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies » (1934 ; brochure rédigée par l'« Union Coloniale Française »), p. 9 à 12.

— Contra : la note précitée de M. Pilon au S. 1936-1-41.

pagnie de Padang étaient contestables au point de vue juridique ; ces décisions sont encore moins défendables sur le plan de la logique et des répercussions pratiques et économiques.

Par contre le jugement du Tribunal de la Seine rendu dans l'affaire de la Compagnie des Phosphates de Constantine, qui, dans l'ensemble, est acceptable au point de vue du droit pur, ne pourrait avoir que des conséquences heureuses pour les sociétés coloniales et, plus généralement, pour l'ensemble de l'économie coloniale. Malheureusement, ce n'est là qu'un simple jugement d'un Tribunal de première instance. Il est fort à craindre que ce soit l'arrêt de Cassation du 17 juillet 1935 qui fasse jurisprudence en la matière et qu'à l'avenir les tribunaux, comme ils le font souvent, consciemment ou non, penchent en faveur de ce qu'ils croient être l'intérêt financier de l'Etat (19).

Certes, l'arrêt de la Cour Suprême et la note de M. Pilon prennent soin de remarquer qu'il a été statué en fait : il n'empêche que cet arrêt constitue un appoint sérieux à la thèse de l'administration, et qu'il contribue à aggraver la menace de litiges désastreux qui pèse sur les sociétés coloniales.

Pour écarter cette menace, et pour éviter l'incertitude de solutions judiciaires où l'appréciation du juge n'est qu'insuffisamment limitée, il serait souhaitable qu'une solution législative satisfaisante intervint, réglant le cas particulier du siège des sociétés coloniales. On empêcherait ainsi l'Administration métropolitaine de l'Enregistrement, encouragée par des décisions favorables à sa thèse, de multiplier des instances nuisibles à la situation économique et financière de nos colonies. Mais comment concevoir un texte législatif satisfaisant, et quelle en serait la teneur ? Telle est la dernière question qu'il nous reste à examiner.

(19) « La Quinzaine Coloniale » (n° du 10 janvier 1932, p. 17 : « Le Régime Fiscal des Sociétés Coloniales ») : « Au point de vue juridique, un procès avec l'Administration semble très soutenable, mais il y a des aléas dans tout procès, surtout lorsque l'une des parties est l'Etat ; il pèse sur un très grand nombre de sociétés coloniales, de ce fait, une menace extrêmement grave... »

CHAPITRE II

LES SOLUTIONS LEGISLATIVES PROPOSEES

§ 1. — LE SYSTÈME ADOPTÉ EN BELGIQUE PAR LA LOI DU 21 JUIN 1927;
PEUT-ON S'EN INSPIRER EN FRANCE ?

98. — Le problème de l'imposition des sociétés coloniales qui se pose actuellement en France s'est posé il y a quelques années, d'une façon à peu près identique, pour les sociétés coloniales belges. Ces sociétés exerçant leur commerce ou leur industrie au Congo, possédaient en Belgique un organisme ou un ensemble d'organismes plus ou moins important. Le fisc métropolitain, d'une part, les imposait sur les bénéfices réalisés, ou plutôt estimés réalisés en Belgique ; le fisc colonial, d'autre part, frappait tous leurs bénéfices. Elles subissaient donc une double imposition.

Une loi du 21 juin 1927 mit fin à ce conflit (1). Elle a tout d'abord fixé la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, actions ou parts, à un taux inférieur de plus de 20 % à celui qui était appliqué aux sociétés métropolitaines. Par ailleurs, il existe en Belgique une « taxe professionnelle » perçue sur les bénéfices non distribués aux actionnaires : la loi de 1927 exonère de cette taxe les réserves placées au Congo dans les cinq ans de leur prélèvement sur les bénéfices sociaux.

Pour que les sociétés puissent bénéficier du régime fiscal de faveur, il faut que leur siège social soit entièrement fixé au Congo. Dans le cas inverse, c'est l'impôt métropolitain qui est perçu sans qu'on ait à distinguer l'origine coloniale ou métropolitaine des revenus frappés. Les doubles impositions sont ainsi supprimées : les sociétés ne versent plus rien au fisc colonial. De plus, afin de ne pas priver le Trésor colonial de recettes qui lui sont dues, la loi lui attribue l'intégralité du produit de l'impôt afférent aux intérêts des emprunts de la colonie et aux dividendes revenant au gouvernement du Congo Belge sur les titres composant son portefeuille, et, en outre, les quatre cinquièmes du produit brut des impôts afférents aux autres titres ;

(1) Toute cette question est exposée par la « Quinzaine Coloniale » du 25 mai 1928 (p. 179 et 180), dans un article de M. W. Lalande, intitulé : Le régime fiscal des sociétés coloniales.

le dernier cinquième revient au fisc métropolitain, mais il comprend les frais d'établissement et de perception des impôts.

Ce système est fort avantageux pour le Trésor métropolitain, puisque la fraude est impossible, et surtout pour la colonie à qui des recettes considérables sont assurées, permettant la mise en valeur du pays. Il est moins conforme à l'intérêt des sociétés coloniales de capitaux : celles-ci possèdent toujours des organes en Belgique. Elles doivent par suite payer les impôts métropolitains et ne peuvent bénéficier du régime fiscal avantageux institué par ailleurs. L'espoir de bénéfices accrus par la diminution des impôts n'attire donc plus les capitaux vers les sociétés coloniales.

Malgré cela, un progrès considérable a été réalisé, puisque ce système offre les avantages suivants : il supprime les doubles impositions et n'entrave par suite nullement le transfert et la fixation des sièges sociaux à la colonie ; il accorde aux sociétés coloniales, ou au moins à certaines d'entre elles, un régime fiscal de faveur ; il assure à la colonie le bénéfice de ressources légitimes et importantes qui constituent un stimulant pour l'œuvre sociale. Pourrait-on concevoir une solution identique en France ? Nous ne le pensons pas. Non seulement, nous l'avons fait remarquer, les sociétés de capitaux ne pourraient que difficilement profiter du taux réduit de l'impôt, mais encore l'ensemble du système serait fort compliqué à adapter. Il s'applique en Belgique à une colonie unique, alors qu'en France nos possessions d'outre-mer sont multiples et d'importance fort variable. Quel taux d'impôt appliquerait-on à une société qui exploiterait dans différentes colonies ? Cette question est délicate à résoudre, car la diversité de nos colonies s'oppose à l'adoption de tarifs fiscaux uniques, appliqués identiquement dans toutes les parties de l'empire (2). Mais la difficulté la plus grave consisterait à répartir équitablement entre les différentes colonies les recettes qui leur seraient destinées par le Trésor de la Métropole. Faudrait-il distribuer ces ressources suivant les proportions de celles qui seraient fournies au Trésor métropolitain pour chacune des colonies ? (3) Faudrait-il au contraire, considérer l'intérêt général de l'empire et aider plus par-

(2) Cf. *supra*, n° 18.

(3) Par exemple : si 20 % des recettes perçues par le fisc métropolitain provenaient de sociétés indochinoises, faudrait-il accorder au Trésor Indochinois 20 % des ressources fournies par le système ?

ticulièrement les possessions pauvres ou encore peu évoluées ? Ce partage serait la source d'interminables contestations et de réclamations incessantes.

§ 2. — UNE SUGGESTION DE M. RÉMY BOYER :
LE « BUREAU D'ENREGISTREMENT COLONIAL »

99. — M. Rémy Boyer termine la conclusion de son ouvrage sur « les Impôts Coloniaux » en proposant l'adoption en France d'un système assez semblable au fond à celui qu'impose la loi belge, mais qui tient compte de la diversité de nos possessions d'outre-mer (4).

Les régimes fiscaux coloniaux, variables avec chaque colonie, seraient applicables aux sociétés qui limiteraient leur action à l'intérieur du territoire de la colonie où elles sont installées. Par contre, ajoute M. Boyer, les sociétés qui « procéderaient » dans la métropole à l'émission, à l'introduction en Bourse « de leurs titres d'actions ou d'obligations, auraient à acquitter » à ce moment les suppléments de droits entre ceux qu'ils ont « déjà payés et ceux qui sont en vigueur dans la Métropole. »

Ces suppléments de recettes seraient versés à un « Bureau d'Enregistrement Colonial », et les fonds ainsi recueillis seraient versés à une Caisse centrale autonome, gérée par un office. L'office affecterait ce capital à la garantie des emprunts qui pourraient grâce à lui et par lui être consentis aux gouvernements coloniaux en vue de la mise en valeur de leurs territoires. En effet, les emprunts contractés par les colonies seraient émis par l'office lui-même. Celui-ci, avec les fonds de la Caisse centrale, assurerait l'amortissement de l'emprunt dans un délai assez bref ; les colonies ne supporteraient plus que la charge des intérêts de leur dette.

Certaines colonies pourraient chercher à absorber ainsi par emprunt une part excessive des fonds disponibles chaque année. Pour éviter cet abus, on fixerait annuellement le quantum des avances maxima à consentir à chacune d'elles (5).

Chaque colonie pourrait ainsi émettre à des conditions très avantageuses un emprunt relativement considérable. « En groupant les intérêts de toutes les colonies françaises, écrit M.

(4) R. Boyer : « Les Impôts Coloniaux », p. 359.

(5) « Supposons, écrit M. Boyer, que le Gouvernement des Etablissements Français de l'Océanie veuille contracter un emprunt par l'intermédiaire de l'Office Colonial. L'annuité de remboursement qui lui est réservée, étant de

« Boyer, le crédit de chacune d'elles se trouve renforcé : c'est
« une belle œuvre de solidarité financière à réaliser. Sans au-
« cune intervention de l'Etat français, sans recourir à la garan-
« tie d'intérêt du Trésor métropolitain, le crédit des colonies
« riches vient étayer celui de nos possessions moins fortunées
« et moins favorisées. »

La solution préconisée par M. Boyer offre d'incontestables avantages aux colonies ; il serait inutile d'insister sur cette évidence. Elle prête toutefois à quelques critiques. Il serait anormal qu'une société coloniale, parce qu'elle émet des titres en France, fût privée de tout avantage fiscal. Il est bon d'aider les gouvernements des colonies ; il est encore meilleur d'encourager l'entreprise privée et d'attirer aux colonies les capitaux de la métropole par l'offre d'avantages sérieux. C'est donc à toutes les sociétés coloniales que doivent s'appliquer les tarifs fiscaux coloniaux.

Il serait à craindre également que l'œuvre de solidarité financière dont parle M. Boyer ne fût pas acceptée avec enthousiasme par les colonies riches. Chacun voudrait accroître le quantum des avances à lui consenties et des oppositions d'intérêts se manifesteraient.

Mais le reproche principal à adresser à la suggestion de M. Boyer, c'est qu'elle risque de manquer son but. En effet, ce qu'il faut tout d'abord demander à la loi, c'est qu'elle définisse ce que sera une société coloniale. Supposons qu'une société ayant quelques organismes en France verse au « Bureau d'Enregistrement Colonial » les suppléments de taxe exigés par la loi. Ces sommes échappent au fisc métropolitain. Celui-ci ne serait-il pas dès lors incité à dénier à la société la qualité de société coloniale ? Il prétendra qu'il s'agit d'une société métropolitaine, parce qu'ayant son siège social réel dans la Métropole, et que cette société doit en conséquence acquitter les taxes métropolitaines au fisc métropolitain. Il ne faut donc pas perdre de vue que la question essentielle à résoudre est celle du caractère colonial ou métropolitain de la société : ce doit être le point traité initialement par le texte législatif. Sans quoi les litiges concernant le lieu du siège social renaîtront sans cesse.

« 1.500.000 francs (par exemple) permettrait de gager un emprunt amortissable en 50 ans de 75 millions de francs. »

Les fonds de la Caisse centrale pourraient, selon M. Boyer, être répartis entre les diverses colonies suivant des proportions de 20 % pour l'Algérie, 20 % pour l'A.O.F. et 20 % pour l'Indochine, 12,50 % pour Madagascar, 10 % pour l'A.E.F., etc., etc...

§ 3. — LA PROPOSITION DE LOI DE M. GRATIEN CANDACE

100. — Au moment où l'instance était en cours entre la Compagnie de Padang et l'Administration de l'Enregistrement, M. Gratién Candace, député, comprenant l'ampleur que pouvait prendre le conflit, tenta de résoudre la question par le moyen législatif. Il déposa une proposition de loi sous la forme d'un amendement à la loi de finances de 1932 (6). La proposition était ainsi conçue :

« La législation fiscale à laquelle sont soumises les sociétés
« ayant leur siège et leur exploitation aux colonies, en Algérie,
« dans les pays de protectorat et dans les territoires sous man-
« dat français, demeure applicable à ces sociétés, alors même
« qu'elles ont leurs organes d'administration et de contrôle dans
« la Métropole. La présente disposition a un caractère inter-
« prétatif. »

Le caractère interprétatif de cette disposition lui permettait de s'appliquer rétroactivement et de mettre fin, au bénéfice des sociétés coloniales, aux procès qui pouvaient avoir été déjà intentés par l'Administration.

Le Ministre du Budget ayant conclu au rejet de l'amendement et la Commission des Finances ne l'ayant pas davantage retenu, la tentative de M. Candace échoua, malgré l'opinion favorable de la Commission de l'Algérie et des Colonies. M. Candace reprit alors le texte de son amendement dans une proposition de loi déposée le 12 février 1932. Cette proposition, n'ayant pu être discutée avant la fin de la législature, devint caduque.

Cependant, dans l'opinion coloniale, un fort mouvement s'était dessiné, demandant que le texte proposé par M. Candace fût voté. Dans toutes les colonies, les Chambres de Commerce et les divers organismes représentatifs du commerce colonial é mirent des vœux en ce sens : citons par exemple les vœux émis par le Congrès des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture de la France d'Outre-Mer, par la Chambre de Commerce d'Alger (séance du 13 janvier 1932), par les Délégations Financières Algériennes (séance du 12 octobre 1932), par

(6) Documents Parlementaires : Chambre, Session 1932, n° 6372. — « Le régime fiscal des sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies », mémoire publié par l'Union Coloniale Française (mai 1934), p. 5 à 19.

l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce d'Algérie (séance du 12 novembre 1932), par la Chambre de Commerce de Constantine (séance du 19 janvier 1932, par la Chambre d'Agriculture de Casablanca (séance du 5 mars 1932), par les Chambres de Commerce de Dakar (séance du 9 février 1932) et de Rufisque (séance du 27 février 1932), etc... (7).

Par ailleurs, les Gouverneurs Généraux de l'Algérie et de l'Indochine intervenaient auprès du Gouvernement métropolitain. Enfin l'unanimité de la presse économique et coloniale réclamait le vote de la proposition Candace (8).

Dans son rapport sur le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1933, M. Archimbaud, député, préconisait la reprise de la proposition de loi, soit par le Gouvernement, soit par voie d'initiative parlementaire (9). M. Candace reprit alors, le 16 mars 1934, le texte de sa proposition. La Commission des Colonies, en majorité favorable à son adoption, désigna comme rapporteur M. le député Monnerville. En même temps, une nouvelle campagne de presse prenait la défense des sociétés coloniales (10).

La Commission financière de la récente Conférence économique impériale décida, le 25 février 1935, de recommander à l'attention du Gouvernement, en vue d'en hâter la mise à l'ordre du jour et le vote, la proposition Candace, dont elle modifia légèrement les termes de la façon suivante :

« La législation fiscale en vigueur en Algérie, aux Colonies, « dans les pays de Protectorat ou Territoires sous mandat

(7) Voir le Mémoire de l'Union Coloniale Française, précité (p. 20 à 28). Des vœux identiques furent émis : par la Chambre de Commerce Française de Tanger, par les Chambres de Commerce de Bône (Algérie), de Mogador (Maroc), de Kaolak et de Ziguinchor (Sénégal), de Haïphong, de Saïgon, de Nouméa, de Saint-Denis (Réunion), de St-Pierre et Miquelon, de Lomé (Togo) ; par les Chambres d'Agriculture d'Alger et du Tonkin ; par les Chambres mixtes de Commerce et d'Agriculture du Nord-Annam, du Cambodge et du Laos ; par les Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Tananarive et de Majunga (Madagascar).

(8) Voir les articles publiés dans les journaux, bulletins et périodiques suivants : « La Quinzaine Coloniale » (25 février 1932 ; Chronique parlementaire) ; « Marseille-Matin » (1^{er} février 1932) ; « Agence Télégraphique Universelle » (27 février 1932) ; « Paris-Télégrammes » (29 février 1932, et 4 mai 1932) ; « La Dépêche Coloniale » (1^{er} mars 1932) ; « La Journée Industrielle » (3 mars 1932) ; « L'Agence Extérieure et Coloniale » (3 mars 1932) ; « Tahiti-France » (mars 1932) ; « Bulletin du Comité de l'Afrique Française » (avril 1932).

(9) Mémoire de l'Union Coloniale Française, précité, p. 46 à 48.

(10) Voir les articles publiés dans les journaux et bulletins suivants : « La Quinzaine Coloniale » (25 février 1934) ; « L'Economiste de la Guadeloupe » (28 juin 1934) ; « La Journée Industrielle » (12 juillet 1934) ; « L'Avenir » (12 juillet 1934) ; « La Dépêche Coloniale » (15 juillet 1934) ; « La Dépêche » (29 juillet 1934).

« français, est SEULE applicable aux sociétés y ayant leur
« siège social STATUTAIRE et leur exploitation PRINCIPALE,
« même si elles tiennent dans la Métropole leurs assemblées
« générales et si elles y ont leurs organes d'administration et
« de contrôle.

« La présente disposition a un caractère interprétatif. »

M. Louis Rollin, Ministre des Colonies, adoptant le point de vue de la Conférence et apposant sa signature au texte proposé, transforma celui-ci en projet de loi. Ce projet est actuellement soumis à la signature des Ministres intéressés, les Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances, et à celle du Président du Conseil (11).

101. — Après plusieurs années, donc, aucun résultat positif n'a pu être obtenu. Cela tient essentiellement à l'opposition constante de l'Administration des Finances. Celle-ci n'a cessé de prétendre que le vote du projet aurait des conséquences regrettables. Tout d'abord, ce serait contredire les principes juridiques bien établis concernant le siège social ; selon l'Administration, le lieu de réunion des Assemblées générales et du Conseil d'Administration joue un rôle décisif dans la fixation du siège réel. Au point de vue pratique, le vote du projet ne serait que la consécration des fraudes actuellement commises par quelques sociétés, et il pousserait les sociétés restées scrupuleuses jusqu'à ce jour à transférer à leur tour leur siège social. Il en résulterait une perte de recettes très importantes, aggravée encore par les restitutions que l'Administration devrait consentir en raison du caractère rétroactif de la mesure préconisée.

Il serait superflu de démontrer le mal-fondé de l'argumentation soutenue par l'Administration. Nous avons déjà critiqué sa conception juridique du siège social ; quant à l'aspect pratique de la question, ce n'est pas celui de la légalisation d'une fraude, mais au contraire celui de la suppression d'une double imposition. Enfin on ne conçoit pas quelles pourraient être les restitutions importantes auxquelles serait condamnée l'Administration, étant donné que la quasi-unanimité des sociétés qui

(11) Cf. deux articles de M. Auguste Brunet, député, l'un dans « L'Information » du 8 mars 1935, l'autre dans « Les Annales Coloniales » du 28 août 1935. — Voir également « La Quinzaine Coloniale » du 10 juin 1935 (p. 215 : Régime fiscal des Sociétés Coloniales).

ont transféré leur siège à la colonie ont cessé dès cet instant d'acquitter les impôts métropolitains.

On peut donc espérer que, comprenant la faiblesse de cette argumentation, le Ministère des Finances finira par accepter le projet de loi défendu par le Ministre des Colonies.

102. — Nous avons vu que le projet de loi avait modifié quelques termes à la proposition primitive de M. Candace. En premier lieu, l'expression « est seule applicable » remplace l'expression « demeure applicable », afin de condamner plus formellement le système des doubles impositions. L'adjonction du qualificatif « statutaire » évite toute équivoque sur le sens à attribuer dans la phrase au mot « siège social ». Par contre, l'adjonction du mot « principale » à la suite du mot « exploitation » est une innovation moins heureuse, et contraire à la tradition jurisprudentielle que la loi aurait dû confirmer purement et simplement. Il s'agissait, en effet, uniquement, de donner force de loi, en matière de sociétés coloniales, à la jurisprudence qui soutient qu'un siège social statutaire doit être tenu pour régulier lorsqu'il est fixé en un lieu où la Société a établi un centre d'exploitation ; peu importe le caractère principal ou secondaire de ce centre d'exploitation, pourvu qu'il ne soit pas insignifiant, qu'il soit réel. Il peut être fâcheux d'exiger la concordance entre le siège statutaire et l'exploitation principale : ainsi la Compagnie de Padang, ayant son exploitation principale à Sumatra, serait obligée, voulant rapprocher son siège du lieu de son activité, de renoncer à la nationalité française et de s'installer en territoire néerlandais. Le projet de loi devrait donc se contenter d'exiger une exploitation réelle à la colonie, principale ou non, pourvu cependant que l'exploitation principale ne fût pas située en France.

Ainsi conçu, le projet de loi, tout en ne préjudiciant pas aux intérêts bien compris de la Métropole, présenterait des avantages certains pour les sociétés coloniales et les gouvernements coloniaux : les sociétés coloniales de capitaux, en effet, qui sont celles destinées à jouer le rôle essentiel dans la mise en valeur des colonies, pourraient profiter des tarifs coloniaux. C'est là le résultat qu'il faut rechercher en premier lieu, et seule la conception de M. Candace est susceptible de l'obtenir. Par ailleurs, les colonies verront s'accroître leurs recettes sans qu'il soit besoin de procéder à une répartition des fonds entre elles,

comme dans les autres systèmes préconisés ; elles seront, en outre, dispensées de recourir à l'emprunt.

Nous n'avions adressé qu'une seule critique au projet de loi de M. Candace, en proposant de substituer à l'expression : « leur exploitation principale », l'expression moins étroite : « une exploitation réelle, pourvu que leur exploitation principale ne soit pas située dans la Métropole ». Il nous semble qu'une seconde critique pourrait être formulée, mais concernant uniquement la forme du projet. Celui-ci vise en effet « l'Algérie, les colonies, pays de Protectorat ou Territoires sous mandat français ». Le problème juridique est évidemment le même dans tous ces pays et doit être résolu partout identiquement. On aurait cependant eu intérêt à déposer des projets distincts pour l'Algérie, les colonies, et enfin, les autres possessions. Tout d'abord, au point de vue pratique : il suffirait que le projet signé du Ministre des Colonies, fût contresigné par le Ministre des Finances pour pouvoir être soumis aux Chambres. On éviterait ainsi les lenteurs du contre-seing dans tous les ministères intéressés ; un résultat partiel serait rapidement acquis, et l'exemple des Colonies ne tarderait pas à être suivi par les Ministères de l'Intérieur, chargé de l'Algérie, et des Affaires étrangères, chargé des Protectorats et Territoires sous mandat. Par ailleurs, on éviterait ainsi de viser dans un même texte des sociétés de nationalités différentes, car les sociétés établies en Syrie, au Maroc ou en Tunisie n'ont pas la nationalité française.

CONCLUSION

103. — L'étude générale du siège social que nous avons entreprise nous a permis de constater qu'une jurisprudence s'était peu à peu formée, fixant les éléments constitutifs du siège social et fournissant le critérium d'un siège régulier, c'est-à-dire non fictif et non frauduleux. L'absence de tout texte législatif en cette matière et la fort grande diversité des cas d'espèce ont eu pour résultat, cependant, de laisser au juge un large pouvoir d'appréciation.

La situation spéciale des sociétés coloniales ayant fourni les données d'un problème nouveau, le pouvoir d'appréciation des tribunaux aurait pu leur permettre de résoudre ce problème à la fois en ménageant les intérêts coloniaux qui étaient en jeu et en respectant dans une large mesure les directives de la jurisprudence établie. S'il en fut ainsi dans le cas de la Compagnie des Phosphates de Constantine, dont le bon droit se manifestait à l'évidence, il n'en fut malheureusement pas de même dans celui de la Compagnie de Padang. Les décisions rendues contre elle ont rendu la situation de toutes les Sociétés coloniales fort précaire en faisant planer sur elle la menace de litiges au dénouement aléatoire et peut-être ruineux.

Pour rendre à ces sociétés la sécurité qu'elles ne méritent pas de perdre, le meilleur moyen semble être l'adoption d'un texte législatif satisfaisant. Ce texte doit définir la notion de société coloniale, et confirmer les sociétés ainsi désignées dans leur droit de jouir des tarifs fiscaux coloniaux. C'est, nous l'avons vu, le projet de loi conçu par M. Candace qui, sous quelques réserves, semble devoir atteindre le plus complètement les résultats cherchés. Il est donc à souhaiter que le vote de ce projet, amendé si possible, intervienne sans tarder : les colonies commencent à se relever d'une crise économique exceptionnellement pénible ; il faut saisir toute occasion de favoriser leur nouvel essor et éviter au contraire toutes mesures qui pourraient nuire à leur progrès.

D'un point de vue purement juridique, d'ailleurs, le vote du projet, en mettant nettement à part le cas spécial des sociétés coloniales, permettrait à la jurisprudence de se fixer plus nettement dans les questions relatives au siège des sociétés métropolitaines. Nous avons remarqué qu'il y avait parfois des hésitations et des incertitudes dans les décisions concernant la nationalité des sociétés ou le lieu d'ouverture des faillites ; ces flottements ne feraient que s'accroître si la jurisprudence devait appliquer ses principes à la matière toute nouvelle des sociétés coloniales. Elle n'arrivera à être cohérente que si les cas qui lui sont soumis ne sont pas trop diversifiés.

104. — Nous nous sommes placés dans cette étude sur le plan colonial, et nous proposons une solution purement coloniale. L'idée pourrait surgir d'un texte législatif général, mettant fin à toutes les controverses qui s'élèvent lorsqu'il s'agit de déterminer un siège social : cette loi n'aurait qu'à définir le siège social et à en énumérer les éléments constitutifs. Ce serait la solution la plus simple et la plus logique.

Un examen rapide suffit à montrer le caractère fragile de cette suggestion ; la définition législative du siège social nous apparaît comme à peu près impossible. Comment pourrait-on fournir une liste complète de tous les éléments constitutifs du siège social ? Ces éléments varient avec chaque genre de sociétés, avec chaque société même. Nous savons qu'on ne peut raisonnablement attribuer un caractère essentiel et décisif à aucun d'eux ; l'importance de chacun dépend des circonstances, qui sont infiniment diverses. Le siège social est un ensemble et cet ensemble est susceptible de fractionnement. La loi ne peut espérer prévoir toutes les hypothèses, toutes les variétés de fractionnement. On se trouve donc en face d'une alternative : ou bien la loi se contenterait d'une définition abstraite, et par conséquent inutile, puisque nous savons déjà que le siège social, domicile et centre de l'activité juridique de la société est le lieu où elle traite ses principales affaires et a ses principaux intérêts ; ou bien au contraire la loi tenterait de fournir une définition précise et concrète. Dans ce deuxième cas, on ne pourrait que fixer un cadre bien trop étroit pour la réalité ; un cadre qui constituerait une gêne intolérable pour les sociétés scrupuleuses, mais qui, par contre, faciliterait et légaliserait les fraudes des sociétés malhonnêtes.

Cette réforme générale nous paraît donc à la fois impraticable et nullement souhaitable. La loi ne doit et ne peut intervenir que pour régler le cas particulier des sociétés coloniales : la concordance entre le siège statuaire et une exploitation matérielle est un critérium bien suffisant pour distinguer les sociétés coloniales des sociétés métropolitaines, mais on ne saurait songer à attribuer la même valeur à ce critérium appliqué par exemple en matière de nationalité de société.

105. — Une remarque s'impose à la fin de cette étude. La théorie du siège social que nous avons tenté de dégager s'applique identiquement à toutes les espèces de sociétés : sociétés par intérêts ou par actions, sociétés de personnes ou de capitaux. Pratiquement, la plupart des cas examinés concernaient des sociétés de capitaux, généralement des sociétés anonymes. Cela tient à ce que, surtout en matière coloniale, elles sont de beaucoup les plus importantes. Cela tient en outre au fait que le fractionnement du siège est très fréquent pour les sociétés de capitaux coloniales, les actionnaires étant métropolitains ; tandis que le fractionnement du siège est beaucoup plus exceptionnel pour les sociétés de personnes, en raison de leur nature et de leur fonctionnement, et en raison de l'étendue forcément plus restreinte de leur activité.

Mais ce ne sont là que des nuances de fait qui ne sauraient retirer à cette étude et à nos conclusions leur caractère de généralité.

Vu :

Le Président de Thèse,

H. SOLUS.

Vu :

Pour le Doyen :

L'Assesseur,

C. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — TRAITES ET OUVRAGES

- E. ALLIX. — Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française (1931).
- P. ARMINJON. — Précis de Droit international privé (1934).
- A. BOISTEL. — Manuel de Droit commercial (1887).
- R. BOYER. — Les Impôts coloniaux (1930).
- COPPER-ROYER. - - Traité théorique et pratique des sociétés anonymes (1915).
- P. DARESTE. — Traité de Droit colonial (1931).
- F. DESPAGNET. — Précis de Droit international privé (1909).
- G. FRANÇOIS. — Le Budget local des colonies (1908).
- G. FRANÇOIS et F. ROUGET. — Manuel de Législation coloniale (1909).
- R. FRANÇOIS. - - Les Dépenses coloniales de souveraineté (1902).
- A. GIRAULT. — Principes de colonisation et de législation coloniale (1927-1930).
- C. HOUPIN et H. BOSVIEUX. - - Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales (5^e édition).
- LACOUR et BOUTERON. — Précis de Droit commercial (2^e édition).
- R. et J. LEFEBVRE. — Traité fiscal des sociétés anonymes (1928).
- P. LEROY-BEAULIEU. - - De la colonisation chez les peuples modernes (6^e édition).
- M. LEVEN. - - De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France (1926).
- LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de Droit commercial (15^e édit., 1928).
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial (5^e édit., 1929), t. II « Des Sociétés », par Amiaud.
- H. MARIOL. — Abrégé de Législation coloniale (1925).
- C.-M. MERLY et B. SOL. - - Le Régime financier des colonies (1932).
- J.-P. NIBOYET. — Manuel de Droit international privé (2^e édit., 1928).
- A. PILLET. — Des Personnes morales en Droit international privé (1914).
- A. PILLET. — Manuel de Droit international privé (1923-1924).

- E. PILON. — Principe et technique des droits d'enregistrement (1929).
- P. PONT. — Traité-commentaire des sociétés civiles et commerciales (1880).
- POUJOL. — Législation et Finances coloniales (1930).
- B. SOL. — Eléments de législation financière coloniale (1933).
- H. SOLUS. — Traité de la condition des indigènes en droit privé (1927).
- SURVILLE et ARTHUYS. — Cours élémentaire de Droit international privé (7^e édit., 1925 à 1929, par Surville seul).
- THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de Droit commercial (8^e édit., 1931).
- THALLER, PIC et BOUVIER. — Des Sociétés commerciales (2^e édit., 1926).
- J. et A. VAVASSEUR. — Traité des sociétés civiles et commerciales (6^e édit.).
- J. VEYRIERAS. — Traité des taxes de timbre, de transmission et du revenu (1924).
- A. WAHL. — Traité de Droit fiscal (1902).
- A. WAHL. — Etude sur le rôle de la Cour de Cassation dans les instances fiscales (1897).
- A. WAHL. — Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières (1909).
- A. WAHL. — Traité théorique et pratique de Droit commercial (1922).
- A. WEISS. — Manuel de Droit international privé (7^e édit.).
- A. WEISS. — Traité théorique et pratique de Droit international privé (2^e édit.).
- XXX. — Réalités coloniales (1934).

II. — THESES

- P.-J. BOSSERT. — La situation juridique en France des sociétés commerciales étrangères ; Nancy, 1900.
- G. BOULLAY. — De la condition juridique des sociétés étrangères en France ; Caen, 1899.
- G. CHERVET. — Des sociétés commerciales en Droit international privé ; Paris, 1886.
- E. COLLOT. — Des avantages de la mise en société pour une entreprise industrielle, commerciale ou agricole ; Dijon, 1933.
- E. CUQ. — La nationalité des sociétés ; Paris, 1921.
- L. DROUIN. — De la condition juridique des sociétés commerciales étrangères en France ; Paris, 1897.

- R. GAIN. — Etude sur l'évolution de la nationalité des sociétés en France ; Paris, 1924.
- A. GERBAUT. — Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers en matière civile et commerciale ; Nancy, 1882.
- A. LESAGE. — De la compétence et du conflit des lois relativement aux sociétés commerciales étrangères ; Paris, 1895.
- M. LEVEN. — De la nationalité des sociétés ; Paris, 1899.
- R. MÉPLAIN. — Les sociétés étrangères en France ; Paris, 1897.
- R. MICHEL. — Le contrôle économique des sociétés ; Paris, 1923.
- A. PÉPY. — De la nationalité des sociétés de commerce ; Paris, 1920.
- P.-M. PINEAU. — Droit français des sociétés commerciales en Droit international privé ; Bordeaux, 1893.
- A.-T. PIPI. — De la condition légale des sociétés étrangères en France ; Paris, 1884.
- J. ROBIN. — Du régime légal des valeurs mobilières en France ; Dijon, 1899.
- O. THOMAS. — Nos colonies et le budget métropolitain ; Lyon, 1906.

III. — *REPERTOIRES ET RECUEILS DE JURISPRUDENCE*

Dalloz, Nouveau Dictionnaire pratique de Droit.

Dalloz, Répertoire pratique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence ; Supplément au Répertoire.

Pandectes Françaises : Nouveau Répertoire de Doctrine, de Législation et de Jurisprudence.

Sirey, Lois annotés (année 1930).

*
**

Dalloz Hebd. : Recueil hebdomadaire de Jurisprudence.

D. P. : Dalloz, Recueil périodique et critique de Jurisprudence, de Législation et de Doctrine.

Daresté : Recueil de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence coloniales.

Le Droit : Journal des Tribunaux.

Gaz. Pal. : Gazette du Palais.

Gaz. Trib. : Gazette des Tribunaux.

Clunet : Journal du Droit international privé et de la jurisprudence comparée.

Journal du Palais.

Jour. Soc. : Journal des Sociétés civiles et commerciales.

Journal des Tribunaux de commerce.

La Loi.

P. : Pandectes françaises périodiques, recueil mensuel de jurisprudence et de législation.

Pasicrisie belge.

Penant : Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue du Droit international privé et de Droit pénal international.

Revue de Droit international et de législation comparée.

Rev. Soc. : Revue des Sociétés.

S. : Sirey, Recueil général des lois et arrêts.

IV. — NOTICES, JOURNAUX, REVUES

Annales de Droit Commercial.

Annuaire des entreprises coloniales.

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

Bulletin fiduciaire, recueil trimestriel de documentation édité par la Société indochinoise de contrôle et de gestion.

Bulletin mensuel de l'Agence économique de l'A. O. F.

Crépon : Du pourvoi en Cassation en matière civile (extrait du « Répertoire alphabétique du Droit français » 1892).

A. Dureteste : Le régime des Sociétés commerciales en Indochine française (extrait du « Journal des Sociétés », 1926).

L'Indochine, revue économique d'Extrême-Orient.

La Quinzaine Coloniale.

Rapport au comité des jurisconsultes de l'Union Coloniale Française, en date du 3 décembre 1924, par A. Marcille.

Le Régime fiscal des Sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies. Mémoire adressé à MM. les membres du Parlement par le Comité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de l'Indochine, et l'Union Coloniale Française (mai 1934).

Statistique mensuelle du commerce extérieur de la France.

Adde : Le Journal Officiel, l'Information financière, économique et politique, et toute la presse citée dans l'ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages
1. L'importance politique et économique des Colonies françaises ; la notion d'Empire.....	7
2. La question de la « mise en valeur ».....	10
3. Difficultés auxquelles se heurtent les entreprises coloniales ; rôle essentiel des sociétés de capitaux....	11
4. L'aide indispensable de la métropole à ses colonies..	12
5. Comment cette aide se réalise.....	13
6. La nécessité aux colonies d'un régime fiscal moins lourd	14
7. A quelles sociétés commerciales s'applique ce régime fiscal favorable ? La notion de société coloniale..	15
8. Plan de l'étude.....	16
9. Celle-ci doit se limiter aux colonies « stricto sensu »..	17

PREMIERE PARTIE

LE REGIME FISCAL DES SOCIETES COLONIALES

10. Intérêt fiscal de l'étude.....	21
------------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER. — LES GRANDS TRAITS DU RÉGIME FINANCIER DES COLONIES.

§ 1. — *Les Principes.*

11. Assujettissement, assimilation, autonomie.....	22
12. Principe d'autonomie financière des Colonies françaises	23
13. L'Evolution législative aboutissant à l'autonomie financière	24

§ 2. — *Les Budgets.*

	Pages
14. Budgets coloniaux et budget métropolitain.....	26
15. Budgets généraux et budgets locaux.....	27
16. Elaboration des budgets coloniaux.....	29
17. Contexture des budgets coloniaux.....	31

CHAPITRE II. — LES IMPÔTS COLONIAUX.

18. Diversité nécessaire des régimes fiscaux coloniaux..	32
19. Les Principaux impôts établis aux colonies.....	33
20. Certains impôts sont perçus au lieu du domicile de l'assujetti : le tarif colonial n'est appliqué que si le domicile est fixé à la colonie.....	37

CHAPITRE III. — LES IMPÔTS PERÇUS SUR LES SOCIÉTÉS EN
FRANCE ET A LA COLONIE.

§ 1. — *Impôts perçus au cours de la vie d'une
Société.*

21. Leurs taux sont faibles ou indépendants du lieu du domicile social. Seuls les droits d'apport présentent de l'intérêt	40
---	----

§ 2. — *Impôts sur les valeurs mobilières.*

22. Les « trois taxes » : leurs taux varient selon que le siège social est fixé à la colonie ou dans la métro- pole	42
23. La taxe de timbre	43
24. La taxe de transmission.....	44
25. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.....	47

§ 3. — *Tableaux comparatifs des impôts frappant
les sociétés de commerce en France et aux
Colonies.*

26. Tableaux statistiques des taux des impôts.....	49
--	----

CHAPITRE IV. — RÉSULTATS DU RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS
AUX COLONIES.

27. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ne pèse que très légèrement sur les sociétés coloniales. — En général, les taux des impôts coloniaux tendent à rejoindre ceux de la Métropole.....	52
28. Les avantages fiscaux ont contribué à l'établissement des sociétés de commerce dans les colonies.....	53

DEUXIEME PARTIE

LES LITIGES RECEMMENT SOULEVES
PAR L'ADMINISTRATION
METROPOLITAINE DE L'ENREGISTREMENT

	Pages
29. Cette Administration déclare fictifs certains transferts de sièges sociaux à la colonie.....	55

CHAPITRE PREMIER. — DES INSTANCES RELATIVES AUX
DROITS ET IMPÔTS PERÇUS PAR L'ADMINISTRATION
DE L'ENREGISTREMENT.

§ 1. — *Limites des droits de l'Administration.*

30. Principe de territorialité des lois fiscales.....	56
31. L'adage : « neminem laedit qui suo jure utitur », en droit fiscal	57
32. Droit de la Régie de restituer aux actes des contribuables leur véritable caractère juridique.....	58

§ 2. — *Procédure des instances relatives aux droits d'enregistrement.*

33. La contrainte	59
34. La compétence ; les preuves ; l'instance.....	59
35. Suppression de l'appel et rôle exceptionnel de la Cour de Cassation.....	60

CHAPITRE II. — LES PROCÈS ENGAGÉS PAR LA RÉGIE POUR
FAIRE JUGER FICTIFS LES TRANSFERTS DE SIÈGES
SOCIAUX AUX COLONIES.

36. La Régie recherchait une jurisprudence favorable en cette matière nouvelle	62
--	----

Section Première. — *L'Affaire de la Compagnie des Caoutchoucs de Padang.*

37. Les faits ayant donné naissance au litige.....	62
38. Le litige	65
39. Les arguments soutenus par les parties.....	67
40. Les décisions rendues.....	71

Section II. — *L'Affaire de la Compagnie des Phosphates de Constantine.*

41. Les faits ayant donné naissance au litige.....	73
42. Le litige	75
43. Les arguments soutenus par les parties.....	77
44. Le jugement du Tribunal de la Seine.....	81
45. Les divergences entre ce jugement et les décisions rendues dans l'Affaire de Padang.....	84

TROISIEME PARTIE

LE SIEGE SOCIAL, SES ELEMENTS, SON CARACTERE REEL OU FICTIF D'APRES LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

46. Mutisme de la Loi sur la question.....	85
47. La Doctrine ne peut être étudiée que par analogie...	86
48. Il n'existait aucune jurisprudence sur le siège des sociétés coloniales. La jurisprudence sur la nationalité des sociétés est difficile à appliquer par analogie..	86

CHAPITRE PREMIER. — LA DOCTRINE.

§ 1. — *La Personnalité morale des Sociétés et le Domicile social.*

49. Personnalité morale, domicile et nationalité des sociétés	88
50. Définitions du domicile social.....	90
51. Domicile naturel, ou domicile d'élection ?.....	90

§ 2. — *Où se trouve le principal établissement ?*

52. La volonté de l'homme ne saurait le fixer à elle seule..	91
53. Le lieu de l'acte constitutif et le domicile des associés n'interviennent pas	92
54. Le système du principal établissement d'exploitation matérielle	93
55. Critique de ce système.....	94
56. Système du siège social.....	94
57. Avantages de ce système.....	96
58. Rattachement du siège social à un élément fixe ; opinions de MM. Pillet et Thaller ; leur critique.....	97

§ 3. — *Définition du siège social : Ses éléments constitutifs.*

59. Définitions du siège social.....	98
60. Eléments constitutifs du siège social.....	100

§ 4. — *Fractionnement du siège social.*

61. Hypothèses de fait	103
62. Le siège social est unique. Sièges secondaires : agences, succursales	104
63. Siège social et siège administratif.....	105
64. Aucun élément du siège social ne saurait être prépondérant	107

§ 5. — *La théorie de la fraude et la notion du siège social réel et sérieux.*

	Pages
65. Les motifs de la fraude. Celle-ci doit être prouvée....	110
66. Siège purement fictif et nominal.....	111
67. Siège réel, mais frauduleux.....	112
68. Opinion de M. Arminjon : un siège réel est de ce fait inattaquable	116
69. Notion de siège social régulier : les deux conditions qu'il doit remplir	117

§ 6. — *Transfert du siège social.*

70. Comment il se réalise. Il ne présente rien de particulier.	118
--	-----

CHAPITRE II. — LA JURISPRUDENCE.

71. Elle se divise en trois grandes périodes.....	120
---	-----

§ 1. — *Première période ; elle se termine entre 1880 et 1890.*

72. Principes consacrés dès l'origine.....	121
73. Où se trouve le principal établissement ? Diversité de solutions ; le siège social tend à l'emporter.....	121
74. Pas de définition nette du siège social.....	124
75. Siège social fictif ou frauduleux.....	125

§ 2. — *Seconde période ; elle commence entre 1880 et 1890 et va jusqu'à la guerre de 1914.*

76. Quelques arrêts prennent en considération le lieu de l'exploitation ou l'ensemble des circonstances de la cause	126
77. Le domicile est définitivement fixé au siège social..	128
78. Définition et éléments constitutifs du siège social....	130
79. Fractionnement du siège : aucun élément n'est prépondérant	132
80. Le siège social doit être réel, effectif et sérieux.....	134
81. Le siège social fictif ou frauduleux	135
82. Remarques	138

§ 3. — *Troisième période ; la jurisprudence à partir de 1914.*

83. La notion de société ennemie et la jurisprudence de guerre	139
84. Retour à la conception traditionnelle du siège social.	140
85. Le siège social fictif ou frauduleux.....	143

CONCLUSION. — LE SIÈGE SOCIAL RÉGULIER EN DROIT POSITIF ACTUEL.

	Pages
86. Synthèse des résultats acquis à la fin de cette étude.	145
87. Siège social fictif ou frauduleux : la doctrine est diverse et contradictoire, la jurisprudence commet une confusion	146
88. Il existe cependant une théorie jurisprudentielle du siège social	147

QUATRIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU SIÈGE SOCIAL AUX SOCIÉTÉS COLONIALES

89. Comment se divisera cette quatrième partie.....	149
---	-----

CHAPITRE PREMIER. — ÉTUDE CRITIQUE DES DÉCISIONS RELATIVES AU SIÈGE SOCIAL DES SOCIÉTÉS COLONIALES.

§ 1. — *Critique de ces décisions sur le plan juridique et logique.*

90. Les sociétés coloniales sont dans une situation spéciale	150
91. La jurisprudence donne trop d'importance à l'Assemblée générale et au Conseil d'Administration.....	150
92. L'influence du lieu d'exploitation matérielle.....	152
93. Seul le jugement rendu en faveur de la Compagnie des Phosphates de Constantine est satisfaisant ; les décisions rendues dans l'affaire de la Compagnie de Padang ne le sont pas	154

§ 2. — *Les Conséquences pratiques et les répercussions économiques de cette jurisprudence.*

94. Elles sont contraires à la bonne gestion et aux intérêts financiers des sociétés coloniales.....	156
95. Les sociétés coloniales de capitaux sont menacées de procès graves	158
96. Les colonies elles-mêmes sont injustement lésées....	159
97. Conclusion : Nécessité d'une solution législative.....	160

CHAPITRE II. — LES SOLUTIONS LÉGISLATIVES PROPOSÉES.

§ 1. — *Le système adopté en Belgique par la loi du 21 juin 1927 ; peut-on s'en inspirer en France ?*

98. Le système ; il serait difficilement applicable en France	162
---	-----

§ 2. — *Une suggestion de M. Rémy Boyer : le
« Bureau d'Enregistrement Colonial ».*

	Pages
99. Le système ; il risque de manquer son but.....	164

§ 3. — *La proposition de loi de M. Gratien Can-
dace.*

100. La proposition ; sa modification.....	166
101. L'opposition de l'Administration.....	168
102. Critique du projet de loi.....	169

CONCLUSION

103. Les résultats de cette étude. Le vote d'une loi semble urgent	171
104. Un texte législatif général sur le siège social en droit français présenterait par contre de graves inconvé- nients	172
105. Remarque	173

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

PALAIS-ROYAL - PARIS 1^{er}

